

**1979-
1980**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**RAPPORT
BIENNAL
DU
SECRETAIRE EXECUTIF**



NATIONS UNIES

47561 N^S

**1979-
1980**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT BIENNAL DU SECRETAIRE EXECUTIF



NATIONS UNIES

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies précédées par le symbole E/CN.14/... indiquent que le document a été publié sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.

E / CN.14 / 798



NATIONS UNIES

TABLE DES MATIERES

Page

ABREVIATIONS - - - - - v

AVANT-PROPOS - - - - - ix

Chapitres :

I. ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE EU EGARD AUX OBJECTIFS, AUX BUTS ET AUX STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT - - - - -	1
II. ORGANES DIRECTEURS ET ORGANES CONSULTATIFS - -	13
III. RAPPORT D'ACTIVITE SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVE DE LA COMMISSION (1979-1980) - -	19
Agriculture - - - - -	19
Questions et politiques relatives au développement	22
Enseignement et formation - - - - -	32
Etablissements humains - - - - -	34
Développement industriel - - - - -	40
Questions commerciales et financières internationales	53
La main-d'oeuvre : planification et emploi - -	64
Ressources naturelles - - - - -	66
Télédétection - - - - -	66
Ressources minérales - - - - -	67
Energie - - - - -	69
Ressources en eau - - - - -	71
Cartographie - - - - -	74
Environnement - - - - -	78
Population - - - - -	82
Administration publique, gestion et finances -	87
Science et technique - - - - -	90
Développement social - - - - -	95
Statistiques - - - - -	103
Transports, communications et tourisme - -	111

IV. ACTIVITES REALISEES PAR LE SECRETARIAT EN TANT QU'AGENT D'EXECUTION - - - - -	124
--	-----

Tableaux :

1. Ressources provenant d'autres organismes des Nations Unies - - - - -	134
2. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain - - - - -	145
3. Projets exécutés par la CEA pour le compte de gou- vernements et d'institutions d'Etats africains -	148
4. Projets financés par des gouvernements et organismes donateurs - - - - -	149
5. Récapitulatif des ressources extra-budgétaires fournies par des donateurs - - - - -	154

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
V. PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES - - - - -	155
VI. RESSOURCES FINANCIERES (BUDGET ORDINAIRE) - - -	163
Tableaux :	
1. Budget ordinaire du budget-programme - - -	167
2. Budget ordinaire par objets de dépense - - -	168
VII. COOPERATION AVEC LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX AFRICAINS - - - - -	169
VIII. COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES - - - - -	174

Annexes :

- I. Accord de coopération entre la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies et l'Institut panafricain pour le développement
- II. Mémoire de coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale
- III. Accord entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Communauté économique des pays des Grands Lacs en matière de coopération et d'assistance
- IV. Accord de coopération entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
- V. Accord entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique agissant pour l'Organisation des Nations Unies et en son nom et la Banque ouest-africaine de développement
- VI. Arrangement entre le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique
- VII. Mémoire d'accord relatif à la coopération entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Organisation mondiale de la santé

ABREVIATIONS

AAASA	Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture
AAC	Association africaine de cartographie
ACP	Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ADRAO	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
AESA	Association pour l'enseignement social en Afrique
AFRAA	Association des compagnies aériennes africaines
ANC	<u>African National Congress</u>
BAD	Banque africaine de développement
BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
CAFAC	Commission africaine de l'aviation civile
CAFRAD	Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement
CARFF	Centre africain de recherches et de formation pour la femme
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	<u>Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest</u>
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEE	Communauté économique européenne
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CEPD	Coopération économique entre pays en développement
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
<u>CESAP</u>	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

CILSS	Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CRDI	Centre de recherches sur le développement international (du Canada)
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
FADI	Fonds africain de développement industriel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat (des Nations Unies) pour les réfugiés
IFORD	Institut de formation et de recherches démographiques
IPAD	Institut panafricain pour le développement
IRED	Institut régional d'études démographiques
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCAM	Organisation commune africaine et mauricienne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale

OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
ORAN	Organisation régionale africaine de normalisation
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAC	<u>Pan Africanist Congress</u> (of Azania)
PADIS	Système panafricain de documentation et d'informatique
PAM	Programme alimentaire mondial
PANAFTEL	Réseau de télécommunications panafricain
PECTA	Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique
PESA	Programme d'enseignement scientifique pour l'Afrique
PFSA	Programme de formation statistique pour l'Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SIDA	Office central ^{Programme} suédois pour l'aide au ^{de} développement international 57/CS/SERF/286
SWAPO	<u>South-West African People's Organization</u>
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZANU	<u>Zimbabwe African National Union</u>
ZAPU	<u>Zimbabwe African People's Union</u>
ZEP	Zone d'échanges préférentiels

AVANT-PROPOS

Le présent rapport biennal porte sur les années 1979 et 1980 - période qui a été marquée par le renforcement du rôle déjà prépondérant que joue le secrétariat dans la formulation des politiques pour le futur développement économique et social du continent africain et par d'importantes décisions qui devraient permettre à la Commission et à son secrétariat de prendre des mesures pratiques en vue de l'application de ces politiques.

La quatorzième session de la Commission et cinquième réunion de la Conférence des ministres s'est tenue à Rabat (Maroc) du 20 au 28 mars 1979. Au cours de cette réunion où l'on a célébré les vingt et une années d'efforts que la Commission a consacrées à l'Afrique, ont été adoptées deux importantes résolutions qui depuis ont joué un rôle très important dans les activités du secrétariat.

La décision d'organiser la Conférence des ministres tous les ans au lieu de tous les deux ans implique qu'elle fixe plus fréquemment les grandes orientations qui guident les activités du secrétariat, ce qui, grâce à l'augmentation des ressources extra-budgétaires, rendra les activités de ce dernier de plus en plus concrètes et opérationnelles. Il faut également rappeler qu'à sa cinquième réunion, la Conférence des ministres a consacré une grande partie de son temps à l'examen des problèmes économiques de l'Afrique en se fondant essentiellement sur les rapports du Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 et du Séminaire d'Addis-Abéba sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique. Cet examen a abouti à l'adoption de la résolution 332(XIV) de la Conférence des ministres sur la Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui, associée au projet de Déclaration d'engagement, a été soumise à la seizième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine tenue à Monrovia (Libéria) en juillet 1979.

Sur la base de ces documents, la Conférence de l'OUA a adopté la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et la Déclaration d'engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre en faveur de l'autonomie nationale et collective dans le développement social et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui accompagnait cette Stratégie. La Conférence a en outre décidé de tenir au Nigéria une session extraordinaire sur les problèmes économiques de l'Afrique avant sa prochaine session ordinaire et a chargé le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine en coopération avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU et les ministres des Etats membres responsables du développement, de préparer la session extraordinaire envisagée, de sorte que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent participer à des débats constructifs sur les problèmes économiques de l'Afrique.

En application de cette directive, le secrétariat a soumis à la première réunion du Comité technique préparatoire plénier et à la sixième réunion de la Conférence des ministres tenues en avril 1980 à Addis-Abeba (Ethiopie) un projet de plan d'action pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique. Ce Plan d'action détaillé comporte des mesures à prendre dans tous les grands secteurs de l'activité socio-économique pour mettre en oeuvre la Stratégie de Monrovia. Après son adoption par la sixième réunion de la Conférence des ministres, le Plan d'action a été soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui l'ont adopté lors de leur deuxième session extraordinaire tenue les 28 et 29 avril 1980 à Lagos (Nigéria). La deuxième session extraordinaire a également adopté l'Acte final de Lagos en vue de la création d'un marché commun africain d'ici à l'an 2000.

Le Plan d'action et l'Acte final de Lagos constituent des directives pour le secrétariat et influenceront considérablement sur les activités qu'il entreprendra en vue de contribuer au développement économique et social de l'Afrique. Les programmes et l'ordre de priorité du secrétariat ont par conséquent été révisés et conçus dans le but de promouvoir la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Tous les MULPOC, à l'exception de celui de la sous-région de l'Afrique du Nord, ont pris un bon départ, après une période de balbutiements, et jouent un rôle très utile en servant de cadre à la coopération sous-régionale qui aboutira à la création d'un marché commun africain. Il convient d'attirer l'attention sur les négociations menées depuis 1977 dans le cadre du programme de travail du MULPOC de Lusaka en vue de créer une zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe. On espère que les chefs d'Etat et de gouvernement des 17 Etats indépendants de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui sont concernés par ces négociations signeront en 1981 le traité portant création de la zone d'échanges préférentiels.

En conséquence, l'importance du rôle que joue désormais le secrétariat souligne plus que jamais la nécessité impérieuse de mettre à sa disposition des ressources bien plus importantes si l'on veut qu'il joue pleinement son rôle. Le secrétariat est en proie à des difficultés qui résultent d'une croissance réelle quasiment nulle de ses ressources ordinaires. Les ressources extra-budgétaires fournies par les organismes donateurs des Nations Unies et par d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux non africains ont augmenté considérablement au cours de la période considérée. Cependant, bien que les gouvernements africains se soient, à maintes reprises, engagés à soutenir la politique d'autonomie collective, un bon nombre d'entre eux ont soit omis d'annoncer leurs contributions volontaires, soit, pour les quelques-uns qui l'ont fait, négligé d'honorer leur annonce de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier très sincèrement les gouvernements qui ont fait des annonces de contributions et qui ont tenu parole.

Dans le domaine de la mise en place d'institutions pour le développement, le secrétariat a activement contribué à promouvoir et à créer diverses institutions d'intérêt stratégique qui sont considérées comme indispensables pour permettre d'accélérer le développement économique de l'Afrique et que les pays africains séparément sont trop pauvres pour créer et faire fonctionner eux-mêmes. Parmi ces institutions figurent le Centre régional africain de technologie, le Centre africain de conception et de fabrication industrielles, l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, le Conseil africain de télé-détection et l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Le secrétariat a également poursuivi ses efforts visant à aider et à renforcer les institutions existantes et à leur trouver l'appui financier nécessaire. Tout a été mis en oeuvre en vue de renforcer les liens entre le secrétariat et les organes de plusieurs de ces institutions multinationales, ce qui a permis au secrétariat de leur fournir une assistance technique appréciable.

Pour renforcer davantage la collaboration entre la Commission et ces institutions, j'ai convoqué en décembre 1980, à Addis-Abeba, une réunion des directeurs des institutions multinationales africaines créées sous l'égide de la Commission. Cette réunion a également permis d'étudier la façon dont ces différentes institutions pourraient contribuer à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et la façon d'organiser et de coordonner leurs activités. Les participants à la réunion ont également réfléchi au moyen de faire en sorte que tous les gouvernements africains continuent de fournir un appui financier à ces institutions multinationales. En outre, le secrétariat a poursuivi sa coopération fructueuse avec des organisations africaines telles que l'OUA, la Banque africaine de développement, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Dans la mesure où la Commission fait partie du système des Nations Unies, ses activités dépendent en grande partie des relations qu'elle est en mesure d'établir avec les autres organismes du système et qui doivent être réglementées de manière que les travaux du secrétariat soient plus efficaces et mieux coordonnés. Le secrétariat a entretenu, au cours de la période considérée, des relations constructives avec des organismes et institutions des Nations Unies comme la CEAO, la CEPAL, la CESAP, la CEE, la FAO, le PNUE, l'UNESCO, la CNUCED, l'ONUDI, le FNUAP, le PNUD et le Centre sur les sociétés transnationales pour n'en citer que quelques-uns. Les relations avec le PNUD ont été particulièrement importantes dans la mesure où elles ont permis d'obtenir des ressources extra-budgétaires pour le secrétariat, celles avec la CEAO et la CEPAL ont été placées sous le signe de la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Les institutions spécialisées acceptent progressivement que le secrétariat ait un rôle moteur et assume la responsabilité de la coordination et de la coopération en Afrique entre les organismes des Nations Unies oeuvrant dans les secteurs économique et social en Afrique, conformément à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale.

Le compte rendu des activités de la Commission au cours des deux années écoulées qui fait l'objet du présent volume démontre d'une façon tout à fait évidente l'évolution très nette intervenue dans l'attitude des Etats membres en ce qui concerne la capacité de la Commission à définir la stratégie pour le développement économique et social du continent. Le Plan d'action de Lagos est le résultat d'un travail très important accompli par le secrétariat et les années à venir montreront dans quelle mesure le secrétariat, ayant révisé son programme de travail et ordre de priorité pour tenir compte du Plan d'action, pourra s'acquitter de sa tâche.

On trouvera dans les chapitres qui suivent un compte rendu détaillé des activités de la Commission au cours des années 1979 et 1980, des résultats obtenus par le secrétariat en ce qui concerne l'exécution du programme de travail et ordre de priorité tel qu'il a été approuvé et de la contribution que le secrétariat a apportée pour aider à tracer la voie qui doit mener les pays africains vers le développement économique et social. En dépit des contraintes dues à l'insuffisance des ressources et au manque de main-d'oeuvre, les perspectives qui apparaissent en cette fin de l'année 1980 représentent un véritable défi à la Commission que le secrétariat s'apprête à relever de manière énergique.

Le Secrétaire exécutif

Adebayo Adedeji

Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba
5 novembre 1980

CHAPITRE I

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE EU EGARD AUX OBJECTIFS, AUX BUTS ET AUX STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Au cours des trois dernières années - 1978, 1979 et 1980 - on a assisté à une évolution radicale des esprits vis-à-vis des notions de croissance économique et de développement en Afrique. Il y a tout d'abord eu une prise de conscience de la nécessité pour les Etats africains de compter, dans le contexte d'un développement autonome et endogène, sur leurs propres forces de production pour assurer leur essor économique. Cette prise de conscience s'est progressivement affermie et concrétisée, depuis l'élaboration du cadre révisé de principes pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986 ^{1/} jusqu'à la formulation de la stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement [Résolution 332(XIV) adoptée par la Conférence des ministres à Rabat en mars 1979] stratégie qui a ensuite été consacrée par la seizième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine à Monrovia en juillet 1979 en tant que Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique. Tous les efforts entrepris ont abouti à l'élaboration d'un Plan d'action pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique que la Conférence des ministres de la Commission, lors de sa sixième réunion tenue en avril 1980, a transmis à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, réunie en une session extraordinaire consacrée exclusivement à l'examen des problèmes économiques de l'Afrique, à Lagos (Nigéria) en avril 1980; dans l'Acte final de la Conférence, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'OUA ont non seulement approuvé, mais aussi parachevé ledit Plan d'action.

Associée à cette prise de conscience croissante et à l'évolution des stratégies et des plans de développement, il y a eu ensuite la reconnaissance des limites inhérentes aux relations économiques, aussi essentielles soient-elles, entre les pays africains et le reste du monde (commerce, aide, assistance technique, avec l'endettement en résultant) pour ce qui était de leur contribution à la transformation des structures des économies africaines, prises individuellement et dans leur ensemble.

Enfin, il a été admis qu'une condition nécessaire à la croissance et au développement des économies africaines était l'instauration d'une coopération économique intra-africaine concrète et officialisée. Il est probable toutefois que le consensus qui s'est formé en la matière sera soumis à rude épreuve au cours des années 80, dans la mesure où certains pays africains auront la possibilité de choisir entre plusieurs options, dont certaines seront en apparence plus attrayantes (par exemple, possibilité de se joindre à d'autres groupes de pays plus avancés et plus dynamiques). En fait, les Etats africains sont engagés dans un processus de redéfinition des relations d'interdépendance à l'échelle mondiale dont ils ne mesurent peut-être pas toujours toutes les conséquences.

^{1/} E/CN.14/ECO/90/Rev.3 du 25 juin 1976.

Cette évolution a notamment été favorisée par la participation et la contribution des Etats membres aux travaux et aux résultats de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Manille en mai 1979, de la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tenue à New Delhi en janvier-février 1980, et de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, tenue à New York en août-septembre 1980, où il s'agissait d'examiner et d'approuver une stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, d'évaluer les progrès accomplis dans l'instauration du nouvel ordre économique international et d'établir un programme pour la série de négociations internationales devant débiter dans les premiers mois de 1981. Il est apparu sans aucun doute possible au cours de ces réunions, ainsi qu'à l'occasion de nombre de conférences, dialogues, rencontres, consultations, etc., tels que la tristement célèbre Conférence sur la coopération économique internationale, davantage connue sous le nom de "dialogue Nord-Sud", et d'autres du même genre, qu'il dépendait uniquement des pays africains en développement eux-mêmes qu'ils surnagent ou qu'ils sombrent, les intérêts étrangers se réservant toutefois un droit de regard sur les choix que les Etats africains pourraient adopter pour se maintenir à flot, eu égard aux conséquences de tels choix pour lesdits intérêts.

Il est nécessaire d'examiner certains des facteurs essentiels et des principales causes historiques qui rendent compte de la situation actuelle de l'Afrique et de ses perspectives si l'on veut se donner les moyens de comprendre la raison d'être de certains éléments du Plan d'action de Lagos et de juger des activités passées et futures du secrétariat.

L'un de ces facteurs, nombreux, a été la tendance chez les dirigeants et les planificateurs en Afrique à croire qu'il était possible de promouvoir un ensemble de transformations socio-économiques (amélioration du niveau de vie et accroissement des possibilités d'emploi pour des populations de plus en plus nombreuses; expansion et diversification de la production intérieure de façon à répondre aux besoins de la majorité de la population; éclosion de marchés intérieurs intégrés et dynamiques; absorption de modes de production et d'infrastructures du type enclavé et rationalisation de relations dysfonctionnelles; adaptation et absorption de technologies importées et promotion de technologies indigènes; et organisation de relations intersectorielles et intrasectorielles) dans le cadre d'un système national reposant sur la production de deux ou trois produits destinés à être exportés vers les marchés des pays développés, pays dans lesquels les modes de vie et les modes de consommation évoluaient manifestement, mais qui étaient soumis aux mêmes demandes d'exportation de la part des autres pays en développement. Cette dépendance des pays de la région vis-à-vis des produits d'exportation, fondée sur une exploitation extrêmement restreinte de ressources naturelles considérables (aux niveaux national et régional) s'accompagnait d'une tendance à négliger le secteur de la production agricole destinée à la production et à la consommation intérieures, à sous-estimer l'importance des ressources en facteurs de production indigènes appropriés et à sous-traiter, en matière de production,

les choix, les procédés et la gestion à des entreprises privées étrangères. L'extraordinaire obsession que constituent pour les gouvernements africains les recettes en devises traduit à l'évidence la préoccupation d'obtenir des facteurs de production étrangers (personnel qualifié et semi-qualifié dans les secteurs des entreprises, de la gestion, de la production, de la commercialisation et de la distribution, de la recherche-développement; technologies; matériel; matières premières; services institutionnels; etc). Paradoxalement, de nombreux efforts ont été consacrés, sur les conseils d'experts, à la mobilisation des ressources financières nationales dans l'idée que par investissements, il fallait entendre utilisation de ressources monétaires, alors qu'en fait il s'agissait de mobilisation de facteurs réels de production et de leur application à la production, à la commercialisation, à la recherche-développement, etc.. L'incapacité d'accroître les ressources en facteurs de production indigènes, s'est traduite par un déséquilibre entre l'épargne monétaire intérieure et les ressources disponibles en facteurs de production indigènes, alors que les devises permettaient d'obtenir directement et immédiatement des facteurs de production étrangers. De plus, tout effort visant à favoriser la croissance et la diversification de l'économie nationale dépendait des importations non seulement de biens d'équipement, mais aussi de services (dont le volume et les coûts unitaires, contrairement à ceux des produits de base, passent assez facilement inaperçus). A un accroissement du volume (en général non contrôlé) et des coûts unitaires des services correspondait une diminution des ressources en devises disponibles pour l'importation de biens d'équipement et autres produits essentiels.

Les facteurs de production requis ont été qualifiés plus haut d'"appropriés". Si la croissance économique signifie un accroissement de la production matérielle de biens et services en vue de satisfaire aux besoins des populations africaines et si cette production doit être obtenue essentiellement à partir des matières premières disponibles dans la région, alors les facteurs de production (qu'ils soient indigènes ou étrangers) doivent de toute évidence être appropriés, c'est-à-dire permettre l'identification et l'évaluation des ressources naturelles utilisables, l'extraction de matières premières à partir de ces ressources (à une échelle beaucoup plus vaste que celle de la production destinée à l'exportation) et la transformation de ces matières premières en produits semi-finis et finis. La situation présente dans le domaine de l'exploration, de la connaissance et du recensement des ressources naturelles en Afrique, l'importante et inévitable dépendance à l'égard des entreprises et des sources d'investissement étrangères pour l'extraction, la transformation et la commercialisation de ces ressources montrent qu'au cours des 20 dernières années, l'assistance technique et le développement des facteurs de production indigènes n'ont guère été envisagés dans la perspective d'une croissance économique telle que celle qui a été définie plus haut et qui est consacrée dans le Plan d'action de Lagos.

Autrement dit, ce sont, dans les conditions actuelles de la région africaine, les disponibilités en ressources naturelles et en matières premières aux fins de la croissance économique et le choix d'une production équilibrée entre biens et services qui devraient déterminer les

types de formation à promouvoir, de technologies et de matériel à importer ou à produire au niveau national et de services institutionnels à mettre en place. De ce point de vue, la demande de technologie étrangère (transfert de technologie) devrait porter, par exemple, sur les techniques mises au point grâce aux activités de recherche-développement réalisées dans de nombreux pays développés dans le domaine des productions tropicales.

Il va sans dire qu'étant donné que l'élaboration de toute politique industrielle devrait commencer par un examen des besoins nationaux à satisfaire, des capacités de production et de commercialisation existantes et de l'offre intérieure de matières premières et autres facteurs de production indigènes nécessaires à l'expansion de la production, tout débat concernant l'opportunité d'implanter en Afrique des installations de transformation de matières premières industrielles ne mériterait même pas que l'on s'y arrête et tout appel aux entrepreneurs étrangers pour qu'ils utilisent davantage les matériaux locaux dans la production industrielle locale serait, par nature, d'avance voué à l'échec.

Ce qui explique peut-être d'une manière plus fondamentale la situation dans laquelle se trouve l'Afrique aujourd'hui est la confusion qui n'a cessé de prévaloir quant au sens du mot "marché" qui, dans les pays à économie de marché, désigne sans équivoque les marchés nationaux mais qui, par un curieux processus d'obscurcissement, en est venu à désigner, en Afrique, des secteurs disparates des marchés des différents pays développés (souvent les anciennes puissances métropolitaines), dont la dynamique échappait en fait à la compréhension des responsables et des planificateurs africains, sur lesquels ces derniers ne pouvaient exercer aucune influence et qui ne pouvaient en aucun cas jouer le rôle de marchés nationaux relativement intégrés, tel que ce rôle est défini dans le système d'économie de marché. Il n'existe donc en fait aucune matrice indigène permettant de déterminer le volume et la composition des investissements, de la production et de l'emploi, de mettre au point et de diffuser des techniques nouvelles, de réguler et d'orienter l'offre de monnaie, de gérer la demande et de promouvoir certains secteurs importants du point de vue de la sécurité nationale, tels que la production alimentaire, la défense nationale, etc.. Pour atteindre leur objectif d'indépendance économique, les pays africains doivent désormais s'attacher à remédier à l'état anémique de leurs marchés intérieurs, dont l'absence d'homogénéité tient à des distorsions croissantes en matière de répartition du revenu (non seulement entre le secteur urbain généralement non productif et le secteur rural, mais aussi au sein même du secteur urbain), à la polarisation consécutive des modes de consommation (à tel point que les grandes villes en Afrique font partie intégrante des complexes industriels et commerciaux des pays développés), à la différenciation de la production, à l'existence de formes enclavées de production pour l'exportation et d'infrastructures dépendantes. L'échec de la production agricole non destinée à l'exportation est donc en partie dû au fait que le marché intérieur n'était pas en mesure de signifier ses besoins aux producteurs. L'étude des marchés nationaux en vue de leur restructuration et de leur association en marchés multinationaux permettant de réaliser des économies d'échelle en vient donc maintenant à occuper une place de premier plan dans la Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos.

La réalisation du Plan d'action de Lagos passe par une considérable expansion des capacités, aux niveaux national et multinational, d'identification, d'évaluation, d'exploitation et de gestion des ressources naturelles et des matières premières pouvant en être extraites principalement en vue de favoriser une production visant à répondre aux besoins nationaux.

La réalisation du Plan d'action de Lagos suppose également l'adoption de nouvelles approches et le déploiement d'efforts considérables aux niveaux national, multinational et régional en matière de développement de facteurs de production indigènes appropriés dans des secteurs différents, mais interdépendants. Il est essentiel de modifier radicalement les arrangements institutionnels déterminant les politiques gouvernementales en matière d'éducation et de formation, ainsi que la composition et le rôle de l'aide et de l'assistance technique.

L'esprit d'entreprise est un facteur essentiel, dans le secteur public comme dans le secteur privé, que les chefs d'entreprise soient motivés par les perspectives d'un profit matériel personnel, par la recherche de la qualité en soi ou encore par la poursuite d'un intérêt supérieur. Si l'on fait exception des projets envisagés dans le secteur public, il apparaît le plus souvent que personne en particulier n'est spécifiquement chargé de l'exécution de nombre de plans de développement et que les efforts déployés pour identifier les agents économiques dans les domaines de la production et de la distribution dont dépend pour l'essentiel cette exécution, évaluer leur capacité de réaliser ce qui leur est implicitement ou explicitement demandé d'accomplir et étudier les mesures d'encouragement et les services d'appui requis à cette fin, ainsi que les systèmes de communication nécessaires en matière de consultation pour éliminer les goulots d'étranglement et suivre les progrès accomplis, sont insuffisants. La mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos imposera à cette catégorie d'agents économiques de satisfaire à des critères (de qualité, de nombre, de compétence, de motivation, de répartition sectorielle et de capacité d'initiative et d'innovation au niveau intrasectoriel) d'une rigueur sans précédent. Personne n'a encore entrepris une étude approfondie des conséquences qu'une telle demande aurait au niveau du nombre, de la qualité et de la répartition sectorielle et géographique des services d'appui nécessaires (information commerciale, financement du développement, prospection des marchés, promotion commerciale, expérimentation de matériaux et de produits, information technologique et démonstration, etc.), en particulier dans le secteur rural dominant où l'on trouve, dans tous les pays africains, la majorité de la population et la plus grande partie des ressources naturelles nationales et qui représente l'essentiel du potentiel de développement et de croissance économique.

En ce qui concerne la technologie, il convient de souligner un certain nombre de points importants. Il faut tout d'abord noter que la technologie intéressera de toute évidence le secteur rural dominant, qui, comme il vient d'être indiqué, représente le véritable foyer de toutes les potentialités nationales. Ensuite, pour que la technologie joue un rôle réellement efficace en Afrique, il faut mettre en place un système de production/enseignement/démonstration et vulgarisation à l'instar, d'une certaine

manière, de ce qui est réalisé à cet égard en Chine. Séparer la R-D de la production et ces deux éléments des systèmes d'enseignement et des activités de démonstration et de vulgarisation (diffusion) affaiblirait considérablement sa portée pratique immédiate.

Enfin, d'aucuns sont convaincus que la technologie dont ont besoin les pays africains peut être immédiatement importée d'autres régions du monde ou doit nécessairement être une technologie avancée et moderne à tous égards. Cette attitude s'explique par une connaissance insuffisante de l'histoire du progrès technologique dans les pays industrialisés et dans les pays en voie d'industrialisation et par des notions erronées de rationalité techno-économique. Il reste à définir dans le détail, eu égard aux besoins de la région, le champ, l'éventail et l'organisation des activités de recherche-développement à entreprendre. Il est vain d'envisager un accroissement des investissements régionaux dans la recherche-développement jusqu'à concurrence de 2 p. 100 du produit intérieur brut tant qu'on n'aura pas évalué les capacités de production et sélectionné dans les grandes lignes des gammes de produits. Et aussi longtemps que celles-ci ne correspondront pas aux programmes prioritaires nationaux et aux ressources physiques disponibles et ne dépendront pas du choix des décideurs africains, la technologie en tant que facteur de production continuera d'être imposée et fournie par des pays extérieurs à la région.

La question des approvisionnements en matériel en tant que facteurs de production est de toute évidence étroitement liée à l'échelle de la production des unités rurales, à l'échelle des ressources naturelles à exploiter et à l'importance des marchés à desservir. Il convient d'accorder une attention particulière aux problèmes d'entretien et à la capacité locale de production de matériel de remplacement. Le rôle des pièces détachées, des éléments et des accessoires (y compris les instruments et les outils) n'est souvent pas évalué à sa juste valeur, d'où le manque d'intérêt prêté à la standardisation des modèles. Et cependant, la demande de tels articles a tendance à augmenter beaucoup plus rapidement (parfois deux ou trois fois plus vite) que la demande de matériel proprement dit. Toutes ces questions exigent un effort de compréhension approfondie et l'adoption de mesures positives et concrètes aux niveaux national et multinational, si l'on veut que le matériel produit au niveau local joue, en tant que facteur de production, un rôle important.

Cela dit, il reste à examiner certaines implications moins évidentes du Plan d'action de Lagos, mais il est désormais manifeste que toute conception future de l'assistance technique doit être évaluée dans une perspective plus critique du point de vue de sa contribution au développement de l'exploitation des ressources naturelles et des matières premières, ainsi que des facteurs de production appropriés.

Les gouvernements réellement soucieux d'éliminer la pauvreté devront inéluctablement commencer par donner une définition de cette pauvreté qui corresponde à la réalité nationale et faire établir des études sur la nature et les causes locales de cette pauvreté, notamment sur la répartition du revenu privé réel et des biens et services publics.

Dans le domaine de l'emploi, les décideurs, les planificateurs et les responsables locaux devront se pencher sur au moins trois problèmes essentiels, outre le volume et la composition de la croissance et les conséquences des relations intersectorielles sur l'emploi. Le premier de ces problèmes est l'importance des ressources en personnel de direction et d'encadrement et la répartition sectorielle de ces ressources dans l'organisation de la production et la création d'emplois. Le deuxième problème est celui des répercussions sur l'emploi et sur la répartition du revenu industriel brut entre capital et main-d'oeuvre de l'introduction de techniques nécessitant davantage de capital que de travail (en particulier, incidences de la révolution des composants électroniques). Le troisième problème est celui de la signification dans la pratique de la participation des masses.

La pauvreté et le chômage généralisés ne feront qu'aggraver le problème de la participation populaire et imposeront d'y trouver d'urgence une solution. Des distinctions et des choix devront être opérés entre participation théorique et participation concrète et quant à la forme et à l'ampleur de cette participation (par exemple, par une définition de la structure de la production, dans le processus de production et dans l'allocation du produit social), ce qui entraînera d'autres choix quant à l'équilibre à trouver entre petites, moyennes et grandes industries, entre industrialisation urbaine et industrialisation rurale dispersée, entre différents types de développement industriel en fonction de l'exploitation de ressources naturelles, relativement réduites, ainsi que des choix en matière de dosage des technologies et, en général, en matière de politiques et de pratiques relatives aux établissements humains. De ces choix surgira la réponse à la question controversée du dosage dynamique entre croissance et distribution. Implicitement, ces choix imposeront également la nécessité d'étudier la structure et la dynamique des marchés et des échanges intérieurs, ainsi que la nécessité d'en opérer la restructuration.

Dans un système socio-économique présentant une organisation territoriale extrêmement dispersée et structurée en fonction d'une hiérarchie pyramidale de grandes agglomérations urbaines, de villes de moyenne importance et de communautés rurales, la question de la nature du système de transports et du coût des transports par rapport à d'autres coûts (sociaux aussi bien qu'économiques) se posera avec une certaine acuité. Une telle organisation nécessitera un système correspondant d'administration centrale, publique, provinciale et communautaire plus orientée vers le développement que vers l'application de la législation, le recouvrement des impôts et la publication des décrets du gouvernement central. La nature des besoins locaux et nationaux influera sur le processus de formation de capital, qui sera probablement d'autant plus rapide qu'il existera une industrie nationale de production de biens d'équipement et de pièces détachées offrant, beaucoup plus que dans le contexte d'un système centralisé, des possibilités d'invention et d'innovation au niveau local directement soumises à un contrôle social.

Le mode de croissance économique devrait influencer sur la manière dont il sera possible de couvrir les énormes besoins en investissements tels qu'ils ont été évalués pour la réalisation de programmes tels que le Programme d'action en vue du développement de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique, 1980-1985. Compte tenu de la crise de devises prévue pour les années 80 et du fardeau d'ores et déjà écrasant de la dette extérieure, question qui est abordée plus loin, toute prévision concernant le financement à grande échelle par des sources étrangères des apports en facteurs de production nécessaires à la production alimentaire et agricole destinée à la consommation locale ou régionale doit s'appuyer sur un ré-examen et une réévaluation réalistes des moyens d'accroître l'offre de facteurs de production internes de façon à obtenir une réduction au moins partielle des importations.

Les concepts et processus de planification fondés sur les théories économiques de Keynes et de l'école néoclassique (qui admettaient en postulat l'existence de marchés nationaux dynamiques intégrés, une offre abondante de facteurs de production nationaux se caractérisant par une certaine mobilité interne, une dépendance réduite vis-à-vis de l'extérieur en matière de commerce international, la présence active de forces socio-économiques faisant contre-poids, etc.) ne pouvaient que subir de graves distorsions et il était inévitable que le produit intérieur brut apparaisse peu à peu grotesquement impropre à mesurer à la fois le processus historique de croissance et le développement de différents pays africains en développement et à servir d'échelle de comparaison des niveaux de croissance et de développement respectifs des pays développés et des pays en développement. Dans la pratique, la planification de la croissance et du développement devrait donc commencer par l'établissement d'un inventaire des capacités de production existantes, du potentiel de ressources naturelles et de ressources en matières premières et des facteurs de production nationaux disponibles, eu égard aux objectifs fixés à partir des analyses démographiques et de l'évaluation des niveaux et des catégories de pauvreté et de chômage à combattre. Dans la perspective d'une croissance autonome et endogène, les relations intrasectorielles et inter-industrielles revêtraient manifestement un caractère de complémentarité vis-à-vis des liens économiques existant entre l'offre de matières premières, les facteurs de production et les marchés.

En fin de compte, il faudra définir de nouveaux indicateurs socio-économiques, exempts des imperfections grossières que présente le produit intérieur brut en tant que mesure et de la croissance et de la répartition du produit social. Un PIB essentiellement conçu pour rendre compte de la situation des pays développés et semi-développés, où les facteurs de production sont en majorité indigènes ou détenus par des agents économiques nationaux, occulte dans le cas des pays en développement le volume considérable et sans cesse croissant de devises consacrées au règlement de la facture des services importés au compte des transactions invisibles. Dès lors se pose la question - dont il est fait mention plus loin - de savoir s'il est nécessaire de rassembler et d'analyser des données sur la comptabilité nationale aux fins de l'élaboration des politiques, des stratégies et des programmes de développement national.

Les paragraphes que l'on vient de lire ne visent qu'à illustrer certains des problèmes fondamentaux que posent la recherche d'une croissance et d'un développement économiques autonomes et endogènes en Afrique et l'exécution des programmes et projets explicitement ou implicitement inclus dans le Plan d'action de Lagos, mais qui ne ressortent pas immédiatement d'une simple lecture de ce dernier.

Les programmes de travail et les plans à moyen terme de la CEA, ainsi que les changements structurels opérés au sein des organes subsidiaires et du secrétariat de la Commission, illustrent l'évolution continue des perceptions, des concepts, des stratégies et des programmes de la Commission depuis l'adoption du cadre révisé de principes pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique 2/.

Les programmes de travail de la Division des ressources naturelles et de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture témoignent des efforts soutenus visant à accroître la capacité des Etats africains de définir la base de leur croissance économique en matière de ressources naturelles et de ressources en matières premières, tandis que les programmes de travail et les activités dans les domaines agricole et industriel portent essentiellement sur le processus de transformation des matières premières en produits semi-finis et finis en vue d'élever le niveau de vie des populations africaines et de jeter les bases d'une autonomie et d'une indépendance croissantes. La question de l'offre de facteurs de production réels (personnel qualifié et semi-qualifié dans les secteurs des entreprises, de la gestion, de la production, de la commercialisation et de la distribution, de la recherche-développement; technologies; matériel; matières premières; services institutionnels; etc.) est au coeur des programmes de travail concernant l'administration publique, la gestion et la main-d'oeuvre, l'intégration de la femme au développement et la science et la technique, mis en oeuvre par des institutions associées à la CEA telles que le Centre régional de conception et de fabrication industrielles et le Centre régional africain de technologie, et se retrouve également dans d'autres programmes de travail. Dans la presque totalité des programmes, une place de premier plan est accordée aux relations intersectorielles. De même, si la dimension spatiale de la croissance économique et du développement ressort à l'évidence des programmes de travail et des activités concernant les établissements humains, elle est également illustrée d'une manière plus générale dans les activités du secrétariat, réparties sur plusieurs programmes de travail, relatives au développement rural intégré.

Par le passé, le secrétariat n'avait accordé qu'une attention marginale à la nécessité d'une réforme du commerce intérieur; cette situation devrait évoluer au point que les activités dans ce domaine deviendront en tous points complémentaires du programme de travail relatif aux échanges intra-africains et extra-africains et à la promotion de la coopération économique intra-africaine.

2/ Ibid.

La mise en place d'institutions multinationales et régionales se poursuit, bien que la portée et le rôle de telles institutions ne soient pas encore estimés à leur juste valeur, en particulier lorsque leurs avantages, en dépit de l'importance que l'on accorde à ces institutions, n'ont pas été, directement ou indirectement, mesurés.

Les gouvernements africains commencent à remédier à l'anomalie que constitue l'absence relative de toute dimension sociale dans les calculs et les politiques économiques, absence due aux approches macro-financières de la croissance économique suivies jusqu'à présent par les pays. Les études de population se multiplient, tandis que des mesures sont prises en vue d'en incorporer les résultats dans les techniques de planification, au même titre que les facteurs de production, les balances-matières, les concepts de répartition spatiale et les effets des relations interindustrielles. Hormis les projections de caractère général, les projets spéciaux d'études figurant dans le programme de travail en matière de recherche et de planification socio-économiques continuent de mettre en lumière les principaux problèmes qui se posent concernant les politiques et la planification socio-économiques.

Il convient de citer parmi les activités statistiques de plus en plus nombreuses le projet relatif à la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages, dont il n'est pas sûr que l'on ait déjà saisi toute l'importance. Les enquêtes projetées devraient permettre d'évaluer (avec d'autres études) les niveaux, les types et les degrés de pauvreté, ainsi que les incidences des politiques, programmes et projets de croissance économique, de mieux percevoir la nature des besoins essentiels et l'évolution de la demande, de juger du volume des flux de ressources et de l'utilisation qui est faite de ces ressources et d'obtenir les renseignements et les données nécessaires à la planification des relations intersectorielles, à l'orientation des tendances en matière d'emploi et à la conception d'indicateurs socio-économiques réalistes. Associées à des programmes de protection et d'amélioration de l'environnement et à des programmes de développement social, ces enquêtes contribueront à une évaluation de la qualité de la vie de certaines couches de la population.

Il est inutile d'insister sur l'importance qui continue d'être accordée aux transports et aux communications dans une région qui occupe une telle superficie et où les concentrations de la population sont aussi dispersées, dans une région qui compte 51 Etats dont un grand nombre sont des pays sans littoral ou des pays insulaires connaissant des conditions de véritable isolement.

Dans un paragraphe précédent, il a été fait mention de l'évolution des perceptions, des politiques, des stratégies et des programmes et de la manière dont l'évolution des relations économiques internationales pouvait permettre de mieux comprendre les éléments à la base de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos. Cependant, l'évolution récente de la situation mondiale, dont on trouvera une illustration graphique dans le rapport de la Banque mondiale sur le développement

mondial pour 1980 et dans des études réalisées par la CEA et d'autres organismes et organisations, indique sans ambiguïté les fortes probabilités d'un naufrage des nations africaines, naufrage dont il est même possible de prévoir l'ampleur. On peut lire dans le rapport de la Banque mondiale que : 3/

"... Les pays d'Afrique au sud du Sahara sont les plus désavantagés. Même dans l'hypothèse haute, la croissance n'y serait que de 1 p. 100 par personne en 1985-1990, ce qui les place bien en deçà de la moyenne des importateurs de pétrole; dans l'hypothèse basse, en 1990, le revenu moyen serait en fait plus faible qu'en 1980".

"... La situation des pays pauvres d'Afrique est encore pire. Ces pays se trouvent à la veille d'une période d'adaptation extrêmement difficile, d'autant plus qu'elle fait suite au marasme économique des années 70. Même dans les conditions relativement optimistes de l'hypothèse haute, leur croissance serait négligeable pendant la période 1980-1985".

Des études réalisées par la CEA révèlent aujourd'hui que la situation de plusieurs économies africaines est sur le point de devenir désespérée. Nul n'ignore quels sont les facteurs responsables de la situation perpétuellement défavorable des termes de l'échange, de la baisse des recettes en devises, de la hausse du fardeau que représente le service de la dette, etc.. Ce qu'il y a de nouveau dans cette situation, ce n'est pas seulement la poursuite et le renforcement de ces tendances au cours des années 80, mais aussi la capacité sensiblement amoindrie des économies africaines de faire face et de s'adapter aux pressions qui en résultent. Les pays les moins avancés, les pays sujets aux sécheresses et les pays sans littoral seront vraisemblablement ceux qui auront le plus à souffrir de cette situation. Dans certains cas, deux ou trois de ces facteurs se combinent. Les causes immédiates sont l'extrême dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et de pétrole, dont la facture représente pour certains pays jusqu'à 75 p. 100 des recettes courantes d'exportation. Même les pays dont les recettes en devises sont relativement élevées du fait qu'ils sont exportateurs de pétrole ou de ressources minérales ne pourront probablement pas éviter certaines difficultés.

La baisse en volume et en valeur des exportations entraîne une diminution des recettes publiques provenant des droits perçus à l'exportation. La baisse correspondante, en volume, des importations entraîne une diminution supplémentaire des recettes publiques et toute mesure visant à compenser ces diminutions par l'imposition de taxes plus fortes sur les importations, déjà onéreuses, de biens d'équipement et autres produits essentiels constitue pour l'économie nationale un fardeau intolérable. La diminution des recettes publiques ralentit les investissements dans le secteur des infrastructures publiques physiques et institutionnelles nécessaires à la bonne marche de l'économie dans son ensemble. Il se pose

3/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1980, pages 7 et 12.

alors la question à savoir jusqu'à quel point il est possible de comprimer les importations et quels produits il est possible de supprimer de la liste des importations, par exemple, fournitures et vaccins médicaux, matériel pédagogique, matériaux de construction, biens de consommation essentiels et pièces détachées. Le manque de pièces détachées et l'insuffisance des capacités de production de telles pièces au niveau local non seulement entraînent un arrêt de la production dans certains secteurs industriels, mais aussi freinent l'acheminement des facteurs de production matériels dans les régions agricoles, la distribution des produits agricoles ou leur transport vers les ports d'exportation, etc.; l'économie se trouve alors prise dans une sorte de spirale descendante où tous les facteurs négatifs s'aggravent les uns et les autres.

Il est possible de voir dans la crise à venir une raison de plus de souligner la nécessité d'une autonomie et d'une indépendance accrues et de l'adoption de mesures beaucoup plus efficaces en faveur d'une coopération intra-africaine et d'une aide mutuelle entre Etats africains. Il faudrait pour répondre à cette nécessité être porteur d'une vision et faire preuve d'un sens politique bien peu ordinaires, et aussi être capable d'imposer au niveau national des mesures sélectives visant à restreindre la consommation et à accélérer le rythme de la production.

Une autre possibilité pourrait être de céder, sans que rien n'y paraisse, les rênes du pouvoir économique en contrepartie d'une aide étrangère de grande envergure, tentation à laquelle il pourrait bien s'avérer impossible de résister. Une autre possibilité encore serait d'adopter une politique d'attente et de confiance en l'avenir tout en continuant d'appliquer des mesures traditionnelles propres à éviter tout antagonisme. On pourrait concevoir d'autres possibilités encore qui combindraient des éléments des trois premières options indiquées plus haut. Certaines sont compatibles avec les postulats et les éléments de base du Plan d'action de Lagos, d'autres non. Quelle que soit l'orientation qui est choisie, la décennie des années 80 ne laisse pas d'augurer des temps excessivement difficiles par rapport aux années 60 et 70.

CHAPITRE II

ORGANES DIRECTEURS ET ORGANES CONSULTATIFS

Organes directeurs

Le principal organe directeur de la Commission est la Conférence des ministres qui, depuis une décision prise à sa cinquième réunion, se réunit tous les ans. La quinzième session de la Commission et la sixième réunion de la Conférence des ministres se sont tenues à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 12 avril 1980. Ces réunions ont été précédées par la première réunion du Comité technique préparatoire plénier qui s'est tenue également à Addis-Abeba du 3 au 8 avril 1980 et qui, conformément à la décision de la cinquième réunion de la Conférence des ministres, a remplacé le Comité technique d'experts.

Pendant la période considérée, le Comité technique d'experts a tenu sa septième réunion à Rabat (Maroc), du 12 au 16 mars 1979. A sa septième réunion, le Comité technique d'experts a examiné le programme de travail et ordre de priorité ainsi que les prévisions budgétaires correspondantes pour l'exercice biennal 1980-1981 et a fait à ce sujet des recommandations à la quatorzième session de la Commission et à la cinquième réunion de la Conférence des ministres.

La quatorzième session de la Commission et la cinquième réunion de la Conférence des ministres commémorant le vingt et unième anniversaire de la Commission se sont tenues à Rabat (Maroc) du 20 au 28 mars 1979.

A sa 197ème séance, la Conférence des ministres a examiné et adopté, entre autres, les documents suivants :

- Rapport biennal du Secrétaire exécutif;
- Rapport et recommandations du Comité exécutif;
- Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1977-1978;
- Rapport et recommandations du Comité technique d'experts;
- Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique, 1978-1988.

Il y a lieu de noter qu'à sa cinquième réunion tenue à Rabat, la Conférence des ministres a, par la résolution 330 (XIV) relative à la restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique, décidé de supprimer le Comité exécutif et le Comité technique d'experts et de les remplacer par le Comité technique préparatoire plénier, composé de hauts fonctionnaires représentant les Etats membres de la Commission, et de tenir annuellement

des réunions de la Conférence des ministres. Le Comité technique préparatoire plénier est chargé d'étudier toutes les questions soumises à l'examen des réunions annuelles de la Conférence des ministres; les réunions précèdent immédiatement celles de la Conférence des ministres.

Pendant la période considérée, le Comité technique préparatoire plénier a tenu sa première réunion à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 8 avril 1980. Il a examiné, entre autres, les documents suivants et a fait à leur sujet des recommandations à la sixième Conférence des ministres :

- Examen et évaluation de la situation socio-économique de l'Afrique en 1978 et 1979 et au cours des années 70 et perspectives pour les années 80;
- Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- Evaluation de la contribution des relations économiques internationales au développement africain;
- Travaux préparatoires entrepris au niveau mondial en vue de l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

La quinzième session de la Commission et la sixième réunion de la Conférence des ministres tenues à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 12 avril 1980 avaient le même ordre du jour que celui adopté par le Comité technique préparatoire plénier, auquel s'ajoutaient les recommandations de ce dernier.

Sur la recommandation du Comité technique préparatoire plénier, la Conférence des ministres a adopté le Plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, qui a été soumis à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui s'est tenue à Lagos (Nigéria) les 28 et 29 avril 1980 et où il a été adopté avec de légères modifications sous le nom de Plan d'action de Lagos. Dans ce Plan d'action figurent des stratégies pour le développement des secteurs clefs, comme l'alimentation et l'agriculture, les ressources naturelles, les ressources humaines, la science et la technologie, les transports et les communications, le commerce et les finances. Y figurent également des mesures visant à la promotion et au renforcement de la coopération économique et technique (création d'institutions et renforcement des institutions déjà créées), de même que des mesures portant sur l'environnement et le développement, les pays en développement les moins avancés, l'énergie, la femme et le développement, la planification du développement et la gestion (statistiques et démographie). Le Plan d'action de Lagos s'appuie sur une approche intégrée englobant différentes activités économiques et sociales et tenant compte de l'interdépendance de ces activités.

Autres organes directeurs

Les autres organes directeurs de la Commission qui se sont réunis au cours de la période considérée sont la Conférence des ministres africains de l'industrie, la Conférence des ministres africains des affaires sociales, la Conférence des ministres africains du commerce, la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et les conseils des ministres des MULPOC.

Au cours de la période considérée, la Conférence des ministres africains de l'industrie a tenu sa cinquième session à Addis-Abeba (Ethiopie) du 17 au 20 octobre 1979. Elle a examiné, entre autres, la coopération industrielle régionale, les politiques et les stratégies industrielles, le rapport du Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles, le choix d'un programme d'action complémentaire, les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration de Lima sur la coopération industrielle et le développement à l'échelon international et les préparatifs en vue du sommet africain sur le développement économique. La Conférence a également examiné les préparatifs en vue de la troisième Conférence générale de l'ONUDI (mise au point d'une position africaine commune à l'égard de l'ordre du jour provisoire).

Le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, organe subsidiaire de la Conférence, s'est également réuni à Addis-Abeba du 10 au 14 octobre 1979 en vue d'examiner les politiques industrielles et les résultats obtenus ainsi que les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration de Lima en Afrique et dans la promotion d'un développement industriel autonome. Il a également examiné des propositions faites au sujet de la troisième Conférence générale de l'ONUDI.

Une réunion extraordinaire du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique a eu lieu à Addis-Abeba du 10 au 15 mars 1980. Cette réunion a été organisée par la CEA, l'OUA et l'ONUDI en vue d'élaborer des recommandations sur le secteur industriel pour la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur le développement économique de l'Afrique, et d'évaluer les résultats de la troisième Conférence générale de l'ONUDI qui s'est tenue à New Delhi (Inde) du 21 janvier au 8 février 1980.

La Conférence des ministres africains des affaires sociales a tenu sa troisième session à Addis-Abeba en octobre 1980. La Conférence avait été convoquée pour étudier deux problèmes principaux :

a) Les modes de développement et leurs incidences sociales. A cet égard, la Conférence a examiné la situation sociale actuelle en Afrique et les problèmes posés par les transformations sociales, l'intégration socio-économique etc.. Elle a également défini les mesures sociales à prendre en application du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique.

b) Démarrage du Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. La Conférence est l'organe suprême du Centre et elle a examiné les recommandations faites par un groupe d'experts qui s'est réuni à Tripoli en janvier 1980. Ce groupe d'experts a recommandé, entre autres, que le Centre joue un rôle prépondérant en contribuant à mieux faire comprendre les forces et la dynamique qui sont à l'oeuvre dans les transformations sociales en Afrique, à définir et à élaborer des politiques et des stratégies africanisées de développement social aux niveaux régional, sous-régional et national. Il doit également contribuer à accroître et à perfectionner les moyens dont disposent les pays africains en vue de leur permettre d'appliquer et de mener à bien ces politiques et stratégies, et les aider à opérer le changement social désiré au profit de la majorité des populations pauvres d'Afrique. Il lui incombe de déterminer les lacunes en matière de recherche et de formation qu'il pourrait combler dans le domaine général du développement social.

La sixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce s'est tenue du 17 au 20 octobre 1980 à Addis-Abeba (Ethiopie). Elle a été convoquée en application de la résolution 346(XIV) de la Conférence des ministres et d'une décision prise à la suite de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui s'est tenue à Manille (Philippines) en mai 1979. La Conférence a adopté une stratégie africaine dans le domaine du commerce international, du commerce intra-africain et des finances où figurent des propositions visant à créer au plus tard en 1982 un Fonds monétaire africain, ce qui a été approuvé dans le Plan d'action de Lagos.

La Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 12 mai 1979. Cette réunion avait été convoquée sur la demande du Secrétaire exécutif pour examiner le rapport et les recommandations de la réunion des experts des transports et des communications en vue de lancer la première phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Ayant examiné le rapport et les recommandations, la réunion a adopté la Stratégie globale de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et un plan d'action à mettre en oeuvre durant la première phase de la Décennie (1980-1983). Il y a lieu de rappeler que cette Décennie a été proclamée le 19 décembre 1977 par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 32/160.

La onzième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique a eu lieu à Lomé (Togo) du 16 au 27 juin 1980. La Conférence a étudié, entre autres, les documents suivants : Examen et suivi du Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural - région Afrique; Rapport intérimaire sur l'établissement du Centre régional de développement rural intégré; Incidence régionale de l'action internationale visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale;

Evolution du droit de la mer et ses incidences sur le développement et l'aménagement de la pêche en Afrique; Foresterie et développement rural en ce qui concerne notamment les zones arides et semi-arides d'Afrique.

Pendant la période considérée, les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) ont tenu les réunions suivantes :

MULPOC de Gisenyi : 17 et 18 janvier 1979, réunion du Comité d'experts; 19 janvier 1979 : réunion du Conseil des ministres; MULPOC de Lusaka : du 29 au 31 janvier 1979, réunion du Comité d'experts; 1er et 2 février 1979 : réunion du Conseil des ministres; MULPOC de Niamey : du 19 au 23 février 1979 : réunion du Comité d'experts; 24 et 25 février 1979 : réunion du Conseil des ministres; MULPOC de Tanger : du 7 au 9 mars 1979 : réunion de plénipotentiaires et MULPOC de Yaoundé : du 27 février au 1er mars 1979 : réunion du Comité d'experts et 2 et 3 mars : réunion du Conseil des ministres.

La troisième réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres du MULPOC de Gisenyi a eu lieu à Kinshasa (Zaïre) du 9 au 12 janvier 1980. La troisième réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka a eu lieu à Gaberones (Botswana) du 16 au 22 janvier 1980, la troisième réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres du MULPOC de Niamey a eu lieu à Niamey (Niger) du 12 au 16 février 1980 et la troisième réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé a eu lieu à Brazzaville (Congo) du 26 février au 1er mars 1980. La quatrième réunion du Comité d'experts du MULPOC de Gisenyi a eu lieu du 1er au 3 décembre 1980 et celle du Conseil des ministres du 4 au 6 décembre 1980.

Au cours de ces réunions, les Comités d'experts et les Conseils des ministres ont examiné les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des programmes de travail et ont approuvé le programme de travail des MULPOC pour l'année à venir.

Organes subsidiaires

En application de la décision prise lors de la quatorzième session de la Commission et sixième réunion de la Conférence des ministres, les organes subsidiaires de la Commission sont désormais la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains qui regroupe les conférences séparées des planificateurs, des statisticiens et des démographes, le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique en Afrique et le Comité intergouvernemental régional des établissements humains.

La première session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains a eu lieu à Addis-Abeba du 24 au 2 avril 1980. Les principaux objectifs de cette réunion consistaient, entre autres, à offrir un cadre à l'examen des progrès réalisés et des problèmes qui se posent dans les domaines de la planification, des statistiques et de la population en Afrique et à prendre des mesures en vue de

leur assurer un développement conforme aux principes généraux d'autonomie et de coopération technique entre les pays de la région et à prendre des dispositions pour améliorer les méthodes et la pratique dans ces trois domaines en Afrique. La Conférence a adopté des recommandations portant en particulier sur : la nécessité de mettre en pratique au cours des années 80 la notion d'autonomie collective au niveau régional en ce qui concerne notamment l'autosuffisance alimentaire, le commerce, l'industrie et le financement du développement, et de tout mettre en oeuvre pour promouvoir la coopération régionale et l'intégration de l'infrastructure grâce à la mise en oeuvre rapide de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, surtout en ce qui concerne les pays africains sans littoral. Pour parer au plus pressé, il a été recommandé que les pays africains renforcent leurs services de statistiques, ce qui leur permettrait de faire reposer leurs politiques et leur planification sur des bases solides. A cet égard, ils ont instamment été priés de mettre au point des programmes d'extension des services statistiques qui devraient être inclus dans les plans de développement national. Enfin, l'accent a été mis sur la nécessité de créer des mécanismes appropriés pour assurer une plus grande intégration des données démographiques à la planification du développement en tenant compte du fait que la population de la région allait doubler entre 1975 et l'an 2000, ce qui aurait des incidences sur la planification et le développement économiques.

Le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique a tenu sa réunion à Addis-Abeba du 10 au 16 mars 1980. La réunion a été convoquée pour faire le bilan de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement pour voir dans quelle mesure l'Afrique pourrait en tirer profit et pour proposer un programme d'action pour le développement de la science et de la technique en Afrique pour la période allant de 1980 à 1985.

La réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 juillet au 1er août 1980. Elle a examiné, entre autres, les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des résolutions que le Comité a adoptées à sa première session, les établissements humains et la Stratégie de développement de l'Afrique, le programme et ordre de priorité pour 1980-1981 et le programme de travail et ordre de priorité pour 1981-1984. La réunion a adopté des recommandations et des résolutions sur les politiques et les programmes régionaux en matière d'établissements humains, sur la promotion des industries du bâtiment et des matériaux de construction et sur la réinstallation des réfugiés.

CHAPITRE III

RAPPORT D'ACTIVITE SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVE DE LA COMMISSION (1979-1980)

AGRICULTURE

Introduction

Les résultats enregistrés dans le secteur agricole dans les pays africains en développement sont demeurés d'un niveau médiocre pendant la période considérée. En 1979, la production agricole n'a été supérieure à celle de 1969/71 que de 14 p. 100 et la production alimentaire de 15 p. 100 seulement. En 1979, les productions agricoles et alimentaires n'ont augmenté que de 2,2 et 2,1 p. 100 respectivement par rapport à 1978; ces résultats médiocres, qui ont pour conséquence une baisse du taux d'autosuffisance alimentaire et un accroissement des importations de produits alimentaires, ont conduit à l'adoption, par la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, du Plan d'action de Lagos qui accorde une grande importance à l'agriculture, et plus particulièrement à la prévention des pertes alimentaires, à la sécurité alimentaire et à l'augmentation de la production alimentaire. Ce Plan d'action constituera la base du programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture pour les six prochaines années (1980-1985).

Pendant la période considérée, le programme de travail de la Division a été dominé par la mise en oeuvre du Plan alimentaire régional pour l'Afrique de la FAO dont l'objectif était d'accroître l'autosuffisance alimentaire dans les Etats membres africains. Les travaux préparatoires et les résolutions de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (Rome, juillet 1979) ont également eu des répercussions sur le travail de la division. En conséquence les efforts du secrétariat dans le domaine de l'agriculture ont été orientés en partie vers la transformation du secteur agricole afin de le rendre plus dynamique et plus autonome et, essentiellement, vers la promotion d'un développement accéléré des zones rurales grâce aux éléments suivants :

a) Réorientation et amélioration des politiques et des plans agricoles des Etats membres et des organisations intergouvernementales africaines; amélioration, organisation et coordination des services de rassemblement des données et des services connexes; suivi et coordination des activités de recherche et de formation des établissements qui ont des programmes dans le domaine de l'agriculture en Afrique; coordination de la mise en valeur et de la conservation des ressources forestières en Afrique; participation à la rédaction de divers documents et publications, de la CEA d'une part : Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique et de la FAO d'autre part : Examen et évaluation de la deuxième Décennie pour le développement, Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (chapitre sur l'Afrique) et Agriculture : horizon 2000; organisation d'une évaluation par des experts de la capacité des organisations intergouvernementales à participer à l'exécution du Plan alimentaire régional pour l'Afrique;

b) Augmentation de la production alimentaire par l'intermédiaire de l'aide au Comité interministériel de l'OUA sur l'alimentation; soutien technique à l'ADRAO; analyse des obstacles qui s'opposent à l'augmentation de l'offre de denrées alimentaires; élaboration de projets pour la production animale et la production laitière; étude de la situation alimentaire au Sahel et dans la CEDEAO; coopération multinationale pour l'amélioration de la qualité du bétail et la lutte contre les maladies des animaux dans la zone du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

c) Promotion du développement rural intégré et amélioration des établissements et des services qui oeuvrent dans le secteur agricole grâce à l'identification des principaux obstacles auxquels doivent faire face les petites exploitations agricoles en Afrique et à l'élaboration de stratégies destinées à favoriser leur développement socio-économique; développement rural intégré de la vallée du Ruzizi (MULPOC de Gisenyi), de la région de Mbeya-Rukwa (République-Unie de Tanzanie) et de la province du Nord en Zambie; poursuite des études sur les changements dans les structures agraires et les régimes fonciers en Afrique; examen et analyse des données sur les fermes pour permettre des études de gestion agricole et des études sociologiques; analyse des études par pays et des documents de conférence rédigés par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural; réalisation d'une étude sur les principaux obstacles à la diffusion des techniques agricoles améliorées chez les petits exploitants agricoles;

d) Amélioration des établissements, des services et des installations de commercialisation des produits agricoles par l'intermédiaire du rassemblement et de l'analyse de données sur le marché; suivi et coordination des activités de recherche, de formation et de développement des établissements ayant des programmes dans le domaine agricole en Afrique; étude des problèmes économiques liés à la construction d'installations de stockage au niveau de l'exploitation, au niveau urbain et au niveau national; et organisation d'un séminaire en Afrique de l'Est pour la prévention des pertes alimentaires et l'amélioration des systèmes de commercialisation des denrées alimentaires.

Réorientation et amélioration des politiques, plans et programmes de développement

Afin de donner suite à la Conférence régionale de la FAO, tenue à Arusha en septembre 1978, où on l'avait prié d'aider à l'exécution du Plan alimentaire régional pour l'Afrique au niveau des organisations intergouvernementales, le secrétariat a entrepris de scinder le Plan alimentaire en éléments sous-régionaux afin de confier aux MULPOC et aux organisations intergouvernementales le soin d'en assurer l'exécution. Il a également évalué les programmes et les projets en cours de quelques 40 organisations intergouvernementales afin d'évaluer leur capacité à appliquer le Plan alimentaire et d'identifier les obstacles qui s'opposent à cette application.

Le secrétariat, à la demande de la CEDEAO, a fait une étude sur la coopération et les échanges intrarégionaux dans le domaine de l'alimentation, du bétail, des produits de la pêche et des produits forestiers dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et a proposé au secrétariat de la CEDEAO une série de 13 projets pour l'application des recommandations faites dans cette étude. Deux des propositions de projet les plus avancées concernent l'étude du potentiel agricole de la sous-région de la CEDEAO et l'assistance préparatoire à la création d'un service ouest-africain d'information sur les produits.

La phase préliminaire du Projet régional sur la mise en valeur et la conservation des ressources forestières financé par le PNUD et exécuté par le secrétariat a débuté en août 1979 et s'est achevée en juillet 1980.

Un consultant a été recruté pour l'exécution d'un projet sur l'amélioration et le développement des établissements et des services chargés des statistiques agricoles dans le cadre des sous-régions des MULPOC. Un séminaire a été organisé afin d'examiner et d'appliquer les recommandations du projet de recensement du bétail dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest. Trois projets ont été élaborés pour l'amélioration des statistiques sur l'agriculture en liaison avec le recensement agricole mondial de 1980.

Le secrétariat a participé à la rédaction du chapitre sur l'Afrique des rapports de 1978 et de 1979 de la FAO intitulé : Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture et du chapitre sur l'agriculture de l'"Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique" pour 1977/78 et 1978/79.

Augmentation de la production alimentaire

En dehors des tâches entreprises par le secrétariat pour augmenter la production alimentaire auxquelles il a déjà été fait référence, le secrétariat a pris une part active dans l'élaboration du Plan d'action de Lagos, en collaboration avec l'OUA, la FAO, la BAD, le Conseil alimentaire mondial et le FIDA. Le secrétariat devra jouer un rôle important dans l'application de ce Plan d'action, particulièrement par l'intermédiaire de sa participation aux missions de révision de la stratégie, à la formation du personnel et au suivi des activités au niveau des pays et des organisations intergouvernementales.

Promotion du développement rural intégré et amélioration des services et établissements oeuvrant dans le secteur agricole

Le secrétariat a participé aux travaux préparatoires à la création d'un Centre du développement rural intégré en Afrique. Il a également analysé les divers documents rédigés par la FAO pour la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. En collaboration avec la FAO, il a aidé le MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé) à renforcer les établissements de recherche et de formation en matière agricole dans

cette sous-région. En ce qui concerne le MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, il a participé à l'élaboration d'un projet de développement rural intégré pour la région de Mbeya-Rukwa en République-Unie de Tanzanie et pour la province du Nord de la Zambie.

Un consultant a entrepris une étude pour recenser les principaux obstacles auxquels doivent faire face les petits exploitants agricoles en Afrique en vue de l'élaboration de stratégies destinées à favoriser leur développement économique et social; on a entrepris la rédaction d'une bibliographie des études portant sur les petits exploitants agricoles en Afrique, sur la gestion de petites unités agricoles et sur les données sociologiques qui s'y rapportent.

Dans le cadre du projet sur la consultation sous-régionale en matière de gaspillage alimentaire en Afrique, des travaux préparatoires ont été entrepris pour organiser un séminaire sur le gaspillage alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en 1979 ou 1980. Cependant, en raison du peu d'enthousiasme manifesté par les pays intéressés, ce projet a dû être reporté.

QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

Introduction

Conformément aux principes directeurs de la Stratégie africaine pour le développement, dans le cadre de la troisième Décennie du développement qui a été adoptée dans la résolution 332 (XIV) de la Conférence des ministres et à la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, le principal objectif du programme de travail sur la planification, les projections et les politiques de développement pour 1979-1980 était d'analyser les tendances et les perspectives de développement de la région en fonction de la Stratégie africaine pour le développement. Ce programme a été divisé en quatre sous-programmes : a) Etude des tendances, des conditions et des possibilités de développement; b) Recherche, planification et projections socio-économiques; c) Questions fiscales, monétaires et financières au niveau national; d) Pays les moins avancés et pays sans littoral.

Etude des tendances, des conditions et des possibilités de développement

L'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique a été effectuée en 1978-1979 et 1979-1980 conformément aux dispositions de diverses résolutions de l'Assemblée générale et de la Conférence des ministres. Outre l'évaluation des problèmes intérieurs et extérieurs rencontrés par les pays et celle des mesures prises pour les résoudre, les études de 1978-1979 et 1979-1980 ont porté sur la Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie du développement ainsi que sur l'examen et l'analyse des progrès accomplis à l'échelon national, régional et international au cours des années 70. Deux études spécifiques ont été également effectuées dans le cadre des études de 1978-1979 et 1979-1980 respectivement : l'une sur la croissance économique, l'emploi, la répartition du revenu et la pauvreté généralisée dans les pays africains en développement et l'autre sur les incidences du prix du pétrole sur le commerce et la balance des paiements des pays africains.

Dans les deux Etudes, celle de 1978-1979 et celle de 1979-1980, figure un examen de la situation économique mondiale et de ses conséquences sur les pays africains en développement. A cet égard, une attention particulière a été consacrée aux résultats économiques des pays de l'OCDE, qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. On a constaté que la récession dans les pays de l'OCDE s'était poursuivie en 1978 et en 1979 et que le taux moyen de croissance du PIB y était de 3,6 p. 100 seulement. Si l'on ajoute à cela un taux d'inflation élevé et la nouvelle hausse du prix de l'énergie en 1980, les perspectives sont sombres et le PIB ne devrait augmenter que de 1 p. 100, si toutefois il augmente. Cette évolution a eu des effets négatifs sur le commerce mondial et particulièrement sur les pays africains en développement qui ont vu la demande stagner en ce qui concerne leurs exportations. Le volume du commerce mondial a augmenté à des taux situés entre 4 et 5 p. 100, ce qui est tout à fait insuffisant pour assurer une croissance soutenue de l'économie mondiale.

Le PIB dans les pays africains en développement a augmenté de 4,6 p. 100 en 1978 et de 5 p. 100 en 1979. Alors qu'en 1978 on avait constaté une sérieuse détérioration de la situation extérieure, il y a eu une nette amélioration en 1979 et au début de 1980. Cependant, il faut nuancer quelque peu ce tableau rassurant en mentionnant le grand écart qui existe toujours entre les pays exportateurs de pétrole et les autres. En 1979, le PIB des premiers a augmenté de 7 p. 100, alors que le taux de croissance des pays non exportateurs de pétrole n'était plus que de 3 p. 100 après avoir atteint 4,5 p. 100 en 1978. Les perspectives en ce qui concerne 1980 semblent être encore plus sombres pour les pays africains non exportateurs de pétrole qui voient leurs factures pétrolières gonfler à un moment où la demande pour leurs exportations fléchit. Les pays les moins avancés et autres pays à bas revenu vont être particulièrement touchés.

La partie I de l'Etude de 1978-1979 comportait une étude spéciale sur la croissance économique, l'emploi, la répartition du revenu et la pauvreté généralisée dans les pays africains en développement. Après un récapitulatif de l'évolution économique de la région africaine au cours des 20 dernières années, on examine dans cette étude la notion de justice sociale et de répartition du revenu ainsi qu'une série d'estimations préliminaires relatives à la pauvreté généralisée dans la région africaine et certaines questions importantes relatives aux politiques. Cet examen est suivi d'une analyse des conceptions en matière de justice sociale des organismes du système des Nations Unies et, pour finir, des méthodes préconisées dans les plans de développement nationaux de beaucoup d'Etats membres pour assurer la croissance de l'emploi et l'élimination de la pauvreté généralisée.

Cette étude aboutit aux principales conclusions suivantes : en raison de la faible croissance du revenu national réel, de l'agriculture et de l'industrie, en particulier dans les pays à moyen et faible revenu, la demande de main-d'oeuvre a augmenté annuellement à des taux moyens modestes. Cette situation a été aggravée par la baisse de l'intensité de main-d'oeuvre tant dans le secteur manufacturier que dans le secteur agricole. Dans le secteur manufacturier, le rapport emploi/production a baissé en raison d'une croissance limitée de la production, de la reconversion à l'industrie lourde et de l'intensité accrue du capital.

On estime que dans les pays africains en développement, le chômage et le sous-emploi touchent quelque 63 millions de personnes, soit 45 p. 100 de la population active en 1975. Alors que la demande de main-d'oeuvre a faiblement augmenté au cours des années 60 et 70, le nombre des nouveaux venus sur le marché du travail a augmenté à un rythme accéléré par suite de la baisse des taux de mortalité infantile après la seconde guerre mondiale. La généralisation de l'éducation au cours des 20 dernières années a provoqué une modification du profil des chômeurs, dont une portion de plus en plus importante est constituée par les jeunes ayant été scolarisés. Cette situation risque, à court ou à long terme, de compromettre l'édifice social.

Dans cette étude, la justice sociale est définie comme devant tendre vers une plus grande égalité sur le plan économique. Il ne s'agit pas ici de réaliser une égalité absolue qui étoufferait l'initiative mais d'aboutir à l'égalité des chances. Le conflit et le choix entre croissance et justice sociale dont on fait souvent état sont fonction de l'ensemble des moyens dont on dispose pour appliquer les politiques susceptibles de résoudre les problèmes rencontrés; or beaucoup de pays africains ne savent pas utiliser les instruments administratifs qui sont à leur disposition, sans compter qu'il serait nécessaire d'instaurer de nouvelles politiques. En matière de bien-être social, on doit non seulement insister sur la répartition du revenu dans le pays mais aussi sur la valeur absolue du revenu national de ce pays.

L'étude sur la répartition du revenu révèle que :

a) Le revenu par habitant dans les zones urbaines est environ 3 ou 4 fois plus élevé que dans les zones rurales, ce qui est très supérieur au rapport de 1 à 0,8 que l'on constate dans les pays développés;

b) Les disparités de dépenses ne sont pas aussi prononcées que les disparités de revenus, ce qui laisse à penser que l'épargne familiale provient essentiellement des zones urbaines. Cette tendance va probablement perpétuer les inégalités de revenu;

c) Les inégalités de revenus dans les zones urbaines sont toujours plus importantes que dans les zones rurales;

d) Les inégalités de revenus semblent s'être accentuées dans un très grand nombre de pays africains en développement;

e) Il ne semble pas qu'il y ait une relation entre les inégalités de revenus et la répartition des terres, du moins dans les zones rurales.

Les 40 p. 100 les plus pauvres de la population totale des pays africains en développement se partagent un revenu qui ne représente que 14 à 15 p. 100 du revenu total, alors que les 20 p. 100 les plus riches se partagent de 53 à 55 p. 100 du revenu total. En 1975, environ 40 p. 100 en moyenne de la population totale des pays africains en développement, soit 147 millions d'Africains, disposaient d'un revenu annuel moyen par habitant

d'environ 130 dollars des Etats-Unis aux prix du marché et pouvaient être classés dans la catégorie des "indigents" ou des personnes se trouvant nettement en dessous du niveau de pauvreté. Le deuxième groupe de revenus rassemblait 30 p. 100 de la population totale, soit 110 millions de personnes, qui disposaient d'un revenu annuel moyen par habitant d'environ 255 dollars des Etats-Unis aux prix courants de 1975 et pouvaient être considérées comme étant sérieusement touchées par la pauvreté. Ces deux groupes, pris ensemble, représentaient 257 millions de personnes, soit environ 70 p. 100 de la population totale des pays africains en développement en 1975.

L'étude révèle que les efforts déployés dans le cadre des plans de développement nationaux de nombreux pays africains en développement sont insuffisants pour résoudre les problèmes les plus graves du moment, à savoir la mauvaise utilisation des ressources humaines qui se traduit par un chômage et un sous-emploi massifs, des emplois peu productifs, des inégalités de revenus et une pauvreté généralisée.

Recherche, planification et projections socio-économiques

En 1979, le secrétariat a consacré l'essentiel de ses activités à l'élaboration de politiques, à la planification et aux projections socio-économiques ainsi qu'à la réalisation d'études sur les résultats obtenus par les pays africains au cours des années 70 et les perspectives pour les années 80. Ces études ont été achevées et leurs résultats soumis à la sixième réunion de la Conférence des ministres par l'intermédiaire de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains. En 1980, le secrétariat a également assuré le service de la réunion du groupe de travail du Comité de la planification du développement sur les aspects régionaux de la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Finalement, trois projets ont été lancés portant sur : a) les projections par secteurs et les projections concernant l'emploi dans la région de la CEA; b) l'influence des protections tarifaires et non tarifaires sur l'industrialisation en Afrique; et c) l'élaboration et les possibilités d'utilisation des indicateurs sociaux dans le contexte africain.

L'étude sur les résultats obtenus par les pays africains au cours des années 70 et les perspectives pour les années 80 a été publiée dans les documents ci-après : Perspectives de la région africaine et implications politiques (E/CN.14/737); Projections concernant certains pays africains (E/CN.14/737/Add.1); Analyses comparées des projections établies pour les pays africains en développement par diverses institutions des Nations Unies (E/CN.14/738); Analyses quantitatives des problèmes et des perspectives des pays africains les moins avancés dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/CN.14/748).

Dans les études prospectives concernant l'ensemble de la région africaine et les 20 pays africains les moins avancés, deux scénarios ont été étudiés, à savoir, un scénario fondé sur les tendances, où l'on postule

que les politiques et paramètres passés continueront à être dominants à l'avenir, et un scénario normatif ou planifié où des buts étaient assignés à certaines variables. L'étude a fait ressortir qu'au cours de la période 1970-1977 il existait une grande disparité de croissance entre divers groupes de pays; l'augmentation annuelle moyenne du PIB a été de 3,2 p. 100, 7,8 p. 100 et 3,7 p. 100 respectivement pour les pays les moins avancés, les principaux pays exportateurs de pétrole et les pays ne figurant pas parmi les moins avancés.

On prévoit qu'au cours des années 80 le taux de croissance de l'ensemble des pays africains en développement, dans le cas du scénario fondé sur les tendances antérieures, sera d'environ 5 p. 100 par an, avec une augmentation moyenne annuelle de 2,5 p. 100 seulement dans le secteur agricole, ce qui sera inférieur à l'accroissement de la population. Pour les pays les moins avancés, le taux de croissance du PIB en prix constants de 1970 sera, au cours des années 80, en moyenne d'environ 3 p. 100 par an dans le cas où les tendances et politiques antérieures se poursuivraient. Pour ces pays, la lenteur de la croissance est particulièrement prononcée en ce qui concerne la production agricole qui, prévoit-on, augmentera à un taux inférieur à 2 p. 100 au cours des années 80.

Dans le cas du scénario planifié, un objectif de croissance globale de 7 p. 100 par an a été fixé pour l'ensemble de la région pour les années 80, avec des objectifs cohérents pour les principaux secteurs, à savoir, agriculture : 4 p. 100; mines : 5,9 p. 100; manufacture : 9,5 p. 100; construction : 9 p. 100; énergie : 7,9 p. 100; transports et communications : 6,5 p. 100; et autres services : 7,7 p. 100. On a également observé dans le scénario planifié que de grands efforts étaient nécessaires pour augmenter l'épargne intérieure et améliorer de façon importante la productivité des investissements. Les exportations devraient également augmenter à un taux moyen annuel de 7,5 p. 100 et les importations de 8,2 p. 100. Pour l'ensemble des pays les moins avancés une croissance globale de 6 p. 100 du PIB est projetée.

Les études prospectives ont également fait ressortir les principales implications politiques des objectifs précités. On a particulièrement souligné que pour réaliser l'autosuffisance alimentaire, il fallait, entre autres, accroître d'urgence les investissements, en particulier dans des projets relatifs aux bassins fluviaux et utiliser plus efficacement la main-d'oeuvre dans les zones rurales où un gain de productivité entraîne un net accroissement de la production. Il fallait également accroître de façon importante le commerce intra-africain et la coopération avec les pays en développement des autres régions. Il était également nécessaire de prendre des mesures radicales pour être plus sélectif et réduire l'importation d'articles de luxe et de biens non essentiels.

Les études ont également fait ressortir la nécessité d'infléchir d'une manière spécifique les politiques actuelles pour divers groupes de pays. Il s'agissait notamment : a) de restructurer le mode de production dans les

pays les moins avancés; b) de créer des industries de remplacement des importations en ce qui concerne les biens de consommation manufacturés dans les pays ne figurant ni parmi les moins avancés ni parmi les exportateurs de pétrole; et c) pour les pays exportateurs de pétrole d'adopter une politique d'investissement éclairée et de fixer judicieusement les priorités.

Dans l'étude sur l'analyse comparée des projections établies pour les pays africains en développement par divers organismes des Nations Unies, on a constaté que les projections établies par le secrétariat étaient relativement plus ambitieuses que celles d'autres institutions, puisqu'elles se fondaient sur des hypothèses de la Stratégie africaine pour le développement pour la troisième Décennie du développement, qui étaient : a) Accroissement de la productivité, particulièrement dans le secteur agricole et choix de techniques à plus forte intensité de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier; b) Politique systématique de promotion des exportations, notamment grâce à l'augmentation du commerce intra-africain et du commerce entre pays en développement; c) Maîtrise de la croissance des importations qui, en raison d'une augmentation jugée plus importante de la production agricole, pourrait être limitée essentiellement aux importations de biens d'équipement et s'accompagner d'une réduction notable des importations de produits alimentaires.

Les résultats préliminaires des études ci-dessus ont été présentés au "Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000" et les résultats définitifs, à la première session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains. A l'ordre du jour de cette première session, tenue en mars 1980, figurait l'examen de ces études, du programme de travail et ordre de priorité du secrétariat pour 1980 et 1981 dans le domaine de la planification, des projections et des politiques relatives au développement. A l'issue de cet examen, la Conférence a adressé des recommandations précises à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA où l'on soulignait les mauvais résultats enregistrés par la région africaine pendant les années 70 ainsi que les perspectives sombres qui s'annonçaient pour les années 80 si les politiques antérieures étaient reconduites et si les tendances du passé persistaient. La conférence a également estimé que le scénario planifié était valable et stimulant et a proposé un certain nombre de politiques sectorielles qui permettront de réaliser les différents objectifs quantitatifs figurant dans le scénario. La Conférence a également examiné le programme de travail du secrétariat dans le domaine de la recherche, de la planification et des projections socio-économiques et a fixé les priorités ci-après pour 1980 et 1981 : a) projections sectorielles et projections relatives à l'emploi; b) analyse et évaluation de l'incidence des protections tarifaires et non tarifaires sur l'industrialisation en Afrique; c) étude de l'élaboration et des possibilités d'utilisation des indicateurs sociaux dans les pays africains; et d) étude des mesures pour coordonner efficacement les activités de développement entre les secteurs public et privé.

Outre les études prospectives déjà achevées, le secrétariat a commencé à travailler sur les projets mentionnés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe ci-dessus et des documents méthodologiques ont été élaborés pour effectuer des études spécifiques qui seront présentées à la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Enfin, le secrétariat a participé aux réunions du Comité de la planification du développement et du Groupe de travail technique de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs du développement, au cours desquelles les résultats des études prospectives ont été présentés. A ce propos, il convient de préciser que le secrétariat a organisé en 1980 une réunion d'un groupe de travail du Comité de la planification du développement pour étudier et examiner les aspects de la nouvelle Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie du développement. Un document a été élaboré qui couvre les secteurs clés suivants : bilan des résultats obtenus par l'Afrique pendant les années 70 et perspectives pour les années 80, agriculture, désertification et sécheresse, mise en valeur des ressources en eau, développement industriel, transports et communications, énergie, utilisation et formation de la main-d'oeuvre, santé, coopération et intégration économiques en Afrique.

Questions fiscales, monétaires et financières à l'échelon national

Le sous-programme intitulé "Questions fiscales, monétaires et financières à l'échelon national" a pour objectif d'aider les Etats membres à adopter et appliquer des politiques monétaires et fiscales destinées à lutter contre la pauvreté généralisée et à mobiliser et répartir l'épargne conformément aux plans et aux priorités de développement. Il a également pour but d'aider les Etats membres à créer des institutions monétaires et financières appropriées. Au cours de la période considérée, des études sur les politiques monétaires et financières ont été effectuées dans le cadre de l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1978-1979 et 1979-1980". Une étude du rôle des banques nationales de développement en tant qu'instruments de développement économique, couvrant le Sénégal, la Zambie, le Soudan, le Mali et l'Ethiopie a été achevée et une autre portant sur d'autres pays va être achevée sous peu. En raison de l'insuffisance des ressources, il n'a pas été possible de couvrir davantage de pays. Une fois ces études terminées, un séminaire sera organisé en octobre-novembre 1981 sur le rôle des banques nationales de développement en tant qu'instruments de développement économique.

En 1979, une étude préliminaire portant sur les systèmes de contrôle des changes dans 38 pays africains en développement a été achevée. Il s'agit d'une introduction à l'étude des origines, de l'importance et du mécanisme du phénomène des pertes de devises dans les pays africains et de ses effets sur les disponibilités pour le développement et l'accroissement de la dette extérieure. D'après cette étude, toute utilisation de devises qui n'entraîne pas un développement indépendant, autonome et endogène est considérée comme une perte. Dans le même ordre d'idées, les importations d'articles de luxe, l'utilisation de devises qui n'entraîne pas

une mise en valeur des ressources locales, l'utilisation de devises pour des biens d'équipement et une technologie inappropriés sont également considérées comme des pertes. L'exportation de biens dont la production requiert un dosage de facteurs inapproprié constitue également une perte équivalente au manque à gagner résultant d'une sous-utilisation des ressources. Parmi les pertes, on inclut également les détournements et la sous-utilisation des devises.

Dans cette étude on tente d'examiner brièvement le système de contrôle des changes en commençant par : a) le contrôle des importations; b) le contrôle des exportations; c) le contrôle des paiements et recettes invisibles; et d) le contrôle des mouvements de capitaux.

Le système de contrôle des exportations appliqué dans maints pays africains en développement comporte un certain nombre d'inconvénients majeurs qui entraînent d'importantes pertes de devises pour deux raisons : la sous-facturation des exportations, et l'absence d'un système de contrôle approprié destiné à garantir le rapatriement intégral des recettes d'exportation. Dans beaucoup de pays, il n'existe pas de système efficace de lutte contre la sous-facturation des exportations.

En ce qui concerne les importations, l'absence d'un contrôle strict peut causer d'importantes pertes de devises par la surfacturation des importations et la livraison d'articles étrangers dont la valeur, la qualité et la quantité ne correspondent pas au prix payé. Il y a d'autres facteurs qui favorisent la surfacturation et la fuite des capitaux de diverses manières, dont, évidemment, l'instabilité politique et sociale, un contrôle trop rigoureux des transferts de bénéfices, une surévaluation des monnaies et le système de droits de douane. D'une manière générale, des droits d'entrée spécifiques favorisent la surfacturation alors que des droits ad valorem élevés la découragent. Le système consistant à autoriser des importations sans paiement en devises encourage la surfacturation de certains articles dans le but de recueillir les devises nécessaires à l'importation de biens autorisés.

Dans l'étude, il est souligné que l'application rigoureuse du contrôle des changes peut aboutir à un échec. Seules des politiques rationnelles en matière de monnaie, de fiscalité et de devises peuvent enrayer ces fuites de devises et favoriser une utilisation et une affectation optimales des ressources. La conclusion de l'étude est que l'utilisation optimale des ressources, qu'elles soient intérieures ou extérieures, est une notion très difficile à quantifier.

Pays les moins avancés et pays sans littoral

L'objectif du sous-programme est de lancer des politiques, stratégies et programmes destinés à aider les pays les moins avancés d'Afrique à éliminer les obstacles à leur développement et à accélérer leur rythme de croissance.

En se fondant sur le Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et cadre de négociations, l'ensemble de la communauté internationale a

pris une décision importante lors de la cinquième session de la CNUCED en adoptant la résolution 122 (V) par laquelle elle a décidé de lancer un programme global considérablement élargi en faveur des pays les moins avancés comportant une phase d'action immédiate et une phase à long terme.

Le 19 décembre 1979, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 34/203 et 34/210 qui décidaient de réunir une Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en vue de "mettre au point, d'adopter et d'appuyer" le nouveau Programme et décidait que le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés servirait de Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Conformément à la résolution 353 (XIV) de la Conférence des ministres, le secrétariat a organisé une conférence intergouvernementale du 17 au 22 mars 1980 à Addis-Abéba (Ethiopie) pour étudier les problèmes et perspectives auxquels doivent faire face les pays africains les moins avancés. Deux études importantes ont été effectuées en vue de la Conférence extraordinaire de 1980 sur les problèmes et perspectives des pays africains les moins avancés, à savoir : une analyse quantitative des problèmes et des perspectives des pays africains les moins avancés dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et une étude sur la situation actuelle et les perspectives de développement des pays africains les moins avancés. La Conférence a examiné la situation critique des pays africains les moins avancés, indiqué les secteurs où des mesures urgentes sont nécessaires et étudié les incidences du nouveau Programme d'action global sur les programmes nationaux de développement, la mobilisation des ressources extérieures et les mécanismes nécessaires à l'échelon régional, et elle a adopté un ensemble de propositions et de mesures.

Le rapport de la Conférence figure dans le document E/CN.14/766 et la déclaration sur les stratégies, priorités et politiques adoptée par la Conférence figure dans le document E/CN.14/775. Le rapport et la déclaration ont été approuvés dans la résolution 397 (XV) de la Conférence des ministres qui a, entre autres, prié la Commission de jouer un rôle particulier en ce qui concerne le suivi, l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre du nouveau Programme d'action global en faveur des pays africains les moins avancés, lancé un appel à la CNUCED pour qu'elle travaille en collaboration étroite avec le secrétariat en vue de préparer la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prié la Commission économique pour l'Afrique de participer à toutes les consultations entre donateurs et bénéficiaires qui se tiendront avant cette Conférence, demandé au Secrétaire exécutif de créer d'urgence un service doté du personnel approprié au sein du secrétariat de la Commission, qui serait chargé des problèmes des pays africains les moins avancés et, enfin, a demandé que le secrétariat élargisse ses activités dans le domaine des modèles de projections pour les pays les moins avancés et que soit inclus dans l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique", publiée annuellement, un chapitre spécial sur les pays africains les moins avancés, qui devrait notamment comprendre un examen de l'application des mesures spéciales adoptées en faveur des pays les moins avancés.

La Conférence a indiqué que les problèmes suivants devraient bénéficier de mesures et d'un appui prioritaires : autosuffisance alimentaire, création d'une base industrielle ayant des relations solides avec l'agriculture, développement des transports et des communications en insistant sur la mise en place de moyens locaux dans les domaines de la construction et de l'entretien des routes de desserte afin d'assurer une production et une distribution efficaces des biens et services, élaboration d'un programme national d'enseignement et de formation judicieusement associé à la production, énergie, amélioration de la collecte, du traitement et de la diffusion des données, efforts pour lutter contre la sécheresse et la désertification.

La Conférence a en conséquence recommandé :

a) que les programmes par pays envisagés dans le nouveau Programme élargi en faveur des pays les moins avancés devraient s'intégrer harmonieusement aux plans et programmes de développement actuels des pays africains les moins avancés;

b) qu'aux fins de la Conférence des Nations Unies de 1981, il ne soit pas demandé aux pays les moins avancés d'élaborer des programmes détaillés pour l'ensemble des années 80, mais qu'il leur soit plutôt demandé de se consacrer en priorité aux cinq premières années de la Décennie;

c) que la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ne dégénère pas en une occasion où les pays pauvres se verraient obligés à mendier l'aide dont ils ont besoin, ce qui, en effet, serait contraire au concept d'interdépendance économique mondiale. La Conférence des Nations Unies devrait insister sur la nécessité d'adopter sans retard des mesures de coopération en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs efforts pour atteindre une croissance autonome et endogène. Les préparatifs et les arrangements actuels concernant la Conférence devraient tenir pleinement compte de la souveraineté des Etats participants.

Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés de 1981, le secrétariat a pris part à certaines des missions effectuées par le secrétariat de la Conférence, pour discuter des arrangements et de l'assistance nécessaires à l'élaboration des programmes par pays ainsi que de l'organisation de réunions consultatives par pays avec les partenaires donateurs qui se tiendront avant la Conférence.

Conformément à la résolution 397 (XV) de la Conférence des ministres, les différentes études par pays devant être incluses dans l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique 1979-1980" comportaient un chapitre spécial sur l'examen des progrès réalisés dans l'application du nouveau Programme d'action global pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION

L'objectif de ce sous-programme était de passer en revue les systèmes d'enseignement et de formation des pays de la sous-région en vue d'en accroître la contribution au développement économique et social de l'Afrique. Les principales activités dans ce domaine ont été les suivantes : élaboration de principes directeurs, développement des capacités de formation au niveau local, mise en place d'institutions, renforcement des programmes de perfectionnement et de formation du personnel et, par le biais de l'expansion du programme de formation et d'octroi de bourses pour l'Afrique, promotion de la coopération multinationale en matière d'utilisation des établissements de formation, de mobilisation de ressources financières et d'affectation des étudiants boursiers dans les domaines de spécialisation où les besoins sont les plus grands. Sur le plan opérationnel, le secrétariat a axé ses activités sur la formation de responsables et d'instructeurs en matière de perfectionnement du personnel, la formation de moniteurs, l'enseignement extra-scolaire, l'établissement et le fonctionnement de services de conseils et d'orientation professionnelle au sein des services nationaux compétents, la maximalisation de l'utilisation des techniques et des services nationaux de communication et de diffusion aux fins de la formation professionnelle, la mobilisation et l'affectation de ressources financières en faveur des activités de formation et l'intégration et le développement des programmes de bourses.

Les activités entreprises dans le cadre des programmes de formation et de perfectionnement du personnel ont été couronnées par l'organisation de deux réunions de travail sur la formation et le perfectionnement du personnel et de la troisième conférence biennale sur le développement de la formation, au cours de laquelle les participants ont arrêté des principes directeurs concernant la définition d'un cadre juridique et politique pour la coordination effective de la formation, la création d'un mécanisme administratif viable pour la promotion et la coordination effectives de la formation, la création également d'un corps de responsables de la formation et du perfectionnement du personnel, le financement de la formation, l'administration des bourses et l'utilisation effective des méthodes de formation extra-scolaires. En outre, quatre réunions nationales ont été organisées à l'intention de moniteurs.

Au cours de l'année 1980 s'est tenu le quatrième de la série des séminaires sur la gestion, destinés notamment aux professeurs de gestion et de gestion financière et comptable. On a également organisé la troisième réunion de travail sur la formation et le perfectionnement du personnel consacrée à la formation des responsables des services du personnel dans les entreprises publiques, les organismes semi-publics et les entreprises privées. Les objectifs principaux de ces réunions étaient les suivants : évaluer, développer et améliorer l'infrastructure des services de formation, évaluer la structure de la main-d'oeuvre, analyser les résultats et les progrès obtenus et élaborer et mettre en oeuvre des programmes de formation appropriés.

A la suite du colloque régional sur l'éducation extra-scolaire qui s'est tenu en 1979 et a permis des échanges de vues fructueux, un séminaire national sur le même thème a été organisé à Maurice en novembre 1980. Le secrétariat a participé en collaboration avec l'Association africaine pour l'éducation des adultes à la septième conférence biennale et réunion de travail sur le rôle de l'éducation extra-scolaire en faveur de la protection de l'environnement.

Au cours de la période considérée, diverses activités du secrétariat relatives à l'octroi de bourses ont effectivement été incorporées au programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique. Au total, 91 Africains ont bénéficié de bourses d'étude dans le cadre d'arrangements bilatéraux et 183 stagiaires ont profité de bourses de formation pour des périodes allant de trois à douze mois dans le cadre d'un projet mis en oeuvre par la CEA et les Pays-Bas. Au titre du même projet, quatre réunions nationales ont été organisées à l'intention de moniteurs employés dans des établissements de formation avant l'emploi et en cours d'emploi, en plus des réunions de travail sur la gestion, la formation et le perfectionnement du personnel. Des fonds fournis par l'Agency for International Development des Etats-Unis d'Amérique ont permis d'organiser un voyage d'étude de cinq semaines en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Afrique dont ont bénéficié trois fonctionnaires d'organisations intergouvernementales africaines spécialisées dans les questions d'accords de libre-échange et d'accords communautaires (marchés communs); ce voyage d'étude a été organisé en collaboration avec la CNUCED. Les mêmes fonds ont permis à un stagiaire de suivre un cours de formation de deux ans dans le domaine de la télédétection, et dans le cadre de la coopération technique existant entre la France et le secrétariat, cinq fonctionnaires africains ont pu acquérir une formation dans le domaine de l'énergie solaire.

En coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, cinq étudiants de cet Institut ont été placés dans diverses divisions du secrétariat en 1979 et deux en 1980, afin qu'ils puissent acquérir une plus grande expérience en matière de développement africain et se préparer à occuper des postes de responsabilité dans leur pays après l'indépendance. En outre, dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne, huit Namibiens iront au Royaume-Uni, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, suivre une formation en économie des transports et en administration et gestion des ports et des chemins de fer.

L'exécution du projet relatif aux services d'orientation et de conseils s'est poursuivie par l'organisation de missions dans un certain nombre de pays en vue d'évaluer la nature et l'ampleur des services et politiques requis et d'identifier les ressources en personnel nécessaires à la conception des projets et à l'élaboration de principes directeurs en la matière. Deux séminaires nationaux sur l'orientation professionnelle à l'intention d'instructeurs et de conseillers en matière d'orientation professionnelle ont été organisés. Les Etats membres ayant demandé à bénéficier d'un nombre accru de services dans ce domaine, le secrétariat s'emploie à mobiliser une assistance financière bilatérale devant permettre d'intensifier les activités de formation et de multiplier les services consultatifs offerts aux Etats membres dans le domaine de l'orientation professionnelle.

En ce qui concerne la mise en place d'institutions, le Kenya a été choisi pour recevoir le siège de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques. Le Gouvernement kényen a confirmé que l'Institut pourrait utiliser sans restriction aucune les services et les moyens offerts par les établissements de formation kényens appropriés et il a également mis à la disposition de l'Institut un terrain de 120 ha pour la construction de locaux permanents. En mai 1980, le Conseil d'administration de l'Institut a procédé à la nomination des membres du Conseil académique, désigné un Comité exécutif du Conseil chargé des questions administratives, approuvé la création des cinq premiers centres d'enseignement et de recherche pour la phase 1980-1985, approuvé le budget et le programme de l'Institut pour 1980-1981 et nommé le Directeur général de l'Institut. A la fin de l'année 1980, il a été procédé à la nomination du personnel d'encadrement de l'Institut. Les projets de création d'écoles supérieures sous-régionales de gestion commerciale et de finance à l'Université de Nairobi (Kenya) et à l'Université du Ghana, Legon (Ghana) étaient en bonne voie. Concernant l'Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord, un comité intergouvernemental s'est réuni en janvier 1980 à Tanger (Maroc) et a décidé que le siège de cet Institut serait installé au Maroc. Une autre réunion était prévue pour permettre aux pays nord-africains de signer les statuts de l'Institut. La première promotion d'étudiants recrutés dans le cadre du programme de Nairobi est sortie à la fin de l'année universitaire 1980. L'Institut de gestion de l'Afrique orientale a été transformé en institution sous-régionale pour les 18 pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et un accord officiel a été signé par les pays participants en février 1980. Les statuts d'une institution bilingue similaire pour l'Afrique de l'Ouest, placée sous l'égide de la CEDEAO, ont été élaborés; c'est le secrétariat de la CEDEAO qui est chargé de l'exécution de ce projet.

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Le rapport de la première session du Comité régional intergouvernemental des établissements humains, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 2 au 6 octobre 1978, a été présenté à la Conférence des ministres réunie à Rabat (Maroc) en mars 1979. Par la résolution 358 (XIV), la Conférence des ministres a notamment fait siennes les quatre résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental et réaffirmé que le Comité avait compétence pour prendre des décisions concernant les établissements humains dans la région africaine conformément aux dispositions de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale. Les programmes de travail et activités prioritaires dans le domaine des établissements humains pour la période 1978/1979 et pour la période 1980-1981, avec des projections pour 1983, ont été approuvés par le Comité régional intergouvernemental ainsi que par la Conférence des ministres.

Toutefois, en raison du manque de ressources, le Comité régional intergouvernemental n'a pu tenir sa réunion prévue en 1979 et il n'a pas été possible de procéder à une révision du programme de travail avant la seconde session du Comité qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 juillet au 1er août 1980. C'est pourquoi en 1979, hormis la poursuite du programme,

financé par le PNUD, de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction, dont il est question plus loin sous la rubrique "Développement industriel" et qui a déjà donné des résultats extrêmement positifs, priorité a été accordée à la mobilisation de ressources et de personnel ainsi qu'à la décentralisation des activités en faveur des MULPOC dans le dessein de fournir une assistance immédiate et directe aux Etats membres pour l'exécution de projets spécifiques. Le secrétariat s'est néanmoins efforcé d'appliquer les quatre résolutions adoptées par le Comité au cours de sa première session en octobre 1978. En dépit d'une pénurie de personnel et de ressources budgétaires au cours de la période considérée, le secrétariat a pu, avec l'assistance d'experts recrutés dans le cadre d'arrangements bilatéraux de coopération technique, obtenir certains progrès dans la mise en oeuvre des résolutions adoptées par le Comité.

En ce qui concerne l'application de la résolution 2 (I) du Comité régional intergouvernemental des établissements humains, par laquelle le Comité priait tous les gouvernements d'examiner le programme de travail et les activités prioritaires du secrétariat dans le domaine des établissements humains pour la période 1981-1982, ainsi que les projections établies pour 1983, de désigner des centres nationaux de coordination des activités relatives aux établissements humains et d'établir des mécanismes consultatifs en vue de faciliter la formulation des politiques, stratégies et programmes au niveau national, le bilan pour la période considérée est à nuancer. Côté positif, il faut noter l'organisation par le secrétariat, au cours du premier trimestre de 1980, d'une mission qui s'est rendue dans sept pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe afin de passer en revue les politiques et les programmes et d'identifier les institutions existantes dans le dessein d'aider les gouvernements à établir des mécanismes appropriés pour la formulation de politiques, la planification des programmes et l'exécution des projets. De l'avis des membres de la mission, les raisons ne manquaient pas de s'inquiéter grandement de la situation quant à la formulation des politiques et l'exécution des programmes relatifs aux établissements humains dans les pays visités. Tout au long de cette mission, le thème récurrent a été celui du manque de coordination entre divers éléments fondamentaux de la planification physique tels que l'occupation des sols, les moyens de transport et l'environnement.

L'analyse de cette situation a révélé que l'absence de consultations, souvent dénoncée à raison, avec les responsables des établissements humains provenait d'un défaut structurel au niveau de la conception globale de la planification. Il était inconcevable d'espérer voir s'établir une coopération totale entre les différents organes officiels chargés de la planification nationale en l'absence d'une démarche commune fondée sur un processus de planification global, systématique et continu. L'un des résultats de la mission a été la recommandation adressée par le secrétariat au Comité régional intergouvernemental des établissements humains lors de sa deuxième session (tenue du 28 juillet au 1er août 1980) à l'effet d'entreprendre dans un certain nombre de pays de la région des études pilotes fondées sur une approche systématique. Ces modèles expérimentaux devaient être conçus de façon à tenir compte des conditions socio-économiques et politiques locales, des ressources en personnel administratif et technique disponibles

et de la possibilité d'une participation populaire au processus de prise de décisions. A sa deuxième session, le Comité a adopté une résolution inspirée de cette recommandation.

Côté négatif, force a été de constater que presque aucuns gouvernements n'avaient répondu à la demande qui leur avait été faite dans la résolution 2 (I) d'examiner le programme de travail et les activités prioritaires du secrétariat et de transmettre leurs observations au Comité dans les délais spécifiés. De même, les gouvernements avaient pour la plupart négligé de désigner des centres nationaux de liaison chargés de coordonner avec le secrétariat les activités relatives aux établissements humains. La question du manque de communication entre les gouvernements et le secrétariat a été évoquée au cours de la seconde session du Comité, où certains participants ont estimé que cette situation pourrait être sensiblement améliorée par la désignation, dans les meilleurs délais, de centres nationaux de liaison.

En application de la résolution 3 (I) du Comité régional intergouvernemental relative à la mobilisation de ressources, le secrétariat a pu recruter, dans le cadre d'arrangements bilatéraux de coopération technique, deux experts des politiques, stratégies et programmes de développement des établissements humains, un expert en matériaux de construction et un conseiller spécialisé dans les questions de coopératives de logements et de construction de logements auto-assistés. Dans le cadre du projet, financé par le PNUD, de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment actuellement exécuté par le secrétariat, deux experts dans le domaine des matériaux de construction ont été recrutés en avril et juin 1979. Le poste vacant inscrit au budget ordinaire du secrétariat ayant été pourvu en octobre 1979, le nombre d'experts dans le domaine des établissements humains est passé de 2 à 3. Afin de répondre à la demande la plus urgente de services consultatifs et d'assistance technique, aux niveaux à la fois national et sous-régional, un expert des politiques de développement des établissements humains et un expert en matériaux de construction ont été affectés vers la fin de l'année 1979 au MULPOC de Lusaka, qui dessert les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, tandis qu'un autre expert des établissements humains a été affecté en juillet 1979 au MULPOC de Niamey, qui dessert les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Ces experts avaient pour mandat d'évaluer les besoins des pays africains et d'aider les gouvernements des pays intéressés dans l'exécution des activités suivantes : formulation de politiques et de stratégies, création d'institutions, élaboration d'instruments et d'une législation appropriés concernant les établissements humains, et incorporation de ces politiques, stratégies et instruments dans les plans nationaux de développement.

Les rapports présentés par les experts des MULPOC de Lusaka et de Niamey à la seconde session du Comité montraient que le secrétariat commençait enfin à se préoccuper de certains problèmes urgents en matière d'établissements humains spécifiques aux pays des deux sous-régions. L'expert du MULPOC de Lusaka s'est intéressé aux questions suivantes : aménagement des villages et logements ruraux dans l'optique d'un développement rural

intégré - projets concernant la République-Unie de Tanzanie et la Zambie ainsi que le Kenya et l'Ethiopie; conception d'un mode d'habitat approprié pour la main-d'oeuvre migrante du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique et du Swaziland; conséquences du point de vue de l'aménagement du territoire et incidences sur l'environnement des projets de création de complexes sidérurgiques multinationaux dans la sous-région; réadaptation et réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées revenant dans leurs pays; et développement des compétences à travers l'éducation et la formation d'aménageurs. L'expert du MULPOC de Niamey, quant à lui, s'est préoccupé des questions ci-après : problèmes des populations nomades sahé-liennes victimes de la sécheresse; étude des conséquences environnementales et écologiques de la création d'infrastructures hydrauliques dans les principaux bassins fluviaux de la sous-région; mise à jour des plans directeurs des grandes villes des pays membres du MULPOC de Niamey; étude des modalités de programmation et de financement des logements ruraux et urbains; et formulation de politiques nationales en matière de logements économiques et de promotion des matériaux de construction locaux. Pour la première fois depuis la création du MULPOC, les gouvernements des pays de la sous-région ont décidé d'intégrer le programme de travail relatif aux établissements humains à celui du MULPOC et de réunir à intervalles réguliers le Comité intergouvernemental sous-régional à partir de janvier 1981 en vue d'examiner divers problèmes spécifiques concernant les établissements humains.

L'expert en matériaux de construction qui a pris ses fonctions au MULPOC de Lusaka en février 1980 a reçu d'innombrables demandes de la part des gouvernements des pays de la sous-région, auxquels il a fourni des services consultatifs et techniques. Cela montre l'importance que les gouvernements attachent au programme de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction, qui a fait l'objet de la résolution 4 (I) adoptée par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains au cours de sa première session. Après avoir noté avec satisfaction la valeur des travaux réalisés jusqu'alors dans les MULPOC de Lusaka et de Niamey et conscient de ce qu'en raison du manque de ressources, il n'avait été possible d'affecter que trois experts dans les seuls MULPOC de Lusaka et de Niamey, experts dont les services ne pourraient d'ailleurs peut-être pas être financés au-delà de décembre 1980, le Comité régional intergouvernemental des établissements humains, lors de sa deuxième session, a recommandé de mettre en place dans les MULPOC de Gisenyi, Yaoundé et Tanger des services analogues à ceux qui étaient alors fournis dans les MULPOC de Lusaka et de Niamey. A cette fin, le Comité a prié le Secrétaire exécutif de porter les établissements humains sur la liste des domaines prioritaires devant bénéficier de l'assistance du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain et d'obtenir qu'une partie des ressources du Fonds soit affectée à l'exécution de programmes de promotion des établissements humains sur la base des ordres de priorité arrêtés par le Comité. Conformément à la recommandation ci-dessus mentionnée, le secrétariat a affecté une partie des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour le développement africain au financement pour une période supplémentaire de

six mois (premier semestre de 1981) des services de l'expert en poste au MULPOC de Lusaka et des efforts sont actuellement déployés pour obtenir les fonds requis pour prolonger l'engagement des autres experts. Le Comité a instamment prié les conseils des ministres de tous les MULPOC d'inclure dans leurs programmes de travail des activités relatives aux établissements humains ou d'intensifier, le cas échéant, de telles activités et de mobiliser des fonds en vue de leur exécution.

Au cours de la période considérée, le conseiller pour les coopératives de logements et la construction de logements auto-assistés, qui a pris ses fonctions en juin 1979, a effectué des missions dans certains pays des sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest. Une analyse approfondie de la situation dans les pays visités ainsi que les renseignements recueillis dans d'autres pays de la région ont révélé deux déficiences. En premier lieu, bien que la volonté politique d'améliorer la qualité des logements urbains existât et que la participation populaire fût considérée comme un instrument social valable, la contribution que devaient apporter les pouvoirs publics à une simplification des procédures en vue d'éliminer les goulots d'étranglement et de fournir une orientation aux constructeurs de logements coopératifs et de logements auto-assistés, n'était dans aucun pays clairement définie. En second lieu, l'analyse a montré que dans certains cas, il était difficile d'adapter les principes coopératifs à des situations nouvelles, par exemple, lorsque la pénurie de terrains urbains imposait de construire en hauteur, alors que l'expérience coopérative avec la construction d'immeubles bas avait donné d'excellents résultats. Pour remédier à ces déficiences, le secrétariat prépare actuellement un projet de manuel sur l'assistance administrative aux constructeurs de logements urbains auto-assistés, ainsi qu'un projet de répertoire général des formules de coopératives de logements, où une importance particulière sera accordée aux questions d'ordre législatif. Ces deux projets de document constitueront les documents de travail de base d'un séminaire régional sur les aspects administratifs de la construction de logements urbains coopératifs et auto-assistés, qui se tiendra à Addis-Abeba (Ethiopie) en février 1981.

Un projet important qui a pris corps au cours de la période considérée concernait la préparation d'un programme de développement régional des industries du bâtiment et des matériaux de construction devant être entériné par les gouvernements africains et soumis à l'approbation du PNUD pour financement. Ce programme porte d'une manière générale sur la mise en valeur des matières premières, la production de matériaux de construction, le développement du secteur de la construction, l'élaboration de nouvelles politiques et la mise en place de mécanismes d'exécution aux niveaux national et sous-régional. En particulier, le secrétariat a su favoriser la création d'un conseil de développement sous-régional dans ce domaine pour le Burundi, le Rwanda et le Zaïre, dans le cadre des accords de coopération liant les pays membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs. Le secrétariat a également procédé au cours de cette période à une évaluation détaillée des organismes africains de recherche sur le bâtiment et les matériaux de construction, à la suite de quoi il a formulé des propositions visant au renforcement de ces organismes, en particulier à travers l'établissement d'une coopération sous-régionale et d'arrangements institutionnels. Conscient de l'importance que revêtait la mise au point de technologies appropriées dans le domaine de la production de matériaux de construction

et dans le secteur de la construction, le secrétariat a conclu avec le Gouvernement indien un accord aux termes duquel des experts africains pourront entreprendre un voyage d'étude en Inde et suivre des stages de formation dans des entreprises.

A part les deux réunions de groupes d'experts organisées dans le cadre du programme de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction à Addis-Abeba (Ethiopie) en juillet 1979 et à Bujumbura (Burundi) en avril 1980, l'événement le plus important dans le domaine des établissements humains a été la convocation de la deuxième session du Comité régional intergouvernemental des établissements humains, réuni à Addis-Abeba du 28 juillet au 1er août 1980. Les participants à la réunion ont passé en revue les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des résolutions adoptées au cours de la première session, évalué les activités réalisées en application des programmes de travail et ordre de priorité pour 1978-1979 et 1980-1981, examiné les grandes lignes du programme de travail proposé pour la période biennale 1982-1983 et le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, et étudié les moyens de renforcer la coopération avec les organismes des Nations Unies et autres institutions dont les activités ont trait aux établissements humains. Le principal document à l'étude au cours de cette session du Comité, qui était la première à être organisée après l'adoption du Plan d'action de Lagos, était intitulé "Les établissements humains et la stratégie africaine de développement". Les auteurs de ce document y avaient analysé le rôle que les établissements humains devraient jouer pour assurer le succès du Plan d'action de Lagos. Ils préconisaient l'adoption d'une politique régionale des établissements humains s'appuyant sur une planification intégrée d'aménagement urbain et rural grâce aux réseaux de communication et de transport; le développement des industries locales du bâtiment et des matériaux de construction en faisant notamment appel à la main-d'oeuvre agricole saisonnière et excédentaire; l'élaboration de politiques de développement, de consommation, de conservation et de substitution dans le domaine de l'énergie; l'établissement d'un cadre institutionnel et administratif approprié; et la décentralisation des mécanismes de prise de décision et de répartition des ressources. En approuvant les arguments avancés dans le document, les participants ont souligné la nécessité de procéder à des études de cas et d'élaborer des projets pilotes portant sur les arrangements institutionnels, l'exécution des projets et en particulier, les méthodes de planification intégrée d'aménagement urbain et rural. Sur la base du document mentionné ci-dessus, le programme de travail et ordre de priorité proposé pour l'exercice biennal 1982-1983 ainsi que le Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 ont été examinés par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains. Les propositions pour la période 1982-1983 ont été élaborées en fonction des modalités prévues pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en oeuvre du programme et la décentralisation de ces ressources au profit des MULPOC en vue du renforcement de ces derniers. Les objectifs de ce programme seraient d'aider les gouvernements à établir des mécanismes de coordination des activités entreprises dans diverses disciplines, à lancer des activités d'information et de formation à l'intention de planificateurs et de techniciens régionaux et à établir des réseaux urbains planifiés aux niveaux national et international, par exemple dans le cas de l'aménagement des bassins fluviaux.

On ferait appel à la participation populaire pour la construction de logements en milieu rural, l'assainissement des colonies de squatters et le développement de l'industrie des matériaux de construction. Le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 reprendrait les éléments du programme pour 1982-1983 et des programmes de travail antérieurs qui avaient donné le maximum de résultats positifs dans la région.

La question des ressources supplémentaires nécessaires à la mise en oeuvre du programme de travail a été examinée en même temps que celle de la coopération interinstitutions. A cet égard, on a fait valoir qu'un programme, aussi bon fût-il, ne présentait aucun intérêt en l'absence des ressources nécessaires à son exécution; et dans la mesure où aucune organisation ne pouvait prétendre financer à elle seule toutes les activités à entreprendre dans le domaine de la promotion des établissements humains, il convenait de mettre en commun les ressources de toutes les institutions intéressées afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Le programme de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction constituait un exemple de cette politique de coopération. Il s'avérerait nécessaire en particulier d'établir une coopération plus étroite entre le secrétariat et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) en matière de programmation et d'exécution des programmes et projets régionaux relatifs aux établissements humains. Les ressources qui devaient être transférées d'HABITAT au secrétariat en application de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale s'étaient avérées insuffisantes et ce redéploiement de ressources n'avait par ailleurs été que partiellement réalisé. Il fallait donc accroître ces ressources en proportion des besoins de l'Afrique, continent le moins avancé. A cette fin, le Comité régional intergouvernemental des établissements humains a adopté des résolutions et des recommandations par lesquelles il a invité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à prendre les mesures voulues pour que le secrétariat obtienne des fonds supplémentaires destinés à la promotion des établissements humains dans la région et prié les autres organismes des Nations Unies dont les activités ont trait aux établissements humains de soutenir le secrétariat en lui fournissant des fonds et/ou du personnel spécialisé.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Introduction

La promotion d'un processus national de restructuration industrielle a constitué le principal objectif du programme du secrétariat en matière de développement industriel en Afrique. Ce programme couvre toute une gamme d'activités dans tous les Etats membres aux niveaux sous-régional et régional et vise à libérer l'Afrique du sous-développement et de la dépendance économique. Parmi ces activités figurent une aide aux pays africains pour leur permettre de recenser et de définir les obstacles qui s'opposent au développement industriel afin de pouvoir mieux les surmonter, une aide pour l'élaboration, la coordination, la planification et l'application des stratégies et des politiques de développement industriel et pour le choix des objectifs, ainsi qu'une aide pour la création de mécanismes institutionnels ou leur renforcement en vue de promouvoir des programmes de développement industriel et de veiller à leur application.

A cet effet le secrétariat a lancé et exécute des programmes de développement sectoriels pour les industries chimique, métallurgique, mécanique, agro-alimentaires et pour les industries des matériaux de construction et du bâtiment, industries de base dont on estime qu'elles sont vitales pour l'industrialisation de l'Afrique. L'application de ces programmes sectoriels a nécessité la mise en route de diverses activités : organisation de missions sur le terrain, formulation de projets, promotion de nouvelles idées de projet, conseils sur les politiques et stratégies appropriées, rédaction de résumés de projet et de propositions de projet sur les mesures et programmes opérationnels afin de développer les capacités requises pour ces projets. Il a également fallu convoquer des réunions d'experts aux niveaux sous-régional et régional pour discuter des programmes d'action et les formuler à partir des résultats des rapports de mission et des priorités pour chaque secteur.

Elaboration d'une politique industrielle

Au cours de discussions récentes ayant eu lieu à l'occasion de forums internationaux sur les problèmes de l'industrialisation en Afrique, on a mis l'accent sur la nécessité de sérier les problèmes, de n'examiner que ceux dont on estimait qu'ils étaient parmi les plus importants, et, sur ces bases, de proposer une gamme de stratégies, de politiques et de mesures qui conviendraient aux pays africains tant individuellement que collectivement. Par conséquent, il est apparu que le développement socio-économique intégré du continent africain devait passer par une industrialisation autonome et endogène, ce qui exige, entre autres, la création dans chaque pays africain d'une base industrielle qui réponde aux besoins du pays et qui soit renforcée par des activités complémentaires à l'échelon sous-régional et régional. Parmi les objectifs clés vers lesquels une telle politique devrait tendre, figurent : la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, l'exploitation des ressources naturelles locales, la création d'emplois, la création d'une base pour le développement des autres secteurs économiques, la création d'un cadre propice à l'assimilation et à la promotion des progrès techniques, et à la modernisation de la société.

On devrait insister sur la nécessité de créer des liens entre l'industrie et les autres secteurs ainsi qu'entre les divers sous-secteurs industriels dans le but de promouvoir une interdépendance, de réaliser une industrialisation harmonieuse et de parvenir à un développement économique global.

Conformément à la décision de la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie en novembre 1977, les activités dans le domaine des politiques industrielles entreprises au cours de la période examinée ont porté essentiellement sur les derniers préparatifs d'un Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles qui s'est tenu à Nairobi (Kenya), du 11 au 18 septembre 1979 sous le parrainage conjoint de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et auquel le PNUD a participé. En s'appuyant sur les directives énoncées par le secrétariat, 18 Etats membres ont procédé à la révision de leurs politiques industrielles récentes et ont présenté leurs conclusions au Colloque. Diverses organisations internationales et

régionales ont également présenté des documents et envoyé des représentants à ce Colloque. Les participants au Colloque ont examiné les documents de base et ont établi un rapport qui contenait des recommandations sur les politiques et les stratégies. Ces politiques et stratégies ont trait, entre autres, aux infrastructures, aux institutions, à l'exploitation des ressources humaines et naturelles, aux relations entre développement agricole et développement industriel, à l'investissement, la commercialisation et la coopération.

Conformément aux conclusions auxquelles est parvenue la sixième réunion du Comité des progrès sur l'industrialisation en Afrique qui s'est tenue à Addis-Abeba en octobre 1979, la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui a également eu lieu à Addis-Abeba en octobre 1979, a examiné les progrès accomplis dans l'application des programmes sectoriels prioritaires approuvés et des projets de création d'institutions régionales prioritaires, à savoir : le Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles et le Fonds africain de développement industriel. La Conférence a entériné toutes les recommandations proposées par le Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles. La Conférence s'est félicitée de ce que ces recommandations rassemblaient tous les éléments d'une position commune africaine et a accepté qu'elles soient considérées avec la Déclaration de Monrovia comme les lignes directrices générales devant permettre d'arrêter une position africaine commune pour la troisième Conférence générale de l'ONUDI.

Compte tenu de l'importance de ces recommandations, la Conférence a demandé à la CEA, à l'OUA et à l'ONUDI ainsi qu'à d'autres organisations concernées, de prendre dès à présent des dispositions pour élaborer des mesures et des projets concrets afin d'aider les Etats membres, sur un plan individuel et collectif, à appliquer les politiques et stratégies qui ont été approuvées au Colloque afin de parvenir à une plus grande indépendance en matière d'industrialisation, à une plus grande diversification et à une plus grande autonomie dans le cadre de la stratégie pour l'Afrique qui a été adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains à Monrovia. La Conférence s'est rendue compte de l'importance que revêtait la réalisation d'une autonomie collective grâce à l'instauration d'une coopération industrielle à tous les niveaux et a, par conséquent, demandé à la CEA, en collaboration avec l'OUA et l'ONUDI, d'organiser des consultations dans les pays membres intéressés en vue de définir les domaines prioritaires pour lesquels des sociétés multinationales africaines pourraient être créées, y compris celles dont la création avait été recommandée dans le cadre des zones de développement industriel.

Dans le cadre des préparatifs de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, la Conférence a pris connaissance des nouveaux programmes et projets de création d'institutions internationales qui ont été proposés pour être soumis à la réunion de l'ONUDI; cependant, ne disposant pas d'assez de temps pour étudier en détail le contenu de ces propositions, la Conférence a décidé que la CEA et l'OUA, secondées par un groupe restreint d'experts africains réputés, mis à la disposition du secrétariat par leurs gouvernements, et éclairées par l'ONUDI sur les points contenus dans les propositions, devraient examiner tous les documents et problèmes pertinents présentés à la Conférence et rédiger un document précisant la position africaine commune à la troisième Conférence générale de l'ONUDI. Ce document

serait alors examiné au cours d'une session extraordinaire de la Conférence des ministres africains de l'industrie qui devait se tenir avant la Conférence générale de l'ONUDI. Immédiatement après la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie, le groupe de travail s'est réuni et a mis à exécution cette décision des ministres. Le groupe a produit un document arrêtant les grandes lignes d'une position africaine commune pour la troisième Conférence générale de l'ONUDI, document qui a d'abord été présenté à la réunion du Groupe des 77 à La Havane en décembre 1979. La Conférence a d'autre part demandé à la CEA, à l'OUA et à l'ONUDI, conformément à la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, de déclarer la période de 1980 à 1989 Décennie du développement industriel en Afrique et, en collaboration avec d'autres organisations internationales, d'aider les pays africains à élaborer et à mettre en oeuvre un plan d'action détaillé à l'échelon national, régional et mondial en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie.

Des représentants du secrétariat ont participé à la réunion préparatoire à la Conférence générale de l'ONUDI du Groupe des 77 qui s'est tenue à La Havane (Cuba) en décembre 1979, ainsi qu'à la Conférence elle-même qui a eu lieu à New Delhi (Inde) en janvier-février 1980. Aux deux réunions, les représentants du secrétariat ont fait des recommandations aux délégations africaines sur la base des propositions contenues dans le document établi par le groupe d'experts africains mentionné plus haut. A la réunion de La Havane les points suivants ont fait l'objet de discussions et d'accords : modes de consultation, financement du développement industriel dans les pays en développement nécessitant la constitution d'un fonds mondial de 300 milliards de dollars d'ici l'an 2000, développement de la technologie industrielle, rôle de l'ONUDI, énergie, production industrielle, mise en valeur des ressources humaines, commerce des produits manufacturés et semi-manufacturés et dispositions spéciales pour les pays les moins avancés, les pays sans littoral, les pays insulaires et les pays gravement touchés par les catastrophes naturelles et les catastrophes causées par l'homme.

En mars 1980, une réunion extraordinaire du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique a été organisée où l'on a élaboré des propositions tenant compte des résultats peu satisfaisants de la troisième Conférence de l'ONUDI qui devaient être présentées à la seconde session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. Ces propositions incluaient un plan à court, moyen et long termes où étaient exposées à grands traits les mesures et politiques relatives au développement des industries stratégiques.

En ce qui concerne les recommandations faites au cours des différentes réunions régionales, le secrétariat évalue actuellement toutes leurs implications en vue de déterminer et de formuler des programmes opérationnels et de prendre des mesures pour en assurer l'application en Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos conformément aux recommandations du Colloque régional et de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie.

Programmes de développement sectoriels

A la suite des missions entreprises en 1978 sur les industries chimique, métallurgique et mécanique dans le cadre des priorités accordées aux industries de base par les ministres africains de l'industrie, les activités suivantes ont été entreprises :

Programmes de développement de l'industrie chimique

Cinq monographies nationales (Egypte, Gabon, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie et Haute-Volta), un rapport sous-régional, un rapport régional ainsi qu'un descriptif de projet ont été achevés. Un groupe d'étude composé de membres du personnel de l'ONUDI et de la CESAP et du chef de la mission sur l'industrie chimique, a été mis sur pied en novembre 1979 pour procéder à un examen critique des conclusions et des recommandations des missions. Le groupe a rédigé son propre rapport. La première réunion CEA/ONUDI d'experts sur les produits chimiques a alors eu lieu à Addis-Abeba du 26 novembre au 1er décembre 1979. Les membres du groupe d'étude ont assisté à cette réunion et ont, dans une large mesure, contribué à son succès. La réunion a fait un certain nombre de recommandations portant sur les institutions et de propositions de projet à exécuter aux niveaux national, sous-régional et régional. Ces propositions portaient sur la promotion des projets régionaux et sous-régionaux grâce à la création d'entreprises industrielles multinationales, la réalisation de 16 études de pré-investissement sur les engrais, les pesticides, les produits chimiques de base, les produits pharmaceutiques et les produits de la pétrochimie et sur l'exécution de tous les projets d'activités contenus dans le projet de descriptif qui a fait l'objet de discussions à cette réunion. Le projet de descriptif a été remanié par des représentants de l'ONUDI, du secrétariat et de l'OIT pour mieux faire ressortir le rôle de toutes les organisations concernées et a été présenté au PNUD pour approbation. Les activités qui figurent dans le descriptif de projet viennent se ranger dans deux catégories : activités à court terme et activités à long terme. Les activités appartenant à la première catégorie portent sur la préparation de neuf des études de pré-investissement recommandées par la réunion d'experts; celles appartenant à la seconde ont pour but de créer une base pour le développement intégré du secteur chimique d'ici l'an 2000.

Neuf ébauches de projets correspondant aux neuf études de pré-investissement du descriptif de projet ont été élaborées pour être présentées aux réunions des MULPOC qui vont se tenir de janvier 1980 à février 1981. On espère que ces ébauches de projet aideront les Etats membres à définir les priorités au sein de ce secteur, à déterminer les activités complémentaires et à s'engager à exécuter les projets qui s'avèreraient réalisables.

D'autres activités, consécutives à la mission sur les produits chimiques, portent sur la mise au point d'études types de pré-faisabilité relatives à la production de pesticides et de médicaments, dont les produits liquides utilisés pour les transfusions. Les travaux sur ces activités ont déjà commencé. On estime qu'en faisant ressortir les conditions locales dans les études types, les Etats membres seront en mesure de déterminer, moyennant des dépenses minimales, si des études de faisabilité se justifient à l'échelon national et/ou multinational.

L'aide apportée aux Etats membres s'est faite sous diverses formes : participation d'un membre du personnel à deux missions sur l'harmonisation des politiques industrielles dans les pays qui font partie du MULPOC de Gisenyi, promotion du projet de production de potasse en Ethiopie auprès d'éventuels associés. En ce qui concerne ce dernier projet, un membre du secrétariat s'est rendu en Inde pour avoir des entretiens avec des fonctionnaires indiens et avec les dirigeants des entreprises publiques de production d'engrais et pour établir une liste d'éventuels consultants en produits chimiques. Cette mission a permis, entre autres, de commencer l'étude sur le marché de la potasse.

Un membre du secrétariat a participé aux consultations OMS/CEA sur la coopération technique en Afrique qui se sont déroulées à Brazzaville. A la suite de ces consultations, on s'attend à ce que l'OMS et la CEA coordonnent leurs activités dans le domaine des produits pharmaceutiques.

Programmes de développement des industries métallurgique et mécanique

Des rapports sur 13 pays, à savoir : la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, le Mali, Maurice, le Nigéria, l'Ouganda, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie et la Zambie ainsi qu'un rapport régional ont été rédigés par le secrétariat. Un groupe d'étude a été mis sur pied pour procéder à l'examen critique du rapport régional sur les industries métallurgique et mécanique. Le groupe d'étude a mené à bien sa tâche et a présenté ses conclusions à la première réunion CEA/ONUDI d'experts sur les industries métallurgiques de base et les industries mécaniques qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 8 décembre 1979. Les recommandations faites par les experts ont porté sur divers sujets dont : la création de sociétés de développement, la promotion et l'exécution d'un certain nombre de projets concernant la production sidérurgique et la production de cuivre, bronze, produits réfractaires, électrodes, éléments, pièces détachées, machines et matériel agricoles.

Immédiatement après la réunion d'experts, une mission composée de deux personnes s'est rendue dans cinq pays (Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Maurice et Zambie) entre le 9 avril et le 5 juin 1980. Le principal objectif de cette mission était de définir des projets particuliers aux niveaux national et international portant sur l'amélioration des fondries, des forges, des installations pour le traitement thermique, des ateliers de fabrication et d'outillage et autres installations destinées à la fabrication de machines et outils agricoles, de machines-outils, de certains types de matériel de transport et de pièces détachées. Les rapports rédigés par les membres de cette mission ont été examinés lors d'un séminaire dont nous parlerons plus loin et ont servi de documents de base à l'élaboration d'ébauches de projet. Ces ébauches et celles qui ont été élaborées pour les autres pays des MULPOC ainsi que les ébauches de projet sur l'industrie métallurgique devraient permettre aux Etats membres, lors des réunions des différents MULPOC de décembre 1980 à février 1981, de fixer les priorités dans les différents secteurs, de déterminer des activités complémentaires et prendre des engagements pour l'exécution des projets qui s'avèreraient réalisables.

Conformément à la décision accordant la priorité à la sidérurgie de la troisième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka qui s'est tenue à Gaberones du 28 au 29 janvier 1980, le secrétariat a organisé et envoyé une mission composée de trois membres dans huit Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe du 25 juin au 13 août 1980. La mission a établi un rapport qui a servi de document de base au séminaire sur les industries métallurgique et mécanique pour les pays membres du MULPOC de Lusaka qui s'est tenu à Lusaka du 17 novembre au 7 décembre 1980. Ce rapport a été présenté à la réunion des experts sur les industries sidérurgiques multinationales pour les pays membres du MULPOC de Lusaka qui a eu lieu à Lusaka du 8 au 12 décembre 1980 immédiatement après le séminaire. Le rapport de la réunion des experts devait être présenté au quatrième Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka.

D'autres activités portent sur l'achèvement de deux études spécialisées (conception technique dans l'industrie de la machine agricole, assistance en matière d'outillage dans les industries mécaniques) et d'un certain nombre de descriptifs de projet. Un fonctionnaire de rang élevé du secrétariat a suivi un stage de formation en usine organisé dans le cadre du programme de formation de l'ONUDI au Caire (Egypte) et portant sur l'utilisation des gabarits d'usinage, des outils et des machines fixes et a participé à quatre séminaires relatifs au développement des industries mécaniques.

Industrie alimentaire et agro-industrie

La plupart des activités de ce secteur sont menées dans le cadre du projet exécuté par la FAO : le Groupe consultatif FAO/CEA sur le développement des industries agro-alimentaires en Afrique. Les travaux d'avant-projet et d'assistance préparatoire ont pris fin en mai 1979 avec la signature du descriptif de projet dans lequel le PNUD acceptait de financer les activités du Groupe consultatif pour la période 1979-1981 (un économiste industriel de la CEA a été mis à la disposition du groupe). Le budget a été révisé et un programme de travail et une stratégie ont été élaborés en septembre 1979 en fonction des ressources disponibles.

En 1979, le Groupe consultatif a entrepris un certain nombre d'études dont la liste suit :

- La situation des industries alimentaires et des agro-industries en Afrique présentée aux réunions des MULPOC de Gisenyi, de Lusaka et Niamey en 1980;
- Deux études sur les pays du MULPOC de Gisenyi qui ont servi de documents de base au cours des différentes réunions d'experts;
- L'étude sur les industries de transformation des céréales qui a été réalisée pour le séminaire conjoint CEA/AAASA sur les technologies appropriées au développement de l'agriculture en Afrique (Addis-Abeba, Ethiopie, mai 1979) au cours duquel le Groupe consultatif a proposé que les efforts d'amélioration des systèmes de stockage des céréales soient poursuivis dans le cadre général du processus de développement;

- L'état actuel de certaines industries alimentaires en Afrique et le rôle de la FAO dans la promotion du développement des industries alimentaires et des agro-industries en Afrique, également réalisée pour le séminaire de l'AAASA;
- L'étude sur les possibilités de transformation industrielle du sorgho et du millet en Afrique a été réalisée et présentée en même temps qu'une exposition de pain et des biscuits à base de farines de blé et de sorgho lors de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie en octobre 1979. Cette Conférence a adopté une résolution demandant qu'une étude de faisabilité soit faite sur la création de deux centres régionaux de développement et de formation sur les programmes traitant des farines composées. En réponse à cette demande, le Groupe consultatif a entrepris des missions sur le terrain au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, au Botswana, au Sénégal, en Haute-Volta, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Soudan et a fait plusieurs propositions pour la promotion des programmes nationaux traitant des farines composées.

Au début de l'année 1980, le Groupe consultatif a entrepris une mission à Genève dans le but de mettre à jour les données existantes et d'assurer la liaison avec le Centre du commerce international CNUCED/GATT et l'OIT sur les besoins en formation des pays africains dans le domaine de la transformation des produits alimentaires et agricoles et pour discuter de la commercialisation des produits de l'agro-industrie.

Industries forestières

Les activités relevant de ce secteur sont entreprises par le Groupe consultatif FAO/CEA sur le développement des industries forestières en Afrique, un projet financé par le PNUD et exécuté par la FAO. Malgré les problèmes qui empêchent l'exécution du projet par le Groupe consultatif, tels que la lenteur du recrutement et les difficultés de communication, les activités ont été très diverses et des progrès réels ont été constatés. Le plan visant à adjoindre des experts confirmés de la région à chaque conseiller régional pour des périodes de six mois à des fins de formation a été bien accueilli. Cinq conseillers régionaux adjoints ont été choisis et vont bientôt être intégrés au projet.

Le Groupe consultatif a été prié d'entreprendre un certain nombre de missions dans divers pays de la région et plusieurs demandes d'assistance technique en matière d'industries forestières émanant de plusieurs gouvernements n'ont pas encore été satisfaites.

Enfin des mesures préliminaires ont été prises en ce qui concerne l'étude sectorielle sur la production forestière, la consommation et la commercialisation des produits forestiers, les travaux sur la collecte et l'analyse des données ont commencé et on espère qu'ils seront achevés sous la responsabilité d'un économiste consultant.

Un descriptif de projet a été élaboré pour le séminaire organisé conjointement par le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et la FAO sur les combustibles et l'énergie pour les femmes africaines en milieu rural et des fonds ont été accordés par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme pour l'organisation d'un séminaire qui se tiendrait au Mali ou en Haute-Volta. Huit pays sahéliens seront invités à y envoyer un agent forestier, une animatrice de collectivité et une vulgarisatrice.

Une étude sur la formation et l'éducation ainsi qu'une enquête sur l'industrie transformatrice du bois sont en cours de réalisation et les réactions qu'elles ont suscitées attestent de l'intérêt que leur portent les pays concernés. Ces questions feront l'objet d'une analyse détaillée qui devrait permettre de faire un bilan de la situation dans ce secteur.

Industrie des matériaux de construction et du bâtiment

En ce qui concerne le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment, le secrétariat a entrepris des missions en Egypte, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria et au Sénégal de mai à juillet 1979 pour s'entretenir avec les fonctionnaires responsables et recenser et définir les besoins dans le domaine des équipements existants et prévus ainsi que les priorités nationales pour le développement de ce sous-secteur. Après cette mission, une réunion régionale d'experts africains en matière d'industries des matériaux de construction et du bâtiment s'est tenue en juillet 1979; y ont participé 13 pays africains (Burundi, Egypte, Ghana, Kenya, Madagascar, Maroc, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo et Zaïre) ainsi que des représentants de l'OUA et de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), de l'ONUDI et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat). Les conclusions de cette réunion ont donné lieu à des recommandations sur l'exploitation des matières premières, l'accroissement et la décentralisation de la production de matériaux de construction, la recherche en matière de matériaux de construction et la mise en place de systèmes d'information, le contrôle de la qualité et la normalisation des matériaux de construction, la rationalisation des codes et règlements en matière de bâtiment, les dispositions relatives à la coopération au sein et en dehors de l'Afrique ainsi que les mécanismes institutionnels, particulièrement aux niveaux national et sous-régional, en vue de l'amélioration de la planification et de l'exécution des projets. Les conclusions de cette réunion ont ouvert la voie à l'élaboration d'un descriptif de projet à grande échelle pour le développement des diverses branches du sous-secteur, projet approuvé en février 1980 par le PNUD qui assurera son financement.

Les fonds alloués par le PNUD ont permis de donner une suite concrète aux recommandations des experts dans les domaines suivants :

- a) Création, amélioration et renforcement des politiques, stratégies et moyens de fonctionnement aux niveaux national et sous-régional;
- b) Production accrue des principaux matériaux de construction;

c) Amélioration des normes des systèmes et services de construction et adaptation de ces normes aux conditions locales;

d) Création de services de recherche et d'information dans le domaine du bâtiment en Afrique ou amélioration des services existants;

e) Coopération dans le domaine du développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment.

Le secrétariat a élaboré des propositions préliminaires qui seront examinées par les gouvernements africains pour créer des mécanismes types au sein d'une agence de planification gouvernementale existante qui serviront d'organe principal dans le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment pour toute la série des tâches à entreprendre. Certains gouvernements africains ont, depuis lors, créé ces mécanismes types.

Un document sur la création, les tâches, les responsabilités et les liens sous-régionaux du futur Conseil consultatif pour le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment pour les pays de la Communauté économique des Grands Lacs (CEPGL) a été établi pour être examiné par la CEPGL. Le suivi de ce projet se poursuit depuis avril 1980.

Afin de planifier efficacement la production des matériaux de construction en vue de parvenir à une autonomie dans l'industrie du bâtiment d'ici l'an 2000, la CEA a entrepris une évaluation de la demande future pour certains principaux matériaux de construction et une estimation des investissements nécessaires afin de rassembler une base des fonds en conséquence.

Dans le domaine des activités relatives à l'amélioration des normes et des services dans le bâtiment, le secrétariat a organisé une mission sur le terrain qui s'est rendue dans huit pays en vue de consulter les responsables administratifs de ce secteur et de recueillir des informations qui serviront de base aux activités d'évaluation et de suivi requises. Un inventaire des services de recherche sur l'industrie du bâtiment (existants et futurs) où figurent des informations sur la nature et l'importance de ces services, a été réalisé; de même qu'on a établi une liste des chercheurs travaillant dans cette branche dans les différents pays africains afin d'en accroître le nombre.

Le secrétariat a organisé une réunion des directeurs des établissements africains de recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment à Bujumbura (Burundi), du 30 avril au 3 mai 1980 afin de déterminer les priorités et de fixer de nouveaux objectifs en matière de recherche, et d'élaborer des plans pour organiser et entreprendre des recherches sur les matériaux de construction d'une façon collective où seraient définies les modalités de coopération en matière d'information avec les instituts de recherche sur le bâtiment en Afrique et ailleurs. Cette réunion a été suivie par des représentants de 23 pays africains (Angola, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda,

Sénégal, Seychelles, Soudan, Togo et Zaïre), de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, de l'ONUDI, de la Banque mondiale, de la CEPGL et de nombreuses autres organisations.

Projets de création d'institutions inter-étatiques

La réalisation de l'objectif africain du Plan d'action de Lima nécessite d'importants apports techniques, surtout pour accroître les capacités locales en matière de conception technique, réaliser des études de pré-investissement, assurer les services de gestion compétents et créer les organes d'exécution régionaux en vue de promouvoir une action collective et autonome dans ces domaines. En vue de la réalisation de ces objectifs, la troisième et la quatrième conférences des ministres africains de l'industrie ont approuvé la création d'un Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles, d'un Fonds africain de développement industriel et d'un Centre africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle. A la suite d'une réunion intergouvernementale d'experts qui s'est tenue en novembre 1978 et où l'on a procédé à l'examen du projet de rapport de la mission, une réunion des plénipotentiaires africains pour la création du Centre régional et une réunion du Conseil du Centre régional se sont tenues à Cotonou (Bénin) les 4 et 5 avril 1979. Les statuts du Centre régional ont été adoptés par la réunion des plénipotentiaires africains, tandis que le Conseil, composé de ceux qui ont signé les statuts, a fixé le montant de la contribution de chaque Etat membre et a décidé que le Centre régional serait situé à Ibadan (Nigéria). Un accord avec le gouvernement hôte relatif aux installations mises à la disposition du Centre a été signé en juillet 1979. La première réunion du Comité exécutif du Centre régional s'est tenue à Ibadan (Nigéria) du 29 au 30 octobre 1979 et a approuvé le programme de travail ainsi que le budget du Centre régional. Au début de l'année 1980, une mission exploratoire composée d'une équipe d'experts s'est rendue dans un certain nombre de pays en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest pour étudier le marché du matériel et des équipements qui pourraient s'avérer nécessaires au fonctionnement du Centre régional. A cet effet, le Comité exécutif et le Conseil du Centre se sont réunis à Addis-Abeba (Ethiopie) du 5 au 8 août 1980. Les participants à ces deux réunions ont procédé à un examen des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du projet et ont nommé le Directeur exécutif du Centre régional. A ce jour, près de la moitié des Etats africains sont membres du Centre régional.

En ce qui concerne le projet sur le Fonds africain de développement industriel, une mission exploratoire constituée en janvier 1978, a rédigé un rapport qui a été soumis à une réunion d'un groupe d'experts qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 au 30 avril 1979. Au cours de cette réunion, on a procédé à l'examen de ce rapport et du projet de statuts du Fonds; ces deux documents ont été adoptés après quelques modifications. A la sixième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, le rapport des experts a été examiné et le projet de statuts recommandé à l'attention des plénipotentiaires africains qui se sont réunis à Addis-Abeba (Ethiopie), du 15 au 17 octobre 1979 pour approbation et signature. La cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 17 au 20 octobre 1979, a invité, dans sa résolution 8 (V), la

Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement à coopérer étroitement en vue de l'exécution du projet. A cet effet, un accord confiant la gestion du Fonds à la BAD a été élaboré par une équipe de juristes du secrétariat et de la BAD. La réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BAD qui s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 24 au 27 juin 1980 a donné son accord de principe pour la création du Fonds africain de développement industriel ainsi que pour sa gestion par la BAD sous réserve d'arrangements administratifs. On a entrepris de mobiliser les ressources nécessaires à la création du Fonds.

Conformément à la résolution 2 (V) adoptée à la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie, des activités préparatoires en vue de la création du Centre régional de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle ont été engagées.

Coopération industrielle

Conformément à la décision prise lors de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie qui a été confirmée par le Plan d'action de Lagos, les industries de base suivantes sont considérées comme prioritaires pour l'industrialisation en Afrique : i) industrie alimentaire et agro-industrie; ii) industrie des matériaux de construction et du bâtiment; iii) industries mécaniques; iv) industrie métallurgique de base; v) industrie chimique.

Le développement des industries mentionnées ci-dessus nécessite une abondante et une grande variété de ressources naturelles, financières et humaines de qualité dont apparemment aucun pays africain ne peut disposer dans l'immédiat. La nécessité pour les pays africains de coopérer pour le développement de ces industries stratégiques et d'autres industries importantes est évidente. On espère que la création de sociétés multinationales africaines aidera beaucoup au développement de capacités complémentaires dans les domaines du financement, de la technique, de la gestion, des marchés, des méthodes de commercialisation et de la connaissance des sources et des coûts des matières premières de remplacement et d'autres facteurs de production inégalement répartis dans toute l'Afrique. La mise en place de telles sociétés multinationales se fera conformément à la résolution 1 (V) de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie qui priait la CEA, en collaboration avec l'OUA et l'ONUDI, de prendre des mesures en vue d'engager des consultations entre les Etats membres intéressés pour déterminer les domaines prioritaires dans le cadre des zones de développement industriel agréées. Le secrétariat a déjà envoyé des questionnaires dans tous les Etats membres en vue de s'informer auprès d'eux sur les domaines prioritaires et les modalités en vue de la création de ces sociétés multinationales. Les réponses à ces questionnaires nous parviennent au compte-gouttes. Par ailleurs, le secrétariat met la dernière main à un descriptif de projet relatif à la création de ces sociétés en Afrique. En outre, les missions sur le terrain entreprises dans le cadre des industries stratégiques mentionnées ci-dessus, ont permis la rédaction d'ébauches de projet et le choix de domaines susceptibles de se prêter à une coopération industrielle.

UNCHS

Le secrétariat a élaboré une proposition visant à regrouper les pays partageant certaines caractéristiques physiques dans une sous-région et à promouvoir un mécanisme sous-régional consultatif pour le développement qui aiderait les groupements économiques sous-régionaux en particulier à définir, planifier, exécuter et assurer le suivi des programmes et projets relatifs aux industries des matériaux de construction et du bâtiment. Dans un premier temps, on a examiné les possibilités qui s'offraient dans les pays de la CEPGL (Burundi, Rwanda et Zaïre).

Deux descriptifs de projet sur certains aspects particuliers de la production et de l'utilisation des matériaux de construction ainsi que sur le perfectionnement des techniques et notamment l'échange de renseignements, ont été établis et une assistance bilatérale a depuis été mise en place par le Gouvernement indien. Un autre accord de coopération passé avec le Gouvernement néerlandais a permis d'affecter pour un an au MULPOC de Lusaka un expert en matériaux de construction qui sera chargé d'aider la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe dans le domaine du développement de l'industrie des matériaux de construction.

Le secrétariat a participé à divers réunions et séminaires organisés par d'autres organismes régionaux : le Centre de développement industriel de Douala (République-Unie du Cameroun) et d'Addis-Abeba (Ethiopie), le séminaire sous-régional pour les entrepreneurs francophones à Dakar (Sénégal), la réunion de la Commission technique spécialisée sur l'infrastructure, les communications et l'énergie de la CEPGL (Burundi, Rwanda et Zaïre) à Gisenyi. Le secrétariat a également aidé ces pays à élaborer un projet de code d'investissement commun pour faciliter la coopération dans les différents secteurs industriels.

Développement de la petite industrie et de l'industrie rurale

Une mission exploratoire du secrétariat sur la petite industrie et l'industrie rurale s'est rendue dans cinq pays africains (Botswana, Gambie, Kenya, Madagascar et Maroc) et en Inde au cours de la période considérée en vue de déterminer de quelle manière et avec quels moyens il serait possible d'aider les gouvernements africains à poursuivre le développement des politiques centrales, des programmes et des institutions de soutien appropriés.

Promotion des investissements

Au cours de la période considérée, le secrétariat a poursuivi ces activités de promotion des investissements par la collecte et la diffusion de renseignements sur les projets et sur les activités de pré-investissement. A cet effet, le secrétariat s'emploie à renforcer ses liens avec les Etats membres et les investisseurs potentiels. Sa liste de distribution est constamment révisée à la suite des demandes continues de renseignements et de conseil, et de documents d'information portant sur des sujets précis qui sont envoyés aux institutions et organisations africaines appropriées.

QUESTIONS COMMERCIALES ET FINANCIERES INTERNATIONALES

Les activités exécutées par le secrétariat dans le domaine des questions commerciales et financières internationales au cours de la période considérée peuvent être regroupées sous les catégories suivantes : activités commerciales et financières au niveau intra-africain; relations commerciales et financières avec les pays du tiers monde; relations commerciales et financières avec les pays développés à économie de marché et les pays socialistes d'Europe orientale; et sociétés transnationales.

Activités commerciales et financières au niveau intra-africain

Le commerce intra-africain est resté à un niveau très bas, puisqu'il ne représentait en 1980 que 4,5 p. 100 de l'ensemble du commerce de la région, contre 24,6 p. 100 environ dans le cas des pays latino-américains et 19,3 p. 100 dans le cas des pays en développement d'Asie. C'est pourquoi les activités dans ce domaine ont reçu le rang de priorité le plus élevé, conformément à la résolution adoptée par la Conférence des ministres à sa sixième réunion, relative à la promotion du commerce intra-africain, et à la Déclaration de Monrovia dite Déclaration d'engagement et d'intention des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA adoptée en juillet 1979. Plus récemment et dans une large mesure sur la base des recommandations formulées par la Conférence des ministres africains du commerce à sa septième session, recommandations qui ont par la suite été approuvées par la Conférence des ministres de la CEA à sa sixième réunion, le caractère de priorité de ces activités a été sensiblement accentué dans le contexte du Plan d'action de Lagos adopté lors de la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, laquelle a fortement insisté sur la nécessité d'une expansion systématique du commerce intra-africain; l'Acte final de cette session extraordinaire indique en outre les mesures à prendre pour créer avant l'an 2000 un marché commun africain.

En conséquence, le secrétariat s'est efforcé au cours de la période considérée de fournir une importante assistance aux Etats membres dans leurs efforts de promotion du commerce sous-régional, élément clé de la création de groupements économiques sous-régionaux et/ou du renforcement des groupements existants, groupements considérés comme la base d'un plan d'intégration de tous les pays du continent africain. L'extension du projet financé par le PNUD relatif au développement du commerce intra-africain en une seconde phase qui a débuté en 1979, ainsi que la mise à la disposition du secrétariat par un Etat membre de ressources financières spécifiquement affectées à l'exécution d'activités relatives à la création d'un marché commun africain, ressources auxquelles on espère voir s'ajouter les contributions d'autres Etats membres, devraient constituer un apport appréciable à cet égard.

Commerce intra-africain

Au niveau de l'ensemble des échanges intra-africains, les activités entreprises ont notamment porté sur l'élaboration d'un projet de programme d'action pour l'expansion du commerce intra-africain, qui a été présenté

pour examen aux réunions des fonctionnaires africains et des ministres africains du commerce tenues à Addis-Abeba (Ethiopie), respectivement du 10 au 16 mars 1980 et du 17 au 22 mars 1980, et a ensuite été incorporé dans le Plan d'action de Lagos. En outre, des études ont été réalisées en vue d'identifier les matières premières indispensables aux industries de base. Dans une autre étude, on a examiné les possibilités de créer une organisation régionale africaine de producteurs/exportateurs et d'importateurs/distributeurs de certains produits de base. Une réunion d'acheteurs et de vendeurs de certains produits devrait avoir lieu prochainement, en vue d'examiner et éventuellement d'appliquer les recommandations pratiques qui devraient ressortir de l'étude. Des efforts spéciaux ont été réalisés en vue de définir les produits actuels et potentiels pouvant faire l'objet d'échanges commerciaux entre pays africains, ainsi que les obstacles aux courants commerciaux intra-africains. La série d'études entreprises à cet égard visait à identifier certains produits, dont le poisson (séché et en conserve), les vins, les légumes, les fruits, le sucre, le coton, le tabac et l'étain. Ces études devaient non seulement montrer quelles étaient les possibilités concrètes offertes par les marchés africains, mais aussi définir une approche méthodologique de l'étude de ces marchés.

Dans la mesure où les négociations entre pays africains ne cessent de s'accroître, il devient de plus en plus nécessaire d'examiner et d'évaluer les principes et les modalités de telles négociations commerciales multilatérales. Une étude sur les procédures, les techniques et les modalités des négociations commerciales multilatérales entre pays africains a été réalisée à cette fin. Les conclusions et recommandations de cette étude seront présentées à un groupe d'experts qui doit se réunir en 1981.

Enfin, il convient de mentionner le fait que, outre le Bulletin du commerce africain qui paraît régulièrement, le secrétariat met à l'heure actuelle au point un répertoire du commerce africain. Ces deux publications devraient, dans l'esprit de leurs auteurs, grandement contribuer à faire connaître aux Etats membres les possibilités qui existent en matière de commerce intra-africain, ainsi que les caractéristiques des principales institutions de promotion commerciale existant dans la région.

En ce qui concerne les activités au niveau intra-sous-régional, c'est-à-dire les activités ayant trait à l'aide à l'expansion des échanges à l'intérieur des diverses sous-régions, on trouvera indiquées ci-après les principales activités entreprises.

Dans le cas des sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le secrétariat a fourni une assistance suivie et considérable en vue de la création de la zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Au cours de la période considérée, le Groupe intergouvernemental de négociations (GIN) a achevé ses travaux en étudiant les dernières questions qui restaient à résoudre et en concluant les négociations sur le projet de traité portant création de la zone d'échanges préférentiels. Ce projet de traité, y compris les divers projets de protocole et les dernières questions à résoudre y relatives, a été examiné par

les participants à la deuxième Conférence extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification du MULPOC de Lusaka, en janvier 1981. Le traité et ses protocoles devraient être signés par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains intéressés en 1981.

Une étude de faisabilité concernant la création d'une bourse de produits agricoles pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été achevée. Cette étude doit être présentée pour examen à un groupe d'experts qui se réunira en 1981 sous les auspices du MULPOC de Lusaka.

Une mission d'enquête multidisciplinaire a été chargée de se rendre dans tous les pays membres du MULPOC de Gisenyi. Les études relatives au renforcement et à l'expansion des échanges entre les pays membres ont été achevées et présentées pour examen à un groupe intergouvernemental d'experts de ce MULPOC qui s'est réuni au début de 1980. Les recommandations qui avaient été faites au terme de ces études en matière de coopération douanière et d'harmonisation des politiques industrielles ont été adoptées.

A la suite d'une mission sur le terrain réalisée par une équipe multidisciplinaire du secrétariat, semblable à celle qui avait été envoyée dans les pays membres du MULPOC de Gisenyi, un certain nombre d'études visant à contribuer à l'expansion de la coopération commerciale et monétaire entre les Etats membres du MULPOC de Yaoundé a été achevée. Les conclusions de cette mission ont été présentées pour examen à la réunion extraordinaire d'un groupe d'experts tenu à Douala (République-Unie du Cameroun) en décembre 1979. La plupart des recommandations figurant dans ces études ont été adoptées et, par la suite, approuvées par le Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé à sa réunion de février 1980, tenue à Brazzaville (Congo). Le Conseil n'a cependant pris aucune décision concernant la mise en place d'un cadre institutionnel en matière d'échanges commerciaux, étant dans l'expectative des résultats des consultations supplémentaires tenues entre la CEA, l'UDEAC et les pays non membres de l'UDEAC, consultations qui devraient s'achever dans un proche avenir.

Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le problème du chevauchement ou de l'absence de cohérence entre les traités portant création des divers groupements existants, dont la CEDEAO, la CEAO et l'Union du fleuve Mano, pour ce qui est des dispositions concernant la libéralisation des échanges, a été soigneusement examiné par les participants aux réunions d'experts et de ministres des Etats membres du MULPOC de Niamey, qui se sont tenues au cours de la période considérée. Il a été demandé à la CEDEAO de contribuer, en étroite coopération avec le secrétariat, la CEAO et l'Union du fleuve Mano, à l'harmonisation de ces dispositions. A la demande de la CEDEAO, une étude sur les échanges non enregistrés entre les pays membres de cette communauté a été réalisée par le secrétariat. En tant que coordonnateur des affaires commerciales, douanières et monétaires de la CEDEAO, le secrétariat a également participé à un certain nombre de réunions organisées par la Communauté.

Dans la sous-région de l'Afrique du Nord, à la suite de l'adoption d'un programme d'expansion de la coopération commerciale, monétaire et financière par la Conférence des ministres de la CEA à sa sixième réunion, le secrétariat a organisé une mission multidisciplinaire, similaire à celle qui s'était rendue dans les pays membres de la sous-région de l'Afrique centrale. Après avoir visité les six pays membres du MULPOC de Tanger, les membres de cette mission ont achevé leurs études sur la coopération dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des transports et des questions monétaires. Les recommandations en la matière devaient être présentées pour examen aux réunions d'experts et de plénipotentiaires des pays membres de ce MULPOC en juin 1980, mais ces réunions ont dû être annulées en raison du peu d'intérêt manifesté par les Etats membres du MULPOC.

Questions financières intra-africaines

En ce qui concerne la coopération financière et monétaire au niveau intra-africain, les activités du secrétariat visaient à appuyer les actions entreprises dans le domaine du commerce, compte tenu des relations étroites existant entre les affaires commerciales, financières et monétaires et du rôle que ces dernières pouvaient jouer en matière d'expansion du commerce intra-africain. La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, l'Association des banques centrales africaines et le Centre africain d'études monétaires, ont reçu, au cours de la période considérée, une assistance soutenue et globale afin non seulement de permettre la réalisation des études d'appui requises, mais aussi d'améliorer et de favoriser la bonne marche de ces institutions. Là où des organismes de promotion des échanges existent ou sont mis en place, des efforts ont été réalisés en vue de créer ou de renforcer des institutions monétaires et financières d'appui, comme c'est le cas dans presque tous les MULPOC.

Dans la sous-région de l'Afrique centrale, l'étude réalisée sur la création d'arrangements de compensation et de paiement a abouti à la mise en place en 1979 de la Chambre de compensation pour l'Afrique centrale, entre la Banque centrale du Zaïre et la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale, qui rassemble la République-Unie du Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo et le Gabon. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le protocole relatif aux accords de compensation et de paiement, qui fait partie du traité portant création de la zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, a été examiné et adopté par le Groupe intergouvernemental de négociation, ce qui conduira à la création d'une institution dans ce domaine au sein de la zone d'échanges préférentiels envisagée. En ce qui concerne le MULPOC de Yaoundé, une proposition relative à l'instauration d'accords similaires à ceux qui viennent d'être mentionnés a été examinée et adoptée par le Conseil des ministres des Etats membres de ce MULPOC. Une proposition similaire a été faite également dans les études préliminaires entreprises dans le cas du MULPOC pour les Etats de la sous-région de l'Afrique du Nord, comme il est indiqué plus haut. On espère donc qu'il sera possible à l'avenir de mettre en place une chambre de compensation et de paiement pour les Etats de cette dernière sous-région.

Par ailleurs, le secrétariat a participé à la réunion du Conseil d'administration du Centre africain d'études monétaires, qui s'est tenue en juin 1980, ainsi qu'au colloque sur "la théorie et les politiques monétaires en Afrique", organisé par le Centre à Dakar (Sénégal) en janvier 1980. Enfin, le secrétariat a participé au séminaire organisé par la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest sur le rôle des banques commerciales en matière de promotion du commerce intra-africain (10-13 mars 1980).

Activités de formation

Un certain nombre d'activités de formation a été organisé au cours de la période considérée, en collaboration avec diverses institutions nationales et internationales, en vue d'aider les Etats membres à accroître le volume de leurs échanges réciproques. On peut citer, parmi ces activités, l'organisation d'un cours de formation en matière de promotion des exportations et de recherche dans le domaine de la commercialisation, qui s'est déroulé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en 1979, avec la participation du PRODEC (Finlande), du Centre du commerce international et de la CEA, et de 15 pays africains. Peu après, un séminaire régional sur l'expansion du commerce intra-africain s'est tenu à Maurice, avec la participation de 14 pays africains. Enfin, un séminaire à l'intention des directeurs des instituts africains de promotion commerciale, organisé conjointement par la CEA et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, s'est tenu à Tanger (Maroc) du 22 au 26 septembre 1980. Le thème de ce séminaire était "Les centres de promotion des exportations en tant qu'instruments de promotion du commerce intra-africain". Les participants à ce séminaire se sont félicités de l'occasion qui leur était donnée de contribuer à la réorientation des activités des centres africains de promotion commerciale en faveur du développement du commerce intra-africain dans le contexte du Plan d'action de Lagos.

Relations commerciales et financières avec les pays du tiers monde

Les activités entreprises au cours de la période considérée visaient à aider les Etats membres à restructurer et à renforcer leurs économies conformément aux principes de l'autonomie collective dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement. Ces activités ont revêtu diverses formes : études spécifiques, missions, organisation de programmes de formation et service de réunions et de conférences du Groupe des pays africains du Groupe des 77, ainsi que de réunions et conférences auxquelles participaient des délégations africaines. Les études entreprises comprenaient notamment une étude théorique préliminaire sur la coopération entre organisations commerciales d'Etat, les échanges commerciaux actuels et potentiels entre pays en développement d'Afrique et d'Asie, qui doit servir de base à un projet commun CEA/CESAP de promotion des échanges entre les pays des deux régions, et le projet de création d'un système global de préférences commerciales entre pays en développement et d'entreprises multinationales de commercialisation entre ces pays et d'instauration d'une coopération entre leurs organisations commerciales d'Etat.

Le secrétariat a participé à un certain nombre de réunions et conférences au titre de l'assistance que la Commission fournit en vue d'harmoniser les positions des pays africains entre elles et avec celles des pays d'autres régions en développement du Groupe des 77. On peut citer parmi ces réunions la Réunion de travail commune CEA/CNUCED sur les marchés internationaux de céréales et les pratiques d'achat, tenue à Nairobi (Kenya) en septembre 1979 et la deuxième Réunion du Comité de coordination sur les accords de paiements multilatéraux et la coopération monétaire entre pays en développement, tenue à Dakar (Sénégal) en octobre 1979. La réunion régionale africaine commune OUA/CEA/CNUCED sur la coopération économique entre pays en développement, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en décembre 1979, a constitué un événement important et a permis au Groupe africain d'harmoniser ses positions sur les questions relatives au projet de création d'un système global de préférences commerciales et d'entreprises multinationales de commercialisation, ainsi que sur la coopération entre organisations commerciales d'Etat, avant la réunion préparatoire d'experts gouvernementaux des pays en développement sur la coopération économique entre pays en développement qui s'est tenue, par la suite, à Genève en mars-avril 1980. Un voyage d'étude de fonctionnaires des institutions africaines de coopération économique auprès des groupements intergouvernementaux spécialisés dans les questions de commerce et de paiements en Amérique latine, en Asie et en Afrique a également été organisé au cours de la période considérée. Un projet relatif au développement des échanges entre l'Afrique et les autres régions en développement, financé par le Gouvernement néerlandais, est devenu opérationnel en juin 1980. Ce projet vise spécifiquement à aider les Etats membres à accroître leurs échanges avec d'autres pays en développement grâce à l'instauration de relations commerciales effectives et au renforcement des relations existantes. Ce projet permettra au secrétariat d'achever les études communes entre la CEA et la CESAP d'une part, et la CEA et la CEPAL de l'autre, dont l'objectif est d'identifier les pays ou groupes de pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine offrant des possibilités d'expansion des échanges de produits spécifiques entre l'Afrique et les deux autres régions. Une évaluation des politiques commerciales des pays ainsi retenus sera réalisée en vue d'examiner les accords bilatéraux ou multilatéraux possibles en matière de promotion des échanges. Enfin, des voyages d'étude à l'intention de responsables africains du commerce en Amérique latine et en Asie aux fins d'établir des contacts commerciaux dans les pays de ces régions seront organisés. A cette fin, des missions sur le terrain ont été dépêchées auprès de la CEPAL et de la CESAP.

Relations commerciales, financières et monétaires avec les pays développés

a) Relations commerciales avec les pays développés à économie de marché

Le commerce extérieur de l'Afrique en développement reste dominé par les échanges avec les pays développés à économie de marché, dans la mesure où ces échanges représentent plus de 80 p. 100 du commerce total de la région. Alors que le montant total des exportations africaines est passé de 48,4 à 50,2 milliards de dollars des Etats-Unis entre 1977 et 1978, la part des exportations vers les pays développés à économie de marché est évaluée

à 20,3 milliards et 21,4 milliards de dollars des Etats-Unis au cours de la même période. La part de ces pays dans la valeur totale des exportations africaines a donc atteint près de 81 p. 100 en 1978 contre 80 p. 100 en 1977, et les estimations sur les données de 1979 permettent de penser que cette tendance se poursuivra.

Les exportations à destination de la Communauté économique européenne, qui vient au premier rang des pays développés comme partenaire commercial de la région, se sont chiffrées à 20,2 milliards de dollars en 1977 et à 21,4 milliards en 1978, ce qui représente respectivement 52,3 et 52,8 p. 100 de la valeur totale des exportations africaines vers les pays développés.

D'autre part, la baisse de 13,7 p. 100 du pouvoir d'achat des exportations enregistrée en 1978 par rapport à 1977, en raison à la fois d'une diminution du volume des exportations et d'une détérioration des termes de l'échange, n'a pas manqué d'avoir un impact négatif sur la balance commerciale avec les pays développés à économie de marché, laquelle, d'excédentaire qu'elle était en 1976, est devenue déficitaire en 1977 et 1978.

b) Relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe orientale

Malgré la progression des échanges entre les deux groupes de pays, la part des pays socialistes d'Europe orientale dans le commerce africain reste très faible comparée à celle des pays développés à économie de marché. Si l'on considère la moyenne de la valeur totale du commerce pour la période 1975-1978, la part des pays socialistes n'a représenté que 4,1 p. 100 des exportations et 4,6 p. 100 des importations.

La balance commerciale de l'Afrique vis-à-vis des pays socialistes, qui accusait un solde positif de 79 millions de dollars en 1975, s'est soldée par un déficit de 982 millions de dollars en 1977 et 810 millions en 1978.

Selon les données disponibles, l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont été, au cours de ces dernières années, d'importants partenaires commerciaux pour plusieurs pays africains, parmi lesquels on peut citer l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, le Nigéria, le Ghana, la Guinée, le Soudan, la Jamahiriya arabe libyenne, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Dans sa résolution 346 (XIV), la Conférence des ministres invitait instamment les délégations africaines à la réunion du Comité intérimaire de la Conférence de négociation des Nations Unies sur un Fonds commun dans le cadre du programme intégré pour les produits de base, à insister pour que les améliorations nécessaires soient apportées à l'accord sur les éléments fondamentaux du Fonds commun auquel était arrivée la Conférence de négociation en mars 1980. Pendant la période allant de septembre 1979 à avril 1980, le Comité intérimaire a tenu cinq sessions pour procéder à l'examen d'un projet de statuts du Fonds commun. Conformément à la résolution 346 (XIV), le secrétariat a continué à accorder son appui technique aux réunions du Groupe africain qui se tiennent à l'occasion des sessions de ce Comité.

Le secrétariat se propose d'entreprendre prochainement une étude des problèmes que la mise en oeuvre éventuelle du Fonds commun est susceptible de poser à la région africaine, ainsi que des perspectives que cette mise en oeuvre peut lui ouvrir dans les deux ou trois prochaines années.

c) Contrôle du commerce extérieur par les structures nationales

La question du contrôle du commerce extérieur par les structures nationales en tant que complément naturel de l'indépendance économique de la région continue de retenir l'attention du secrétariat. Une série d'études dans quelques pays de la région a été réalisée. Les résultats de ces études seront présentés en 1981 à l'examen d'un groupe intergouvernemental d'experts aux fins de recommandations aux Etats membres.

d) Relations financières et monétaires internationales

Dans le domaine des questions financières internationales, les aspects les plus préoccupants continuent d'être l'accroissement continu des montants à verser au titre du service de la dette, assorti d'un durcissement des conditions de prêts, et l'effet cumulatif de ces facteurs sur le déficit permanent de la balance des paiements des pays de la région. Le montant total de la dette en cours (y compris les montants non décaissés) a atteint 65 milliards de dollars à la fin de 1977, d'après les données disponibles. Plusieurs pays ont du mal à assurer le service de la dette dont le montant total pour la région s'est élevé à 4 milliards de dollars en 1977. Certes, selon les informations disponibles en mai 1979, 26 pays africains ont bénéficié des mesures d'ajustement rétroactif des conditions de la dette au titre de l'aide publique au développement, parmi lesquels les 20 pays les moins avancés et les six pays les plus gravement touchés. On estime cependant que pour les 20 pays les moins avancés, le montant versé de la dette totale a augmenté de plus de 7 p. 100 en 1978 pour atteindre 5,8 milliards de dollars.

Dans le cadre des relations monétaires proprement dites, la Conférence des ministres africains du commerce, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 17 au 20 mars 1980, a noté que la communauté internationale n'avait pas atteint les objectifs qu'elle s'était assignés dans les domaines de la monnaie, du commerce et du transfert des ressources réelles aux pays en développement en général, et aux pays africains en particulier. La Conférence a été aussi consciente du fait que les négociations qui s'étaient déroulées n'avaient pas permis aux pays africains d'obtenir des améliorations substantielles du système monétaire international propres à favoriser leur développement. Un autre fait important à signaler est lié à l'adoption généralisée des taux flottants par les pays industrialisés. En effet, depuis l'effondrement du système des parités, les taux de change ont accusé d'amples fluctuations (à court terme) perturbatrices de la valeur de change des principales monnaies d'intervention des pays africains. Les relations entre ces dernières ont été profondément modifiées, ce qui ne semble guère avoir contribué à l'amélioration des paiements extérieurs des pays africains.

En conséquence, la Conférence a reconnu l'impérieuse nécessité d'une reprise des négociations internationales sur une réforme fondamentale du système actuel. En attendant la reprise de ces négociations, elle a réitéré l'appui du continent africain au programme d'action immédiate proposé par le Groupe intergouvernemental des 24 pour les affaires monétaires internationales. Elle a également marqué son accord pour l'établissement d'un fonds monétaire africain et cette proposition a été, comme on sait, retenue par la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA réunie à Lagos en avril 1980. Des dispositions sont actuellement en train d'être prises par le secrétariat, en collaboration avec d'autres organisations compétentes, afin de lancer les études nécessaires et de convoquer des réunions d'experts en vue de la mise en oeuvre de ce projet d'importance majeure. Les ministres ont également estimé que l'application de toutes mesures visant à promouvoir, à moyen et long terme, une intégration monétaire et financière à l'échelle du continent ne pourrait que renforcer les positions de l'Afrique au niveau des négociations internationales.

Négociations économiques internationales

Dans le domaine des relations commerciales et financières avec le monde développé, trois grandes négociations ont marqué l'année 1979. Elles ont eu pour cadre la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le GATT et les relations ACP-CEE.

Conformément à la résolution 346 (XIV) de la Conférence des ministres, des représentants du secrétariat ont, en étroite collaboration avec des fonctionnaires du secrétariat de l'OUA, apporté leur concours technique au Groupe africain et aux délégations africaines pendant la Conférence. Auparavant, en étroite collaboration également avec celui de l'OUA, le secrétariat avait participé à l'organisation de la sixième Conférence des ministres africains du commerce qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 17 au 20 mars 1980 et avait été précédée par la réunion des experts du commerce du 10 au 16 mars 1980. Dans le cadre de ces réunions, le secrétariat a présenté un certain nombre de documents dont celui intitulé "Les relations économiques internationales en tant que facteurs du développement africain" (E/CN.14/760).

Négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round

Un autre événement important pendant la période considérée a été la fin des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round qui se sont déroulées dans le cadre du GATT. L'équipe du projet régional africain sur les négociations commerciales multilatérales a poursuivi son assistance technique aux Etats membres ainsi que la publication d'un bulletin d'information sur les progrès de ces négociations. L'équipe a, d'autre part, procédé à une évaluation des résultats des négociations et de leurs conséquences pour les pays africains qui a été largement diffusée. On notera à cet égard qu'en ce qui concerne les pays africains d'une manière générale, leurs intérêts n'ont guère été pris en compte de manière satisfaisante dans l'ensemble de ces négociations.

Deuxième convention ACP-CEE de Lomé

Dans l'ensemble, la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé signée le 31 octobre 1979 se présente comme le résultat d'une opération de réajustement et d'actualisation de la première. Pour ce qui est de la coopération commerciale, les conditions d'accès aux marchés de la Communauté économique européenne ont été améliorées pour certains produits. Des objectifs plus diversifiés ont été fixés pour la promotion commerciale et les arrangements spéciaux concernant les produits dits "sensibles" ont été libéralisés. Le champ d'application du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex) a été élargi, les ressources en ont été accrues, la procédure des règles d'origine a été assouplie et les conditions de reconstitution des ressources du Stabex ont été modifiées et précisées. Un nouveau système, le système minier ou "sysmin" a été introduit qui couvre un certain nombre de produits minéraux et qui vise à faire face à quelques-uns des problèmes auxquels se heurtent les exportations de ces produits à destination de la Communauté. Un centre technique de coopération agricole et rurale a été créé.

En dehors des résultats mentionnés ci-dessus, il faut remarquer que les Etats africains et les autres pays ACP ont éprouvé un sentiment profond de frustration du fait que la Communauté n'a pas su, en fin de compte, adopter une attitude positive à l'égard d'un certain nombre de leurs demandes légitimes concernant notamment l'accroissement du montant des ressources du Fonds européen de développement (FED), l'accès illimité de leurs produits manufacturés - si négligeable qu'en soit le nombre - au marché européen, et une plus grande libéralisation de la structure de la réglementation d'origine pour les produits en question.

Projet d'assistance au commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale

Dans le cadre des efforts déployés en vue d'aider les Etats membres à diversifier leurs échanges commerciaux, un accord définitif est intervenu avec le secrétariat de la CNUCED pour mettre en oeuvre, avec l'aide financière du PNUD, la composante régionale africaine du projet interrégional de la CNUCED sur le développement des relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe orientale. On notera à cet égard qu'une étude préliminaire sur les relations commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale avait été déjà soumise à la sixième réunion ordinaire de l'Association des banques centrales africaines qui s'était tenue à Dakar (Sénégal) au mois d'août 1979. Les principales activités prévues dans le cadre de ce projet consisteront dans :

- a) l'élaboration de deux études sur le développement du commerce et de la coopération économique entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale;
- b) l'organisation de deux séminaires régionaux en 1980 et 1981, de trois semaines chacun, suivis de deux voyages d'étude d'une semaine dans les pays socialistes d'Europe orientale; et
- c) l'organisation de missions consultatives, y compris de séminaires nationaux, à l'intention de quelques pays africains.

Activités de formation

Le secrétariat a organisé, conjointement avec le JETRO, un séminaire de promotion des exportations, de haut niveau, qui s'est tenu à Tokyo, en août 1979. Des représentants de six Etats membres y ont participé.

Sociétés transnationales

L'essentiel des activités entreprises par le Groupe mixte CEA/Centre sur les sociétés transnationales au cours de la période considérée a été d'aider les pays africains à mieux appréhender les structures, les politiques et les activités des sociétés transnationales étrangères, en vue de mettre en place les mécanismes appropriés permettant de contrôler les activités de ces sociétés transnationales de façon à maximiser les avantages de leur présence dans les pays africains en développement hôtes. Afin de renforcer la capacité des différents Etats, et conformément aux résolutions 326 (XIII) et 347 (XIV) de la Conférence des ministres, le Groupe mixte s'est efforcé d'aider davantage les pays africains à mettre en place des services nationaux dont l'objectif serait d'étudier les activités des sociétés transnationales et de conseiller les gouvernements sur les mesures appropriées à prendre pour contrôler ces activités. Un document intitulé "Operational guidelines for the establishment of national units for co-ordinating government policies relating to transnational corporations in Africa" a été élaboré et communiqué à un certain nombre de pays africains qui demandaient une assistance pour la création de tels services.

Dans le domaine de la recherche, les activités du Groupe mixte ont été essentiellement orientées vers la réalisation d'études de cas sur le rôle et les effets des sociétés transnationales dans les principaux secteurs et sous-secteurs de l'économie, ou sur certains produits de base et minéraux dont l'exportation occupe une place importante dans l'économie de quelques pays africains. Des études de cas ont jusqu'à maintenant été entreprises sur les produits suivants : café (République-Unie de Tanzanie et Burundi); cacao (Ghana); cuivre (Zaïre); bauxite (Sierra Leone et Ghana); coton (République-Unie de Tanzanie). Des études sont également en cours sur le cuivre en Zambie et au Botswana, le coton en Egypte et au Tchad, et le cacao en République-Unie du Cameroun. Conscient des activités internationales des sociétés transnationales dans le domaine des produits primaires des pays en développement destinés à l'exportation, le PNUD a approuvé le financement d'un projet interrégional pour les trois commissions régionales de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. L'objectif de ce projet est de renforcer le pouvoir de négociation des pays hôtes en développement face aux sociétés transnationales dans les secteurs des produits primaires exportés, en vue d'améliorer la part de ces pays dans les bénéfices provenant de l'exportation desdits produits primaires. Différentes études de cas, portant sur quelque neuf produits, sont actuellement en cours dans les trois régions. Un document interrégional pour chaque produit sera ensuite élaboré à partir de ces différentes études. Des études de cas sont également en cours dans d'autres domaines : balance des paiements, banques transnationales, rôle des sociétés transnationales en matière d'intégration

économique régionale en Afrique. Jusqu'à maintenant, deux études ont été achevées sur les balances des paiements en Egypte et au Soudan. Des documents ont également été préparés sur l'élaboration d'un code international de conduite pour les sociétés transnationales et sur l'imposition des sociétés transnationales dans une perspective africaine.

La mise au point d'un système d'information global a continué de constituer un important domaine d'activités du Groupe mixte au cours de la période considérée. Un document a été élaboré sur la structure et les activités des sociétés transnationales en Afrique; il s'agit du "Lonrho Profile". Des recherches se poursuivent également sur d'autres grosses sociétés transnationales opérant dans la région africaine. L'objectif de ces profils est de permettre de mieux comprendre le rôle des sociétés transnationales dans le développement de l'Afrique. Afin de compléter la base de renseignements du Groupe mixte, un questionnaire a également été envoyé à tous les Etats membres leur demandant de fournir des renseignements sur les principales sociétés transnationales opérant sur leur territoire. Ces renseignements permettront de déterminer quels secteurs et sous-secteurs devraient être prioritaires dans les études à entreprendre à l'avenir.

Activités de formation

Deux principales activités de formation ont été entreprises au cours de la période considérée. Premièrement, une réunion de hauts fonctionnaires gouvernementaux chargée d'examiner les besoins en formation dans les pays africains en ce qui concerne les activités des sociétés transnationales s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 24 septembre 1980. Deuxièmement, une réunion de travail sur les sociétés transnationales en Afrique a été organisée conjointement par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et la CEA, représentée par le Groupe mixte, à Nairobi (Kenya) du 15 au 26 septembre 1980. Cette dernière réunion a été organisée à la demande de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, avec une contribution technique de l'OIT; elle a rassemblé des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants syndicaux de divers pays. Le principal objectif de cette réunion était de contribuer au renforcement du pouvoir de négociation des pays, notamment dans le domaine des questions du travail, face aux sociétés transnationales.

LA MAIN-D'OEUVRE : PLANIFICATION ET EMPLOI

Le sous-programme relatif à la main-d'oeuvre porte sur l'évaluation des politiques en la matière et sur l'efficacité et le développement ultérieur des mécanismes de planification de l'utilisation de la main-d'oeuvre, sur la mise en place d'une assistance technique et de services de consultants pour l'élaboration de politiques, plans, programmes et méthodes de formation afin d'assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources humaines. Dans le cadre de l'examen des méthodes de planification et d'utilisation des ressources humaines effectué dans le cadre du sous-programme, on a mis l'accent sur :

a) La création de services de planification de l'utilisation de la main-d'oeuvre;

b) La formation de personnel qualifié pour assurer le fonctionnement des services susmentionnés et des programmes relatifs à la main-d'oeuvre;

c) La poursuite d'études sectorielles sur la main-d'oeuvre pour constituer une base de données sur laquelle s'appuieront par la suite les décisions importantes prises en matière de planification de l'éducation et de la formation, et des stratégies d'utilisation de la main-d'oeuvre.

Un descriptif du projet a été rédigé qui servira de base aux consultations et à la collaboration entre les organisations chargées de l'assistance technique et les Etats membres. Des services d'assistance technique ont été mis à la disposition des Etats membres qui désiraient bénéficier de conseils sur les politiques, les plans et programmes relatifs à l'utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre. Les demandes ont été telles que le conseiller régional chargé de ces questions a été débordé de travail. Des enquêtes et des analyses relatives à la main-d'oeuvre ont été entreprises pour chaque grand secteur industriel : la métallurgie, les industries mécaniques, la chimie, les industries agro-alimentaires, les industries du bâtiment et des matériaux de construction. Les résultats de ces études ont été consignés dans des rapports et les données ainsi recueillies ont servi d'éléments d'information au séminaire sur les industries métallurgiques et mécaniques qui s'est tenu à Lusaka (Zambie) en 1980 pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Un séminaire du même genre pour les pays d'Afrique de l'Ouest doit se tenir pendant le premier semestre de 1981 et les séminaires sur les industries chimiques, agro-alimentaires, du bâtiment et des matériaux de construction ont été reportés à 1981.

Les travaux préparatoires ayant été achevés, des consultants ont pu entreprendre une étude des expériences réalisées dans le domaine des méthodes et des techniques d'analyse des tâches, de perfectionnement, de formation des adultes et déterminer dans quelle mesure elles sont adaptées au contexte africain. Les efforts d'africanisation des examens se sont poursuivis. L'examen de la question concernant la délivrance de certificats d'aptitude professionnelle de comptable, d'agent d'assurance et de secrétaire s'est poursuivi lors d'un séminaire sur l'africanisation des examens et des diplômes tenu au cours du dernier trimestre de 1980. La création d'une association des organisations de consultants de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe semblable à celle qui existe en Afrique de l'Ouest depuis 1977 a été un échec car on n'a pas trouvé de source de financement. Des études sur le terrain relatives à la création d'associations sous-régionales des organisations de consultants locaux dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale ont été réalisées. Ces associations ne verront le jour que dans le courant du prochain exercice biennal.

Un supplément au Répertoire des spécialistes africains et des organisations de consultants a été établi et publié.

RESSOURCES NATURELLES

Télédétection

Dans le cadre de la célébration du vingt et unième anniversaire de la CEA, une exposition très réussie sur la télédétection a été organisée à Rabat (Maroc) à laquelle ont participé le Kenya, le Mali, la Haute-Volta, le Zaïre, le Soudan et le Maroc ainsi que des organismes techniques des pays développés tels que l'Agence spatiale européenne, l'ORSTM (France), le CDTA (France), EARTHSAT (Etats-Unis d'Amérique) et AEROSERVICE (Etats-Unis d'Amérique).

Une mission composée de quatre personnes représentant les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la France et le secrétariat, a procédé, en juin 1979, à l'évaluation des activités du Centre régional de télédétection de Ouagadougou. Dans son rapport, la mission a proposé que la phase I du projet soit prolongée d'une année avant que n'intervienne la phase II (création des stations de réception en Afrique). La sixième réunion du Comité technique du Centre de Ouagadougou a eu lieu à Paris en juillet 1979 et parmi les questions traitées figuraient les points suivants : rapport de la mission d'évaluation; objectifs de la phase I prolongée; budget du Centre pour l'exercice 1979/80; participation de la République fédérale d'Allemagne.

Le secrétariat a participé activement à l'organisation de la réunion inaugurale du Comité de gestion régional du Centre régional de Ouagadougou. La septième réunion du Comité technique a également eu lieu à Ouagadougou. Le Comité de gestion régional du Centre de Ouagadougou a été créé en octobre. En mars 1980, la huitième réunion du Comité technique a eu lieu à Cotonou (Bénin). En juillet 1980, deux représentants du secrétariat ont participé à la réunion du groupe de travail technique du Centre de Ouagadougou sur la télédétection qui a eu lieu à Ottawa (Canada). Au cours de cette réunion, on a examiné la phase II du développement du centre qui correspond à la construction d'une station de réception terrestre. Les décisions en la matière ont été remises à une date ultérieure.

La deuxième réunion des plénipotentiaires du Conseil africain de télédétection et les réunions inaugurales des comités de gestion régionaux se sont tenues à Addis-Abeba (Ethiopie) du 11 au 15 août 1980. Vers la fin du mois d'août 1980, deux nouveaux pays africains ont signé l'Acte constitutif du Conseil, portant de 15 à 17 le nombre des membres du Conseil. De nombreux autres membres doivent signer l'Acte constitutif du Conseil lors de la troisième réunion des plénipotentiaires du Conseil qui doit avoir lieu à Bamako (Mali) en janvier 1981.

Séminaires et réunions de travail

Le Secrétaire exécutif a approuvé la participation du secrétariat à un séminaire régional sur l'utilisation de la télédétection et des communications par satellite dans les domaines du développement et de l'éducation au profit des pays en développement de la région de la CEA qui sera organisé conjointement par la CEA et le Siège de l'ONU en 1981. Il aura lieu au siège du secrétariat du 12 au 20 mars 1981. De nombreux participants des

deux disciplines en provenance de la région doivent y participer. Le secrétariat et les services de télédétection du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes de Nairobi ont organisé une exposition sur l'utilisation de la télédétection dans le domaine des routes en Afrique durant la troisième réunion du Comité de coordination de la route trans-Afrique de l'Est le Caire-Gaberones qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 16 au 20 décembre 1980.

Il est à noter que pendant la période considérée, les activités dans le domaine de la cartographie et de la télédétection ont connu un développement croissant. Les Etats membres ont pris conscience du fait que les techniques de la cartographie et de la télédétection pouvaient être utilisées pour inventorier les ressources naturelles et ces deux disciplines, d'ailleurs proches, suscitent un intérêt croissant chez les Etats membres.

Ressources minérales

Les principales activités entreprises au cours de la période considérée ont été les suivantes :

a) Fourniture d'une assistance aux gouvernements africains pour la formulation d'un plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la stratégie de développement du secteur des ressources minérales au cours des années 80;

b) Appui continu aux Etats membres pour la création de centres sous-régionaux de mise en valeur des ressources minérales;

c) Travaux préparatoires à la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales qui doit se tenir au début d'octobre 1981;

d) Collecte de données et élaboration de rapports, d'études et de cartes destinés à fournir une information plus complète sur les ressources minérales de la région;

e) Promotion de la coopération entre le secrétariat et d'autres institutions internationales ou nationales compétentes qui pourraient contribuer à la mise en oeuvre des projets du secrétariat;

f) Activités opérationnelles consistant à superviser et à suivre l'exécution de six projets financés sur les ressources du PNUD et sur celles du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain et dont la CEA est l'agent d'exécution.

Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est

Le secrétariat a continué d'encourager les pays de la sous-région à participer davantage aux activités du Centre et d'aider ce dernier à obtenir des fonds auprès de donateurs, à recruter le personnel administratif et technique de base et à préparer les activités opérationnelles qui ont démarré en juillet 1980.

En tant qu'agent d'exécution de la partie du projet financée par le PNUD, le secrétariat a nommé, en mars 1979, un conseiller technique principal, fourni les services de consultants pour la conception des locaux et l'équipement du laboratoire et aidé à l'élaboration du descriptif de projet en vue d'obtenir l'assistance du PNUD. En collaboration avec le Département de la coopération technique pour le développement de l'ONU, quatre experts ont été choisis pour travailler sur le projet du PNUD. En participant à des réunions de donateurs et aux réunions du Conseil d'administration du Centre, en organisant des missions sur le terrain ainsi que des réunions d'information à son siège, le secrétariat a pu aider le Directeur général et le conseiller technique principal à établir le programme de travail du Centre, à recruter le personnel de projet requis et à élaborer les règles administratives et financières devant régir les activités du Centre. Les efforts déployés par le secrétariat ont permis d'obtenir du Fonds d'affectation spéciale pour le développement africain qu'il fournisse les ressources supplémentaires nécessaires à la création d'un Groupe de la documentation au Centre, ainsi qu'une généreuse contribution du Gouvernement belge.

Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale

Le secrétariat a convoqué une réunion intergouvernementale d'experts à Yaoundé (République-Unie du Cameroun) au cours du dernier trimestre de 1979 et après un examen approfondi des rapports techniques établis par le secrétariat, les participants à la réunion ont reconnu la nécessité de créer un centre sous-régional de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale. Ils ont également décidé de demander au secrétariat de convoquer une réunion de plénipotentiaires rassemblant des représentants des pays de la sous-région qui auront à approuver les recommandations formulées par les experts et à choisir le siège du centre. Le secrétariat poursuit les travaux préparatoires à cette réunion qui se tiendra à Brazzaville (Congo) en février 1981.

Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique

Le secrétariat a continué d'organiser l'envoi de missions dans les pays de la région afin d'informer les gouvernements des objectifs de la conférence, d'obtenir la participation active des pays au projet et de rassembler des données et des renseignements qui ont servi à établir les documents de base pour la conférence. Des missions se sont rendues dans les pays suivants au cours de la période considérée : Jamahiriya arabe libyenne, Tunisie, Angola, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, République-Unie de Tanzanie et Zaïre. Le secrétariat travaille activement à l'élaboration des documents et à l'organisation au niveau local de la conférence.

Rassemblement et diffusion de données

Un consultant a rédigé un rapport d'enquête sur la législation minière dans les pays africains et le secrétariat met actuellement au point une évaluation critique de la structure et de l'organisation des activités géologiques et minières dans les pays de la région. Des monographies sur les

matières premières minérales africaines destinées aux industries métallurgiques (minerai de fer, manganèse, chrome, nickel, ferro-alliages, cuivre, plomb, étain, zinc et aluminium) ont été établies. Des monographies sur les phosphates et la potasse en Afrique sont actuellement mises à jour et seront également reproduites. Des dispositions ont été prises concernant la compilation et/ou la diffusion des cartes régionales disponibles sur la géologie et les gisements minéraux en Afrique. Des renseignements sur divers aspects géologiques, techniques et économiques des industries minérales en Afrique ont été rassemblés sur plus de 2 000 cartes perforées qui seront mises sur ordinateur au secrétariat.

Bien qu'il ne dispose que d'un personnel peu nombreux, le Groupe des ressources minérales du secrétariat a exécuté les projets opérationnels prévus à son programme de travail. Il a également achevé dix études économiques - rapports sur les principales matières premières minérales destinées aux industries de base et aux industries stratégiques. Cependant, le Groupe n'a pu, en raison de son manque de moyens, jouer le rôle de centre d'information pour les pays africains en ce qui concerne les activités géologiques et minières. Un accroissement du nombre de ses postes d'administrateur permettrait également au Groupe de couvrir le programme de mise en valeur des ressources minérales des fonds marins, de fournir un appui technique pour l'exécution des projets opérationnels et de mener à bien le programme relatif à l'établissement d'un inventaire des ressources minérales de l'Afrique.

Energie

Au cours de la période considérée, les principales activités du Groupe des ressources énergétiques du secrétariat ont porté sur la promotion de l'exploration, de la planification systématique et de la mise en valeur optimale des ressources énergétiques en Afrique, sur la coopération multinationale pour l'exploitation et l'utilisation de ces ressources et sur la coordination des politiques de mise en valeur, dans la perspective du plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique recommandé par la Conférence des ministres à sa sixième réunion et approuvé par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa deuxième session extraordinaire sous le titre de Plan d'action de Lagos.

Dans le cadre de ses activités relatives à la mise en valeur des ressources énergétiques traditionnelles en Afrique, le secrétariat a achevé la phase préparatoire du projet concernant la fourniture d'une assistance pour la formulation de politiques énergétiques dans les domaines de l'évaluation, de la mise en valeur, de l'exploitation et de l'utilisation des ressources énergétiques et de la coopération technique; il a commencé de travailler à l'établissement d'un inventaire des ressources énergétiques (l'accent étant particulièrement mis sur les gisements houillers) et à la préparation d'un atlas des ressources énergétiques de l'Afrique; il a entrepris des travaux préparatoires à la création d'un comité permanent de l'énergie en Afrique du Nord et une étude sur l'existence de ressources énergétiques dans les Etats de l'Afrique du Nord et sur la création d'une

organisation africaine du pétrole qui aurait pour objectif de coordonner les politiques régionales dans le domaine des hydrocarbures. Le secrétariat a également élaboré des propositions de projet pour la création d'un institut africain du pétrole spécialisé dans la recherche et la formation.

Dans le domaine de l'exploitation de l'énergie électrique et de l'électrification des zones rurales, le secrétariat a continué à appuyer la création d'établissements de formation et il a présenté des propositions de projet concernant une étude des possibilités de fabriquer à l'échelon multinational du matériel électrique dans les pays d'Afrique de l'Est, une étude sur la normalisation des équipements électriques dans les pays africains et une étude technique et économique sur l'interconnexion des réseaux électriques nationaux en Afrique. Le secrétariat a entrepris une étude sur les aspects administratifs et opérationnels de l'exploitation de l'énergie électrique en Zambie, en République-Unie de Tanzanie et au Mozambique. A la suite des études qu'il a réalisées, le secrétariat a fait des recommandations sur l'exploitation de l'énergie électrique en Afrique à la sixième réunion de la Conférence des ministres. Les recommandations portaient sur la réalisation d'études en vue de l'implantation de centrales hydro-électriques dans les bassins fluviaux, la création de petites centrales hydro-électriques et thermiques permettant de desservir dans des conditions économiques les zones rurales, la création d'institutions nationales dans le domaine de l'électrification rurale, l'introduction dans la région d'une technologie moderne en vue d'accroître le rendement des centrales thermo-électriques, la création de centrales pilotes à des fins de recherche et, dans le même temps, de formation et la fabrication d'équipements électriques adaptés aux besoins des pays africains à partir de matières premières locales.

Dans le domaine des sources d'énergie nouvelles, le secrétariat a organisé un stage de formation en France à l'intention de 20 boursiers africains originaires des pays suivants : Tunisie, Guinée, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Bénin, Maurice, Ghana, Togo, Mali et Rwanda. Un centre de démonstration de matériel solaire a été créé au siège de la CEA à Addis-Abeba, qui ne dispose pour l'instant que d'un chauffe-eau solaire, d'une cuisinière solaire et d'un téléviseur alimenté par des cellules solaires; différents pays donateurs devraient fournir bientôt d'autres appareillages solaires. Conformément à la décision prise lors de la cinquième réunion de la Conférence des ministres tenue à Rabat, le secrétariat travaille à la création d'un centre régional africain de recherche-développement sur l'énergie solaire. Les statuts de ce centre sont entrés en vigueur lorsqu'ils ont été signés par les huit Etats membres suivants : Niger, Haute-Volta, Egypte, Burundi, Zaïre, Sierra Leone, Djibouti et Côte d'Ivoire. Le secrétariat a créé une bibliothèque rassemblant des ouvrages et des publications consacrés aux sources d'énergie renouvelables (livres techniques, études économiques, rapports de réunions et de congrès et rapports analytiques spéciaux), qui sera mise à la disposition des gouvernements africains intéressés. Le secrétariat a fourni des services consultatifs dans le domaine du développement et de l'utilisation de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de l'énergie biométhanique à l'Ethiopie, à la Somalie, à Maurice et au Lesotho, à la demande de ces pays.

Il s'est également consacré à diverses activités préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui doit se tenir en 1981. A cet égard, le secrétariat a élaboré un document sur ses activités dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et a adopté un programme d'activités devant être mené au niveau régional au cours des différentes phases préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ces activités comprenaient l'élaboration de documents techniques et la tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en octobre 1980 de trois réunions d'experts dont les discussions ont porté sur l'hydro-électricité, l'énergie géothermique, le biogaz, le charbon de bois et le bois de chauffe. Ces réunions ont préparé le terrain pour la réunion régionale préparatoire sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (prévue en janvier 1981), au cours de laquelle les pays africains adopteront une politique commune en vue de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui aura lieu en 1981 et prendront des mesures concrètes pour promouvoir la mise en valeur, l'exploitation et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Ressources en eau

Les activités de mise en valeur des ressources en eau ont essentiellement eu pour objet d'aider à la planification et à la mise en valeur des ressources nationales en eau ainsi que de contribuer à la mise en valeur des ressources internationales en eau, en accord avec les politiques nationales et conformément aux besoins des pays africains.

La pénurie de personnel au secrétariat a empêché qu'un travail plus important soit accompli, toutefois le secrétariat a fourni des services consultatifs au Soudan sur les incidences écologiques des projets de mise en valeur des ressources en eau, notamment sur la prévention des maladies d'origine hydrique et la lutte contre ces maladies dans le cadre du Projet de Gezira ainsi qu'au Gouvernement éthiopien dans le cadre de son programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement, pour la prévention et l'éradication des maladies d'origine hydrique.

Un représentant du secrétariat a participé au séminaire intitulé Water Education Seminar organisé par le Ministère de l'éducation du Gouvernement militaire provisoire de l'Ethiopie socialiste du 7 au 9 mai 1979 en qualité de rapporteur de la sous-commission de la santé. A l'invitation de l'OMS, le secrétariat a participé à la première réunion du Scientific Working Group on Comprehensive Approach to the Prevention and Control of Water Associated Diseases qui s'est tenue à Barakat au Soudan en octobre 1979.

Le secrétariat a assisté à la réunion consultative des donateurs tenue à Paris en octobre 1979 sur la mise en valeur du bassin de la Kagera qui concerne le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda. Les projets de mise en valeur couvrent plusieurs secteurs tels que l'agriculture, l'hydro-électricité, les transports et les communications. Lors de cette réunion, il a été décidé d'organiser une mission regroupant des spécialistes de disciplines diverses et financée par plusieurs donateurs. Le secrétariat a fourni un consultant chargé de travailler en collaboration avec les membres de la mission.

Conformément aux dispositions de la résolution 339 (XIV) de la Conférence des ministres, une réunion régionale sur les problèmes et les besoins de l'Afrique en matière d'approvisionnement en eau des collectivités et d'assainissement a été organisée avec succès du 4 au 8 août 1980. Cette réunion devait, à l'échelon africain, préparer le lancement de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, 1981-1990. Au cours de cette réunion, les problèmes et les besoins des pays africains dans le domaine de l'approvisionnement en eau des collectivités et de l'assainissement ont été examinés et les programmes à exécuter au cours de la Décennie ont été élaborés. En novembre 1980 à New York, lors de sa session ordinaire, l'Assemblée générale a consacré une séance à l'examen de l'ensemble des activités et recommandations, dont la recommandation de cette réunion en vue de la proclamation de la Décennie.

Etude sur les ressources en terres et en eau pour l'irrigation en Afrique

Le programme de travail du secrétariat pour la période biennale 1980-1981 comprend l'Etude sur les ressources en terres et en eau pour l'irrigation en Afrique. Le secrétariat a entrepris ce projet en application d'une des résolutions prises lors de la Réunion régionale africaine sur la suite à donner pour exécution au Plan d'action de Mar del Plata en vue de la mise en valeur et de la gestion intégrée des ressources en eau dans la région africaine, réunion qui s'est tenue en octobre 1978. La Réunion régionale africaine a examiné, entre autres, une résolution du Plan d'action de Mar del Plata sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et a recommandé de mener une étude sur les ressources en terres et en eau afin de développer les systèmes d'irrigation en Afrique. Les objectifs à long terme du projet sont de permettre aux pays africains d'atteindre les buts fixés dans les domaines de la production alimentaire et agricole d'ici 1990, de l'élaboration de nouveaux projets d'irrigation et de l'amélioration, la modernisation et la rationalisation des projets existants. L'objectif immédiat est triple : étudier les données et les renseignements disponibles sur les projets d'irrigation existants ainsi que les possibilités d'extension future, aider les pays africains à définir et planifier de nouveaux projets d'irrigation ainsi qu'à améliorer et rationaliser les projets existants et renforcer les services nationaux d'irrigation, en particulier dans les pays où ce type d'assistance est prioritaire pour permettre à ces services de jouer un rôle clé dans le développement de l'irrigation. Les objectifs du projet sont étroitement liés à ceux du Plan alimentaire régional pour l'Afrique. L'exécution du projet se déroulera en deux phases. La première phase qui a démarré le 1er janvier 1980 regroupe les activités suivantes :

a) Collecte des données et des renseignements disponibles sur la géologie, les sols, la végétation, le climat, les eaux de surface et les eaux souterraines ainsi que sur le stade de développement des systèmes d'irrigation;

b) Rassemblement de renseignements sur les projets d'irrigation et leur état d'avancement ainsi que sur les institutions dont disposent les pays;

c) Evaluation des renseignements rassemblés au titre des paragraphes a) et b) ci-dessus et établissement d'une liste préliminaire des projets en cours et à l'étude.

Au cours du premier semestre de 1980, des modèles ont été établis pour la collecte des données et de l'information. Des consultants se sont rendus dans certains pays d'Afrique : Algérie, Egypte, Ethiopie, Ghana, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan et Zambie. Ils se sont également rendus au siège des organisations intergouvernementales communes telles que la Commission du bassin du lac Tchad, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal, le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel et Hydromet Survey. Le rapport sur les activités entreprises au cours de la première phase a été achevé en juillet 1980.

Le Gouvernement néerlandais a accordé une aide d'un montant de 171 000 dollars des Etats-Unis pour la première phase et des efforts sont actuellement déployés pour obtenir un financement auprès d'autres sources pour la seconde phase.

Dans le cadre de la suite à donner au Plan d'action de Mar del Plata, une autre mission de consultants s'est rendue en mars 1979 dans un certain nombre de pays africains : le Kenya, le Nigéria, la Haute-Volta, le Libéria, le Sénégal, la Mauritanie, le Ghana et le Soudan pour rassembler des données, évaluer l'information disponible et étudier les réponses au questionnaire sur la mise en valeur et la gestion intégrée des ressources en eau envoyées par Madagascar, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie, l'Ethiopie et le Malawi.

Un descriptif de projet d'organisation d'un séminaire et d'un voyage d'étude en URSS sur les problèmes de mise en valeur des ressources en eau dans les zones arides a été élaboré. Le PNUD a accepté de financer ce projet dont l'exécution doit avoir lieu en juin 1981. L'objectif de ce projet est de permettre aux participants de se familiariser avec toutes les techniques de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau qui peuvent être adaptées aux besoins des zones arides des pays africains.

Un descriptif de projet d'organisation d'un voyage d'étude dans la Vallée du Mékong, dans la région du lac Baïkal en URSS, dans la vallée de la rivière Dàmodar en Inde, dans la région des Grands Lacs canadiens ainsi que dans la région de la Tennessee Valley Authority sur la mise en valeur et la gestion intégrée des ressources en eau des bassins nationaux et internationaux des fleuves et des lacs a été élaboré. Ce projet a été présenté au PNUD et à d'autres organismes bilatéraux de financement. Les objectifs du projet sont, entre autres, de permettre aux participants d'approfondir leur connaissance des problèmes divers (statuts, organisation, gestion, techniques) que pose l'aménagement des bassins fluviaux et d'avoir un aperçu des techniques de planification et de programmation relatives à la promotion d'une action conjointe des Etats riverains des bassins fluviaux et des bassins de lac.

Le PNUD a approuvé en 1979 le financement d'un projet intitulé "Planification et développement des réseaux hydrométéorologiques et des services connexes en Afrique" que doit exécuter l'OMM en coopération avec le secrétariat. L'exécution de ce projet devrait débuter prochainement et s'étendre sur une période de deux ans. Son objectif est de promouvoir l'évaluation des données hydrométéorologiques pour la mise en valeur des ressources en eau.

Au cours des activités qu'il a entreprises pour promouvoir la mise en valeur des ressources en eau en Afrique, le secrétariat a étroitement coopéré avec le Centre des Nations Unies pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports, l'OMM, l'OMS, le PNUD, le FISE, la FAO, la Banque mondiale, l'OUA, le CILSS et d'autres organismes des Nations Unies et commissions économiques régionales en ce qui concerne l'échange d'information et la collaboration dans le domaine de la mise en valeur des ressources en eau.

Cartographie

Au cours de la période considérée, le secrétariat a poursuivi ses efforts visant à renforcer les centres régionaux qu'il avait établis à Ile-Ife (Nigéria) et à Nairobi (Kenya). En ce qui concerne le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife, le secrétariat a continué à rechercher des fonds pour lui permettre d'améliorer son enseignement et de s'agrandir. A cet égard, il a été instamment demandé aux pays africains, surtout à ceux de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, de soutenir le Centre en devenant membres de cet établissement. Le secrétariat a néanmoins poursuivi ses efforts visant à obtenir une assistance technique sous forme de détachement de personnel d'enseignement au Centre, ainsi que des bourses de perfectionnement pour les étudiants africains devant être formés au Centre ou à l'étranger.

Conformément à la décision prise par la treizième réunion du Conseil d'administration, un groupe de travail spécial a été nommé pour établir un projet de programme de travail quinquennal (1980-1985); ce projet de programme de travail a été examiné et approuvé par le Conseil d'administration à sa quatorzième session.

Tous les gouvernements des sous-régions de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord ont été invités à envoyer des observateurs à la treizième réunion du Conseil d'administration, qui s'est tenue au Centre dans le courant du mois de mai 1980. Ceci a permis aux observateurs de visiter les installations du Centre, de s'informer directement sur le rôle du Centre et de conseiller leurs gouvernements en ce qui concerne leur participation aux activités du Centre. Le Conseil d'administration a également décidé que le Secrétaire exécutif devrait inviter tous les gouvernements africains qui ne l'avaient pas encore fait à signer l'Accord portant création du Centre le plus tôt possible. Il s'en est suivi que deux autres gouvernements, à savoir ceux de la Haute-Volta et du Mali, ont signé cet accord en août 1980, si bien que le nombre de

membres est passé de quatre à six. On s'attend à ce que beaucoup d'autres gouvernements signent l'Accord à Ile-Ife au cours de la prochaine réunion du Conseil d'administration à laquelle les Etats non membres ont été invités.

Le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes de Nairobi (Kenya) a connu au début de l'année 1979 de sérieuses difficultés financières, car alors qu'il essayait de préserver sa fragile existence, les Etats membres n'ont pas participé activement à sa gestion. Cette situation a été aggravée par l'absence d'une comptabilité efficace. Le secrétariat a détaché un membre de son personnel pour réorganiser la comptabilité du Centre et pour établir des bases solides pour l'avenir du Centre.

Deux réunions du Conseil d'administration du Centre se sont tenues en septembre 1979 et février 1980. Des observateurs des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est ont participé à la réunion du Conseil d'administration qui s'est tenue en février 1980 à la suite de l'appel lancé au secrétariat par la quatrième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique pour qu'il invite les gouvernements africains de la sous-région à envoyer des représentants à la réunion du Conseil d'administration en vue d'accroître le nombre de membres du Centre.

Le Centre a été dans l'impossibilité d'exécuter nombre de ses programmes d'activités à cause de la faible participation des Etats membres et du manque de soutien des donateurs éventuels qui s'interrogent sur son avenir. Le Conseil d'administration a envoyé une mission dirigée par un membre du secrétariat au Botswana, en Ethiopie, au Kenya, au Lesotho, au Malawi, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Swaziland et en Zambie pour susciter de nouvelles adhésions et raviver l'intérêt des Etats membres pour le Centre. Les membres de cette mission ont eu des discussions avec des ministres et de hauts fonctionnaires dans les pays visités au cours desquelles ils ont fait ressortir les besoins du Centre et souligné l'importance que revêt la participation de leur pays et les avantages qui peuvent en découler.

A la suite de cette mission, les Etats membres du Centre qui avaient des arriérés de contribution s'en sont acquittés et les gouvernements comorien, djiboutien et zambien ont écrit au Centre pour manifester leur intention de signer l'Accord en portant création. Depuis lors, les pays donateurs ont également manifesté leur intention de fournir une assistance au Centre de la manière suivante : les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse fourniront les équipements de photogrammétrie et de levés topographiques, le Gouvernement finlandais fournira un avion pour la photographie aérienne, le Gouvernement britannique fournira une assistance technique pour la réalisation de cartes selon des techniques nouvelles, le Gouvernement suédois assurera la formation et participera au renforcement et à l'amélioration du contrôle cadastral et géodésique au sol et le Gouvernement américain poursuivra son assistance dans le domaine de la télédétection.

Un Comité consultatif technique composé des chefs des services topographiques des Etats membres du Centre examinera le rapport de la mission. Celle-ci établira également un programme de travail quinquennal et ordre de priorité en fonction des services spécialisés dont les Etats membres du Centre aimeraient bénéficier en priorité.

En janvier 1980, le secrétariat a obtenu du Gouvernement indien qu'il accorde une subvention au Centre pour engager un consultant devant contribuer à l'élaboration de projets. Le Centre a continué à avoir des rapports de travail étroits avec le service de télédétection installé dans ses locaux.

La quatrième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) en novembre 1979. A cette conférence, ont pris part 115 personnes représentant 23 pays membres et membres associés de la CEA, neuf gouvernements observateurs et huit organisations internationales. L'une des recommandations de la Conférence invitait instamment le secrétariat et l'Association africaine de cartographie à travailler plus étroitement et à coordonner leurs programmes de travail pour le plus grand profit des Etats membres. A la suite de cette conférence, une réunion s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) au cours de laquelle des programmes conjoints de travail ont été élaborés; ces programmes comprenaient notamment l'implantation au Congo par le secrétariat et l'Association africaine de cartographie d'un centre de formation cartographique.

Dans le cadre du programme de travail et ordre de priorité du secrétariat, les projets suivants ont été partiellement exécutés :

- a) Etude des besoins en personnel dans le domaine de la topographie et de la cartographie;
- b) Colloque sur le rôle des relevés géodésiques dans le développement de la topographie et de la cartographie;
- c) Organisation d'une réunion ayant pour objet de mettre au point des spécifications communes pour certaines cartes spécialisées;
- d) Rédaction et publication d'une édition révisée du catalogue des cartes et diagrammes détenus par le Centre de documentation et de référence cartographiques du secrétariat.

A l'exception du projet d) mentionné ci-dessus, les autres projets ont dû être exécutés par des consultants à cause du nombre limité d'experts en cartographie disponibles au secrétariat. Compte tenu de l'importance de ces projets, des demandes d'assistance technique ont été présentées à l'Union soviétique et il faut espérer que ces projets seront exécutés au cours du prochain exercice biennal.

En ce qui concerne la publication du catalogue des cartes et diagrammes, le secrétariat a commencé à enregistrer les documents qui sont en sa possession; il a néanmoins continué à rassembler des cartes et diagrammes, mais 285 cartes, diagrammes et autres publications cartographiques seulement ont pu être rassemblés. Ce nombre réellement décevant a incité le secrétariat à inviter les gouvernements africains à lui fournir au moins un exemplaire de chacune des cartes de leur pays.

Le secrétariat a réalisé 135 dessins pour 95 cartes dont la plupart étaient destinées à des expositions organisées au sein du secrétariat. Au total, 2 210 exemplaires de cartes diverses ont été distribués au personnel de l'ONU, aux organisations présentes à Addis-Abeba et à des organismes extérieurs à la région, en particulier à des universités européennes et américaines. L'OUA a demandé au secrétariat de lui fournir des documents ayant trait à la cartographie tels que les rapports et documents de conférences passées ainsi que d'autres publications pour son centre de documentation nouvellement établi. Le secrétariat a accédé à cette demande.

Projet de répertoire cartographique pour l'Afrique

L'objectif du projet de répertoire cartographique est de rationaliser la planification des relevés nécessaires aux activités de développement en Afrique et ce grâce à :

- a) la rédaction et la diffusion dans chaque pays et dans la communauté internationale d'un répertoire des données de base relatives aux levés effectués dans le cadre des différentes sciences de la terre;
- b) l'analyse et l'évaluation de ces levés;
- c) la recommandation d'un ensemble optimum de spécifications pour les levés devant être réalisés en Afrique.

Après une étude approfondie des besoins relatifs aux projets de développement intégré, on a décidé que le répertoire devrait inclure : la photographie aérienne, le contrôle géodésique, le nivellement, les relevés topographiques, les stations géologiques et hydrogéologiques, les stations météorologiques et agrométéorologiques, les études sur l'utilisation des sols et leur potentiel ainsi que les études géophysiques.

Les données de base concernant ces éléments sont contenues dans 12 atlas regroupant des tableaux d'assemblage à l'échelle uniforme de 1/4 000 000, qui seront imprimés sur un support semi-transparent très résistant. La valeur potentielle de ce répertoire a été reconnue dans les résolutions adoptées par l'Association africaine de cartographie à Alger (Algérie) en novembre 1977 et par le International Gravity Workshop, réunion qui s'est tenue en novembre 1978 à Nairobi (Kenya). La résolution 338 (XIV) de la Conférence des ministres a pris note de la réalisation du premier des 12 atlas et de la manière concise et efficace employée pour présenter les données existantes, mettre en lumière les insuffisances et les lacunes des connaissances actuelles et fournir des données en vue d'une

planification rationnelle de la prospection de façon à éviter un chevauchement inutile des efforts. Les avantages que présente ce répertoire pour plusieurs projets de développement mis en chantier en Afrique ont été soulignés par des spécialistes travaillant pour ces projets. C'est ainsi que le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est commencera à procéder à l'évaluation de la prospection des ressources minérales effectuée à l'heure actuelle sur la base de cet inventaire. Le projet a démarré en 1976 et les atlas du répertoire doivent être achevés d'ici à la fin de l'année 1981. On peut se faire une idée de l'importance du travail requis pour ce projet le comparant au seul répertoire cartographique connu jusqu'alors : le répertoire cartographique de données de base relatives au développement de l'agriculture établi pour les pays d'Amérique latine membres de l'Organisation des Etats américains par le Comité interaméricain de développement agricole en collaboration avec l'Institut interaméricain d'agronomie et le Département des affaires économiques de l'Union panaméricaine. Ce répertoire, commencé en 1962, a été achevé en 1966. En comparaison, le répertoire cartographique africain qui a un caractère multidisciplinaire, couvre beaucoup plus de pays, regroupe des documents non publiés et publiés et représente un travail six fois plus important que celui qu'a nécessité la réalisation du répertoire pour l'Amérique latine.

Les quatre premières années du projet, qui se sont terminées le 31 mars 1980, ont été financées par le Gouvernement canadien. Afin de ne pas interrompre le travail important déjà entrepris, le secrétariat a décidé d'allouer des fonds pour couvrir les coûts du projet du 1er mars 1980 au 31 mars 1981. Entre-temps, et conformément aux dispositions de la résolution 338 (XIV) de la Conférence des ministres, il a été demandé au PNUD et à d'autres organismes de financement d'accorder au projet une subvention de 200 000 dollars des Etats-Unis pour permettre l'achèvement du répertoire et l'impression d'atlas en nombre suffisant pour satisfaire la demande prévue.

ENVIRONNEMENT

Dans le cadre du projet commun ECA/UNEP/FP/0302-77-02 (1317) sur le renforcement des capacités de la Commission régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique en matière d'environnement, qui a amené la création du Groupe de coordination des questions relatives à l'environnement au sein du cabinet du Secrétaire exécutif, deux réunions de travail se sont tenues au secrétariat sur la coopération entre la Commission et le PNUE sur les questions relatives à l'environnement. Le Chef de Cabinet du PNUE est venu au secrétariat du 3 au 7 octobre 1979 pour la première réunion et est revenu le 16 juin 1980. Un consultant indépendant, chargé d'évaluer le travail des groupes de coordination des questions relatives à l'environnement au sein des commissions économiques régionales, est venu au secrétariat vers la fin de septembre 1980. Ces évaluations permettront d'aider la direction du PNUE à prendre une décision relative à la poursuite de la coopération avec les commissions économiques régionales sur les questions relatives à l'environnement.

Les activités de programmation du secrétariat telles qu'elles sont énumérées dans les objectifs du projet ci-dessus, peuvent se ranger sous les trois rubriques suivantes, à savoir :

- a) L'examen et l'aménagement de l'environnement dans la région;
- b) L'examen des activités de programmation du secrétariat pour les questions relatives à l'environnement;
- c) La coordination avec le PNUE et d'autres organisations pour les questions relatives à l'environnement au sein de la région.

En ce qui concerne l'examen et l'aménagement de l'environnement, une étude complémentaire sur le projet achevée portant sur l'évaluation et l'analyse des organismes nationaux chargés de la protection de l'environnement dans un certain nombre de pays africains et les conseils dispensés en la matière est en cours. Vingt-cinq p. 100 des questionnaires envoyés aux Etats membres pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en place des organismes nationaux et leurs activités ont été retournés et vont être analysés. Le secrétariat exécute un autre projet portant celui-là sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement dans la région de la CEA. Un groupe de travail d'experts interorganisations s'est réuni au secrétariat du 2 au 7 mars 1980 pour étudier les rapports des quatre consultants qui se sont rendus dans les 15 pays africains sélectionnés. Un séminaire de juristes des pays africains s'est tenu du 29 septembre au 3 octobre 1980 également à Addis-Abeba (Ethiopie). A ce séminaire, un débat sur la législation relative aux problèmes de l'environnement dans différents secteurs a été conduit par des experts du PNUE, de la FAO et du secrétariat, et par des consultants provenant de diverses universités africaines; ce débat avait pour objet de faire ressortir les lacunes existant dans les législations nationales et les mécanismes institutionnels en matière d'application des lois. Des directives pour aider les pays en développement à élaborer une nouvelle législation ou à procéder à la révision de l'ancienne, fondées sur le document clef du secrétariat : "Les besoins de l'Afrique en matière de législation sur la protection de l'environnement" ont été adoptées au séminaire.

Un descriptif de projet sur un programme régional relatif à l'environnement en Afrique (1980-1985) a été présenté par le secrétariat et étudié par le PNUE en octobre 1979. Parmi les nombreuses activités qui ont été proposées, un descriptif de projet révisé sur l'étude et la définition des principaux problèmes relatifs à l'environnement en Afrique (1981-1982) a été établi pour financement du projet. Dans le domaine prioritaire de l'hygiène du milieu, une étude des conséquences qu'a la construction de petits barrages pour l'environnement en Afrique de l'Ouest a été entreprise par le secrétariat au Togo, au Bénin et en République-Unie du Cameroun du 17 février au 2 mars 1980 avec l'assistance technique des services consultatifs régionaux du PNUE. Le secrétariat a également pris part à quatre réunions du Groupe de travail scientifique de l'OMS sur la recherche économique et sociale dont l'objectif est de mettre au point un programme de recherche d'une durée de cinq ans sur les moyens de lutte contre six

maladies tropicales : le paludisme, la schistosomiase, la filariose, la trypanosomiase, la lèpre et la leishmaniose. Ces réunions se sont tenues à Genève en novembre 1979, à Khartoum (Soudan) en mars 1980, à Genève en avril 1980 et en septembre 1980. Un représentant du secrétariat a assisté à la réunion des donateurs sur le projet sanitaire du Nil bleu à Khartoum (Soudan) du 23 au 25 février 1980 et a souligné l'intérêt que le secrétariat a manifesté pour les aspects techniques du projet comme en témoignent l'assistance fournie par son consultant en matière d'hygiène du milieu détaché par le Gouvernement japonais et la coopération entre la CEA et l'OMS dans le domaine des maladies tropicales.

En réponse au Plan d'action de Lagos, le secrétariat s'est occupé d'autres questions relatives à l'examen et à l'aménagement de l'environnement, également définies comme prioritaires dans la région. C'est ainsi que pour l'application du Plan d'action pour le programme du PNUE sur les mers régionales (Afrique de l'Ouest), la CEA et l'UNESCO élaborent un projet commun sur le développement des sciences et des techniques de la mer en Afrique, et le secrétariat organise une réunion de travail qui se tiendra à Lagos au début de l'année 1981, dans le cadre du projet PNUE/Département des affaires économiques et sociales internationales, connu sous le nom de "Séminaire régional pour la mise en valeur et l'aménagement des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest". Afin d'examiner les travaux des différents organes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales et intergouvernementales qui luttent contre la désertification en Afrique, le secrétariat a établi un descriptif de projet pour une conférence régionale sur la désertification qui devrait se tenir en 1981. Un autre descriptif de projet est en cours de rédaction et porte sur l'étude de la situation de l'environnement en Afrique, 10 ans après Stockholm afin d'évaluer les progrès réalisés dans la région.

A l'occasion de la Conférence portant sur l'examen de vingt années d'enseignement des sciences en Afrique et sur le rôle du Programme africain pour l'enseignement de la science au niveau primaire et du Programme d'enseignement scientifique pour l'Afrique, qui s'est tenue à Gaborone (Botswana) du 20 au 26 mai 1980, le secrétariat a apporté sa contribution en présentant deux documents intitulés "Evolution de l'enseignement scientifique en Afrique" et "Les invisibles PAESP/PESA". Il a également présenté un document sur le développement des industries extractives et de la transformation des minerais relatifs à l'environnement en Afrique en vue de la Conférence régionale de la CEA sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique prévue pour février 1981. Un autre document a été rédigé en collaboration avec le PNUE sur la prévention et l'éradication des maladies d'origine hydrique pour la réunion régionale de la CEA sur les problèmes et les besoins de l'Afrique en matière d'alimentation en eau des collectivités et d'assainissement qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 4 au 8 août 1980. La collecte des données sur l'environnement pour l'évaluation de l'état de l'environnement en Afrique est en cours. Le secrétariat est en train de mettre au point une bibliothèque de référence sur les questions relatives à l'environnement au moyen d'un fichier susceptible d'être associé au Système panafricain de documentation et d'informatique qui est en cours de création au secrétariat, et à partir d'ouvrages appropriés provenant de l'ONU et d'autres organisations du monde entier.

En réponse à la décision 7/1 du Conseil d'administration du PNUE : "Politique et mise en oeuvre du programme", section II, para. 9 et 10, du 3 mai 1979 et à la résolution 1979/56 du Conseil économique et social sur la "coopération internationale dans le domaine de l'environnement", une réunion de travail commune PNUE/CEE a été organisée pour que les commissions économiques régionales puissent voir à l'oeuvre un comité intergouvernemental régional afin d'en créer un dans leur région. Le secrétariat a pris part à la réunion de travail qui s'est tenue à Genève du 14 au 22 février 1980 et a coïncidé avec la réunion de la huitième assemblée annuelle des conseillers principaux en matière d'environnement auprès des gouvernements de la Commission économique pour l'Europe, qui joue également le rôle de Comité intergouvernemental régional de cette commission. Par la résolution 378 (XV) de la Conférence des ministres sur le Plan d'action et les mécanismes institutionnels en vue d'un Programme régional pour l'environnement en Afrique, le secrétariat a décidé de créer un comité intergouvernemental régional des questions relatives à l'environnement, conjointement au comité des établissements humains qui existe déjà. Les attributions de ce comité ont fait l'objet d'une discussion à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental régional des établissements humains qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 juillet au 1er août 1980 et les décisions suivantes ont été prises :

a) Le Comité intergouvernemental régional des établissements humains élargira son mandat de manière à y inclure les questions d'environnement;

b) Le secrétariat de la CEA modifiera le mandat figurant à la section IV du document E/CN.14/HUS/48 - ECA/ECU/80 en vue d'y incorporer les questions relatives à l'environnement. Plus précisément, il devra supprimer l'alinéa ii) du paragraphe 10 et remanier le paragraphe 11 pour qu'il stipule que le Comité des établissements humains est l'agent du PNUE pour les questions relatives à l'environnement dans la région africaine;

c) Le Comité régional des établissements humains se réunira tous les deux ans à une date qui sera fixée par le secrétariat, compte tenu des réunions des organes directeurs concernés. Le secrétariat pourra aussi convoquer des réunions extraordinaires dans l'intervalle;

d) Les questions relatives aux établissements humains et à l'environnement seront débattues au cours de sessions communes, conformément à des arrangements qui seront fixés à chaque session en fonction des sujets à examiner.

Le secrétariat est en train de mettre sur pied un comité technique permanent chargé des questions relatives à l'environnement pour étudier et coordonner les activités de programmation de ses différentes divisions afin d'introduire dans les projets de développement pour la région la notion de protection de l'environnement. Jusqu'à présent, on a pu assurer la coordination au sein du secrétariat pour la préservation des ressources naturelles dans le domaine de l'agriculture, des ressources forestières, des ressources de la mer, de l'utilisation des terres, des sols, des minéraux, de l'eau et de l'énergie, pour l'introduction de considérations relatives aux questions

d'environnement dans la planification des établissements humains, pour la lutte contre la pollution due aux déchets de l'agriculture, de l'industrie et des collectivités et pour l'élaboration d'une législation, de normes, de codes et la création de mécanismes institutionnels au niveau national en vue de la protection de l'environnement dans la région et de la sauvegarde de sa qualité dans les Etats membres.

Lorsqu'il a fallu étoffer les activités liées à la protection de l'environnement dans le programme de travail du secrétariat, on s'est heurté à deux obstacles qui ont gêné la définition et la réalisation des objectifs du projet. Il s'agit tout d'abord de la difficulté à recruter un troisième administrateur en raison des contraintes liées à la répartition géographique. Les spécialistes de l'environnement ne manquent pas sur le continent africain, certains d'entre eux ont même déjà travaillé pour l'Organisation des Nations Unies, mais ils viennent tous de pays qui ont déjà une trop forte représentation. Le second obstacle que doit surmonter le secrétariat dans le domaine de l'environnement, c'est l'incertitude qui pèse sur la disponibilité des ressources financières indispensables à une planification à long terme. Le PNUE ayant promis le renouvellement pour une année seulement de son aide au secrétariat, ce dernier a été obligé d'enterrer tous les projets dont l'exécution devait s'étendre sur deux ans comme l'étude et l'analyse des principaux problèmes en matière d'environnement en Afrique. Etant donné que le PNUE n'est pas intéressé par une coopération à long terme, le secrétariat, avec le soutien de son comité régional intergouvernemental pour les questions relatives à l'environnement, doit tout mettre en oeuvre pour assurer et renforcer sa propre programmation pour les questions relatives à l'environnement au sein du secrétariat.

POPULATION

Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat en matière de population dans la région ont continué de porter sur la sensibilisation des responsables africains aux implications à long terme et à court terme en matière de développement social et économique des tendances démographiques. Concrètement, les activités réalisées ont été les suivantes : poursuite des études de cas, aide aux pays en matière d'analyse de données démographiques, activités de recherche et études, services d'information et de documentation démographiques et formation régionale dans les instituts régionaux parrainés par les Nations Unies ainsi que dans d'autres établissements nationaux de formation.

Etudes de cas

Dans la série des études de cas à petite et à grande échelle sur la corrélation entre facteurs démographiques et développement socio-économique, des études sur le Kenya et la Côte d'Ivoire ont été publiées en 1979. Concernant les autres études de cas de cette série, un consultant a été recruté en 1979 et chargé de passer en revue les études achevées et de faire des recommandations. Sur la base de ses recommandations, certaines études sont actuellement en cours de révision en vue de leur publication. Une

étude des tendances en matière d'adoption de politiques et de programmes démographiques, qui avait débuté en 1979, se poursuit et devrait être achevée en 1980.

Le programme de séminaires nationaux organisés pour compléter les études de cas par pays se poursuit et deux séminaires sur la population et le développement se sont tenus à Arusha (République-Unie de Tanzanie) au cours du mois de février 1980 et à Conakry (Guinée) en septembre 1979. Un nouvel aspect de ce programme consiste en une participation plus active des nationaux et d'experts venant de pays voisins aussi bien à la préparation qu'à l'organisation des séminaires. Il faudrait cependant noter que le succès de ces séminaires dépend de l'aide qui est fournie au secrétariat par les Etats membres intéressés. Etant donné que ces séminaires sont considérés comme des projets de pays, les gouvernements doivent accepter d'en assumer l'organisation et présenter des demandes de financement à cet effet au FNUAP.

Assistance aux pays

Le secrétariat a continué d'aider les pays de la région, sur leur demande, et a entrepris divers travaux, en particulier dans le domaine de l'analyse des données démographiques. Une assistance a été fournie à Maurice pour l'analyse de données sur la fécondité, aux Comores pour l'élaboration d'une stratégie en matière d'enregistrement des faits d'état civil et la préparation d'un descriptif de projet, à la Jamahiriya arabe libyenne pour l'analyse des données produites par le recensement de 1974, et au Malawi et à la Somalie pour l'analyse et l'évaluation de leurs données les plus récentes. Une assistance a également été fournie au Gouvernement somalien pour l'élaboration d'un questionnaire d'enquête démographique et d'un système de classification. La Jamahiriya arabe libyenne a reçu une assistance fournie conjointement par la CEA et l'Institut régional d'études démographiques (IRED) d'Accra (Ghana).

Le secrétariat a participé aux travaux préparatoires visant à définir les problèmes de développement rural intégré qui se posent dans la vallée de la Ruzizi, commune au Burundi, au Rwanda et au Zaïre. Il a également organisé l'envoi d'une mission chargée d'aider le Gouvernement djiboutien à préparer son premier recensement démographique ainsi qu'un descriptif de projet relatif à ce recensement, qui doit être soumis au FNUAP. La République de Guinée a reçu une assistance pour la collecte et l'analyse des données nécessaires à la formulation d'une politique de développement démographique ainsi que pour l'élaboration d'un descriptif de projet relatif à un séminaire national sur la population et la planification du développement, qui doit être présenté au FNUAP. Le secrétariat a également fourni une assistance au Gouvernement algérien dans l'examen du programme de travail pour la période 1980-1984 du Département de la statistique et de la comptabilité nationale en vue de faire des recommandations sur les principaux éléments à prendre en considération dans la définition d'une politique démographique nationale. La question de l'envoi d'une mission exploratoire chargée d'étudier la question de la formation de démographes algériens et de définir des domaines de coopération entre la CEA et le Gouvernement algérien en matière de population a également fait l'objet d'un examen.

Une assistance a été fournie conjointement par l'Institut régional d'études démographiques et le secrétariat au Gouvernement nigérian pour la réalisation de cinq différentes études d'appui dans les domaines social, économique et démographique dans le cadre du projet relatif à la capitale nigériane. Les rapports de ces études devraient être achevés et présentés au Gouvernement nigérian vers la fin de l'année 1980. Afin de déterminer les besoins d'autres pays, particulièrement en matière d'analyse de données démographiques, des missions exploratoires se sont rendues en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, en République-Unie du Cameroun et au Congo.

Le secrétariat a participé à des missions d'évaluation des besoins en démographie en Somalie, en Ethiopie et en Ouganda réalisées par une équipe financée par le FNUAP et il a entrepris avec d'autres experts une mission en République-Unie de Tanzanie en vue d'élaborer un plan d'aménagement de la nouvelle capitale tanzanienne, Dodoma. Les membres de cette mission ont procédé à l'analyse des données démographiques pour la région de Dodoma, identifié les lacunes dans la base de données nécessaires à la planification et élaboré un projet d'une durée de deux ans visant à combler ces lacunes, que le Gouvernement tanzanien présentera au FNUAP pour financement.

Projets de recherche

Une étude à petite échelle sur les corrélations qui existent entre la mortalité infantile et la mortalité juvénile, les variables socio-économiques et les niveaux de fécondité en Zambie est en cours. Le travail sur le terrain pour cette enquête à objectifs multiples et comportant quatre passages a été achevé. Le premier était axé sur la collecte de données démographiques de base, le deuxième sur les orphelins et les facteurs socio-biologiques qui influent sur les niveaux et les modes de fécondité, le troisième sur les facteurs socio-économiques qui influent sur la grossesse, le coût et la valeur des enfants et le rôle socio-économique des femmes, tandis que le quatrième traitait des facteurs relatifs à l'alimentation et à la santé familiales. L'analyse des données devrait être achevée en 1980, année où sera également organisé un séminaire devant permettre de faire la synthèse des résultats obtenus. Le secrétariat a également participé à part entière aux travaux du Groupe de travail des Nations Unies sur l'analyse comparative des données de l'enquête mondiale sur la fécondité, qui a, à ce jour, tenu trois réunions.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a installé au centre de calcul de la CEA tous les principaux programmes machines mis au point par le Bureau of Census des Etats-Unis d'Amérique aux fins d'analyse démographique, ce qui lui a permis d'établir les estimations démographiques nécessaires aux projections démographiques. Il a donc été possible de mettre au point un programme de projections démographiques délaissant la méthode classique des matrices au profit de la méthode de projection par éléments de façon à inclure les variations de la fécondité, de la mortalité et des migrations observées dans chaque pays lors de récents recensements et enquêtes. Le premier ensemble de projections démographiques (1970-2000) pour tous les pays desservis par la CEA a ensuite été mis au point. Les résultats ont été distribués aux pays et aux utilisateurs intéressés.

Afin de garantir la production d'une seule série de projections démographiques pour l'Afrique par les organismes des Nations Unies, la Division de la population du secrétariat a participé à l'adoption du programme de projections de son homologue au Siège de l'ONU, programme qui sera utilisé au centre de calcul du secrétariat. Les projections démographiques que le secrétariat établira ultérieurement s'inscriront dans le cadre de ce programme de prévisions, qui permet une plus grande souplesse.

Au titre de son programme de travail sur la population, le secrétariat a achevé les projets de recherche suivants :

a) Etude de quelques estimations indirectes de la mortalité en Jamahiriya arabe libyenne, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie;

b) Accroissement de la population : étude de la fécondité différentielle en Afrique;

c) Analyse des données sur la fécondité à partir du recensement démographique réalisé à Maurice en 1972;

d) Situation démographique dans la sous-région de l'Afrique australe;

e) Caractéristiques démographiques de la région de Dodoma en République-Unie de Tanzanie;

f) Analyse de la régression des facteurs qui influent sur la fécondité différentielle spatiale et sous-régionale en Afrique;

g) Tendances démographiques dans les pays en développement africains les moins avancés;

h) Accroissement de la population en Afrique, 1970-2000;

i) Tendances et politiques démographiques dans les pays de la CEA telles qu'elles ont été évaluées en 1970;

j) Volume, tendances et caractéristiques des migrations internationales en Afrique.

Deux études sur la mortalité au Kenya et en République-Unie de Tanzanie ont également été achevées en 1980. Quelques travaux préliminaires réalisés sur une "étude des courbes de la fécondité selon les âges en Afrique" seront révisés et publiés. En collaboration avec l'Institut régional d'études démographiques, le secrétariat a établi une table des espérances de vie pour la Jamahiriya arabe libyenne. Une étude sur l'accroissement, la fécondité et la mortalité de la population en Jamahiriya arabe libyenne vient également d'être achevée.

Réunions et séminaires

Au cours de la période considérée, le secrétariat a organisé et planifié des réunions, des conférences et des séminaires. Les principales réunions organisées ou co-parrainées par le secrétariat ont été les suivantes :

a) Réunion d'experts sur la fécondité et la mortalité : niveaux, schémas et tendances en Afrique et leurs implications sur la politique de développement, Monrovia (Libéria), 26 novembre - 1er décembre 1979;

b) Séminaire national sur la population et le développement, Arusha (République-Unie de Tanzanie), 18-24 février (en collaboration avec l'OIT);

c) Séminaire national sur la population et le développement, Conakry (Guinée), septembre 1980 (en collaboration avec l'OIT);

d) Première session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains, Addis-Abeba (Ethiopie), 24 mars - 2 avril 1980.

Treize autres réunions ont été organisées par d'autres institutions et organisations, auxquelles le secrétariat a participé ou pour lesquelles il a établi des documents.

Dans le domaine de l'information démographique, le secrétariat a poursuivi la publication des Informations sur la population en Afrique et de la Série des études sur la population africaine. Une nouvelle édition du Guide démographique de l'Afrique a également été publiée au cours de la période considérée. Une révision du Répertoire des démographes africains est en cours; l'édition révisée devrait paraître en 1980.

Une activité importante au cours de l'année 1979 a été la réorganisation du Groupe de la documentation de la Division de la population en tant que prélude à l'accroissement de ses activités. Un consultant a été engagé qui, avec l'aide d'un fonctionnaire de la Division de la population du Siège de l'ONU, a réorganisé le Groupe et mis au point un système d'indexation et de catalogage continus. En vue d'améliorer les services rendus par ce groupe, un nouveau descriptif de projet a été présenté au FNUAP concernant l'expansion et l'amélioration du Groupe afin de permettre au secrétariat de jouer le rôle qui lui a été assigné dans ce domaine aux termes de la résolution 366 (XIV) de la Conférence des ministres. Le secrétariat espère que le FNUAP approuvera le projet, ce qui permettra au secrétariat d'être plus efficace dans le domaine des activités en matière de population.

Formation régionale

Pour ce qui est des activités de formation en démographie, le secrétariat n'a cessé d'appuyer l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé et l'Institut régional d'études démographiques d'Accra,

et il a également participé aux réunions du Conseil d'administration et du Comité consultatif de ces deux instituts. Le secrétariat a suivi avec un intérêt particulier les activités du Centre démographique du Caire. Ces trois institutions ont poursuivi leur expansion, amélioré la qualité des services qu'ils fournissent aux pays qu'ils desservent et accru sensiblement le volume de leurs activités de recherche. L'Institut d'Accra et le Centre démographique du Caire offrent désormais des programmes de doctorat de troisième cycle.

Avec effet au 1er janvier 1980, le Siège de l'Organisation des Nations Unies a confié l'entière responsabilité administrative de l'Institut d'Accra et de celui de Yaoundé au secrétariat, en application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale et conformément aux aspirations des gouvernements africains telles qu'exprimées dans la résolution 367 (XIV) de la Conférence des ministres. Ce processus de décentralisation a permis au secrétariat de mettre en oeuvre une autre recommandation figurant dans la résolution 367 (XIV) de la Conférence des ministres, à savoir la transformation de l'Institut régional d'études démographiques et de l'Institut de formation et de recherche démographiques en institutions intergouvernementales, dont la composition correspondrait aux pays actuellement desservis par ces deux instituts.

Une mission commune a été entreprise par le secrétariat et le secrétariat de la CEPAL dans les pays de langue portugaise, à savoir l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, en vue d'identifier les besoins en formation démographique de ces pays. Le secrétariat a également réalisé une mission à Kigali (Rwanda), où il s'agissait d'aider à la création d'un service de formation en démographie à l'Université nationale de Butare.

ADMINISTRATION PUBLIQUE, GESTION ET FINANCES

Le secrétariat était représenté à la réunion du Conseil d'administration du Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD), qui s'est tenue à Tanger (Maroc), du 3 au 7 septembre 1979. Les principaux points de l'ordre du jour étaient les suivants : examen du programme de travail du CAFRAD pour 1980, restructuration et organisation du personnel du Centre, plan d'activité quinquennal pour la période 1980-1984, conditions d'adaptation des structures administratives aux besoins socio-économiques et orientation de la formation professionnelle en Afrique.

Le secrétariat et l'OUA ont organisé une mission commune qui s'est rendue au Tchad en février-mars 1979, avec pour objectif d'entrer en contact avec les autorités administratives et politiques tchadiennes afin de rassembler des informations concernant les besoins à long terme, à moyen terme et immédiats du Tchad en vue de la reconstruction sociale, économique et administrative des villes détruites par la guerre civile. Ces renseignements permettraient de tenir la communauté internationale informée de la situation au Tchad en vue de la fourniture de l'assistance nécessaire. Les membres de cette mission commune devraient également élaborer un projet dans le cadre de la CTPD, en faveur de la reconstruction économique et sociale du Tchad.

Le secrétariat a participé à la cinquième réunion d'experts qui s'est tenue à New York en janvier 1980 afin d'examiner le programme des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et des finances. Cette réunion avait été précédée par une réunion de deux jours des représentants des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées, devant permettre à ceux-ci d'échanger des informations sur leurs programmes de travail respectifs dans le domaine de l'administration publique et des finances. Les principales questions abordées au cours de ces réunions portaient sur les finances et l'administration publiques au service du développement, le renforcement de l'administration et des finances publiques au cours des années 80 et le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique et social des pays en développement.

En 1980, le secrétariat a entrepris une mission d'étude sur les structures administratives des pays africains francophones; le rapport de cette mission servira à la rédaction d'un document de travail qui sera présenté au cours de 1981 à des réunions sous-régionales de fonctionnaires responsables de l'administration publique en Afrique. Le secrétariat a également organisé une mission d'étude sur les structures administratives qui s'est rendue en Zambie, au Lesotho et au Soudan. Un rapport comparatif sera établi sur la base de ces missions, qui servira de document de référence pour les réunions sous-régionales mentionnées ci-dessus.

Des missions se sont rendues en Somalie et en Zambie, en réponse à des demandes concernant la formation et la fourniture de services consultatifs en matière d'administration des collectivités locales et de développement rural intégré. L'étroite collaboration qui existe entre le secrétariat et le CAFRAD a conduit à l'organisation d'une réunion d'étude commune sur la gestion et la formation dans le domaine des entreprises publiques. La coopération avec le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement, dont le siège se trouve à Ljubljana (Yougoslavie) a été renforcée et les deux organisations ont participé à un séminaire régional sur le rôle du secteur public en faveur du développement économique des pays en développement, où une attention particulière a été accordée au rôle et aux modalités de fonctionnement en général du secteur public compte tenu des nouvelles perspectives et activités prioritaires concernant le développement, y compris la mise en oeuvre de la stratégie internationale du développement pour les années 80.

En ce qui concerne les achats et la régulation de l'offre en Afrique, le secrétariat a organisé des missions visant à fournir des services de consultation au Burundi, au Libéria, à Madagascar, en Mauritanie, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, et il a organisé des réunions de travail dans le domaine de la formation aux niveaux national, sous-régional et régional au Burundi, à Madagascar, en République-Unie de Tanzanie et au Togo. Il a également participé à un colloque national organisé à Rabat (Maroc) sur la gestion des achats et des équipements.

Au cours de la période considérée, l'essentiel des activités dans le domaine du développement et de la gestion des systèmes budgétaires et des régimes fiscaux a consisté à fournir aux Etats membres une assistance pour la formation de fonctionnaires des services fiscaux, budgétaires et financiers en vue de renforcer leur capacité d'initiative en matière de mobilisation des ressources financières nationales, de définition des activités prioritaires et de contrôle des dépenses. Le secrétariat s'est également efforcé de promouvoir la coopération entre pays africains en matière de politiques, d'administration et de régimes fiscaux. Dans le domaine de la formation, un séminaire national sur la gestion budgétaire et financière a été organisé en 1979 à Maseru (Lesotho) à la demande du Gouvernement, à l'intention de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires de niveau intermédiaire. Une réunion de travail régionale a également été organisée à Addis-Abeba (Ethiopie) en collaboration avec la Fondation allemande; les principaux thèmes en étaient la politique, la législation et l'administration fiscales. Afin de promouvoir la coopération régionale en matière de politiques, d'administration et de régimes fiscaux dans la perspective d'une harmonisation des fiscalités nationales et de la promotion du commerce intra-africain, une réunion régionale sur la création d'une Association des administrateurs africains des impôts a été organisée à Addis-Abeba (Ethiopie).

Deux études ont été achevées qui avaient débuté en 1978; il s'agissait en l'occurrence d'établir une documentation de base pour les cours de formation et les séminaires régionaux sur la gestion financière des services publics et d'élaborer des principes directeurs devant contribuer à l'amélioration de la gestion fiscale, budgétaire et financière dans les Etats membres. Ces études portaient sur les innovations et les améliorations des systèmes et de la gestion budgétaires (dans certains pays africains) et sur le contrôle des dépenses, etc., dans certains pays d'expression anglaise, sur la base de missions sur le terrain effectuées au Kenya, au Libéria, en Sierra Leone et en République-Unie de Tanzanie.

Dans le cadre du sous-programme mentionné plus haut, les activités suivantes ont été exécutées au cours de l'année 1980 : six cours nationaux de formation en matière de gestion fiscale, budgétaire et financière à la demande de l'Ethiopie, du Lesotho, de l'Ouganda, de la Somalie et du Soudan. Le cours de formation destiné à l'Ouganda s'est déroulé en janvier 1980, dans le cadre du programme de redressement économique de ce pays qui prévoyait notamment la nécessité de renforcer et de réformer l'administration fiscale du pays. Ce cours de formation a été suivi d'un second cours en 1980 également. Par ailleurs, en mai 1980, le secrétariat a contribué à l'organisation, à Addis-Abeba, à la demande du Gouvernement éthiopien d'un cours de l'OIT sur la comptabilité des pensions de retraite. En outre, un séminaire régional portant principalement sur l'imposition des sociétés multinationales et sur les accords de double imposition a été organisé en collaboration avec la Fondation allemande au cours du premier semestre de 1980 à Monrovia (Liberia).

Des études ont été entreprises sur les questions suivantes : planification de la réforme fiscale; répertoire des centres et établissements de formation africains dans le domaine des impôts; et possibilités d'introduire

et d'administrer un système efficace de vérification des comptes en ce qui regarde l'utilisation des ressources publiques. Une ébauche de la première étude a été présentée et discutée au séminaire régional tenu à Monrovia (Libéria), tandis que pour la seconde étude, une ébauche établie d'après des questionnaires remplis par les pays, a été achevée. Ces études seront suivies au début de l'année 1981 par des visites dans certains pays africains dans le dessein d'analyser les questionnaires et d'évaluer la capacité des centres et établissements nationaux de formation dans le domaine des impôts. Une ébauche de la dernière étude a été achevée. Des visites seront effectuées en 1981 dans deux pays africains; il s'agira de réaliser sur place des études approfondies concernant le système de vérification des comptes mentionné plus haut.

La réunion inaugurale constitutive de l'Association des administrateurs africains des impôts s'est tenue à Monrovia (Libéria) après que dix Etats membres ont signé les statuts de l'Association. Le secrétariat de la CEA assure pour le moment le secrétariat de l'Association.

SCIENCE ET TECHNIQUE

La Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement qui s'est tenue à Vienne du 20 au 31 août 1979 a été l'un des événements internationaux les plus importants en matière de science et de technique pendant la période considérée. La phase préparatoire à la Conférence a commencé en 1977 et la contribution et la participation du secrétariat aux premiers travaux de cette phase préparatoire ont fait l'objet d'un compte rendu dans le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour 1977-1978. Le secrétariat a continué comme pendant la période précédente à déléguer des missions consultatives dans un certain nombre de pays pour aider les gouvernements à organiser leurs activités préparatoires nationales de janvier à juillet 1979. En plus des divers colloques nationaux qui se sont tenus dans le cadre des préparatifs à la Conférence, le secrétariat a participé et collaboré avec d'autres organismes à l'organisation d'un certain nombre de réunions régionales : un colloque sur le développement et les options techniques dans les pays en développement, tenu à Lomé (Togo) du 21 au 26 mai 1979, la réunion des experts de la science et de la technique et des planificateurs du développement africains des pays d'Afrique les moins avancés, sans littoral et insulaires, tenue à Mbabane (Swaziland) du 4 au 7 juin 1979 et un colloque régional africain sur la science, la technique et l'avenir, tenu à Nairobi (Kenya) du 1er au 12 juillet 1979.

Au niveau international, le secrétariat a participé aux quatrième et cinquième réunions du Comité préparatoire de la Conférence qui se sont tenues à New York respectivement en mars et juin 1979. Ces réunions ont revêtu une grande importance puisqu'on y a assigné à la Conférence proprement dite ses objectifs définitifs. Le secrétariat a participé à une réunion sur la science, la technique et l'avenir organisée par des organisations non gouvernementales à Vienne.

Le secrétariat figurait parmi les nombreux organes de l'ONU et organismes des Nations Unies qui ont participé à la Conférence. Le nombre élevé de pays africains qui étaient représentés à la Conférence (44 en tout) donne une idée de son importance.

Une description de l'organisation et du déroulement de la Conférence déborderait le cadre de ce rapport, mais il est important de noter que la Conférence a fait prendre conscience des problèmes de la science et de la technique et a formulé un certain nombre de recommandations pour l'accroissement des capacités techniques des pays en développement. Cependant, comme les conférences précédentes, la Conférence des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement n'est pas parvenue à résoudre les problèmes complexes qui entravent le progrès technique dans les pays en développement, particulièrement ceux qui sont situés en Afrique. Néanmoins, le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique a été adopté, à sa trente-quatrième session, par l'Assemblée générale qui a également procédé à un certain nombre de modifications dans les divers rouages qui, au sein de l'Organisation des Nations Unies, sont chargés des questions scientifiques et techniques. Les représentants des Etats membres à Vienne n'ont guère été satisfaits des résultats de la Conférence des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement. Aussi, du 10 au 16 mars 1980, le secrétariat a organisé une réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique pour examiner tout particulièrement les résultats de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et ébaucher un programme d'action africain en matière de science et de technique. Les recommandations de cette réunion ont été par la suite soumises à la sixième réunion de la Conférence des ministres et à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en avril 1980 qui les ont approuvées. Il faut espérer qu'à l'échelon national, on manifesterait la volonté politique nécessaire et qu'on trouvera les ressources financières indispensables pour appliquer sinon la totalité, du moins une partie de ce programme au cours de la présente Décennie.

Développement des sciences et techniques de la mer en Afrique

Après de nombreuses années de planification, le secrétariat, en collaboration avec l'UNESCO, s'est lancé en janvier 1980 dans l'exécution d'un projet d'assistance préparatoire financé par le PNUD pour le développement des sciences et techniques de la mer dans la région. Après l'entrée en fonction du coordonnateur du projet en janvier 1980, le secrétariat a organisé à son intention un programme de réunions d'information à son siège et aux sièges de l'ONM, de la FAO, de l'UNESCO et du PNUE - organisations qui avaient manifesté le désir de financer le projet. Du 5 au 9 mai 1980, un groupe de travail d'experts en sciences de la mer a tenu une réunion à Addis-Abeba (Ethiopie) pour dresser un inventaire des problèmes liés aux sciences et techniques de la mer en Afrique, après quoi il a établi les mandats des missions qui se sont rendues dans divers pays à partir du 10 mai 1980. Ces missions avaient pour objectif de déterminer avec précision la situation dans laquelle se trouve le développement des sciences et des techniques de la mer dans les Etats côtiers des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que les besoins et priorités dans ces domaines. Lorsque ces missions se sont achevées au début de septembre 1980, un rapport final et des recommandations résultant des missions effectuées dans les pays ont été rédigés pour présentation à un séminaire d'experts sur les sciences et techniques de la mer qui

doit se tenir au début de l'année 1981 pour élaborer un projet de plan d'action à l'intention d'une réunion intergouvernementale africaine qui l'examinera et prendra des décisions sur le développement futur des sciences et techniques marines dans les Etats côtiers de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Les diverses organisations qui collaborent dans ce domaine, ainsi que le PNUD, pourraient apporter leur soutien à la phase de développement dont l'objectif est d'exécuter les projets et programmes adoptés par la réunion intergouvernementale.

Comité intergouvernemental de la science et la technique au service du développement de l'ONU

Le secrétariat a participé à la deuxième session du Comité intergouvernemental sur la science et la technique au service du développement (ONU), tenue à New York du 22 mai au 4 juin 1980. Le représentant du secrétariat a traité, tant lors des réunions plénières du Comité que pendant les réunions du Groupe africain, des trois principaux événements qui se sont déroulés en Afrique dans le domaine de la science et de la technique au service du développement depuis la Conférence de Vienne, à savoir : la réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique, la Conférence des ministres de la CEA et la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. Il a présenté au Comité en séance plénière et au Groupe africain le programme d'action en matière de science et de technique du Plan d'action de Lagos. Le Comité a pris plusieurs décisions importantes sur les principales questions qui lui étaient soumises, à savoir : le plan opérationnel pour l'application du Programme d'action de Vienne, le financement du développement de la science et de la technique (Fonds intérimaire), la création d'un mécanisme consultatif chargé de conseiller le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement dans le domaine scientifique et technique, le rôle du Centre de la science et de la technique au service du développement du système des Nations Unies, une étude interinstitutions sur l'efficacité du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique, et le groupe intergouvernemental d'experts sur les arrangements à long terme pour le système de financement de la science et de la technique au service du développement.

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le secrétariat a pris part à la planification d'une Conférence sur la CTPD pour les pays africains à laquelle il a également participé et qui a été organisée par le PNUD à Nairobi (Kenya) du 11 au 20 mai 1980. La Conférence a abordé trois domaines où la coopération technique entre pays en développement devrait être encouragée et parmi lesquels figure celui de la science et de la technique. Le représentant du secrétariat a porté à l'attention des participants à la Conférence le programme d'action en matière de science et de technique au service du développement qui figure dans le Plan d'action de Lagos et il a insisté sur le fait que ce programme d'action contenait des éléments qui couvraient tous les aspects du développement des pays africains conformément aux priorités qui avaient été fixées dans la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique.

Réunion OUA/ONU sur le programme d'action africain pour la science et la technique

L'OUA a organisé une réunion de deux jours qui s'est tenue à Paris les 9 et 10 juin 1980 et qui a été financée par le Fonds intérimaire de l'Organisation des Nations Unies et accueillie par l'UNESCO à son siège à Paris. Le secrétariat a participé à cette réunion dont l'objectif était de définir des méthodes d'application pour le programme d'action pour la science et la technique. Le représentant du secrétariat a maintenu lors de cette réunion les positions qu'il avait adoptées sur cette question lors de la réunion sur la CTPD à Nairobi et lors de la deuxième session du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement à New York.

L'Organisation régionale africaine de normalisation

Le secrétariat, étant chargé de l'intérim du secrétariat de l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), a organisé la troisième réunion du Conseil de l'ORAN du 9 au 11 janvier 1979 où il a été principalement question des problèmes administratifs du secrétariat de l'ORAN ainsi que de son implantation au Ghana. Les participants à la réunion ont nommé un Secrétaire général de l'Organisation, qui a pris ses fonctions en avril 1979 et s'est installé au Ghana, pays d'accueil du secrétariat. Depuis, un certain nombre de questions se sont posées en ce qui concerne les dispositions de l'accord de siège et le problème a été abordé en détail par l'Assemblée générale de l'ORAN lors de sa deuxième réunion en janvier 1980. A la suite de cette réunion, le secrétariat de l'Organisation a quitté le Ghana pour s'installer dans des bureaux au siège de la CEA où il poursuivra ses activités jusqu'à ce que la question du pays d'accueil de l'Organisation soit réglée.

Le Centre régional africain de technologie

Le Centre régional africain de technologie, qui a été créé en novembre 1977, fait partie des organismes importants auxquels le secrétariat a accordé son aide pendant la période considérée. Tout au long de 1979, le secrétariat a assuré l'intérim du secrétariat du Centre dans l'attente de la création d'un secrétariat propre à celui-ci. Dans le cadre de ses fonctions, le secrétariat a organisé deux réunions d'un jury de sélection créé par le Conseil du Centre pour participer au recrutement et à la sélection des candidats aux postes de directeur exécutif et de directeur de division. Au cours de la première réunion tenue les 5 et 6 janvier 1979, ce jury a procédé à une première sélection des candidats, et au cours de la deuxième réunion tenue les 7 et 8 mars 1979, il a soumis les candidats pré-sélectionnés à une interview et présenté des recommandations sur la meilleure manière de pourvoir les différents postes. Ces recommandations ont été examinées par la deuxième réunion extraordinaire du Comité exécutif qui a été organisée par le secrétariat du 29 avril au 2 mai 1979. Les nominations ont été effectuées avec un retard très important en raison de l'insuffisance des fonds disponibles pour payer les candidats retenus (salaires, etc.). Pour remédier à cette situation difficile, le secrétariat

a organisé une mission qui s'est rendue dans plusieurs pays africains en septembre et octobre 1979 pour recueillir des fonds et prier les gouvernements d'accélérer le versement de leurs contributions au Centre; cette initiative a eu des résultats satisfaisants.

En janvier 1980, le Directeur exécutif du Centre a pris ses fonctions à Dakar (Sénégal) où il a été rejoint depuis par le Directeur de l'administration. Les autres directeurs de division prendront leurs fonctions prochainement. Le secrétariat continue à fournir au Centre tous les services d'appui nécessaires, il fait également office d'agent d'exécution pour l'assistance préparatoire du PNUD au Centre qui a été accordée dès 1977.

L'Organisation de la propriété industrielle des pays africains anglophones

Le secrétariat et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle se sont associés pour assurer l'intérim du secrétariat de l'Organisation de la propriété industrielle des pays africains anglophones dont le siège est à Nairobi. Pendant la période considérée, le secrétariat, en collaboration avec l'OMPI, a entrepris des missions d'enquête sur le terrain dans un certain nombre de pays africains. Ces missions constituaient le stade final des activités préparatoires à l'entrée en service en janvier 1981 de l'Organisation de la propriété industrielle des pays africains anglophones et à la création, dans le cadre de cette organisation, du Centre de documentation et d'information sur les brevets. En raison de l'importance vitale pour le développement de l'information dans les domaines techniques et du fait qu'environ 80 p. 100 de l'information technique disponible se trouvent dans les brevets, le Centre d'information sera extrêmement utile aux pays africains pour leurs programmes nationaux de développement.

Lors de la dernière réunion du Conseil de l'Organisation de la propriété industrielle des pays africains anglophones, tous les Etats membres étaient représentés, à savoir : la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Soudan, l'Ouganda et la Zambie; quant aux pays suivants : le Botswana, l'Ethiopie, le Lesotho, le Libéria, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone, la Somalie et le Swaziland, ils y avaient délégué des observateurs.

Aide accordée aux pays

Pendant la période considérée, un certain nombre de pays africains ont manifesté un intérêt pour la création d'organismes nationaux de la science et de la technique et ont demandé au secrétariat de leur fournir une assistance technique. A cet égard, une mission s'est rendue dans les pays de l'UDEAC en juin 1980 à la demande du secrétariat de l'UDEAC afin d'élaborer avec cette organisation des programmes communs pour la science et la technique devant être exécutés dans les Etats membres de l'UDEAC et de jeter les bases d'une coopération qui permettrait à chaque pays de l'UDEAC de recevoir une assistance technique. Des propositions concrètes de projets sont actuellement examinées en détail.

En réponse à des demandes émanant de divers pays, le secrétariat a accordé une assistance technique au Gouvernement sierra-léonien pour la création d'un organisme national de la science et de la technique, et au Gouvernement comorien pour planifier l'utilisation de la science et de la technique dans la mise en valeur des ressources naturelles.

En matière de politique scientifique et technique, le secrétariat a collaboré avec le CRDI et l'Unité de planification et de développement de la technique (Université d'Ife) à l'organisation d'un séminaire sur les priorités en matière de recherche sur les politiques scientifiques et techniques en Afrique tenu à l'Université d'Ife (Nigéria) du 3 au 5 décembre 1979. Cette réunion a permis de définir un certain nombre de thèmes prioritaires pour la recherche en matière de politique scientifique et technique et de mettre en lumière le fait qu'il était indispensable de créer de toute urgence des programmes de formation pour produire le personnel destiné à mener à bien les recherches en matière de politique scientifique et technique. Le secrétariat a, au cours de l'élaboration du Programme d'action africain, accordé l'importance qu'elle mérite à cette question et prévoit d'élaborer un certain nombre de projets spécifiques dans le cadre du programme de travail qui répondront aux besoins en matière de formation dans ce domaine. On envisage une collaboration avec les organisations régionales et internationales pour conceptualiser et rédiger ces programmes et projets.

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Politiques, planification et recherche dans le domaine social

Au cours de la période considérée, des fonctionnaires de la CEA ont effectué trois missions à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) où ils se sont entretenus avec des hauts fonctionnaires sur des questions relatives à la création et au fonctionnement du Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. Les objectifs de ces missions organisées en coopération avec l'OUA étaient de visiter les installations, de s'informer des facilités dont dispose le Centre et de préparer la réunion d'experts relative au Centre. La réunion d'experts susmentionnée a été organisée sous les auspices du secrétariat et de l'OUA, avec le soutien actif et la contribution généreuse du Gouvernement libyen, à Tripoli, du 15 au 21 janvier 1980. Les 20 experts africains qui ont participé à cette réunion ont examiné les principales activités du Centre et ses besoins budgétaires, et ont fait des recommandations à ce propos; ils ont également défini les relations existant entre le Centre et les institutions qui aux niveaux national, sous-régional et régional ont des activités proches de celles du Centre. Une cérémonie a été organisée conjointement par le Gouvernement hôte, le secrétariat de la CEA et l'OUA à l'occasion de l'inauguration officielle du Centre, le 17 janvier 1980.

La troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales qu'a précédée une réunion d'experts, s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 6 au 8 octobre 1980 et a examiné les politiques et orientations générales du Centre, approuvé son programme d'activités ainsi que son budget pour la période biennale 1981-1982, nommé le Directeur exécutif ainsi que le Directeur exécutif adjoint et approuvé le barème des quotes-parts des Etats membres au budget du Centre. La réunion d'experts et la Conférence ont été organisées conjointement par l'OUA et le secrétariat de la CEA. Le secrétariat est entré en consultation avec le Bureau du PNUD pour les Etats arabes qui a fait part de son intention d'aider à la création et de soutenir les activités du Centre.

Une étude des évolutions sociales et des principaux problèmes de développement social a été effectuée en 1980 avec l'aide d'un consultant. Cette étude devait figurer dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique réalisée par le secrétariat.

Protection de la jeunesse et protection sociale

Pendant la période considérée, ce sont les activités entreprises dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant - 1979 qui ont constitué l'essentiel du travail du secrétariat dans ce domaine. Au programme de l'Année internationale figuraient, entre autres, la réalisation d'études, la liaison avec les différents comités nationaux de l'Année internationale de l'enfant, la participation à des réunions et l'élaboration de documents : un manuel sur le Développement de l'enfant, la vie familiale et la nutrition, spécialement destiné aux moniteurs des zones rurales et un document, l'Année internationale de l'enfant (Programme de la CEA et de l'Afrique) ont été établis en vue de la cinquième réunion de la Conférence des ministres. Un répertoire des mouvements de jeunesse africains a également été publié, afin de rassembler tous les mouvements de jeunesse de la région et de faciliter les relations entre la jeunesse, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organisations internationales. Le secrétariat de la CEA a participé à une réunion d'experts consacrée à la formation des travailleurs sociaux responsables de la participation des jeunes au développement, qui a eu lieu à Vienne du 10 au 14 décembre 1979. On a également procédé à la mise à jour d'une étude portant sur les politiques, les programmes et les besoins en matière de formation pour la jeunesse.

En octobre 1980, le secrétariat, en coopération avec l'OUA, a organisé à l'échelon régional une réunion technique ainsi qu'un séminaire en vue de réaliser les objectifs de l'Année internationale des personnes handicapées (1980) et de faire respecter les principes énoncés dans la Déclaration des droits des personnes handicapées et la Déclaration des droits du déficient mental. Au cours du séminaire, on a également fait des propositions relatives à un projet de plan d'action à long terme.

Le secrétariat a organisé une mission en Somalie (14 au 22 juin 1980) à l'invitation du gouvernement de ce pays pour étudier sur place les problèmes que les réfugiés posaient au gouvernement et consulter les fonctionnaires responsables sur la façon dont le secrétariat pourrait associer ses efforts à ceux des organismes du système des Nations Unies pour améliorer le sort des réfugiés en Somalie. Les membres de la mission ont pensé qu'il y avait deux domaines prioritaires où le secrétariat pouvait apporter son assistance, à savoir l'organisation de programmes de garderies pour les jeunes enfants et de programmes de perfectionnement et de création d'activités rémunératrices pour les femmes, la majorité des réfugiés se composant de jeunes enfants et de femmes. Des discussions ont également eu lieu avec les représentants du FISE, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du PNUD dans ce pays. Par ailleurs, des membres du secrétariat se sont rendus au Soudan en mai 1980 pour participer à des consultations à propos de la Conférence internationale sur les problèmes des réfugiés au Soudan. Les participants à cette conférence, qui s'est tenue en juin 1980, ont approuvé la création d'un fonds national des réfugiés. Le secrétariat

a également participé à deux missions interinstitutions portant sur les problèmes et besoins des réfugiés effectuées à Djibouti et au Soudan en juin 1980 et organisées conformément aux dispositions des résolutions 1980/10 et 1980/11 du Conseil économique et social.

Cinq membres du secrétariat se sont rendus à Brazzaville (Congo) du 28 juin au 5 juillet 1980 pour s'entretenir avec les fonctionnaires de l'OMS et définir les principaux éléments d'un plan d'action commun qui, dans des domaines spécifiques, permettrait au secrétariat et à l'OMS de coopérer dans la région africaine et de rédiger un projet de memorandum d'accord sur les modalités de coopération entre les deux organisations.

Dans le domaine de la formation des assistants sociaux, le secrétariat a continué à fournir des avis et un appui technique à l'Association pour l'enseignement social en Afrique (AESA) et à participer à ses activités; il a notamment apporté sa contribution aux activités du FNUAP relatives à l'introduction de la planification de la famille dans les programmes des écoles d'assistants sociaux en Afrique. Il a également participé aux réunions périodiques du Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains, à la Conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique, tenue en mai 1979 à Arusha (République-Unie de Tanzanie); il a été également associé à toutes les mesures complémentaires prises à l'issue de ces réunions et fait partie du comité chargé des projets concernant les réfugiés, mis sur pied par la Conférence panafricaine des églises. Le secrétariat a terminé une analyse interorganisations des programmes des organismes du système des Nations Unies en faveur des jeunes qui se rapportent aux programmes du secrétariat en la matière.

Développement rural intégré

Le programme de développement rural intégré du secrétariat est axé sur :

a) les études pluridisciplinaires et les projets relatifs aux problèmes socio-économiques que rencontrent les administrations locales et les gouvernements en matière de développement rural, qu'il s'agisse d'acquérir des terres en grande quantité et de les améliorer pour les rendre plus productives, de se procurer de l'eau pour l'irrigation et les besoins domestiques, de trouver des crédits pour la production, qu'il s'agisse des routes de desserte permettant d'accéder aux marchés et aux centres de commercialisation et de distribution, de santé, de nutrition ou de la technologie et des médias;

b) la fourniture aux Etats membres de services d'experts-conseils dans tous les domaines pour leur permettre de créer les institutions chargées de rendre la vie rurale plus active.

Au cours de la période considérée, le groupe de travail interdivisions sur le développement rural a défini et classé les projets de développement rural du secrétariat selon les centres d'intérêt définis lors des réunions

du groupe d'étude du Comité administratif de coordination sur le développement rural dans le cadre de l'analyse des programmes à l'échelle du système à laquelle le secrétariat a participé. Il a également participé à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, tenue à Rome en juillet 1979.

Le secrétariat a participé à un séminaire sur le développement rural intégré de l'Institut panafricain pour le développement, tenu à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 7 décembre 1979. Ce séminaire a coïncidé avec le dixième anniversaire de la création par cet institut du Collège Sautoy destiné aux ressortissants des pays anglophones. Les fonctionnaires du secrétariat sont également entrés en consultation avec des représentants de cet Institut à propos de l'examen de l'accord de coopération entre la CEA et l'Institut conclu en octobre 1980 (voir annexe I). Le secrétariat a également participé à la réunion intergouvernementale en vue de la création d'un centre africain pour le développement rural intégré, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en septembre 1979. Le secrétariat a continué à publier son bulletin Rural Progress.

Centre africain de recherches et de formation pour la femme

La formation des femmes constitue une activité essentielle du secrétariat et est assurée essentiellement selon des méthodes non traditionnelles dans les pays qui veulent satisfaire certains besoins spécifiques. Les bourses de perfectionnement, les stages et les voyages d'études figurent parmi les moyens utilisés dans le cadre du programme de formation du Centre africain de recherches et de formation pour la femme. Les domaines abordés sont la nutrition, l'enseignement, la technologie appropriée, les activités rémunératrices, les coopératives, les rouages administratifs nationaux, la conception et l'exécution des projets ainsi que les techniques de vulgarisation. Un stage de formation pour les dirigeantes rurales a été organisé au Soudan en février 1979 en collaboration avec l'Université Al Ahfad. Parmi les sujets traités figuraient la nutrition, la puériculture, la gestion des ressources et les communications. Un stage de formation consacré à l'impression et au dessin sur tissu a été organisé du 14 au 25 mai 1979, à l'intention de stagiaires en provenance de République-Unie de Tanzanie, de Zambie et d'Ethiopie. Un stage national d'études pratiques sur les coopératives a eu lieu au Soudan en octobre 1979; des études effectuées sur ce sujet en Jamahiriya arabe libyenne, au Soudan et en Egypte y ont été utilisées comme documents de base. Avec la collaboration de l'OIT, un stage similaire a eu lieu au Burundi en novembre-décembre 1979. En mai 1980, en collaboration avec l'Union nationale des femmes du Mali, le secrétariat a organisé à l'intention des rurales, un séminaire en langue nationale portant sur les coopératives. Un stage sur les coopératives a été organisé en octobre 1980 au Congo avec l'assistance de la FAO et du FNUAP. Un atelier sur la formation coopérative aux techniques d'impression par les noeuds a eu lieu au Togo en novembre 1980 avec l'assistance du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

En collaboration avec la FAO et le FISE, et l'Institut panafricain pour le développement, le secrétariat a organisé deux stages de formation à Douala (République-Unie du Cameroun) d'une durée de trois mois chacun à l'intention de formatrices de niveau intermédiaire en provenance de cinq pays d'expression française. En mars 1980, s'est tenu en Gambie le premier stage national sur les techniques de vulgarisation employées dans l'agriculture. Un cours accéléré portant sur la nutrition, la puériculture et la conception de projet a été organisé à Lusaka (Zambie) pour des participantes des mouvements de libération (SWAPO, ANC, PAC) et de participantes du Zimbabwe.

La création ou le renforcement des structures nationales destinées à l'amélioration de la condition féminine est l'un des principaux objectifs du secrétariat. Des séminaires d'information sur ce sujet ont été organisés au Niger et au Mali en 1979, ainsi qu'au Rwanda, au Zaïre, à Djibouti et au Swaziland en 1980. En vue d'améliorer les compétences des dirigeantes, trois stages nationaux portant sur la conception et l'exécution de projet ont été organisés en mars 1980 en Guinée et en mai-juin en Côte d'Ivoire et au Mali. Une assistance sous forme de services consultatifs en vue de la création d'une association nationale a été fournie à la Gambie en 1979 et au Togo en 1980. Dans ce domaine, le secrétariat a bénéficié de l'aide de l'Agency for International Development des Etats-Unis et de celles du Gouvernement belge et du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Deux stages sous-régionaux consacrés aux technologies appropriées ont été organisés par le secrétariat. Le premier en novembre 1979 en Sierra Leone à l'intention de participantes d'expression anglaise venant de la Sierra Leone, de la Gambie, du Libéria, du Ghana et du Nigéria. En janvier 1980 un second stage a eu lieu à Dakar (Sénégal) en collaboration avec l'ENDA (Programme "Formation pour l'environnement") à l'intention de participantes d'expression française venant du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la Haute-Volta et du Mali. Un stage sous-régional a été organisé à Tunis (Tunisie) en 1979 sur la création de garderies d'enfants. Les représentantes de 12 pays y ont participé.

Le secrétariat a adopté une méthode relativement nouvelle qui consiste à organiser des voyages d'études doublés de programmes de formation. Au cours de la présente période biennale, cinq voyages de ce genre ont été effectués. En 1979, des participantes du Sénégal, du Cameroun, du Togo et de la République centrafricaine ont participé à un voyage d'études effectué au Ghana pour étudier le fonctionnement du Ghana National Council for Women and Development (Conseil national ghanéen pour la femme et le développement). L'Equipe spéciale de femmes africaines pour le développement a organisé un voyage d'études et de formation au Ghana à l'intention des femmes provenant des huit pays de la sous-région du MULPOC de Lusaka pour leur permettre de suivre un cours sur les techniques d'impression par les noeuds, l'impression sur tissu et la gestion des petites entreprises. Ce voyage a été suivi d'un voyage au Kenya pour un cours de formation à l'impression sur tissu. Toujours dans le même cadre dix participantes des mouvements de libération (ZAPU, ZANU, SWAPO, ANC et PAC) ont étudié le programme de la FAO relatif à

l'amélioration de la vie familiale dans quatre provinces du Kenya en novembre-décembre 1979. En mai 1980, en collaboration avec l'UNESCO, un voyage d'études a été organisé au Togo pour des participantes venant du Bénin, du Sénégal, du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Haute-Volta. Avec des fonds alloués par la Carnegie Corporation, des représentantes de pays du Commonwealth ont participé en octobre 1980 à un voyage d'études et de formation effectué en République-Unie de Tanzanie, en Ethiopie et en Sierra Leone dont l'objectif principal était de permettre aux femmes chargées de la planification et responsables de projets concernant les femmes et les jeunes filles, d'observer des projets analogues dans les trois pays cités. Un voyage d'études spécial a été organisé en Ethiopie du 30 octobre au 14 novembre 1980 à l'intention de participantes de pays d'expression portugaise (Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau) pour leur permettre de suivre des cours sur la nutrition, l'économie domestique, les projets d'auto-assistance, les coopératives et les activités rémunératrices. En 1980, des bourses de stage au Centre africain de recherches et de formation pour la femme ont été offertes à une stagiaire kényenne et une étudiante de l'Institut pour la Namibie. Avec l'assistance de la SIDA et de l'OIT, une bourse de perfectionnement a été accordée à une Tanzanienne pour lui permettre de suivre un cours de formation au dessin sur tissu en Inde. En vue d'encourager la spécialisation, des fonctionnaires du secrétariat ont suivi aux Etats-Unis d'Amérique des cours sur l'enseignement extra-scolaire (1979-1980), sur les femmes et la gestion (1980) et sur l'élaboration de documents d'information (1980). Avec l'assistance du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme un programme spécial de bourses à l'intention des femmes appartenant aux mouvements de libération a été lancé en 1980.

Activités rémunératrices

Le secrétariat a encouragé les projets de création d'activités rémunératrices en faveur des femmes dans les Etats membres en fournissant des experts et du matériel aux organisations engagées dans ces projets. En 1979, une spécialiste de la production a été détachée auprès du Centre Suba à Khartoum (Soudan) pour développer la formation des jeunes filles aux techniques artisanales. Des experts en textile, en dessin et en tissage de tapis ont été fournis au Centre Bethlehem situé en Ethiopie pour former à ces techniques des jeunes filles ayant abandonné l'école; du matériel a été également fourni à ce centre. Une spécialiste de la production a été désignée pour aider l'Association démocratique des femmes somaliennes à améliorer les programmes de formation pour jeunes filles du Centre somalien.

Le secrétariat se préoccupe de plus en plus du problème des jeunes filles non scolarisées (celles qui ont terminé leurs études, celles qui les ont abandonnées et celles qui n'ont jamais fréquenté l'école). A la suite de missions d'enquête et de définition de projets effectuées en juin 1980 aux Seychelles, à Maurice et en République-Unie de Tanzanie pour évaluation des besoins, une allocation modique de 2 000 dollars a été accordée aux Seychelles pour l'acquisition de matériel pour le Centre de formation à la céramique, et 9 000 dollars ont été accordés à la République-Unie de Tanzanie pour la formation de professeurs d'enseignement ménager pour les centres de formation

professionnelle créés par le Ministère de l'éducation nationale et une allocation de 4 000 dollars a également été accordée au Centre Ben-Zvi (République centrafricaine) pour permettre à 80 jeunes filles de suivre un cours de formation d'une durée de neuf mois sur les activités rémunératrices.

Des études de faisabilité destinées à encourager des projets de développement rural intégré dans des villages d'Ethiopie et d'Egypte ont été réalisées. La formation de personnel qualifié africain dans les domaines de la poterie et des matériaux de construction a été encouragée en Ethiopie.

Structures administratives

En janvier 1979, la réunion inaugurale du Comité sous-régional pour l'intégration de la femme au développement s'est tenue à Gisenyi (Rwanda). Le Comité régional de coordination pour l'Afrique en vue de l'intégration de la femme au développement a tenu sa réunion inaugurale en mars 1979 à Rabat (Maroc). Les représentantes des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement créés au sein des MULPOC de Lusaka, Gisenyi, Yaoundé et Niamey ont assisté à la réunion. Durant le premier semestre de 1980, des coordonnatrices des programmes destinés aux femmes ont été nommées auprès de chacun de ces MULPOC grâce à l'aide financière du PNUD. En juin 1980, un stage de cinq jours, sous forme de journées d'orientation, a été organisé par le secrétariat à l'intention de ces quatre coordonnatrices de façon à les aider dans leurs nouvelles fonctions. Les quatre comités sous-régionaux ont tenu leur deuxième réunion en septembre-novembre 1980 pour passer en revue les activités entreprises et définir les domaines prioritaires pour 1981, 1982 et 1983. La deuxième réunion du Comité régional de coordination pour l'Afrique qui avait pour objet d'étudier les rapports des comités sous-régionaux et de fixer des priorités régionales s'est tenue en décembre 1980.

Réunions

Au cours de la période considérée, le secrétariat a mené, sur le plan régional, les activités préparatoires à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui s'est tenue du 14 au 30 juillet 1980. Sur le plan mondial, le secrétariat a participé aux réunions préparatoires de la Conférence ainsi qu'à la réunion interinstitutions tenue en avril 1979. Le secrétariat a organisé la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement du 3 au 7 décembre 1979, dont l'objectif était de définir la stratégie de l'Afrique pour la Conférence mondiale. En juillet 1980, le secrétariat a participé à la Conférence mondiale à Copenhague. Il a également participé à d'autres réunions importantes organisées par l'Alliance internationale des femmes, en 1979, l'Association panafricaine des femmes, en 1979, la Fédération mondiale démocratique internationale en 1980 ainsi qu'au séminaire du PAC pour les femmes des mouvements de libération en juin 1980 et à celui parrainé par l'OIT sur l'égalité de traitement en ce qui concerne les travailleuses en Afrique australe, en octobre 1980.

Recherche et publications.

Conscient du fait que l'absence de données relatives à la situation des femmes dans la région a conduit à sous-estimer leur contribution au développement, le Centre africain de recherches et de formation pour la femme a entrepris des recherches appliquées en faisant appel chaque fois que c'était possible aux services de consultants locaux. Les études suivantes ont été publiées :

- a) Women and the fishing industry in Liberia;
- b) Women and the law in Nigeria;
- c) Intégration des femmes au processus de planification du gouvernement, le cas du Cameroun et du Niger;
- d) Progrès accomplis et obstacles rencontrés pour atteindre les objectifs minimaux des plans d'action mondial et africain;
- e) Women textile workers in Addis Ababa.

En vue de diffuser les travaux de chercheurs individuels, trois ouvrages ont été publiés :

- a) Women workers in Ghana, Kenya and Zambia, par Olubanke Akerele;
- b) Women and the law in Ethiopia, par Daniel Haile;
- c) A profile of women in Addis Ababa, par Alassebu Gebre Selassie.

Les études suivantes ont été réalisées mais n'ont pas été publiées :

- a) Women and mass media (Niger, Sierra Leone et Egypte);
- b) Women, law and agrarian reform (Mozambique);
- c) Annotated bibliography on women and development (République-Unie de Tanzanie);
- d) Critical needs of African women in selected countries of Lusaka MULPOC;
- e) Women and co-operatives (Soudan, Jamahiriya arabe libyenne et Egypte);
- f) Role of women in agriculture (Nigéria);
- g) Law and the status of women in the United Republic of Tanzania;
- h) Socio-economic indicators on the integration of women in development (République-Unie de Tanzanie);
- i) Effets de la modernisation sur le travail des femmes exerçant une activité indépendante au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Les recherches actuelles regroupent les études suivantes :

- a) A study on women and food production, their situation and needs in Zambia (en collaboration avec la FAO);
- b) A survey of traditional technologies utilized by women in Ethiopia, en coopération avec la Commission éthiopienne pour la science et la technique;
- c) Annotated bibliographies, our women in development, Kenya, Ethiopie, République-Unie du Cameroun, Mali et Zambie (en coopération avec l'Université de Zambie), Botswana, Lesotho et Swaziland;
- d) Law and the status of women (Maroc);
- e) Introduction of appropriate technology (Sierra Leone, Gambie, Niger);
- f) Survey of day care development in Botswana, Seychelles, Mozambique and Zambia (en collaboration avec le Kenyatta University College);
- g) A Study of the environment of market places in Ghana;
- h) Traditional health practices, en collaboration avec l'Association des chercheuses africaines.

Le programme de recherche du secrétariat a bénéficié de l'assistance de la fondation Ford, de celle du FISE, du Fonds de contributions volontaires de la Décennie des Nations Unies pour la femme et de la fondation Rockefeller.

STATISTIQUES

Orientation et élaboration des programmes

Au cours des dernières années, le programme statistique de la CEA a progressivement été adapté en fonction des besoins en données qui devraient être ceux de l'Afrique pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces besoins sont de deux ordres : rassemblement et utilisation des données au niveau national, et regroupement et analyse aux niveaux régional et mondial. La mesure dans laquelle ils peuvent être satisfaits dépend de la production des services statistiques nationaux dont le développement doit constituer le coeur du programme d'ensemble.

On peut noter dans un ordre d'idées approché l'apparition d'une conception du développement axée sur la satisfaction des besoins essentiels, la place de plus en plus grande accordée aux questions démographiques dans la planification, la nécessité toujours présente d'améliorer les données relatives au développement sectoriel et au développement général de l'économie aux fins d'analyse des problèmes qui se posent en la matière, ainsi que la demande d'un accès plus rapide aux données disponibles. Le

développement des services statistiques dépendant des ressources en personnel disponibles, des mesures devant permettre à l'Afrique d'accroître son autonomie en matière de formation statistique ont également fait l'objet d'un examen attentif.

On peut citer parmi les activités entreprises pour répondre aux besoins de base dans le domaine de la statistique l'exécution du programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages, qui doit permettre de recueillir une grande variété de données économiques, sociales et démographiques interdépendantes en plus de l'information nécessaire à la planification des mesures visant à satisfaire les besoins essentiels de la population, l'élargissement des activités sur les données démographiques dans le cadre des services consultatifs fournis au niveau régional en matière de statistiques démographiques, un projet élargi concernant l'amélioration de la comptabilité nationale et des données économiques connexes dans les pays les moins avancés et les pays ayant récemment accédé à l'indépendance, des efforts spéciaux en ce qui concerne les statistiques des prix, les statistiques industrielles et autres statistiques, l'informatisation progressive des fichiers de données régionaux et le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

Tous ces projets, interdépendants, sont liés aux activités du secrétariat, du Bureau de statistique de l'ONU, des institutions spécialisées des Nations Unies, etc., et, ce qui est peut-être plus important encore, ils sont directement liés aux activités que réalisent les divers pays africains. Le PNUD finance les activités régionales du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages, le projet relatif à l'amélioration de la comptabilité nationale et le PFSA, tandis que le FNUAP assure le financement des services consultatifs régionaux. Cependant, une assistance extérieure supplémentaire est nécessaire pour garantir la bonne exécution des projets nationaux dans d'autres domaines. Les gouvernements africains participent évidemment aux coûts de leurs projets respectifs et commencent également à financer certains éléments des projets régionaux visant à l'amélioration des statistiques.

Ces faits ont grandement modifié la nature de la Division de la statistique de la CEA. La division dispose toujours au budget ordinaire de 12 postes d'administrateur, tous pourvus. Le programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages dispose de deux spécialistes en la matière, en plus de celui fourni par l'OIT et d'un autre spécialiste dont les services, à temps partiel, sont financés par la FAO. Le nombre des conseillers régionaux dans le domaine des statistiques démographiques est passé de quatre à sept et il existe un nouveau poste pour le personnel d'appui. Les postes de conseiller en comptabilité nationale sont désormais au nombre de deux, contre un précédemment, tandis que pour le PFSA, il existe deux postes de spécialiste de la formation. Au moment de la rédaction du présent rapport, certains de ces postes n'étaient pas encore pourvus, mais les perspectives de recrutement sont bonnes.

Le nombre d'administrateurs directement chargés d'activités d'assistance technique étant passé de 5 à 15, auxquels s'ajoutent plusieurs fonctionnaires dont les postes sont financés sur le budget ordinaire, dont un administrateur

hors-classe employé presque à temps complet et d'autres employés à temps partiel, il est évident que les activités au niveau de chaque pays ont sensiblement augmenté. Un tel accroissement est nécessaire pour répondre aux besoins des pays et obtenir les données d'entrée requises aux fins de compilation et d'analyse aux niveaux régional et mondial. Dans l'ensemble, ces changements ont contribué à améliorer les rapports entre le secrétariat et les services nationaux de statistique, sans entamer la capacité de traitement et de recherche du secrétariat. Les relations avec les pays pourraient encore être améliorées grâce à une augmentation des crédits budgétaires au poste des frais de voyage des fonctionnaires rémunérés sur le budget ordinaire.

Néanmoins, il faut signaler deux problèmes importants. Le premier tient au fait que les gouvernements des pays de la région n'accordent guère de priorité au développement des statistiques. Il est prévu dans le Plan d'action de Lagos, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa deuxième session extraordinaire, que les pays élaborent des programmes de développement des statistiques à inclure dans leurs plans nationaux de développement. Il importe que cette décision soit appliquée. Le second problème, qui est lié au premier, à trait à l'exploitation insuffisante des statistiques disponibles. Lors de sa première session, la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains a recommandé aux statisticiens et aux planificateurs de conjuguer leurs efforts pour analyser les données qui permettraient de mieux comprendre les situations économiques et sociales. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible de faire comprendre aux dirigeants politiques la nécessité des statistiques.

Aspects généraux de la coordination et du développement

En mars 1979, la Conférence des ministres de la CEA a décidé de fusionner en une seule conférence commune les trois conférences qui existaient précédemment - planificateurs, statisticiens et démographes. Ces trois groupes de spécialistes jouent un rôle important en matière de développement national et l'objectif de cette fusion était de garantir une meilleure coordination de leurs activités dans le cadre de la politique générale d'autonomie collective. La Conférence commune a tenu sa première session du 24 mars au 2 avril 1980 et ses travaux se sont déroulés en séance plénière et en comités. Les participants ont accordé une attention particulière aux perspectives économiques pour les années 80, aux besoins en matière de données eu égard à la mise en oeuvre de la stratégie africaine de développement et aux relations entre tendances démographiques et développement socio-économique. Dans le domaine des statistiques, ils ont examiné tous les sujets traités dans le présent rapport. Ils ont également formulé des propositions qui ont été examinées lors de la deuxième session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et, comme il a déjà été indiqué, ils ont proposé des mesures devant permettre d'établir des liens plus étroits entre producteurs et utilisateurs de données. Les participants ont estimé que leur première conférence commune avait été fructueuse, mais ils ont reconnu la nécessité d'organiser des réunions séparées sur de nombreux aspects de leur travail.

D'autres activités générales ont été entreprises durant la période considérée, à savoir une nouvelle étude sur l'organisation et le personnel des services statistiques dans la région, une étude sur le matériel de traitement électronique de l'information et ses applications, l'établissement d'un répertoire des statisticiens africains devant être utilisé pour les activités de CTPD et la publication de nouveaux numéros de la revue Informations statistiques. De plus, un répertoire d'informaticiens est également en préparation aux fins des activités de CTPD.

Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA)

Le programme de formation statistique pour l'Afrique a été lancé en 1977 à l'issue de la dixième session de la Conférence des statisticiens africains sur la base d'une étude minutieuse des besoins en matière de formation et des recommandations formulées par un groupe de travail régional. Le PNUD a accepté en 1978 de financer, au titre des activités régionales d'appui, les services de deux experts de la formation et de fournir un crédit limité destiné à couvrir, notamment, le coût de l'emploi et de la formation du personnel enseignant et de l'élaboration du programme de formation. Ces activités d'appui ont débuté dans les premiers mois de 1979 et une réunion des directeurs des 12 centres participant au programme a été organisée en octobre de la même année, qui a donné des résultats positifs. Certes, le problème fondamental que constitue l'insuffisance des ressources nécessaires au financement de bourses de perfectionnement n'a pas encore été résolu; néanmoins, on ne peut que se féliciter de la manière dont le programme, dans son ensemble, a jusqu'à maintenant été exécuté. Le problème des bourses touche surtout les pays africains anglophones et des efforts soutenus sont déployés pour mobiliser les ressources nécessaires. Si l'on veut atteindre l'objectif du Programme, qui est de rendre l'Afrique autonome d'ici dix ans dans le domaine de la formation statistique, il faut accorder une attention prioritaire aux modalités de financement des bourses et d'autres éléments.

Comptabilité nationale, finance et prix

La comptabilité nationale et le développement des statistiques économiques connexes ont continué d'occuper une place prédominante parmi les activités statistiques du secrétariat, en raison de leur importante contribution à l'analyse de la structure des économies nationales et des changements actuels et en raison également du rôle de coordination que joue la comptabilité nationale dans le développement des statistiques. Le nombre de services consultatifs fournis a augmenté grâce au lancement d'un nouveau projet comprenant deux postes de conseiller régional et visant à répondre plus spécialement aux besoins des pays les moins avancés et des pays ayant récemment accédé à l'indépendance. Le second poste d'expert n'a pu être pourvu qu'après quelques délais, mais un fonctionnaire permanent a assuré l'exécution de certaines tâches. Au cours de la période considérée, sept missions consultatives se sont rendues dans divers pays de la région.

Un cours de formation bilingue sur la comptabilité nationale a été organisé à Rabat (Maroc) en mai 1980 pour des participants venus de 17 pays.

Les estimations de la comptabilité nationale que le secrétariat produit sous la forme d'imprimés mécanographiques pour tous les pays de la région ont continué de faire l'objet d'une demande importante au niveau international. Cette série comporte à l'évidence un certain nombre de lacunes techniques, mais elle présente l'avantage de fournir un bilan détaillé et à jour de la situation économique de l'Afrique, qui sert également de base à l'établissement de projections. Il faut espérer que l'utilisation des estimations établies par le secrétariat pour combler les lacunes de la série sera progressivement réduite à mesure que les pays pourront fournir de meilleures données nationales. Dans le souci de conduire une action plus concrète, l'ancienne Conférence des statisticiens africains avait porté les statistiques des prix au rang de priorité régionale. Un groupe de travail, composé d'experts nationaux dont la participation était financée par les gouvernements eux-mêmes, s'est réuni en juin 1979; le secrétariat a fourni un appui technique aux participants, dont les propositions devraient servir à l'élaboration d'un programme visant à assurer l'autonomie dans ce domaine. Ces propositions ont été ultérieurement modifiées conformément aux suggestions faites par la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains et comprennent actuellement un plus grand nombre d'activités prioritaires portant sur les différents aspects des statistiques des prix. C'est ainsi que l'on s'est efforcé de faciliter la participation des pays africains au Projet de comparaison internationale sur les parités de pouvoir d'achat, projet qui avait précédemment été quelque peu exclu des activités plus générales relatives à l'amélioration des statistiques des prix.

Statistiques du commerce extérieur

Les activités concernant l'établissement de statistiques du commerce extérieur africain se sont poursuivies, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU. Une attention toute particulière a été accordée au commerce intra-africain et une troisième édition de la nouvelle revue Statistiques africaines du commerce extérieur, série C, a été publiée. La plupart de données détaillées sur le commerce retraitées par le secrétariat et le Bureau de statistique de l'ONU en unités standards de quantité et de valeur depuis le début des années 60 sont actuellement disponibles sur bande magnétique au secrétariat. Les problèmes de couverture, d'évaluation et de classification qui grèvent encore les statistiques du commerce africain auraient fait l'objet d'un examen plus attentif si l'on avait disposé de fonds pour entreprendre des missions. Le secrétariat s'est également efforcé de convaincre les pays qu'ils gagneraient énormément à traiter plus rapidement les données sur le commerce. La Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains, a demandé qu'une étude détaillée soit faite sur les procédés utilisés pour l'enregistrement et la publication des données sur le commerce africain, en vue de combler les lacunes actuelles. Les préparatifs de cette étude sont en cours.

Statistiques industrielles

Dans le domaine des statistiques industrielles, les activités du secrétariat ont davantage été orientées dans une perspective nationale, l'objectif

étant de dégager les problèmes et d'aider à l'établissement de données plus actuelles. L'ONUDI et le Bureau de statistique de l'ONU élaborent actuellement un programme régional visant à accélérer ces activités. Il faut également signaler que le Bureau de statistique de l'ONU a proposé d'organiser une série de stages de formation en préparation du Programme mondial de statistiques industrielles, 1983. En Afrique, ces stages devraient pouvoir être incorporés au programme régional relatif aux statistiques industrielles.

Autres statistiques économiques

On peut citer parmi les autres activités en matière de statistiques économiques réalisées au cours de la période considérée des études détaillées sur la production et le commerce de produits agricoles, les transports et les communications, et le tourisme. A la suite d'un séminaire organisé à la fin de 1978, la situation en ce qui concerne les statistiques de la distribution a continué de faire l'objet d'une étude suivie. Il est probable que dans l'immédiat, les pays de la région ne s'intéresseront qu'à certains aspects de cette question, priorité étant donnée aux ressources alimentaires. Le programme régulier de publications statistiques régionales a été maintenu, en dépit des problèmes habituels de dactylographie et d'impression. Dans le souci d'accélérer la publication de l'Annuaire statistique africain, le secrétariat a adopté une méthode informatisée de compilation des données, sur laquelle il faudra cependant encore travailler avant qu'elle ne soit tout à fait au point. L'étape suivante consistera à établir l'Annuaire directement à partir des fichiers informatisés que le secrétariat s'emploie actuellement à constituer.

Statistiques démographiques et sociales

Les activités dans le domaine des statistiques démographiques et sociales ont été menées en étroite conjonction avec les opérations d'assistance technique portant sur les recensements et les enquêtes démographiques ci-dessous mentionnés et, faute de ressources en personnel, elles ont également servi d'activités d'appui au programme de formation statistique. Le rapport présenté ici est par conséquent très bref. Il n'a pas été possible d'achever l'étude méthodologique complémentaire sur les statistiques relatives aux migrations prévue en 1980, mais plusieurs pays de la région ont prévu de réaliser des études sur les migrations. Un groupe de travail régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et la collecte des statistiques de l'état civil s'est réuni à Nairobi (Kenya) en juillet 1980 et a élaboré des principes directeurs en vue d'un effort concerté dans ce domaine. Les débats des participants se sont appuyés sur un nombre important de travaux de recherche méthodologique entrepris par le secrétariat en collaboration avec, notamment, l'OCAM et l'UDEAC. Un document préliminaire sur les indicateurs sociaux intéressant les pays africains a été présenté à la première session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains. En outre, les activités se sont poursuivies en vue de la création d'une base de données statistiques africaines dans les domaines démographique et social.

Service consultatif régional en matière de statistiques démographiques

Le programme africain de recensement, qui a permis d'aider la moitié environ des pays de la région à faire le recensement de leur population et qui s'est achevé officiellement à la fin de 1977, a été à l'origine d'un certain nombre de modifications importantes. Les activités régionales d'appui au programme ont été maintenues par le FNUAP sous la forme d'un Service consultatif régional en matière de statistiques démographiques chargé d'aider les pays à réaliser les recensements prévus en 1980; ce service a par ailleurs été élargi dans l'objectif de contribuer à l'amélioration des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil, pour lesquels les pays africains manifestent un intérêt croissant. En conséquence, les activités du secrétariat et des pays de la région se sont de plus en plus orientées vers la recherche de solutions aux problèmes techniques que pose la création d'un système coordonné de statistiques démographiques et sociales en rapport avec la situation économique de chaque pays.

Au cours de la période considérée, l'équipe du Service consultatif régional a effectué 58 missions dans les pays de la région.

Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages

La nécessité d'obtenir régulièrement des données plus intégrées au niveau des ménages avait été prévue dès 1973, année où la Conférence des statisticiens africains a lancé le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages. A la suite d'un grand nombre d'activités administratives et de travaux de recherche préliminaires réalisés par le secrétariat en collaboration avec les pays de la région, le Bureau de statistique de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies, le PNUD a accepté en 1978 de financer certaines activités régionales d'appui au programme. A l'initiative de la Commission de statistique de l'ONU et en application de la résolution 2055 (LXII) du Conseil économique et social, le programme a été étendu à toutes les régions en développement sous le titre de Programme national concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages. Les activités régionales africaines d'appui au programme comprennent les services fournis par deux experts rémunérés par le PNUD, plus ceux d'un fonctionnaire permanent responsable de l'ensemble des activités de recensement et d'enquête. L'un des experts a pris ses fonctions en juillet 1979, tandis qu'un consultant a été recruté en attendant l'arrivée du second expert, en mars 1980. En outre, l'OIT, en réponse à l'intérêt croissant que suscite la mise en place de dispositifs d'enquête, a fourni un spécialiste au secrétariat. La FAO a, de son côté, affecté un fonctionnaire à temps partiel au secrétariat.

Au cours de la période considérée, les activités entreprises ont porté sur la fourniture d'une aide spécifique à un certain nombre de pays pour la réalisation d'enquêtes et l'établissement de relations de collaboration avec le Groupe central de coordination du Programme au Bureau de statistique de l'ONU pour la formulation de propositions de projet qui permettraient d'obtenir la participation au Programme, dans une perspective à long terme, d'un premier groupe de pays. Au total, 24 missions par pays ont été effectuées.

Une première réunion de donateurs éventuels et de certains des pays désirant participer au Programme s'est tenue à New York en juin 1979. Un groupe de travail régional a examiné en octobre 1979 les progrès réalisés dans la mise en place de dispositifs d'enquête dans les pays africains, ainsi que les besoins dans ce domaine. Les discussions ont porté sur la méthodologie, la coopération régionale et les aspects pratiques de la mise en oeuvre des programmes d'enquête. Il a été reconnu qu'il fallait attacher une importance particulière aux dispositifs d'enquête si l'on voulait combler les lacunes des statistiques africaines en matière d'information sur le secteur des ménages. Les ménages occupent une position de premier plan dans toute situation économique et sociale, car ils représentent le total de la main-d'oeuvre et la plupart des compétences techniques disponibles dans un pays et sont les bénéficiaires des efforts de développement et des solutions trouvées aux problèmes économiques et autres. Il importe par conséquent de pouvoir obtenir régulièrement des informations démographiques, sociales et économiques sur les ménages, qui puissent être intégrées à une évaluation globale de la situation nationale. L'élaboration d'une méthodologie en vue de l'intégration des données d'enquête a constitué l'une des principales activités techniques entreprises pendant la période considérée. Un important travail a été effectué sur les problèmes de sondage et les moyens d'organiser des programmes permanents d'enquête. Faute de disposer des services d'un expert dans ce domaine, il n'a été possible d'accorder qu'une attention limitée au problème des retards dans le traitement des données, problème qui grève lourdement la plupart des opérations d'enquête en Afrique.

Couverture et intégration des programmes

Le programme statistique du secrétariat couvre la majorité des principaux secteurs intéressant l'administration et la planification, mais sur une base sélective et ce, pour deux raisons : en premier lieu, les ressources disponibles sont limitées tant au niveau national qu'au niveau régional; en second lieu, l'expérience a montré que des efforts concertés dans des domaines spécifiques tels que les recensements de la population, les enquêtes sur les ménages, les prix et l'industrie, produisaient de meilleurs résultats que l'exécution de programmes plus généraux. Néanmoins, les projets examinés dans le présent rapport sont étroitement liés entre eux. La comptabilité nationale et les prix touchent à tous les aspects de l'économie, tandis que les statistiques du commerce extérieur et de l'industrie donnent des informations sur des facteurs particulièrement importants. Les programmes de recensement et d'enquête permettront de combler des lacunes importantes en matière de données démographiques, sociales et économiques et contribueront à l'élaboration de politiques spécifiques, concernant par exemple la population et les niveaux de vie en tant qu'éléments du processus de développement.

Il faudrait également souligner que, s'il est lié aux autres projets du secrétariat, le programme statistique du secrétariat s'inscrit également dans le contexte des activités globales des organismes des Nations Unies visant à garantir une information quantitative adéquate aux fins du développement. Le programme est donc étroitement lié aux activités du Bureau de statistique de l'ONU, des divisions de statistique des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations bilatérales.

TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

L'exercice biennal à l'étude couvre la période au cours de laquelle la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique a été lancée. Dans son dernier rapport biennal, le Secrétaire exécutif a retracé l'historique des conditions économiques qui ont été à la base de la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et de toutes les mesures prises en vue de sa proclamation. Il a également brièvement rendu compte des travaux préparatoires qui seraient menés ultérieurement en vue d'élaborer une stratégie globale et un plan d'action pour la Décennie. Vers la fin de 1979, le PNUD a approuvé un projet d'assistance préparatoire qui a permis au secrétariat de recruter 28 consultants; ceux-ci se sont rendus dans presque tous les pays africains pour déterminer les projets qui devaient être étudiés et exécutés. Leurs conclusions ont permis aux consultants de recommander des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux précis qui pouvaient être mis en oeuvre immédiatement si les ressources nécessaires étaient disponibles, ou qui devaient d'abord faire l'objet d'études. Toutefois, faute de temps, les consultants n'ont pas pu se rendre dans tous les pays et dans certains cas n'ont pu identifier tous les projets.

En avril 1979, les consultants ont présenté leurs rapports à un comité interinstitutions de coordination composé de représentants des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations intergouvernementales ayant à connaître des transports et des communications. Après avoir examiné les rapports, le comité interinstitutions de coordination a établi une liste de projets et élaboré une stratégie globale qu'il a soumises à l'examen et à l'approbation de la Conférence des ministres des transports et des communications. Deux comités de hauts fonctionnaires africains, l'un sur les transports, l'autre sur les communications, se sont réunis du 2 au 8 mai 1978 à Addis-Abeba (Ethiopie) pour étudier les recommandations du comité interinstitutions de coordination concernant la liste des projets et la stratégie globale; leurs travaux ont servi de documents de base à la Conférence des ministres qui s'est également tenue à Addis-Abeba du 9 au 12 mai 1979. Les ministres ont apporté des modifications à la liste des projets et à la stratégie globale puis en ont approuvé les versions définitives. Ils ont surtout arrêté l'ordre de priorité à respecter dans l'exécution du programme de la Décennie pour les transports et les communications. Les projets régionaux, c'est-à-dire ceux qui portent sur l'ensemble du continent, ont été jugés hautement prioritaires; viennent ensuite les projets sous-régionaux, qui intéressent un groupe de pays, et en troisième position des projets qui, bien que présentant un intérêt national, peuvent bénéficier à d'autres pays voisins et enfin les projets d'intérêt strictement national. Les ministres ont en outre demandé qu'une attention particulière soit accordée aux projets des pays les moins avancés, des pays sans littoral, des pays ayant récemment accédé à l'indépendance et des pays insulaires ainsi que des Etats de première ligne. Etant donné que les consultants n'ont pas eu suffisamment de temps

pour identifier tous les projets, comme on l'a vu, quelques pays ont soumis de nouveaux projets à la Conférence et les ministres ont décidé que le secrétariat organiserait d'autres missions en juin et juillet 1979, en vue d'achever l'identification des projets, ce qui a été fait.

Les résultats des activités du secrétariat au cours de cette phase préparatoire du programme de la Décennie figurent dans deux tomes de la Stratégie globale et du Plan d'action. Dans le premier tome sont exposés en détail les objectifs du programme de la Décennie, tandis que dans le deuxième sont répertoriées les données concernant tous les projets inscrits au programme. En bref, la Stratégie globale adoptée par les ministres des transports et des communications vise à :

- a) promouvoir l'intégration des infrastructures des transports, des communications en vue d'accroître les échanges intra-africains;
- b) assurer la coordination des différents systèmes de transports en vue d'en accroître l'efficacité;
- c) assurer un débouché maritime aux pays sans littoral et faciliter aux pays insulaires l'accès au continent;
- d) harmoniser les réglementations nationales et réduire au minimum les barrières matérielles et non matérielles afin de favoriser la libre circulation des personnes et des biens;
- e) encourager l'utilisation des ressources humaines et matérielles locales, normaliser les réseaux et les équipements et entreprendre des recherches sur les techniques adaptées aux réalités africaines pour la mise en place des infrastructures des transports et des communications et les vulgariser;
- f) promouvoir l'industrie africaine dans le domaine des transports et des communications;
- g) réunir les ressources financières et les moyens techniques nécessaires pour promouvoir le développement et la modernisation des infrastructures des transports et des communications en Afrique.

L'analyse des coûts des projets approuvés pour la première phase de la décennie (1980-1983) montre que le montant total des investissements s'élève à 8,9 milliards de dollars des Etats-Unis. Une classification des projets par sous-secteur, en tenant compte des projets prêts à être mis en oeuvre et de ceux qui nécessitent des études techniques et économiques, montre la prépondérance des projets relatifs aux transports ferroviaires, qui représentent en effet 36,5 p. 100 du programme global. Viennent au deuxième rang les projets relatifs à l'aménagement des ports (25 p. 100), suivis des projets relatifs aux transports routiers (20 p. 100). Les projets relatifs aux transports aériens, représentant 7 p. 100, viennent en quatrième position suivis par les communications (6 p. 100), les transports maritimes (4 p. 100), la navigation intérieure (1 p. 100) et le transport multimodal (0,5 p. 100). Cette répartition entre les différents sous-secteurs ne correspond pas à une gradation par ordre d'importance. Elle révèle simplement

que dans certains sous-secteurs, chemins de fer et ports en particulier, qui représentent la majeure partie du programme global, les projets identifiés ont déjà fait l'objet d'études, alors que dans d'autres, principalement les routes, les projets doivent être étudiés de façon plus poussée avant d'être exécutés. De fait, les études des projets relatifs aux transports routiers représentent 58 p. 100 du coût total des études prévues pendant la première phase. Sur les 771 projets figurant dans le plan d'action, 221 feront l'objet d'études, à la suite desquelles ils seront mis en oeuvre.

Les statistiques mentionnées montrent combien les études sont importantes pour le programme de la Décennie, car si elles ne sont pas achevées au cours de la première phase il ne sera pas possible de terminer la mise en oeuvre des projets au cours de la deuxième phase. Il convient donc de faire des efforts concertés en vue d'obtenir des fonds pour effectuer ces études. Malheureusement la plupart des sources d'aide bilatérale préfèrent financer la phase d'exécution de projets, et seules les institutions de financement multilatérales comme le PNUD et la CEE, se sont montrées quelque peu disposées à fournir des fonds pour les études; mais leurs ressources sont généralement limitées. Au cours des contacts qu'ils ont eus avec les organismes et les pays donateurs, les représentants du secrétariat ont insisté sur l'importance des études, mais jusqu'ici les résultats n'ont guère été encourageants. Le secrétariat avait espéré que la conférence pour les annonces de contributions aurait permis d'obtenir des ressources importantes qui auraient pu être consacrées aux 221 études.

Après avoir été approuvé par les ministres africains des transports et des communications, le programme pour la première phase de la Décennie a été soumis à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tenue à Monrovia en juillet 1979 et a été présenté le même mois à la seconde session du Conseil économique et social; ce dernier, tout comme la Conférence, a approuvé le programme. Immédiatement après, le secrétariat a entrepris des activités visant à amener les institutions financières et les pays donateurs à s'intéresser au programme. Le 31 juillet 1979, le Secrétaire exécutif a pris la parole au cours d'une réunion d'ambassadeurs des pays développés accrédités en Ethiopie et a exposé dans les grandes lignes les objectifs du programme de la Décennie et des stratégies adoptées pour les atteindre. Il a prié les ambassadeurs d'instruire leurs gouvernements de ces stratégies et a souligné à quel point l'assistance financière et technique que les pays africains espéraient des pays développés était importante. En septembre 1979, le Secrétaire exécutif s'est rendu en mission à Bruxelles où il s'est entretenu avec des responsables du Fonds européen de développement (FED) de l'assistance que cet organisme pourrait fournir dans le cadre de la deuxième Convention de Lomé. Il a proposé que le secrétariat soit associé aux missions de programmation que le FED envierait dans les pays africains. Le FED n'a pas jugé la participation du secrétariat possible, mais ne s'est pas opposé à ce qu'il fasse partie des groupes de négociation des pays africains qui le souhaiteraient. En conséquence, de retour à Addis-Abeba, le Secrétaire exécutif a fait part aux gouvernements africains du désir du secrétariat de les aider à conduire leurs négociations avec le FED. Seuls deux pays ont sollicité une assistance.

A la suite de la mission de Bruxelles des fonctionnaires du secrétariat ont entrepris quatre missions auprès de plusieurs pays développés et d'institutions financières pour leur donner des informations de première main sur les objectifs du programme de la Décennie et les prier d'annoncer leurs contributions lors de la conférence qui aurait lieu à cette fin en novembre 1979. Presque tous les pays étaient défavorables à la création d'un fonds spécial pour le programme de la Décennie; ils continueraient à prêter assistance aux pays africains dans le cadre des accords d'aide bilatérale en vigueur. En outre, les institutions financières ont fait savoir qu'elles ne pouvaient annoncer des contributions car elles apportaient leur assistance sous forme de prêts négociés bilatéralement avec les pays qui les pressaient. Lors de la conférence pour les annonces de contributions, que le Secrétaire général de l'ONU a convoquée à New York le 20 novembre 1979, la même attitude a été observée. Les contributions annoncées n'ont atteint qu'un montant de 128 088 dollars des Etats-Unis. Exception faite des Philippines, tous les pays qui ont annoncé des contributions étaient africains. Ce résultat est très décevant. Un certain nombre de pays donateurs ont toutefois fait connaître le montant approximatif des ressources qu'ils pourraient probablement fournir pour le développement des transports et des communications au cours de la première phase de la Décennie. Si le montant total d'environ 6 milliards de dollars des Etats-Unis peut sembler important, il faut noter que cette somme ne sera pas allouée exclusivement aux projets figurant dans le programme d'action. En fait, l'assistance étant bilatérale, elle ne permettra de financer que les projets nationaux et les projets régionaux continueront à être exécutés avec quelque retard.

A la suite de la Conférence pour les annonces de contributions, le secrétariat a proposé aux pays donateurs la création d'un mécanisme de coordination en vue de planifier l'allocation de leurs ressources aux différents projets. Ici encore, les résultats ont été décevants, seuls quatre pays et la CEE s'étant montrés favorables à cette proposition. Par ailleurs, le Groupe de coordination pour la Décennie a établi un système de collecte, auprès des donateurs, d'informations sur les projets qu'ils financent ou envisagent de financer dans un proche avenir. Les réponses ont été plus encourageantes et les renseignements recueillis au 31 juillet 1980 ont montré qu'avant la fin de 1980 les projets coûtant environ 2 milliards de dollars des Etats-Unis auraient été financés.

A partir du mois de mars 1980, le secrétariat a pu étudier le financement de projets spéciaux par certains donateurs. En mars 1980, le Secrétaire exécutif s'est rendu à Vienne à la tête d'une délégation qui devait s'entretenir avec le Gouvernement autrichien de la contribution de celui-ci au programme de la Décennie. Les autorités autrichiennes se sont déclarées disposées à financer les projets relatifs aux transports ferroviaires au Burundi, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda. A cette fin, le Gouvernement autrichien essaierait d'amener d'autres pays à co-financer les projets. Le secrétariat a donc élaboré, en collaboration avec l'Organisation du bassin de la Kagéra qui regroupe ces quatre pays, un programme qu'il a soumis au Gouvernement autrichien. Pendant son séjour à Vienne, le Secrétaire exécutif a pu contacter les gouvernements de plusieurs

pays, (l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède) et leur exposer les objectifs de la Décennie. Ces entretiens ont été très fructueux et chaque gouvernement s'est montré résolu à faire tout son possible pour aider les pays africains dans leurs efforts. Le Secrétaire exécutif a aussi profité de son séjour à Vienne pour s'entretenir avec le Secrétaire général du Fonds spécial de l'OPEP, tout particulièrement de la possibilité de financer les études. Il semblerait que le Fonds spécial de l'OPEP ait déjà pris des dispositions avec le PNUD pour le financement des études et il a été conseillé au secrétariat de se renseigner auprès du PNUD à ce sujet.

En avril 1980, le secrétariat a été invité à un séminaire sur la coopération régionale, organisé conjointement par la CEE et le secrétariat des pays ACP pour les pays de l'Afrique de l'Est et les îles de l'océan Indien. Le secrétariat a aidé les pays à proposer des projets d'intérêt régional que la CEE pourra, on l'espère, financer. La CEE et le secrétariat ont tenu une réunion préliminaire en décembre 1980 en vue d'étudier les avant-projets qui seraient présentés à la CEE pour financement.

La troisième réunion du Comité interinstitutions de coordination de la Décennie s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) le 15 et le 16 octobre 1980. Les participants ont notamment examiné un rapport sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme de la Décennie, le rôle d'organisme directeur du secrétariat dans la mise en oeuvre du programme de la Décennie, la mobilisation des fonds nécessaires et les dispositions à prendre en vue d'organiser des réunions consultatives techniques complémentaires entre les gouvernements et les donateurs éventuels. Il a été décidé que les fiches de données sur les projets de la Décennie établies par le secrétariat devaient être mises à jour pour être présentées à la deuxième Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification qui se tiendrait en mars 1981. Les participants ont estimé que le plan d'action pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie devait être révisé pour tenir compte des changements intervenus dans l'ordre de priorité national. Ils ont également décidé qu'il fallait organiser des réunions consultatives techniques au niveau régional sur des domaines particuliers des transports et des communications.

La troisième réunion du Comité interinstitutions de coordination de la Décennie a été précédée d'une réunion interinstitutions de deux jours consacrée aux télécommunications par satellite, à laquelle ont assisté des représentants du PNUD, de l'OUA, de l'UIT, de l'UNESCO, de SATEL CONSEIL et du Ministère de la coopération internationale de la République fédérale d'Allemagne. Les participants ont examiné les études envisagées sur le système de télécommunications par satellite pour l'Afrique et ont fait des recommandations concernant la coordination des activités indispensables pour éviter les doubles emplois.

S'agissant de l'administration, le coordonnateur et son adjoint chargé des transports ont pris leurs fonctions au secrétariat en avril 1979. Le coordonnateur adjoint chargé des communications est entré en fonction au Groupe de coordination en juillet 1980. Depuis le début des travaux qui ont

abouti à la conférence pour les annonces de contributions, les consultants recrutés pour rassembler des données pour le plan d'action ainsi que les fonctionnaires du Groupe de coordination ont été rémunérés sur des fonds fournis par le PNUD, qui continue d'apporter un appui généreux au secrétariat. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a également accepté de fournir les services d'experts pour renforcer les effectifs du Groupe de coordination. En outre, au cours d'entretiens préliminaires le secrétariat a sollicité du Gouvernement français la fourniture des services de trois experts et on espère que ces entretiens donneront des résultats positifs.

Transports

Dans le domaine des transports les activités ont porté sur des problèmes généraux : transports maritimes, ports, transports aériens, transports ferroviaires, navigation intérieure, routes et transports routiers. Au cours de la période à l'étude, les activités du secrétariat ont été essentiellement consacrées à la Décennie; d'autres activités étaient étroitement liées à la mise en oeuvre du programme de la première phase de la Décennie. Toutes ces activités visaient à obtenir une assistance technique pour plusieurs pays africains, à étudier les différents problèmes de transports, à mener à bien les projets d'études en sa qualité d'agent d'exécution, à maintenir des contacts et une coopération avec diverses organisations africaines régionales et sous-régionales, avec les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres institutions ainsi qu'avec des organisations financières.

a) Questions générales

Une assistance technique a été fournie à la Monrovia City Corporation dans le domaine des transports urbains. Elle comportait une mission sur le terrain et une étude visant à : déterminer les moyens d'améliorer la circulation urbaine; définir les besoins de formation en matière de planification et de gestion des transports urbains; créer un réseau de transports publics par autobus; évaluer les besoins en vue de mettre en place des installations modernes de mise à l'essai de véhicules; aider à réglementer la circulation des piétons et à faciliter le stationnement.

Dans le cadre du programme d'édification de la nation namibienne du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le secrétariat exécute actuellement, en tant qu'agent d'exécution, un projet en prévision de l'accession de ce pays à l'indépendance, intitulé "Etude des transports en Namibie". Le secrétariat a déjà sélectionné une équipe de consultants avec lesquels les représentants de la SWAPO ont eu une entrevue. Une mission sur le terrain a donc commencé ses travaux en août 1980, et présentera son rapport définitif en février 1981.

Le secrétariat, en sa qualité d'agent d'exécution, et l'Institut de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe d'Arusha (République-Unie de Tanzanie) en tant qu'agent associé ont organisé et dispensé un cours de formation dans le domaine de la gestion des infrastructures destiné à des

ressortissants de pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Ce cours a permis à 20 participants de se perfectionner dans le domaine de la gestion des infrastructures, du choix des moyens de transport, de la gestion des flottes et des entrepôts. Ce cours a été financé par le PNUD.

Un plan directeur relatif à l'utilisation des 10 millions de dollars des Etats-Unis affectés par le PNUD au développement des transports et des communications dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe comportant une ébauche des descriptifs de projet a été élaboré par le secrétariat et soumis à la troisième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka tenue à Gaberones (Botswana) en janvier 1980. Le plan directeur a été approuvé par le Conseil mais le PNUD ne fournira pas de fonds pour son exécution avant 1982.

Au cours de la période à l'étude, une attention particulière a été accordée aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral grâce à l'élaboration d'un programme spécial visant à encourager le développement de leurs moyens de transport, à faciliter le transit vers les pays sans littoral et à convoquer une conférence de représentants de haut niveau des pays les moins avancés. Les activités du secrétariat relatives à l'étude sur la coordination des transports et des communications réalisée par la CEDEAO en 1978 se sont poursuivies au début du premier semestre de 1979. Un rapport sur cette étude a été présenté et examiné avec le secrétariat de la CEDEAO. Dans le cadre de la politique actuelle d'intégration des activités des MULPOC au programme de travail global du secrétariat, les organes de direction des MULPOC ont reçu, lors des réunions tenues en 1979 et 1980, une assistance pour l'élaboration d'un programme de travail dans le secteur des transports.

b) Ports

Une assistance technique a été fournie à la République du Cap-Vert. Une mission du secrétariat a visité les ports de Mindelo et de Praia et a dispensé un programme de formation à l'intention du personnel des ports dans le domaine de l'organisation, de l'exploitation et de la planification des ports maritimes. Une mission d'assistance technique s'est également rendue en République-Unie de Tanzanie et au Kenya en vue d'aider les autorités portuaires à résoudre les problèmes courants de gestion et d'exploitation. Une autre mission s'est rendue dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe avec pour mandat d'évaluer les besoins de formation dans le domaine de la gestion et de l'exploitation des ports et d'étudier la possibilité de transformer le Bandari College de Mombasa en un centre sous-régional de formation du personnel des ports. Le secrétariat a commencé à mener des études sur les activités portuaires. En vue du séminaire sur "la planification portuaire", le secrétariat a organisé une conférence portant sur les problèmes inhérents à la planification portuaire en Afrique dont l'objectif était d'augmenter la productivité des ports et d'améliorer la contribution du secteur portuaire au développement économique du continent. Des représentants du secrétariat ont participé à

la septième réunion de l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est qui s'est tenue aux Seychelles. Ils ont exposé les grandes lignes du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et les mesures adoptées pour le mettre en oeuvre, en mettant tout particulièrement l'accent sur les ports maritimes. Enfin, le secrétariat a été invité à un séminaire sur l'harmonisation des statistiques portuaires et des indicateurs de productivité pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu à Douala (République-Unie du Cameroun) en 1979. Le secrétariat a fourni de façon continue une assistance technique aux associations africaines de gestion des ports dans la mise en oeuvre de leur programme de travail.

c) Navigation intérieure

Comme le secrétariat ne dispose pas d'un expert en navigation intérieure ses activités dans ce secteur n'ont pas été importantes. Un expert sera recruté au cours du dernier trimestre de 1980, ce qui permettra au secrétariat d'étendre ses activités dans le domaine de la navigation intérieure.

En sa qualité d'agent d'exécution, le secrétariat exécute actuellement deux projets financés par le PNUD :

a) La formation de personnel africain dans le domaine des communications par voies d'eau intérieures. En 1980, le secrétariat a mené à bien des activités préparatoires tendant à évaluer les besoins de formation dans le secteur des communications par voies d'eau intérieures, à obtenir l'appui des gouvernements intéressés et à sélectionner les candidats qui bénéficieraient d'une formation en URSS en 1981;

b) La définition du type d'embarcations se prêtant à la navigation sur les fleuves Zambèze, Kafue, Kabompo et Luangwa. En 1980, le secrétariat a mené des activités préparatoires comportant l'élaboration d'un descriptif de projet et du mandat de consultants, la sélection de consultants et l'élaboration d'une étude préliminaire poste par poste. Ce projet fait partie du plan d'action de la première phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

d) Transports maritimes

Un projet intitulé "Etude justifiant la création de centres de formation destinés à la formation théorique et pratique dans le domaine des transports maritimes", financé par le Gouvernement néerlandais, a été exécuté par le secrétariat. Cette étude comportait l'évaluation des besoins de formation dans le domaine des transports maritimes et des recommandations relatives à la création des centres de formation nécessaires. Le projet de rapport de la mission sur le terrain est achevé.

Le secrétariat a étudié la possibilité de créer une compagnie internationale de cabotage desservant les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et a établi un document qui figurera dans le plan directeur relatif à l'utilisation des 10 millions de dollars des Etats-Unis que

le PNUD a affectés au développement des transports et des communications dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Comme ces ressources ne seront disponibles qu'après 1982, les pays intéressés présenteront ce projet à la CEE pour financement. Le secrétariat a défini en détail les domaines couverts par ce projet qui, une fois approuvé par les pays, sera soumis à des bailleurs de fonds potentiels.

S'agissant des transports maritimes quatre autres projets ont été proposés pour inclusion dans le plan directeur et les descriptifs en ont déjà été établis : une étude de faisabilité sur l'harmonisation de la législation maritime dans les sous-régions, une étude de faisabilité sur l'établissement d'une banque de données relatives à la productivité maritime, une étude sur la création d'une école maritime multinationale et une étude sur la création d'une compagnie multinationale de cabotage desservant les pays de l'Afrique centrale et de la côte sud-ouest de l'Afrique.

Le secrétariat a entrepris les préparatifs à l'organisation d'un séminaire sur les transports maritimes en URSS en 1981 destiné à des participants de pays africains. Le descriptif de projet préliminaire a été établi et les sujets qui seraient traités ont été arrêtés. Le projet devrait être financé à l'aide du fonds en roubles du PNUD.

Des fonctionnaires du secrétariat ont participé aux réunions et séminaires relatifs aux transports maritimes ci-après, pour lesquels ils ont établi des documents techniques : une session extraordinaire de la Conférence ministérielle de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale consacrée aux transports maritimes (1979); un séminaire sur la commercialisation et la promotion des exportations de l'Ethiopie (1980); un séminaire sur le commerce et les transports maritimes en Afrique (1980); un cours de formation portant sur la gestion des compagnies maritimes organisé en 1979 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en association avec le secrétariat de la CEA.

e) Transports ferroviaires

Un ensemble de projets plurisectoriels intéressant quatre pays (République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Burundi et Rwanda), dont l'élément principal est la construction d'une ligne de chemin de fer qui serait éventuellement financée par le Gouvernement autrichien et d'autres pays ayant les mêmes dispositions, a été élaboré dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Un projet relatif à une étude de pré-faisabilité en vue de la création d'une liaison ferroviaire entre le Togo, le Niger, la Haute-Volta et le Mali destinée à faciliter le trafic ferroviaire entre ces pays, a été élaboré et soumis pour financement au Gouvernement néerlandais qui l'a approuvé. Le secrétariat mène actuellement les activités préparatoires à l'exécution de ce projet. Le Gouvernement néerlandais a en outre fourni des fonds qui ont permis au secrétariat d'aider les pays africains à organiser des cours de formation à l'exploitation et à la gestion des chemins de fer.

Le secrétariat a maintenu des contacts avec l'Union africaine des chemins de fer, mais n'a pu entreprendre d'activités concrètes dans le domaine des transports ferroviaires faute d'un expert en la matière.

f) Transports aériens

Le secrétariat a fourni une assistance technique aux Comores, lors des négociations relatives à un accord en matière de transports aériens entre ce pays, le Kenya et le Rwanda. Des fonctionnaires du secrétariat ont participé à la sixième Assemblée générale de la CAFAC tenue à Bamako en 1979 et à l'Assemblée générale de l'AAFRA tenue à Lagos en avril 1980. Un membre du secrétariat a assisté, de concert avec des représentants de l'OUA, de la CAFAC et de l'AAFRA, à deux réunions dont l'objet était de rédiger un projet de convention pour l'organisation d'une conférence africaine sur les tarifs aériens. Il est prévu de convoquer en novembre 1980 une réunion de plénipotentiaires qui étudieraient et approuveraient le projet de convention.

g) Bureau de coordination du réseau routier transafricain

La première réunion du Conseil d'administration de l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos s'est tenue à Bangui (République centrafricaine) du 21 au 26 juillet 1980, couronnant ainsi les efforts déployés par le secrétariat depuis plus de dix ans pour établir une liaison routière qui traverse tous les Etats de Lagos à Mombasa. Désormais, toutes les tâches d'administration et de coordination seront assumées par l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos, mais dans le cadre général de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, le secrétariat continuera d'apporter son assistance à l'expansion de cet axe routier.

Le réseau routier trans-Afrique de l'Ouest, qui se compose des routes reliant Dakar à N'Djamena et Lagos à Nouakchott est mis en place sous la direction de la CEDEAO. On prévoit de tenir prochainement une réunion de coordination relative à ces deux routes, visant à officialiser la prise en charge par la CEDEAO de l'administration et de la coordination de toutes activités relatives à ces deux routes, sous la nouvelle appellation de "Réseau routier trans-Afrique de l'Ouest".

La troisième réunion du Comité de coordination de la route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaberones s'est tenue du 16 au 20 décembre 1980 à Addis-Abeba (Ethiopie). On essaie actuellement d'instituer une autorité de la route trans-Afrique de l'Est, identique à l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos, qui assumerait toutes les responsabilités d'administration et de coordination.

Le Comité de coordination de la Trans-saharienne a continué de coordonner les travaux concernant la Trans-saharienne Alger-Lagos.

Afin d'éviter que les travaux portant sur les différents réseaux ne donnent lieu à la mise en place de réseaux routiers sous-régionaux fragmentés, le secrétariat essaie de ranimer l'Association moribonde du réseau

routier africain et a lancé quatre projets supplémentaires de construction de routes transafricaines : la route Nouakchott-Le Caire, la route N'Djamena-Massawa (Djibouti), la route Tripoli-Windhoeck et la route Beira-Lobito qui, avec les cinq grandes routes transafricaines mentionnées et leurs routes de raccordement, formeraient la base d'un plan directeur des routes africaines.

Pour contribuer à réduire le nombre croissant d'accidents de la route, le secrétariat a élaboré l'ébauche d'un code africain de la circulation routière et recherche à l'heure actuelle l'appui financier de la communauté internationale pour l'élaborer et le publier sous sa forme définitive.

Le premier cours de formation sur l'application de la télédétection à la construction de routes a été organisé en 1980 à Nairobi en coopération avec le service de télédétection du Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes de Nairobi et avec le laboratoire de recherche en matière de routes et de transports du Royaume-Uni.

Télécommunications

Depuis la publication du dernier rapport biennal du Secrétaire exécutif, le programme de travail relatif aux télécommunications a principalement porté sur le programme d'activités de la première phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Celui-ci comprend le réseau PANAFTEL, en cours d'exécution, un certain nombre de projets concernant la formation et le perfectionnement du personnel des télécommunications ainsi que divers projets de développement relatifs à la mise en place d'infrastructures dans les trois principaux sous-secteurs des télécommunications sur lesquels portent essentiellement les efforts déployés au cours de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : les communications publiques ou communications par téléphone/télégraphe, la radiodiffusion et les services postaux. Des projets régionaux, sous-régionaux et nationaux sont inscrits au programme d'activités. Au cours de la Décennie et en particulier pendant la première phase, l'objectif du projet PANAFTEL est d'achever la mise en place des 20 000 premiers kilomètres de trajet et d'aider à réunir les fonds nécessaires pour établir une autre tranche de 5 000 kilomètres environ de trajet déjà étudiés et d'effectuer, à la demande des Etats membres, une étude portant sur une autre tranche de 10 000 kilomètres.

En matière de télécommunications en général, c'est-à-dire de communications publiques et de radiodiffusion, l'objectif visé au cours de la Décennie est d'exécuter un certain nombre de projets relatifs à l'établissement des infrastructures permettant de desservir au plutôt les collectivités rurales des Etats membres en particulier, et d'obtenir des densités précises; dans le domaine des communications publiques par exemple, il faudrait parvenir à une densité de 1 téléphone pour 100 habitants et dans le domaine de la radiodiffusion à une densité de 20 récepteurs de radio pour 100 habitants. S'agissant des services postaux, l'objectif de la Décennie est de multiplier le nombre de bureaux de poste de façon qu'un

bureau de poste desserve 1 000 km² et non plus 2 270 km² comme à l'heure actuelle. Pour atteindre ces objectifs et accroître l'efficacité de l'exploitation des services de télécommunications, il faudra augmenter considérablement le volume des investissements dans chaque sous-secteur; dans certains cas, les taux d'investissement qui représentent actuellement 0,5 p. 100 du PIB devront passer à environ 1,0 p. 100 du PIB. Avec l'assistance et le concours d'institutions des Nations Unies, le secrétariat aide à mobiliser les ressources nécessaires au programme.

Au titre de ses autres programmes de travail, le secrétariat exécute actuellement un certain nombre de projets d'étude notables, dont on peut citer les suivants :

a) Etude de faisabilité sur un système multinational ou régional de télécommunications par satellite, en collaboration avec l'OUA, l'UNESCO, et l'UIT, comme l'ont demandé les ministres, par la résolution 310 (XIII). Cette étude bénéficie de l'assistance du PNUD;

b) Etude de faisabilité relative à un système de radiodiffusion sonore à faible coût desservant les collectivités rurales. Ce projet a bénéficié de l'assistance du Gouvernement néerlandais;

c) Etude sur le développement de moyens de communications efficaces, l'objectif étant de favoriser des changements d'ordre social, institutionnel et technique grâce à une utilisation appropriée et efficace des médias et de coopérer avec les institutions existantes pour promouvoir la création d'institutions nouvelles, chargées d'effectuer des recherches et d'assurer la formation du personnel à l'utilisation des médias au service du développement rural. Cette étude est financée par le Gouvernement néerlandais.

Tourisme

Au cours de la période à l'étude, des fonctionnaires du secrétariat ont participé au séminaire international sur la formation touristique organisé par l'OMT à Nairobi (Kenya) du 28 au 31 mai 1979. Ce séminaire était essentiellement consacré aux besoins des pays en développement en matière de services de formation touristique. Cinq questions ont été analysées de façon approfondie : besoins actuels et futurs des pays africains en matière de formation touristique; conception, planification et matériel nécessaires à la création d'un centre de formation touristique; possibilités d'obtenir une assistance financière; caractéristiques et gestion d'un centre de formation touristique; programmation et contenu des cours.

Le secrétariat a contribué à l'élaboration du contenu des cours de formation hôtelière et touristique organisés par l'OMT avec l'assistance du PNUD. Soixante-dix participants d'expression anglaise et française ont suivi ces cours de formation. Le descriptif de projet que l'OMT a soumis au PNUD pour financement a été révisé pour tenir compte des propositions faites par les membres du secrétariat concernant l'amélioration du contenu des cours de formation et leur prolongation.

Un questionnaire sur les statistiques du tourisme et les projets de construction d'hôtels a été envoyé aux Etats membres afin de recueillir des informations sur les tendances et le développement du tourisme, qui seraient publiées dans le numéro de 1979 du Bulletin du tourisme en Afrique. Malheureusement un grand nombre de pays n'y ont pas répondu, ce qui a considérablement retardé la publication du Bulletin. Un document succinct a été établi sur les mécanismes destinés à harmoniser le programme de travail relatif au tourisme du secrétariat avec celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies, afin d'éviter les chevauchements d'activités et de déterminer les domaines qui se prêtent à une coopération. Le secrétariat a également révisé son programme de travail de façon à mieux tenir compte des besoins des Etats membres et des ressources dont il peut disposer. Des fonctionnaires du secrétariat rédigent actuellement un bref document sur le rôle que le tourisme pourrait jouer dans le développement de l'Afrique; celui-ci figurera dans la revue de la Communauté Europe-pays ACP.

Toutefois, l'exécution du programme de travail relatif au tourisme a été, dans l'ensemble, considérablement compromise par le manque de personnel. C'est ainsi que peu de réalisations ont été faites, bien qu'un programme de travail détaillé et réaliste ait été élaboré pour promouvoir une politique et un développement touristiques rationnels en Afrique.

S'agissant de l'assistance sollicitée par les pays individuellement ou collectivement, seule la République-Unie de Tanzanie a obtenu une aide pour effectuer une étude de faisabilité sur le développement de l'industrie de la navigation de plaisance. Cette étude a été menée à bien du 8 septembre au 7 novembre 1979. Elle consistait surtout à évaluer la capacité actuelle de l'industrie de la navigation de plaisance en République-Unie de Tanzanie ainsi que ses besoins en la matière et à faire des recommandations sur les moyens de restructurer et de développer l'industrie nationale de la navigation de plaisance sur le lac Victoria, l'île Mafia et le lac Tanganyika. Le rapport a été adressé à la Tanzania Tourist Corporation (Société nationale du tourisme de Tanzanie). L'étude des possibilités touristiques qui s'offrent aux pays insulaires de l'océan Indien a été entreprise en juin 1979 et achevée vers la fin de juin 1980.

S'il a été possible, par le passé, d'exécuter le programme de travail du secrétariat relatif au tourisme en ne disposant que d'un expert en raison de la portée réduite des programmes, il est toutefois évident qu'à l'heure actuelle l'accroissement du nombre de demandes d'assistance adressées au secrétariat par plusieurs Etats africains qui attachent une très grande importance au tourisme ainsi que leur complexité, rendent le recrutement d'un autre fonctionnaire de haut niveau indispensable.

CHAPITRE IV

ACTIVITES REALISEES PAR LE SECRETARIAT EN TANT QU'AGENT D'EXECUTION

Au cours de l'exercice biennal 1979-1980, le secrétariat a presque doublé le volume de son programme régional d'activités de coopération technique par rapport à l'exercice biennal 1977-1978. Un tel accroissement a été rendu possible par l'importante augmentation des fonds extra-budgétaires fournis au secrétariat par les différents organismes des Nations Unies au titre de leurs programmes d'assistance technique respectifs et par divers donateurs multilatéraux et bilatéraux, y compris le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain (voir tableaux 1 à 5).

Programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU

En 1979 et 1980, les fonds alloués au secrétariat par l'Organisation des Nations Unies au titre de son programme ordinaire d'assistance technique ont augmenté de 15 p. 100, passant ainsi de 1 611 000 dollars des Etats-Unis à 1 850 100 dollars des Etats-Unis; ces fonds étaient destinés à financer la fourniture de services consultatifs aux niveaux régional et sous-régional en Afrique et ont permis au secrétariat d'aider les pays de la région dans les domaines suivants : énergie, administration publique, finances publiques, développement social, statistiques, transports et communications, coopération économique, et de renforcer également les services d'appui aux MULPOC.

L'assistance en matière de services consultatifs fournie aux pays a principalement porté sur les domaines suivants :

a) Mise en valeur de sources d'énergie traditionnelles et nouvelles en Afrique;

b) Formation de personnel dans le secteur des finances publiques, du budget et de la gestion, en vue d'améliorer les systèmes budgétaires et fiscaux, et formation de cadres supérieurs et de personnel de niveau intermédiaire dans le secteur des finances et de la fiscalité;

c) Formation de personnel pour les services sociaux (conseils techniques);

d) Renforcement des potentialités de coopération économique entre Etats membres grâce à l'exécution du projet relatif à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et à la création et au lancement du Centre régional africain de technologie, du Conseil africain de la télédétection, de la Communauté de l'Afrique de l'Ouest pour la santé, de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, etc.;

e) Exécution du projet de la CEDEAO dans le domaine des transports et des communications.

Programme des Nations Unies pour le développement

Au cours de la période considérée, l'appui financier fourni par le PNUD pour l'exécution des activités régionales du secrétariat a continué d'être octroyé dans le cadre du deuxième cycle de programmation du PNUD (1977-1981), par l'intermédiaire à la fois du programme dit "traditionnel" et du programme de 10 millions de dollars des Etats-Unis. La contribution du PNUD aux projets exécutés par le seul secrétariat ou par le secrétariat en association avec d'autres organismes des Nations Unies est passée de 5 680 000 dollars des Etats-Unis à 14 155 502 dollars des Etats-Unis, ce qui représente une augmentation d'environ 300 p. 100 par rapport à l'exercice biennal précédent.

Le volume accru de l'assistance technique fournie par le PNUD à l'Afrique par l'intermédiaire du secrétariat de la CEA a permis de faire progresser les activités régionales et sous-régionales entreprises par ce dernier, activités qui visent principalement à promouvoir une croissance économique endogène et autonome, ainsi que l'autonomie collective des pays de la région.

Conformément aux principes directeurs du PNUD, le secrétariat a continué de mettre l'accent sur la réalisation de l'intégration économique et une part relativement importante de l'assistance du PNUD a donc été consacrée à l'exécution des activités incombant aux MULPOC. Dans ce contexte, une assistance tout aussi importante a été consacrée à l'exécution de projets régionaux visant essentiellement à renforcer le potentiel des pays de la région dans certains secteurs clés du développement : commerce, finances, statistiques, comptabilité nationale et transports et communications. Au cours de la même période, des efforts soutenus ont été déployés en vue de promouvoir la mise en place d'un réseau d'institutions répondant aux besoins urgents de la région en matière de formation et de recherche. Au cours des deux dernières années, des résultats concrets ont été obtenus à cet égard et les centres/instituts de formation/recherche indiqués ci-après sont désormais opérationnels ou sur le point de le devenir : Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, Centre régional africain de technologie, Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles et Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques.

Les progrès réalisés en matière de coopération entre la CEA et le PNUD au cours de l'exercice biennal ont été régulièrement examinés au plus haut niveau des deux organisations et ont fait l'objet d'une attention particulière lors de la réunion régionale des représentants résidents du PNUD tenue à Mbabane (Swaziland) en février 1980 et lors de la réunion générale des représentants résidents du PNUD tenue à Tunis en juillet 1980. La réunion de Mbabane a notamment permis une plus grande prise de conscience au niveau régional du rôle unique du secrétariat dans le développement de l'Afrique, en particulier au niveau des bureaux régionaux du PNUD. Elle a également permis aux représentants des organismes des Nations Unies intéressés d'étudier les moyens de faciliter l'exécution des activités du

secrétariat au niveau des pays. Des mesures ont déjà été prises par le Secrétaire exécutif pour s'assurer la collaboration de tous les représentants résidents du PNUD en poste dans des pays africains pour ce qui est de l'exécution du Plan d'action de Lagos au niveau des pays.

Afin d'optimiser l'action du secrétariat en matière d'exécution de projets et d'éviter une sous-utilisation des crédits prévus, il a été procédé à une évaluation précise de la capacité actuelle du secrétariat. Bien que le taux d'exécution par le secrétariat de projets financés par le PNUD ait atteint un niveau assez satisfaisant par rapport à celui enregistré par les autres organismes des Nations Unies - 71 p. 100 en moyenne au cours des trois dernières années - un accord a été réalisé entre le PNUD et le secrétariat en juillet 1980 concernant l'ajustement du budget de l'ensemble des projets approuvés en cours, en fonction d'une évaluation plus réaliste de la capacité d'exécution du secrétariat, et visant également à libérer des ressources financières destinées à financer l'exécution de projets prioritaires supplémentaires. C'est ainsi que les projets suivants ont été révisés :

- RAF/78/036 - Perfectionnement de la main-d'oeuvre destinée aux industries de base
- RAF/78/017 - Programme de formation statistique pour l'Afrique
- RAF/75/014 - Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est
- RAF/77/008 - Centre régional africain de technologie
- RAF/79/042 - Développement du commerce intra-africain
- RAF/78/024 - Développement de la science et de la technique marines en Afrique
- RAF/79/001 - Planification et développement des réseaux hydrométéorologiques et des services connexes en Afrique
- RAF/80/005 - Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est
- RAF/80/001 - Conférence sur les problèmes des pays africains les moins avancés

Les ressources financières libérées à la suite de la révision dont il est question plus haut, qui s'élevaient à un total d'environ 1,2 million de dollars des Etats-Unis, ont permis au secrétariat d'entreprendre la réalisation de trois nouveaux projets prioritaires dans le cadre du cycle de programmation en cours, à savoir, un projet relatif à la conservation et à la mise en valeur des forêts, un projet relatif à la coordination des activités prévues dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et un projet concernant la fourniture de services d'appui technique aux pays les moins avancés.

D'une manière générale, la coopération entre le secrétariat et le PNUD n'a cessé de se renforcer au cours des deux dernières années, d'où un appui financier accru de la part du PNUD et un consensus plus large sur les questions de politique générale. Cette tendance positive s'est traduite de façon tangible par la réalisation d'activités communes visant à promouvoir l'instauration du nouvel ordre économique en Afrique.

Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

Le secrétariat s'étant vu confier la responsabilité de l'exécution de certains projets régionaux financés par le FNUAP, responsabilité qui incombait auparavant au Département de la coopération technique pour le développement de l'ONU, le volume des ressources financières consacrées par le FNUAP à l'exécution de projets par le secrétariat a augmenté de 300 p. 100 au cours de la période considérée, passant de 1 655 000 dollars des Etats-Unis à 4 271 422 dollars des Etats-Unis. Outre les fonds consacrés au renforcement de l'infrastructure du programme en matière de population du secrétariat, ce dernier est devenu officiellement agent d'exécution pour les projets suivants financés par le FNUAP : services consultatifs régionaux en matière de démographie; études de cas à petite échelle et à grande échelle; activités d'information; services consultatifs régionaux en matière de statistique démographique; et ateliers nationaux sur le thème "Population et développement". La coopération entre le secrétariat et le FNUAP a également été renforcée par la décentralisation au profit du secrétariat de certains projets jusqu'alors confiés aux services du Siège de l'ONU : Institut régional d'études démographiques (IRED), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) et Centre régional d'études de population de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Au cours de la période considérée, la coopération entre le secrétariat et le PNUE a sensiblement progressé, ce qui a contribué à renforcer la capacité d'action du secrétariat dans le secteur de la protection de l'environnement; cette coopération s'est notamment manifestée par la tenue d'un certain nombre de séminaires et de réunions de travail communs. A cet égard, la contribution financière du PNUE au programme du secrétariat a augmenté de 80 p. 100, passant de 387 000 dollars des Etats-Unis à 473 428 dollars des Etats-Unis. Une mission d'évaluation commune a été entreprise afin de passer en revue les projets en cours et d'étudier les possibilités de renforcer la coopération existante dans le domaine de l'environnement.

Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme

Au cours de la période considérée, la plus forte augmentation dans les contributions aux ressources extra-budgétaires du secrétariat a été imputable au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, dont la contribution est passée de 322 000 dollars des Etats-Unis à 2 544 000 dollars des Etats-Unis. Ces ressources ont principalement servi à financer des projets et des programmes en faveur de l'intégration des femmes

africaines au développement, ainsi qu'à la mise en place d'un réseau de programmes pour le progrès de la femme en Afrique. Pour atteindre ces objectifs, le Fonds a approuvé l'exécution de projets et programmes régionaux, sous-régionaux et nationaux visant en particulier à renforcer les mécanismes nationaux dans les domaines suivants : intégration de la femme au développement, information, formation et fourniture de matériel ainsi que soutien infrastructurel au Centre africain de recherche et de formation pour la femme, qui dépend du secrétariat. Outre ces activités sous-régionales et régionales, certains projets nationaux spécifiques ont été entrepris : extraction de sel dans la région de Guya, au Niger; création de coopératives de consommateurs et de producteurs pour les femmes dans les zones rurales, en Ethiopie; étude relative à l'amélioration des procédés de fabrication d'huile de palme, en Sierra Leone; amélioration des techniques de conservation de poisson fumé, en Côte d'Ivoire; fourniture de services consultatifs pour les femmes dans les zones rurales, au Mali; et étude sur l'environnement des marchés au Ghana.

Grâce à la contribution généreuse du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, le secrétariat a pu élargir le champ des projets de développement concernant les femmes africaines et jouer ainsi un rôle réellement actif dans la promotion des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme en Afrique.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Comme par le passé, la FAO a manifesté son soutien au secrétariat par le financement de neuf postes d'administrateur au sein de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Les ressources au titre de l'appui administratif correspondant à ces postes s'élevaient à 103 294 dollars des Etats-Unis. En outre, la coopération entre le secrétariat et la FAO a été renforcée grâce à l'exécution de projets et programmes communs : plan alimentaire régional pour l'Afrique, étude sur la coopération et le commerce en ce qui concerne les denrées alimentaires, les produits de l'élevage et de la pêche et les produits forestiers dans la région de la CEDEAO, mise en valeur et conservation des ressources forestières en Afrique, Groupe consultatif régional sur les industries forestières et Groupe consultatif sur les industries alimentaires et agricoles.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

La coopération entre la CEA et l'ONUDI a également été renforcée au cours de la période considérée. L'ONUDI a maintenu son appui traditionnel à la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie en finançant le coût de six postes d'administrateur au sein de cette division. Le secrétariat a collaboré avec l'ONUDI dans l'exécution de projets communs : bâtiment et matériaux de construction, produits chimiques, création d'un fonds africain de développement industriel, mise en place du Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles et colloques sous-régionaux et régionaux sur les politiques industrielles des pays africains.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le FISE a continué d'appuyer le secrétariat dans l'exécution du programme régional relatif à l'intégration de la femme au développement en fournissant une contribution totale de 430 100 dollars des Etats-Unis destinée à financer le coût des services de trois experts et de deux secrétaires, ainsi que l'acquisition de matériel.

Projets exécutés conjointement

Outre les organismes des Nations Unies mentionnés plus haut qui ont fourni un appui financier et autre au secrétariat, les projets indiqués ci-après ont été exécutés conjointement par le secrétariat et les organismes indiqués :

1. CEA/CNUCED

- RAF/79/042 - Développement des échanges intra-africains et coopération monétaire et financière;
- RAF/77/050 - Séminaire sur la gestion des ports en Union soviétique;
- RAF/78/011 - Modernisation et harmonisation des statistiques portuaires - ports de l'Afrique de l'Est;
- RAF/79/021 - Commerce avec les pays socialistes.

2. CEA/OUA

- RAF/78/062 - Programme de formation à long terme - personnel de l'OUA.

3. CEA/OUA/ONUDI

- Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles en vue d'un développement endogène et de l'autonomie collective pendant la période 1978-2000.

4. CEA/OMM

- RAF/79/001 - Mise en place de réseaux hydrométéorologiques en Afrique.

5. CEA/FAO

- RAF/78/025 - Conservation et exploitation des forêts;
- RAF/78/057 - Groupe consultatif pour le développement des industries alimentaires et agricoles en Afrique.

6. CEA/UNESCO

- RAF/78/024 - Science et technologie marines.

Pays et organismes donateurs

Le secrétariat a su négocier avec des donateurs bilatéraux (gouvernements et organismes) dans les pays développés l'octroi de subventions directes et la fourniture de services d'expert dans le cadre d'arrangements de prêts non remboursables, afin de répondre aux besoins croissants des pays africains en matière de coopération technique. Ces contributions ont été versées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain et consacrées à l'exécution de certains programmes prioritaires du secrétariat. Ces subventions, en augmentation de 70 p. 100, se sont élevées à un total de 5 900 922 dollars des Etats-Unis, réparti comme suit : Belgique, 367 672 dollars des Etats-Unis; Pays-Bas, 1 850 671 dollars des Etats-Unis; Suède (SIDA), 1 551 798 dollars des Etats-Unis; Agency for International Development des Etats-Unis d'Amérique (USAID), 1 389 964 dollars des Etats-Unis; Fondation Carnegie, 53 000 dollars des Etats-Unis; Turquie, 47 259 dollars des Etats-Unis; Fondation Ford, 56 140 dollars des Etats-Unis; Fondation Rockefeller, 23 936 dollars des Etats-Unis; et Inde, 208 000 dollars des Etats-Unis.

Ces ressources ont permis de financer l'exécution des projets suivants : développement social - 2 329 962 dollars des Etats-Unis; perfectionnement de la main-d'oeuvre - 1 093 722 dollars des Etats-Unis; télédétection, sources d'énergie nouvelles, ressources en eau et en terre pour l'irrigation - 462 596 dollars des Etats-Unis; coopération économique et assistance aux Etats membres - 375 640 dollars des Etats-Unis; développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction, des coopératives de logement et des petites industries - 366 105 dollars des Etats-Unis; commerce international et profils d'exportation et d'importation - 330 561 dollars des Etats-Unis; Etude des conditions socio-économiques, analyses quantitatives et projections - 316 962 dollars des Etats-Unis; développement de la commercialisation des produits agricoles et enquête sur les agro-industries - 282 947 dollars des Etats-Unis; et transports et communications - 134 377 dollars des Etats-Unis.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain

Au cours de la période considérée, la deuxième Conférence de plénipotentiaires africains pour les annonces de contributions s'est tenue en mars 1979 à Rabat (Maroc). Lors de cette conférence, tous les pays africains ont manifesté leur engagement inconditionnel à l'exécution de la politique d'autonomie collective et leur entier soutien au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain. Les contributions annoncées par les gouvernements africains se sont élevées à un total de 2 239 369 dollars des Etats-Unis en espèces et 170 000 dollars des Etats-Unis en nature, destiné à compléter les fonds reçus par le secrétariat d'autres sources aux fins de l'exécution de son programme de travail et de ses activités prioritaires. Il convient de noter toutefois que certaines contributions annoncées au cours de la première conférence tenue en avril 1977 à Lagos (Nigéria) n'ont pas été versées au Fonds; il s'agit des contributions des pays suivants : Tchad - 20 000 dollars des Etats-Unis; République centrafricaine - 12 000 dollars des Etats-Unis; Gambie - 5 000 dollars des Etats-Unis; Mauritanie - 10 000

dollars des Etats-Unis; Soudan - 50 000 dollars des Etats-Unis. En outre, les contributions indiquées ci-après, annoncées lors de la deuxième Conférence, n'avaient pas encore été versées au Fonds au 31 octobre 1980 : République-Unie du Cameroun - 40 000 dollars des Etats-Unis; Egypte - 71 428 dollars des Etats-Unis; Gabon - 70 000 dollars des Etats-Unis; Ghana - 9 286 dollars des Etats-Unis; Kenya - 80 696 dollars des Etats-Unis; Libéria - 20 000 dollars des Etats-Unis; Jamahiriya arabe libyenne - 200 000 dollars des Etats-Unis; Mali - 25 000 dollars des Etats-Unis; Maroc - 300 000 dollars des Etats-Unis; Sénégal - 147 407 dollars des Etats-Unis; Sierra Leone - 40 000 dollars des Etats-Unis; Togo - 20 000 dollars des Etats-Unis; République-Unie de Tanzanie - 250 000 dollars des Etats-Unis; Zaïre - 157 417 dollars des Etats-Unis et Banque africaine de développement - 125 000 dollars des Etats-Unis.

La lenteur et l'irrégularité des versements ont considérablement contribué à freiner la planification et l'exécution de projets au cours de la période considérée. A ce jour, 1 449 409 dollars des Etats-Unis ont été reçus en espèces et cette somme a été affectée à l'exécution des principaux projets suivants aux fins du développement de la région africaine : Conférence régionale africaine sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales; commerce des denrées alimentaires et des produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest; programme de développement des industries chimiques; Plan alimentaire régional pour l'Afrique; programme de développement des industries des métaux et des industries mécaniques; création d'instituts supérieurs sous-régionaux de gestion commerciale; création du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale; création d'un Groupe de référence pour le Centre de mise en valeur de ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; et projets relatifs à la création d'un marché commun africain.

Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

Au cours de la période considérée, la première conférence pour les annonces de contributions pour la Décennie s'est tenue le 20 novembre 1979 à New York. Douze pays africains et quatre pays d'autres régions ont annoncé des contributions d'un montant total de 154 392 dollars des Etats-Unis à verser au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain; il s'agissait des pays suivants : Angola, Botswana, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Soudan, Swaziland, Togo, Barbade, Chypre, Philippines et Yémen démocratique. Au 1er novembre 1980, les contributions effectivement versées au Fonds s'élevaient à 55 286 dollars des Etats-Unis. En outre, des organisations internationales et d'autres sources de financement se sont engagées à financer des projets relatifs aux transports et aux communications au cours de la Décennie, jusqu'à concurrence d'un montant de 5 milliards de dollars des Etats-Unis environ.

Gouvernements et institutions d'Etats africains

Comme au cours de l'exercice biennal précédent, le secrétariat a continué, au cours de la période considérée, d'exécuter des projets et programmes à la demande de gouvernements et d'institutions d'Etats africains,

lesquels ont eux-mêmes supporté le coût de telles activités. Parmi les principales activités entreprises ou dont l'exécution est envisagée, on peut citer des études sur les questions commerciales, douanières et monétaires et sur les transports et les communications pour la région de la CEDEAO, pour un montant total de 336 841 dollars des Etats-Unis.

Problèmes rencontrés dans l'exécution du programme

Au cours de la période considérée, le secrétariat, en tant qu'agent d'exécution, a joué un rôle beaucoup plus actif pour ce qui est de la mobilisation de ressources; il a élargi le champ et accru le volume de ses activités et instauré des relations de travail avec d'autres organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales africaines et d'autres organisations en dehors de la région africaine. Mais ces progrès ont mis en lumière et même suscité certains problèmes structurels et opérationnels, mentionnés plus loin, qui ont fait et continueront de faire obstacle jusqu'à ce qu'ils soient effectivement et rapidement résolus.

Bien que les relations de coopération entre le secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies se soient un peu améliorées, certains agents d'exécution ont éprouvé quelques difficultés à reconnaître au secrétariat un rôle analogue au leur. Cette situation est due en partie à l'habituelle lenteur avec laquelle les organismes s'adaptent à tout changement et en partie aux mandats parfois contradictoires qu'ils reçoivent de leurs organes directeurs respectifs. Le secrétariat continuera néanmoins de s'efforcer d'établir des relations de travail harmonieuses avec chacun de ces organismes.

Les difficultés rencontrées par le secrétariat dans ses rapports avec des organisations intergouvernementales africaines tenaient principalement au fait que tant le secrétariat que ces organisations sont en voie de réorganisation ou de restructuration afin de s'acquitter de leurs nouvelles et complexes tâches opérationnelles. Dans ces conditions, il n'est pas toujours facile de parvenir rapidement à une coopération efficace et à une compréhension mutuelle. Cependant, le secrétariat est convaincu que les efforts déployés dans ce sens permettront d'obtenir des résultats positifs concrets.

En ce qui concerne la capacité du secrétariat d'appuyer l'exécution de projets, le problème essentiel est celui de l'évolution de la structure du secrétariat lui-même, qui doit abandonner son rôle traditionnel pour remplir des fonctions d'agent d'exécution. Cette évolution a nécessité l'introduction des nouvelles habitudes de travail, un remaniement de personnel, un accroissement des effectifs ainsi que des moyens d'appui et une réorientation psychologique de l'ensemble du personnel du secrétariat. Dans de telles conditions de transition, la gestion des activités opérationnelles n'a pu être que plus difficile à assurer. Le temps est un facteur essentiel pour toutes les questions d'ajustement évoquées plus haut. En outre, un accroissement des ressources est manifestement nécessaire pour réaliser les changements envisagés et obtenir des résultats durables. On a vu que les ressources extra-budgétaires avaient considérablement augmenté, permettant ainsi un accroissement correspondant du volume et de la complexité des activités

opérationnelles conduites par le secrétariat. En raison de la décision de l'Assemblée générale à l'effet que le budget de l'Organisation continue d'être établi sur une base de croissance zéro, il n'a pas encore été possible pour l'Organisation des Nations Unies d'augmenter, dans le cadre de son budget ordinaire, sa contribution aux activités du secrétariat en vue de permettre à ce dernier de faire face à ses responsabilités accrues, en particulier dans son rôle d'agent d'exécution. Le secrétariat espère qu'une solution sera rapidement trouvée à ce problème par l'intermédiaire du CCQAB et de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

Au cours des dernières années, la Conférence des ministres et les organes subsidiaires de la Commission ont accéléré le rythme des activités déployées par le secrétariat et élargi le champ de ses activités par l'adoption d'un certain nombre de décisions importantes. Un exemple en est la création d'un certain nombre d'institutions régionales et sous-régionales. Le secrétariat a déployé d'importants efforts pour garantir l'exécution des mandats ainsi arrêtés. Les gouvernements des Etats membres ont, d'une manière générale, réagi d'une manière positive en fournissant leur appui au secrétariat. Mais il faut bien noter que très souvent, cet appui a été insuffisant et tardif, d'où des retards et des distortions dans l'exécution des mandats confiés au secrétariat. Les gouvernements africains devraient manifester leur soutien concret aux activités entreprises par le secrétariat en s'acquittant régulièrement et en temps voulu de leurs contributions annoncées et de leurs contributions mises en recouvrement.

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

(en dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
i. <u>Services consultatifs régionaux et sous-régionaux</u>		
Conseillers régionaux (7), fonctionnaires d'administration (4) pour les MULPOC, séminaire sur les nouvelles méthodes d'extraction minière	1 850 100,00	1 850 100,00
ii. <u>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</u>		
Exploitation et conservation des ressources forestières	235 573,00	126 771,00
Commerce intra-africain	910 150,00	501 152,00
Assistance à la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest	511 749,00	208 356,00
Centres de science et de technologie marines	415 600,00	101 386,00
Centre pour le transfert, l'adaptation et le développement de la technologie/Centre régional africain de technologie	559 009,00	165 210,00
Colloque régional africain sur la science et la technique et le futur	12 000,00	12 000,00
Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est	512 445,00	169 594,00
Diffusion d'informations sur divers aspects de la mise en valeur des ressources minérales	249 412,00	5 887,00

TABEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
Réunion régionale sur les problèmes et les besoins de l'Afrique en matière d'alimentation en eau des collectivités et d'assainissement	46 000,00	9 983,00
Répertoire cartographique de don- nées de base sur l'enquête géophy- sique en Afrique		
Séminaire et voyage d'étude concer- nant les problèmes de mise en va- leur des ressources en eau dans les zones arides	274 436,00	4 826,00
Indicateurs de statistiques portu- aires pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale		
Décennie des transports et des communications	1 365 616,00	1 068 881,00
Formation de personnel africain dans le secteur de la navigation intérieure	65 000,00	1 816,00
Etude sur les transports (Namibie)	322 600,00	-
Bourses de perfectionnement - sec- teur des transports	127 400,00	-
Institut supérieur de formation et de recherche techniques	363 439,00	192 296,00
Perfectionnement de la main-d'oeuvre destinée aux industries de base	411 500,00	64 000,00
Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est		
Amélioration de la formation à l'Ins- titut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe		

TABEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
Cours de formation en matière de distribution et de gestion, Arusha (République-Unie de Tanzanie)	40 000,00	47 154,00
Centre multinational de programma- tion et d'exécution de projets (CEA), Gisenyi	745 900,00	395 814,00
Centre multinational de programma- tion et d'exécution de projets (CEA), Lusaka	1 158 349,00	1 004 041,00
Centre multinational de programma- tion et d'exécution de projets (CEA), Niamey	924 950,00	773 725,00
Centre multinational de programma- tion et d'exécution de projets (CEA), Yaoundé	842 050,00	832 283,00
Séminaire sur le développement fu- tur et la croissance économique	201 307,00	164 080,00
Conférence sur les problèmes et les perspectives des pays africains les moins avancés	54 000,00	32 510,00
Mission préparatoire pour le Centre régional de conception et de fab- rication industrielles	151 154,00	104 570,00
Fonds africain de développement in- dustriel	60 064,00	44 237,00
Colloque sur les politiques indus- trielles	97 492,00	18 106,00
Industries du bâtiment et des maté- riels de construction	505 367,00	421 967,00

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages	330 739,00	177 925,00
Programme de formation statistique pour l'Afrique	830 180,00	314 281,00
Assistance dans le domaine de la comptabilité nationale aux pays les moins avancés et aux pays ayant récemment accédé à l'indépendance	250 244,00	183 869,00
Conception, création et lancement d'un système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS)	467 400,00	472 518,00
Institut africain de développement économique et de planification	1 600 000,00	1 153 198,00
Total	14 650 125,00	8 772 436,00

iii. Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP)

	<u>Crédits alloués</u> <u>1979/1980</u>
Institut de formation et de recherches démographiques (IFORD)	812 030,00
Institut régional d'études démographiques (IREG)	726 000,00
Service régional de consultation démographique de la CEA	199 600,00
Service régional de consultation pour les statistiques démographiques	644 600,00

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
Relations population-développe- ment en Afrique	611 506,00	
Réseau d'information sur la popu- lation en Afrique	150 500,00	
Réunion de travail plurinationale (CEA) interrégionale (OMS) sur la population, la santé et le développement	25 096,00	
Groupe de travail sur l'enregistre- ment des faits d'état civil	58 000,00	
Groupe de travail sur la couverture des recensements	55 500,00	
Bureau régional de l'UDEAC	-	
Séminaire national sur la popula- tion et le développement	34 270,00	
Appui technique de l'ONU et suivi de l'enquête mondiale sur la fécondité	18 485,00	
Infrastructure de la Division de la population de la CEA	739 700,00	
Réunion du groupe d'experts sur les niveaux de mortalité	94 150,00	
Séminaire national sur la popula- tion et le développement	30 080,00	
Troisième Conférence des démographes africains	71 905,00	
Total	4 271 422,00	

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses pré- vues au 30 juin 1980
iv. <u>Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)</u>		
FO2 - Don du FISE, élément Zonta S5	12 116,00	
FO3 - Don du FISE, BAL/G8	366 395,00	
F-99 -	119 253,75	
Total	497 764,75	
v. <u>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</u>		
	<u>Crédits alloués 1979</u>	<u>Crédits alloués 1980</u>
Services de secrétariat (Centre africain de recherches et de for- mation pour la femme)	14 464,00	3 617,00
Contribution à la fourniture de ser- vices de secrétariat pour la Divi- sion mixte CEA/ONUDI de l'industrie	25 847,00	10 014,00
Programme de services de consulta- tion de la FAO, 1979/1980		74 500,00
Total	40 311,00	88 131,00
vi. <u>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)</u>		
Sixième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique et cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie, Addis-Abeba	6 683,00	

TABEAU 1

E. RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980
Réunion extraordinaire du Comité des progrès de l'industrialisa- tion en Afrique, Addis-Abeba	4 368,00
Colloque sur les politiques et les stratégies industrielles en Afrique, Nairobi	47 858,40
Total	58 909,40
vii. <u>Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)</u>	<u>Crédits alloués 1979</u>
Renforcement de la capacité d'ac- tion de la Commission écono- mique pour l'Afrique de l'Organi- sation des Nations Unies dans le domaine de l'environnement	291 600,00
Séminaire sur différents modes de développement et modes de vie possibles en Afrique (Phase I)	102 828,00
Elaboration d'une législation rela- tive à la protection de l'environ- nement dans la région de la CEA	79 000,00
Total	473 428,00
viii. <u>Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme</u>	<u>Crédits alloués 1979</u>
Participation de la CEA aux réunions de travail organisées par la CEA sur la planification du développe- ment national en vue de l'intégra- tion de la femme au développement	14 964,00

TABEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979
Centre de formation aux métiers de l'artisanat de l'Organisation démocratique des femmes somaliennes (Mogadiscio)	98 040,00
Femmes et agriculture dans la vallée de la Ruzizi	26 391,00
Formation en matière de création et d'administration de coopératives	19 893,00
Amélioration des qualifications et formation en matière de gestion dans les petites industries et le petit commerce	55 500,00
Centre de formation de Bethlehem, coopératives de production de tapis	127 110,00
Avis d'allocation de crédit no. 09-03-5464	77 400,00
Ateliers de formation à l'intention de formateurs et de planificateurs dans le domaine des techniques utilisées dans les collectivités rurales au niveau de la famille	55 600,00
Amélioration des qualifications et formation en matière de gestion dans les petites industries et le petit commerce	63 300,00
Avis d'allocation de crédit no. 9-03-5752	73 620,00
Services de consultation à l'intention des femmes dans les zones rurales	47 300,00
Sédentarisation des populations nomades et restauration de l'environnement (Niger)	19 900,00
Prêts renouvelables	22 800,00
Amélioration des qualifications/formation en matière de gestion dans les petites industries et le petit commerce	63 300,00

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979
Projet relatif à la sédentarisation des populations nomades et à la restructuration de l'environnement	19 900,00
Ateliers de formation à l'intention de formateurs et de planificateurs dans le domaine des techniques utilisées au niveau des villages	27 800,00
Enquêtes nationales sur les techniques rurales en vigueur (Ghana)	9 100,00
Enquêtes nationales sur les techniques rurales en vigueur (Egypte)	9 100,00
Formation dans le domaine des coopératives et de la commercialisation dans les pays d'expression française	39 800,00
Enquêtes nationales sur les techniques rurales en vigueur (Tunisie)	9 100,00
Amélioration des techniques de séchage, de fumage, de conservation et de commercialisation du poisson (Côte d'Ivoire)	19 600,00
Avis d'allocation de crédit no. 9-03-5464	77 400,00
Ateliers de formation à l'intention de formateurs et de planificateurs dans le domaine des techniques utilisées au niveau des villages	55 600,00
Incidences de l'introduction de techniques améliorées dans les collectivités rurales	17 230,00
Formation en vue de tirer le meilleur parti d'un point de vue nutritionnel des denrées alimentaires fournies au titre des secours d'urgence et activités relatives à la préparation des aliments (Ethiopie)	76 000,00

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979
Expansion du Centre de Bethlehem, phase III (Ethiopie)	181 810,00
Assistance à l'Association des femmes (Niger) et horticulteurs et fournitures (Zambie)	9 120,00
Création de coopératives de consommateurs et de producteurs à l'intention des femmes dans les zones rurales	26 000,00
Bourses de formation à l'intention de cadres supérieurs techniques et dans le domaine de la gestion	70 100,00
Prêt renouvelable	11 400,00
Sédentarisation des populations nomades et restauration de l'environnement	30 880,00
Formation FAO/FISE en cours d'emploi à l'intention d'agents de contrôle de niveau intermédiaire	34 450,00
Formation dans le domaine des coopératives et de la commercialisation dans quatre pays francophones	36 580,00
Amélioration des qualifications/formation en matière de gestion dans les petites industries et le petit commerce	14 074,00
Amélioration des techniques de séchage, de fumage, de conservation et de commercia- lisation du poisson	19 600,00
Incidences de l'introduction de techniques améliorées dans les collectivités rurales	17 230,00
Ateliers de formation à l'intention de for- mateurs et de planificateurs dans le do- maine des techniques utilisées dans les collectivités rurales	9 520,00

TABLEAU 1

RESSOURCES PROVENANT D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979
Extraction de sel dans la région de Guya	34 050,00
Projet pilote d'étude de l'environnement des lieux de marché traditionnels	11 300,00
Utilisation effective des prêts aux fins de l'amélioration de la situation des femmes	48 150,00
Ateliers sur l'élaboration et l'exécution de propositions de projets	6 000,00
Film documentaire sur les mécanismes natio- naux destinés à favoriser l'intégration de la femme aux activités de développement en Afrique	7 475,00
Centre de formation de Bethlehem, coopéra- tives de production de tapis et impression à la main (Ethiopie)	127 110,00
Enquête nationale sur les techniques rurales en vigueur (Ghana)	9 100,00
Avis d'allocation de crédit no. 0-03-5466	97 240,00
Total	<u>1 926 937,00</u>

TABLEAU 2

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN

(en dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués	Dépenses cumulées
a) <u>Fonds spécial</u>		
Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales	81 000,00	68 108,45
Création au niveau sous-régional d'écoles de gestion commerciale	23 999,42	21 046,73
Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, phase I	50 000,00	48 225,31
Commerce de produits alimentaires et de produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest	104 000,00	100 872,91
Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles	60 000,00	43 886,32
Elaboration du programme relatif aux indus- tries des métaux et aux industries mé- caniques	90 000,00	70 157,11
Elaboration du programme relatif aux indus- tries chimiques	50 000,00	48 974,27
Elaboration du programme relatif aux indus- tries des matériaux de construction	50 000,00	44 600,33
Services de secrétariat pour la Conférence de plénipotentiaires africains (confé- rence pour les annonces de contributions)	17 258,11	17 258,11
Création envisagée, au niveau sous-régional, d'écoles supérieures de gestion commer- ciale et de formation financière (Phase II)	24 966,00	9 998,35
Coopération et commerce à l'échelon inter- régional dans le domaine des produits alimentaires et des produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest (Phase II)	78 221,00	58 035,05

TABEAU 2

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT AFRICAINE

(en dollars des Etats-Unis (suite))

	Crédits alloués	Dépenses cumulées
Création envisagée, au niveau sous-régional, d'écoles de gestion commerciale	147 835,20	111 247,17
Première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales	92 080,00	61 028,23
Création d'une bibliothèque de référence et d'un service de documentation au Centre de mise en valeur des ressources miné- rales de l'Afrique de l'Est	102 600,00	102 600,00
Création du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale	103 700,00	68 513,17
Total	1 075 659,73	874 551,51

b) Fonds général

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses prévues
Développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction	56 757,81	47 456,82
Programme de développement des industries chimiques	114 169,31	82 273,85
Création d'une zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	49 590,00	38 866,31
Plan alimentaire régional pour l'Afrique	82 192,00	70 055,67
Etudes sur la création d'une bourse de produits agricoles en Afrique	20 000,00	19 413,30
Séminaire régional sur l'énergie solaire, Niamey	33 684,10	30 173,86

TABLEAU 2

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN

(en dollars des Etats-Unis) (suite)

	Crédits alloués 1979/1980	Dépenses prévues
Etudes sur la création d'une bourse de produits agricoles en Afrique	20 000,00	13 377,90
Programme de développement des industries chimiques	12 546,00	11 015,07
Etude sur les relations entre mortalité infantile et juvénile et fécondité en Zambie	17 910,54	18 674,79
Service d'achat et de gestion des approvi- sionnements en Afrique	73 940,00	41 965,20
Total	480 789,76	373 272,77

TABLEAU 3

PROJETS EXECUTES PAR LA CEA POUR LE COMPTE DE GOUVERNEMENTS
ET D'INSTITUTIONS D'ETATS AFRICAINS

	(en dollars des Etats-Unis)	
	Ressources disponibles 1979/1980	Dépenses prévues
Etude relative aux questions commerciales, douanières et monétaires pour le compte de la CEDEAO	112 281,00	64 450,00
Etude sur les transports et les communications pour le compte de la CEDEAO	224 560,00	258 378,00
Total	336 841,00	322 828,00

TABEAU 4

PROJETS FINANCES PAR DES GOUVERNEMENTS ET ORGANISMES DONATEURS

	(en dollars des Etats-Unis)
	Crédits alloués 1979/1980
<u>Agency for International Development des Etats-Unis</u> <u>d'Amérique (USAID)</u>	
Appui au projet de la CEA relatif à la télédétection	180 772,00
Formation de ressortissants de pays africains destinés à être recrutés par la CEA	25 000,00
Assistance technique dans le domaine des sources d'énergie nouvelles	89 824,00
Experts techniques pour les organisations africaines de coopération économique	61 754,00
Centre africain de recherche et de formation pour la femme	382 456,00
Amélioration des mécanismes de commercialisation des produits agricoles dans le cas des petits exploitants agricoles	151 579,00
Assistance pour la réalisation de l' <u>Etude des conditions socio-économiques en Afrique</u>	112 526,00
Appui à la CEA grâce aux services d'un conseiller principal pour les questions de main-d'oeuvre	88 702,00
Appui au conseiller de la CEA pour les petites industries	77 473,00
Formation à l'intention d'experts techniques appartenant à des organisations africaines de coopération économique	43 598,00
Etude sur l'agriculture et les agro-industries dans la vallée de la Ruzizi (MULPOC)	131 368,00
Formation de personnel de niveau supérieur et de niveau subalterne	44 912,00
Total	1 389 964,00

TABLEAU 4

PROJETS FINANCES PAR DES GOUVERNEMENTS ET ORGANISMES DONATEURS (suite)

	(en dollars des Etats-Unis)
	Crédits alloués 1979/1980
<u>Suède (SIDA)</u>	
Assistance au Centre africain de recherche et de formation pour la femme et au Groupe mixte CEA/OIT de l'artisanat et des petites industries	771 696,00
Groupe d'étude CEA/OIT/SIDA sur les femmes africaines	581 566,00
Services d'un expert dans le domaine des co-opératives de logement	198 536,00
Total	1 551 798,00
<u>Pays-Bas</u>	
Sous-projet relatif à l'octroi de bourses pour 1978	44 000,00
Mission sur le terrain aux fins de la promotion du programme - sous-projet II, 1978	5 000,00
Programme à l'intention de formateurs nationaux - sous-projet III-B, 1978	26 000,00
Formation d'instructeurs dans le domaine des levés aériens - sous-projet IV-A, 1978	16 730,00
Bourses - sous-projet IV-B, 1978	15 140,00
Formation dans le domaine de l'enseignement de la gestion en Afrique - sous-projet V, 1978	86 920,00
Formation d'enseignants africains dans le domaine de la comptabilité	86 920,00
Formation de fonctionnaires publics - sous-projet VII, 1978	109 140,00

TABLEAU 4

PROJETS FINANCES PAR DES GOUVERNEMENTS ET ORGANISMES DONATEURS (suite)

	(en dollars des Etats-Unis)
	Crédits alloués 1979/1980
Don au Centre africain de recherche et de formation pour la femme, 1978	71 574,00
Services consultatifs et réunions de groupes d'experts sur les projections économiques	91 796,00
Services de consultation pour la Décennie des transports et des communications	55 017,00
1979, Programme individuel de formation dans le domaine des institutions africaines - sous-projet I, 1979	51 200,00
1978, Mission sur le terrain aux fins de l'élaboration, de la promotion, de l'évaluation et de l'identification de projets, STUD/S - projet II	12 850,00
Ateliers itinérants à l'intention de formateurs nationaux (2 circuits - 1 atelier agricole) - sous-projet II-B	37 120,00
Bourses	7 982,00
Economies correspondant aux bourses non distribuées de 1977 à 1978	89 517,00
Télé-enseignement	30 720,00
Recherche de qualifications	30 720,00
Ressources en terres et en eau pour l'irrigation	192 000,00
Etude des techniques de radiodiffusion pour la promotion de l'extension de la couverture et amélioration	79 360,00
Etude de justification concernant la création d'établissements de formation théorique et pratique	86 901,00
Analyses quantitatives et projections	56 320,00

TABLEAU 4

PROJETS FINANCES PAR DES GOUVERNEMENTS ET ORGANISMES DONATEURS (suite)

	(en dollars des Etats-Unis)
	Crédits alloués 1979/1980
Formation d'instructeurs pour le Centre régional	16 640,00
Assistance aux gouvernements des Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est (MULPOC de Lusaka)	180 192,00
Analyses quantitatives et projections	56 320,00
Assistance aux gouvernements des Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (MULPOC de Niamey)	90 096,00
Assistance aux industries du bâtiment et des matériaux de construction	90 096,00
Etude des carences en matière de qualifications et élaboration consécutive d'un programme de formation de main-d'oeuvre	64 000,00
Programme de formation, y compris échange de personnel - sous-projet	70 400,00
Total	1 850 671,00
<u>Fondation Rockefeller</u>	
Services d'un consultant agricole pour le Centre africain de recherche et de formation pour la femme	23 936,00
<u>Belgique</u>	
Renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement	104 439,00
Contribution au Centre du commerce africain de la CEA	34 526,00
Séminaire d'information sur la mise en place de mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement	60 160,00

TABEAU 4

PROJETS FINANCES PAR DES GOUVERNEMENTS ET ORGANISMES DONATEURS (suite)

(en dollars des Etats-Unis)

Crédits alloués
1979/1980

Enseignement professionnel et pratique non scolaire destiné aux jeunes filles non scolarisées	129 664,00
Formation à l'impression sur tissu par la technique des noeuds et création de co-opératives au Togo	38 883,00
Total	367 672,00

République fédérale d'Allemagne

Evaluation des activités réalisées dans le cadre des ateliers itinérants du Groupe d'étude sur les femmes du Centre africain de recherche et de formation pour la femme et suite à donner à ces activités	56 448,00
Etude des profils d'exportation et d'importation, des potentialités et des mesures communes de promotion	296 035,00

Fondation Ford

Appui au Centre africain de recherche et de formation pour la femme pour la réalisation et la publication de travaux de recherche sur la femme	56 140,00
--	-----------

Fondation Carnegie

Frais de voyage/programme de voyages d'étude à l'intention de femmes africaines	53 000,00
---	-----------

Turquie

Bourses et formation	47 259,00
----------------------	-----------

Inde

Assistance technique à la CEA	208 000,00
Total	716 882,00

TABLEAU 5

RECAPITULATIF DES RESSOURCES EXTRA-BUDGETAIRES
FOURNIES PAR DES DONATEURS

(en dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués 1979/1980
a) <u>Organismes des Nations Unies</u>	
i. Programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU	1 850 100,00
ii. Programme des Nations Unies pour le développement	14 650 125,00
iii. Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	4 271 422,00
iv. Fonds des Nations Unies pour l'enfance	497 764,75
v. Organisation des Nations Unies pour l'alimenta- tion et l'agriculture	128 442,00
vi. Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel	58 909,40
vii. Programme des Nations Unies pour l'environnement	473 428,00
viii. Fonds de contributions volontaires pour la Dé- cennie des Nations Unies pour la femme	1 926 937,00
Total partiel	23 857 128,15
b) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	57 496,00
c) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain	1 556 449,49
d) Gouvernements et institutions d'Etats africains	336 841,00
e) Pays et organismes donateurs	5 900 922,72
Total général	31 708 837,36

CHAPITRE V

PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES

Depuis la présentation du dernier rapport biennal en mars 1979, le secrétariat a réalisé de grands progrès en matière de promotion de la coopération et de l'intégration économiques tant en Afrique qu'en ce qui concerne l'Afrique et le reste du monde.

Dans la région africaine, les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) sont demeurés les éléments moteurs de la coopération et de l'intégration économiques à l'échelon sous-régional. Cependant, des problèmes ayant pour origine des divergences politiques ont continué à se poser dans les pays d'Afrique du Nord, ce qui a rendu particulièrement difficile l'exécution du programme de travail du MULPOC de Tanger.

Le projet le plus remarquable du MULPOC de Lusaka, qui demeure le moyen le plus sûr de réaliser la coopération et l'intégration dans la sous-région, est le projet de création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. En 1979-1980, de grands progrès ont été accomplis dans la création d'une zone d'échanges préférentiels pour la sous-région. Entre avril 1979 et juin 1980, le Groupe intergouvernemental de négociation a tenu quatre réunions, ce qui porte à sept le nombre total de ses réunions. Lors de la dernière réunion, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en juin 1980, ont été examinés et approuvés le projet de traité et ses protocoles. Cette réunion a ouvert la voie aux travaux de la huitième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation et à la deuxième réunion extraordinaire des ministres du commerce, des finances et du plan qui se tiendra en janvier 1981 pour approuver le projet de traité. L'étape suivante sera la signature du traité par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Autre élément marquant : l'ancien Institut de gestion de la Communauté de l'Afrique de l'Est d'Arusha (République-Unie de Tanzanie) est devenu un institut autonome sous-régional de formation à la gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Les négociations en vue de réaliser cette transformation avaient déjà commencé au début de cet exercice biennal. Leur issue heureuse au cours de la période considérée a permis de lancer un programme élargi de cours de gestion et d'étendre le recrutement des étudiants à d'autres pays de la sous-région.

Au sein de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) qui comprend le Burundi, le Rwanda et le Zaïre, et pendant la période considérée, les progrès en vue de réaliser une plus étroite coopération et une plus grande intégration régionale ont été modestes. Avec l'appui financier du PNUD, le MULPOC de Gisenyi auquel se posaient encore des problèmes de jeunesse, a travaillé étroitement avec le secrétariat de la CEPGL dans

l'exécution de projets intéressant la sous-région, les projets prioritaires ayant trait à l'exploitation du méthane du lac Kivu appartenant au Zaïre et au Rwanda à des fins industrielles et à l'exploitation de la tourbe au Burundi. Par l'intermédiaire de son MULPOC de Gisenyi, le secrétariat a aidé la CEPGL à recruter et à rémunérer des experts en méthane et en tourbe, ainsi qu'un expert en comptabilité de direction. A cet égard, d'autres institutions spécialisées, l'ONUDI en particulier, ont travaillé avec le secrétariat et la CEPGL pour trouver les experts nécessaires et superviser leurs activités sur le plan professionnel.

Des études sur les accords de compensation et de paiement, l'harmonisation des réglementations douanières et les mesures d'incitation à l'investissement dans l'ensemble des pays de la CEPGL ont été réalisées. Les recommandations faites à la suite de ces études, une fois appliquées, devraient permettre d'atteindre un niveau de coopération et d'intégration économiques tel que l'association de ces trois pays ressemblerait davantage encore à un marché commun sous-régional.

Dans la sous-région du MULPOC de Yaoundé, le secrétariat a intensifié ses efforts pour resserrer les liens commerciaux entre les pays de cette région membres de l'UDEAC et les autres. Un projet d'accord définissant un cadre de coopération entre ces pays établi en collaboration avec le MULPOC de Yaoundé a été examiné et approuvé à l'échelon ministériel. Il devrait être ratifié au cours d'une réunion des chefs d'Etat en 1981.

En ce qui concerne les projets, des activités ont été poursuivies ou entreprises dans les domaines des transports, de la recherche agronomique et de l'intégration de la femme au développement économique. En matière de transports, on a effectué une étude en Guinée équatoriale qui devrait être bientôt suivie d'autres études à Sao Tomé-et-Principe ainsi qu'en République centrafricaine afin d'évaluer les besoins de la sous-région en matière de transports. La coopération dans la recherche agronomique se poursuit activement en collaboration avec la FAO par l'intermédiaire de son système d'information sur la recherche agronomique. L'objectif poursuivi est d'arriver à une diffusion systématique des résultats des recherches par un réseau d'instituts de recherche agronomique dans la sous-région. Ont également été entreprises des études portant sur le développement de l'agro-industrie et les possibilités d'exploitation des forêts. Dans le domaine de l'intégration de la femme au développement, des progrès réguliers ont été réalisés depuis la nomination en décembre 1979 du coordonnateur des affaires relatives aux femmes. Des missions effectuées en Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe et en République centrafricaine ont abouti à la création, là où il faisait défaut, d'un organisme national chargé d'assurer une véritable intégration de la femme au développement.

Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, la tâche la plus importante accomplie par le MULPOC de Niamey demeure la coordination et l'harmonisation des activités des organisations intergouvernementales. Tous les projets du MULPOC de Niamey, la publication d'un périodique, d'un répertoire des organisations intergouvernementales et la définition des besoins en matière de

formation ont en commun le même objectif final, à savoir favoriser la rationalisation des activités de ces organisations. Au cours de la période considérée, l'exécution de tous ces projets s'est déroulée comme prévu. Durant cette période, a également été créé un comité sous-régional des établissements humains. En outre, des efforts intenses sont déployés à l'heure actuelle pour harmoniser les réglementations douanières entre trois importants groupements sous-régionaux d'intégration économique, à savoir la CEDEAO, la CEAO et l'Union du fleuve Mano. Ces organisations et le secrétariat ont arrêté les grandes lignes d'une étude à entreprendre en la matière, le secrétariat se chargeant d'organiser une mission pour effectuer ladite étude.

Il faut également signaler un fait important intervenu au cours de la période considérée, à savoir la tenue en avril 1980 du Colloque de Conakry sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique sous les auspices du secrétariat, de la CEDEAO et du Gouvernement de la République de Guinée. Le Colloque a été un prélude opportun à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement tenue à Lagos à la fin de 1980 par l'OUA en collaboration avec le secrétariat et consacrée exclusivement aux problèmes économiques du continent africain. L'Acte final de la deuxième session extraordinaire est un jalon historique sur le chemin vers la coopération et l'intégration économiques en Afrique, car il propose un programme d'action concret pour atteindre cet objectif. En conséquence, le secrétariat a redéfini ses activités afin de mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos.

Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest se sont déroulés des événements importants auxquels a pris part le MULPOC de Niamey, à savoir le sommet de la CEDEAO sur le développement et la stratégie industriels, une réunion de donateurs consacrée à la mise en valeur des ressources en eau destinées au cheptel et aux ruraux et, en juin 1980, une réunion des pays du Conseil de l'Entente.

Dans la sous-région de l'Afrique du Nord, les progrès enregistrés dans la réalisation d'une plus étroite coopération et d'une plus grande intégration économiques ont été quelque peu irréguliers, malgré des efforts soutenus de la part du secrétariat. A la suite d'une brève mission exploratoire auprès des six pays arabes, une mission pluridisciplinaire a été mise sur pied par le secrétariat pour étudier les moyens de renforcer la coopération dans divers secteurs : l'industrie, le commerce, les transports et l'agriculture. On a également préparé une réunion d'experts en énergie afin d'étudier une politique énergétique commune pour la sous-région. De même, une réunion était prévue sur la question de l'intégration de la femme au développement. Malheureusement, ces réunions n'ont pas pu avoir lieu en raison du manque de soutien de la part des pays de la sous-région de l'Afrique du Nord. Il ne semble pas que les problèmes qui empêchent une intégration plus poussée de l'Afrique du Nord soient prêts d'être résolus, ni qu'ils puissent être réglés par le secrétariat.

Coopération technique entre pays en développement et coopération économique entre pays en développement

Aux niveaux régional et sous-régional

Durant la période considérée, le secrétariat a collaboré avec d'autres organismes des Nations Unies pour mettre en oeuvre le Plan d'action de Buenos Aires en vue de la promotion de la CTPD. A l'échelon régional, le secrétariat a contribué de façon active aux préparatifs de la Conférence des experts gouvernementaux africains sur la CTPD que le PNUD a organisée à Nairobi en mai 1980; y ont participé la plupart des pays africains ainsi que de nombreux observateurs des organisations internationales. La Conférence a abordé trois vastes sujets : le développement rural, les denrées alimentaires (production, industrie, commercialisation) et la science et la technique au service du développement. Le secrétariat y était représenté par une équipe de haut niveau composée de six membres que dirigeait le Secrétaire exécutif. Les "Recommandations de Nairobi" adoptées à l'issue de la Conférence constituent des directives utiles en ce qui concerne les secteurs où les efforts doivent être faits ou intensifiés pour améliorer la coopération technique en Afrique.

Le secrétariat a également participé pleinement aux préparatifs de la réunion mondiale de haut niveau consacrée à un examen des activités entreprises dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires qui s'est tenue à Genève en mai et juin 1980 immédiatement avant la session annuelle du Conseil d'administration du PNUD. Conformément aux directives de l'Assemblée générale, cette réunion de haut niveau sur la CTPD, après 1980 et 1981, deviendra biennale.

En vertu de la résolution 355 (XIV) de la Conférence des ministres demandant, entre autres, que des mesures soient prises pour mettre un terme à la distinction subtile entre coopération économique et coopération technique entre pays en développement, le secrétariat a mis sur pied en mai 1979 un comité interdivisions sur la coopération économique et technique pour s'occuper efficacement de toutes les questions relatives à la CTPD et à la CEPD. Les contributions à toutes les réunions sur la CTPD et la CEPD sont désormais rassemblées, discutées et approuvées par ce Comité qui est présidé par le service de la coopération économique du secrétariat.

En plus des réunions sur la CTPD susmentionnées, ont eu lieu également des réunions sur la CEPD aux niveaux régional et interrégional conformément aux décisions adoptées par le Groupe des 77 à Arusha en février 1979 et auxquelles la CNUCED a souscrit au cours de sa cinquième session à Manille (Philippines) en juin 1979. C'est ainsi qu'en décembre 1979, une réunion africaine régionale sur la CEPD a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie), suivie par la tenue, à Genève, d'autres réunions préparatoires à la réunion mondiale de la CNUCED sur la CEPD de juin 1980 à laquelle le secrétariat a participé activement.

Au niveau interrégional

La coopération interrégionale pour la promotion de la CTPD et de la CEPD s'est poursuivie selon les orientations définies au cours du précédent exercice biennal. Le secrétariat, en collaboration avec les autres commissions économiques régionales, a intensifié ses efforts en vue de trouver des domaines susceptibles de permettre une collaboration fructueuse dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Comme c'est désormais l'usage, les secrétaires exécutifs des cinq commissions économiques régionales se sont réunis pour consultations à Santiago en février 1980, à Genève ensuite en juillet 1980 pour dégager des modalités plus efficaces de coopération économique et technique interrégionale.

C'est ainsi que lors de la réunion de Santiago, il y a eu accord complet entre la CEA et la CEPAL en ce qui concerne l'exécution de leur projet commun de CTPD mentionné dans le dernier rapport biennal, et portant sur le perfectionnement de la main-d'oeuvre, la promotion du commerce et la science et la technique. Malheureusement, la demande visant à obtenir un financement du PNUD présentée conjointement par les secrétaires exécutifs de la CEA et de la CEPAL n'a pas été agréée par celui-ci et le projet n'a donc pas pu démarrer comme prévu en juin 1980. A la suite de certaines modifications dans la conception du projet, on pense aujourd'hui que la section spéciale du PNUD chargée de la CTPD pourra financer le projet partiellement grâce au Fonds de réserve.

Les discussions se sont poursuivies sur la coopération interrégionale avec les autres commissions économiques régionales, à savoir la CEA, la CESAP et la CEE. En ce qui concerne la CEA, les secteurs importants où la collaboration avec le secrétariat s'est poursuivie ont été l'exode des compétences, le centre de documentation et le recueil statistique du monde arabe. En collectant les données pour son recueil statistique, la CEA a continué de couvrir les pays arabes de l'Afrique du Nord membres de la Commission et de transmettre des renseignements au secrétariat. De son côté, le secrétariat a continué à envoyer à la CEA des exemplaires des tableaux par pays figurant dans l'Annuaire statistique africain relatif aux pays arabes de l'Afrique du Nord. A la fin de 1979, un membre du secrétariat de la CEA est venu au secrétariat de la CEA pour discuter du renforcement de la coopération dans le domaine statistique. Il a accepté d'envoyer au secrétariat les toutes dernières informations statistiques lors de ses missions dans les pays afro-arabes. Cependant, pour réduire les frais résultant des missions effectuées par la CEA dans des pays comme la Somalie, le Soudan et la Mauritanie, un accord de coopération a été conclu en vertu duquel ces missions seraient faites par le secrétariat et les frais supportés par la CEA.

Parmi d'autres secteurs où la coopération technique entre la CEA et le secrétariat pourrait être fructueuse, figurent les sources d'énergie renouvelables, la création de centres d'études avancées pour l'africanisation de la science et de la technique modernes grâce à l'établissement de relations entre les instituts scientifiques et de recherche des deux régions et la sécurité

alimentaire (exécution de projets comme la lutte contre la désertification, gestion des ressources en sols et en eau et expérimentation de nouvelles variétés hybrides de semences). Toutes ces questions figurent à l'ordre du jour de négociations ultérieures.

La coopération entre le secrétariat et la CESAP s'est poursuivie dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux et des accords de paiements multilatéraux. Le secrétariat a fait progresser l'exécution du Programme d'action de Mexico sur la CEPD en finançant, conjointement avec l'OUA, d'importantes études réalisées par la CNUCED et portant sur la création d'un système mondial d'échanges préférentiels, les entreprises commerciales d'Etat et les sociétés multinationales de distribution. Ces études entrent dans le cadre de la promotion des échanges commerciaux entre l'Afrique et les autres pays en développement.

Grâce à l'assistance d'un projet financé par les Pays-Bas, la coopération avec la CESAP et la CEPAL a été intensifiée dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux, et des experts du secrétariat se sont rendus à la CESAP et à la CEPAL pour consultations à la suite d'études préliminaires. Il y a eu également échange de publications sur la CTPD entre le secrétariat et la CESAP dans l'intérêt mutuel des deux régions. Ont eu lieu également des consultations entre les divisions des transports et des communications des deux secrétariats en vue de promouvoir la création de centres de formation régionaux et sous-régionaux pour le personnel des transports maritimes, des ports et des transports fluviaux, dans le cadre de l'organisation de séminaires, de cours de formation et de voyages d'études sur divers aspects des transports et des communications. Le secrétariat étudie actuellement avec la CEE de nouveaux moyens de renforcer leur coopération pour le développement des pays de la région méditerranéenne en particulier. A l'heure actuelle, les deux secrétariats et la CEAO s'emploient à obtenir du PNUD qu'il finance un projet commun de développement des pays de la Méditerranée, qui commencerait par une étude de préfaisabilité pour déterminer la réaction des gouvernements à des projets envisagés dans les domaines de la coopération, de l'énergie, de l'eau et de l'agriculture. Ces projets seront conçus et exécutés dans l'esprit de la CTPD.

D'autres domaines où la coopération est encouragée entre le secrétariat et d'autres organismes comme la FAO et le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne ont trait à la lutte contre la désertification, la mise en valeur et l'exploitation des ressources de la forêt et des industries forestières et l'étude des activités des sociétés transnationales. La CEE a, comme par le passé, invité la Commission et en particulier ses membres méditerranéens, à participer aux nombreux séminaires, conférences et journées d'études organisés par la CEE dans divers domaines spécialisés d'intérêt commun.

Création d'institutions

Il convient de dire quelques mots sur le cadre institutionnel de la coopération économique aux niveaux régional et sous-régional. La nécessité

de disposer d'institutions sectorielles spécialisées demeure pressante et plusieurs de ces institutions ont été créées au cours de ces deux années et sont venues s'ajouter à celles qui existaient au début de la période considérée. Malheureusement, les diverses institutions, toutes créées à la demande des gouvernements africains dans des secteurs comme les ressources naturelles, la science et la technique, le commerce, l'industrie, la formation et les ressources humaines, les transports et les communications, se sont ressenties du manque de volonté politique des pays africains. Ce manque de volonté politique se traduit de diverses façons, la plus courante étant qu'après avoir demandé instantanément la création d'une institution, beaucoup de gouvernements africains, même lorsqu'ils ont approuvé le document juridique portant création de l'institution en question, n'en deviennent pas membres, ou, lorsqu'ils le deviennent, ne lui fournissent pas l'appui financier et matériel indispensable. Le développement de l'institution s'en trouve paralysé, la désillusion s'installe et l'autonomie collective des pays africains est compromise. Il faudrait que les Etats membres comprennent que le succès ou l'échec des institutions de développement collectif créées à leur demande ne dépendent que d'eux-mêmes.

On craint que les deux problèmes inséparables qui se posent aux institutions africaines, à savoir la participation restreinte et/ou le peu d'empressement apparent de certains membres à s'acquitter de leurs contributions, continuent à compromettre l'existence des nouvelles institutions comme des anciennes. Les nouvelles institutions créées au cours de ces deux années figurent dans les sections appropriées du présent rapport. Au nombre de ces institutions, on compte le Centre régional supérieur de formation et de recherche techniques, l'Institut régional d'administration fiscale, le Fonds africain de développement industriel et le Centre régional de conception et de fabrication industrielles. D'autres institutions comme le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, créées au cours des deux années précédentes n'ont reçu qu'un soutien peu empressé.

Ces données ne sont pas exhaustives. La situation aurait été la même si l'on avait inclus d'autres institutions plus anciennes. Des conclusions s'imposent : pour que les institutions de coopération économique et technique que les Etats membres décident de créer soient viables, il faut leur apporter un soutien politique et matériel, plus concret que celui qu'elles ont reçu jusqu'ici.

Il semblerait qu'on soit maintenant arrivé à un stade où un bilan de la situation actuelle s'impose avant de poursuivre la création d'institutions nouvelles. Le secrétariat, avec la collaboration du PNUD et des principaux donateurs, devrait effectuer une évaluation des objectifs et des activités des diverses institutions multinationales créées sous l'égide de la Commission afin de faire des propositions portant sur leur utilité et efficacité actuelles et de donner des avis sur la meilleure façon dont on pourrait rationaliser, coordonner et harmoniser leur fonctionnement. Afin de renforcer les institutions existantes, il serait utile de fixer un barème

	Nombre de pays ayant qualité pour devenir membres	Nombre de signataires à ce jour	Nombre de pays qui ont payé leurs contributions
Centre régional supérieur de formation et de recherche techniques	Tous les membres de l'OUA et les mouvements de libération reconnus	7	1
Association des administrateurs africains des impôts	Tous les membres de l'OUA	12	Aucun
Fonds africain pour le développement industriel	Tous les membres de l'OUA	7	Aucun
Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles	Tous les membres de l'OUA	21	5
Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	18	6	3
Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est	18	5	3

commun pour le calcul des contributions des membres, qui serait appliqué à toutes les institutions multinationales ou de déterminer le montant global que doit verser chaque Etat africain aux institutions de son choix. Aucune nouvelle institution multinationale ne doit être créée tant que son utilité n'aura pas été démontrée et que les Etats n'auront pas affirmé clairement leur volonté de la soutenir, tant politiquement que financièrement.

CHAPITRE VI

RESSOURCES FINANCIERES (BUDGET ORDINAIRE)

L'Assemblée générale a approuvé les projets de budget et de programme de travail du secrétariat pour les exercices 1978-1979 et 1980-1981. Les crédits ouverts pour l'exercice biennal 1978-1979 ont principalement été approuvés au chapitre 9 du budget ordinaire de l'ONU, tandis que pour l'exercice biennal 1980-1981, ils ont été approuvés au chapitre 13. Le budget approuvé par l'Assemblée générale pour l'exercice 1978-1979 s'élevait à 23 679 000 dollars des Etats-Unis, ce qui représentait une augmentation de 4 703 500 dollars des Etats-Unis par rapport au budget approuvé pour l'exercice biennal 1976-1977 - 18 075 500 dollars des Etats-Unis - et correspondait à un accroissement des ressources de 1,9 p. 100.

Le budget approuvé pour l'exercice biennal 1980-1981 ne représentait qu'une faible augmentation. En raison de la crise actuelle de l'économie mondiale, les crédits inscrits au budget de l'ONU pour l'exercice biennal 1980-1981 ont été limités au strict minimum. L'objectif était d'obtenir une croissance zéro de l'ensemble du budget-programme de l'ONU pour l'exercice biennal 1980-1981 et le budget ordinaire du secrétariat pour 1980-1981 a finalement été approuvé avec une croissance réelle de 1,5 p. 100 seulement. Cette faible croissance a limité la capacité du secrétariat d'aider les Etats membres dans leurs efforts de développement et il a donc fallu étudier d'autres moyens d'accroître les ressources du secrétariat : intensification des efforts visant à la mobilisation de ressources extra-budgétaires, redéfinition des activités prioritaires, redéploiement des ressources et amélioration de la gestion des ressources, par ailleurs limitées.

On trouvera dans le tableau 1 du présent chapitre le détail des ressources budgétaires approuvées pour 1980-1981 et 1978-1979. Le tableau 2 présente, à des fins de comparaison, les crédits ouverts, par objets de dépense, au cours des deux exercices biennaux, pour 1979 et 1980. Il ressort de ce tableau que les crédits ouverts au chapitre 13 du budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice biennal 1980-1981 s'élevaient à 27 120 300 dollars des Etats-Unis, contre 23 679 000 dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1978-1979.

La faible croissance du budget de 1980-1981 est principalement illustrée par les crédits ouverts au titre des postes permanents, des frais de voyage et du personnel temporaire pour les réunions.

En ce qui concerne les ressources en main-d'oeuvre, on a enregistré un accroissement des crédits ouverts pour l'exécution des programmes relatifs aux transports et aux communications, et à l'administration et aux services communs. Deux nouveaux postes d'administrateur ont été inscrits au budget pour l'exécution des activités relatives aux transports multimodaux et à la navigation intérieure prévues au programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Un nouveau poste d'administrateur a été inscrit au programme de l'administration et des services communs. Il s'agissait en l'occurrence d'intensifier les activités de l'administration concernant le bien-être du personnel.

Compte tenu de l'augmentation des frais de voyage, l'Assemblée générale a pris des mesures en vue de compenser l'inflation sur les prix des billets d'avion et a augmenté l'ensemble des crédits prévus au titre des frais de voyage d'environ 110 000 dollars des Etats-Unis.

En ce qui concerne les besoins en personnel temporaire pour les réunions, un crédit supplémentaire de 50 000 dollars des Etats-Unis a été approuvé par l'Assemblée générale au titre du programme de l'administration et des services communs. Cette augmentation permettrait de faire face aux besoins accrus en traducteurs et interprètes découlant de l'augmentation du nombre de réunions organisées dans la région et aussi de recruter des traducteurs temporaires en renforcement de l'effectif limité de traducteurs permanents employés par le secrétariat.

Bien qu'il soit nécessaire de renforcer les services du secrétariat en recrutant des consultants, compte tenu de l'insuffisance actuelle des effectifs permanents, un crédit de 198 100 dollars des Etats-Unis seulement a été approuvé à la rubrique des consultants; ce crédit ne correspond à aucune augmentation par rapport aux années précédentes, ce qui est d'autant plus grave que les crédits ouverts au titre des services de consultants en 1978-1979 pour la Décennie des transports et des communications en Afrique n'ont pas été renouvelés en 1980-1981. C'est en vain qu'il avait été escompté que la Conférence pour les annonces de contributions pour la Décennie des transports et des communications en Afrique permettrait de réunir des fonds suffisants.

Outre les crédits approuvés au chapitre 13, l'Assemblée générale a approuvé les crédits budgétaires suivants pour l'exécution de programmes spéciaux, aux chapitres indiqués ci-après :

Chapitre	Programmes	1979	1980	Total
UNH09	Sociétés transnationales	183 900	187 700	371 600
UNH24	Programme régional de coopération technique	926 000	924 100	1 850 100
UNH28	Administration			
	- Cours de langue pour le personnel	23 600	36 700	60 300
	- Formation de traducteurs	73 400	177 200	250 600
UNH32	Construction			
	- 925 Modification et amélioration	-	116 800	116 800
	- 935 Gros travaux d'entretien	158 400	222 200	380 600
	Total	1 365 300	1 664 700	3 030 000

Le crédit de 371 600 dollars des Etats-Unis prévu pour l'exécution du programme relatif aux sociétés transnationales devait servir au financement d'études sur les activités et l'influence des sociétés transnationales au cours de la période 1979-1980, 90 p. 100 environ de ces ressources étant destinés au financement de postes permanents et de services de consultations.

Les crédits ouverts au titre du programme régional de coopération technique s'élevaient à 926 000 dollars des Etats-Unis en 1979 et 924 100 dollars des Etats-Unis en 1980. Ce programme porte sur la fourniture de services consultatifs aux Etats membres qui, au cours de la période considérée, ont pu bénéficier des services de conseillers régionaux pour des périodes allant de un à quatre semaines. Les services fournis par les conseillers régionaux avaient trait à un certain nombre de domaines économiques et sociaux essentiels : ressources énergétiques, études économiques, promotion sociale, transports, analyse de la comptabilité nationale, finances publiques, administration du développement, activités de coopération juridique et économique.

En ce qui concerne le programme de formation de traducteurs, le premier cours organisé au secrétariat en 1978 avec la participation de sept stagiaires francophones et anglophones s'est achevé le 20 avril 1979. Les stagiaires ont ensuite passé le concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de l'ONU. Deux stagiaires ont réussi ce concours et travaillent désormais aux services de traduction du secrétariat; il s'agit d'un traducteur francophone et d'un traducteur anglophone. Quinze candidats qui avaient réussi l'examen écrit préliminaire en vue du deuxième cours de formation ont passé une entrevue en août 1979. Neuf candidats ont été retenus, sept francophones et deux anglophones, qui ont suivi le deuxième cours de formation de traducteurs qui a débuté en octobre 1979 et s'est terminé en juin 1980. Ils ont ensuite passé le concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de l'ONU, et ont été reçus un stagiaire anglophone et trois stagiaires francophones.

Le programme de formation de traducteurs ayant bénéficié d'une importante publicité dans la presse écrite et radiodiffusée africaine, les candidatures déposées pour le troisième cours de formation ont été beaucoup plus nombreuses que lors des deux années précédentes et il a été possible de sélectionner des candidats d'un niveau beaucoup plus élevé. Cela signifie que les possibilités de recruter des traducteurs au secrétariat à l'issue du concours de l'ONU seront beaucoup plus importantes en 1981 que par le passé. Le troisième cours a débuté en octobre 1980. Toutefois, du fait qu'il n'existe plus de poste vacant à la section anglaise de traduction au secrétariat, ce troisième cours est exclusivement destiné à des stagiaires francophones.

Les ressources pour le programme sont passées de 73 400 dollars des Etats-Unis en 1979 à 177 200 dollars des Etats-Unis en 1980; cette augmentation devait permettre de renforcer le programme de formation de traducteurs grâce au financement des postes de deux administrateurs chargés de la formation.

Les cours de langue - anglais, français et arabe - destinés aux fonctionnaires du secrétariat, se sont poursuivis au cours de la période considérée, les cours de français et d'anglais ayant compté le plus grand nombre

d'inscrits. Pour faire face à la demande croissante de cours de langue, les ressources ont été augmentées et sont passées de 23 600 dollars des Etats-Unis en 1979 à 36 700 dollars des Etats-Unis en 1980.

Les travaux d'agrandissement des locaux du siège du secrétariat ont été achevés il y a quelques années et un montant de 380 600 dollars des Etats-Unis a été consacré au cours de la période considérée à la réalisation de travaux de rénovation des bâtiments les plus anciens du siège, actuellement occupés par le PNUD, l'OIT, l'UNESCO et le FISE.

L'occupation de tous les bureaux disponibles dans l'ancien bâtiment après achèvement des travaux de rénovation permettra à l'ensemble des organismes des Nations Unies d'économiser pour chaque exercice biennal un montant de 400 000 dollars des Etats-Unis sur le prix des loyers versés actuellement au Gouvernement du pays hôte.

En conclusion, il conviendrait de noter que la tendance actuelle pour ce qui est de la croissance du budget ordinaire souligne les perspectives limitées de tout accroissement des ressources pouvant être approuvées par l'Assemblée générale aux fins de l'exécution du programme de travail et ordre de priorité approuvé du secrétariat.

TABLEAU 1

BUDGET ORDINAIRE DU BUDGET-PROGRAMME (en dollars des Etats-Unis)

Code	Programme	Crédits ouverts par l'Assemblée générale				Total pour 1979/80
		pour 1978/79	pour 1980/81	pour 1979	pour 1980	
010	Organes directeurs	249 000	267 900	128 300	176 900	305 200
100	Direction exécutive et administration	2 082 300	3 019 600	1 079 000	1 437 600	2 516 600
210	Alimentation et agriculture	730 100	918 800	378 800	437 000	815 900
240	Questions et politiques relatives au développement	1 940 600	1 353 200	1 004 900	643 800	1 648 700
260	Enseignement et formation	429 700	665 300	223 100	316 200	539 300
290	Etablissements humains	281 100	311 200	145 500	148 000	293 500
330	Développement industriel	1 263 900	1 481 200	657 000	704 700	1 361 700
340	Commerce international	1 255 300	1 556 400	652 100	740 600	1 392 700
440	Main-d'oeuvre, gestion et emploi	120 300	-	62 900	-	62 900
460	Ressources naturelles	1 253 300	1 281 300	650 700	610 200	1 260 900
480	Population	187 000	263 600	96 400	125 300	221 700
500	Administration publique	499 500	569 700	259 500	271 100	530 600
520	Science et technique	347 600	381 100	180 200	181 200	361 400
540	Statistiques	1 261 300	1 364 000	655 300	649 000	1 304 300
550	Transports, communications et tourisme	1 218 800	1 317 100	525 100	626 500	1 151 600
710	Services de conférence	2 260 100	2 589 500	1 177 100	1 232 400	2 409 500
790	Gestion des activités de coopération technique	319 600	350 300	165 500	166 800	332 300
800	Administration et services communs	6 975 200	8 441 400	3 643 600	4 252 700	7 896 300
		23 679 000	27 120 300	12 206 800	13 190 800	25 397 600

TABLEAU 2
BUDGET ORDINAIRE PAR OBJETS DE DEPENSE (en dollars des Etats-Unis)

Code	Objet de dépense	Crédits ouverts par l'Assemblée générale				Total pour 1979/80
		pour 1978/79	pour 1980/81	pour 1979	pour 1980	
010	Postes permanents	14 249 200	16 335 500	7 403 000	7 772 200	15 175 200
020	Personnel temporaire pour les réunions	266 400	334 500	123 300	208 600	331 900
030	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	338 900	363 200	177 700	173 000	350 700
040	Consultants (y compris frais de voyage)	379 600	198 100	105 000	94 400	199 400
050	Heures supplémentaires et sursalaires de nuit	42 200	61 200	22 000	29 200	51 200
100	Dépenses communes de personnel	5 703 600	6 524 300	2 963 000	3 109 900	6 072 900
220	Frais de voyage du personnel	220 600	298 500	123 800	142 400	266 200
240	Frais de voyage du personnel en mission	333 600	445 700	170 900	212 300	383 200
340	Imprimerie et reliure	121 300	96 600	59 300	46 000	105 300
410	Location et entretien des locaux	210 000	278 400	110 000	132 500	242 500
420	Eclairage, chauffage, énergie et eau	171 700	207 800	89 900	99 000	188 900
430	Location et entretien du matériel	229 400	277 500	120 100	132 200	252 300
440	Communications	499 600	578 700	261 500	275 500	537 000
450	Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	6 000	7 200	3 100	3 400	6 500
490	Services divers	147 500	192 600	77 200	91 800	169 000
500	Fournitures et accessoires	620 600	774 100	325 000	568 700	893 700
600	Mobilier et matériel	138 800	146 400	72 000	99 700	171 700
		23 679 000	27 120 300	12 206 800	13 190 800	25 397 600

CHAPITRE VII

COOPERATION AVEC LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX AFRICAINS

Le secrétariat a longuement étudié l'efficacité et les possibilités de renforcement des organismes intergouvernementaux africains existants, ainsi que les mesures à prendre pour en créer de nouveaux. Il est apparu que nombre d'organismes intergouvernementaux africains, tous créés par le secrétariat à la demande de gouvernements africains et traitant de domaines divers (ressources naturelles, science et technologie, industrie, formation et développement des ressources humaines, transports et communications) ont souffert du manque de suivi dans la mise en oeuvre de décisions politiques. Les conséquences se sont manifestées de deux manières : premièrement le nombre de membres a diminué, ce qui a amoindri les ressources financières des organismes, et deuxièmement les Etats membres ont mis peu d'empressement à s'acquitter de leurs contributions; dans certains cas les deux facteurs étaient conjugués. Or, comme il est indéniable qu'un certain nombre d'institutions multinationales jouent un rôle crucial dans le développement économique et social de l'Afrique, il convient de veiller à ce qu'avant de créer de nouvelles institutions multinationales leur raison d'être, leurs objectifs et leurs activités aient été attentivement étudiés et de s'assurer qu'elles bénéficieront de l'appui politique et financier des pays africains. Dans le Plan d'action de Lagos des propositions sont énoncées dans ce sens, qui figurent au chapitre V du présent rapport.

Dans l'ensemble toutefois la coopération entre le secrétariat et les organismes intergouvernementaux africains s'est poursuivie avec succès et dans plusieurs cas des arrangements ont été pris pour l'institutionnaliser. En décembre 1980 le secrétariat a organisé une réunion des directeurs des organismes intergouvernementaux établis sous l'égide de la CEA en vue d'examiner les tâches assignées à leur organisation dans le Plan d'action de Lagos.

Coopération avec l'OUA

Les Etats membres de la CEA étant aussi membres de l'OUA, la coopération entre les deux organisations est impérative car chacune doit compléter et appuyer les activités de l'autre.

Cette coopération a reçu l'appui juridique de la Conférence des ministres qui, dans sa résolution 327 (XIII), a demandé le renforcement de la coopération entre le secrétariat et l'OUA en termes plus concrets. Au cours de la période à l'étude, et conformément à la résolution mentionnée, un colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles en vue d'un développement endogène autonome, de la diversification et de l'autonomie collective pendant la période 1978-2000, s'est tenu à Nairobi (Kenya) du 11 au 17 septembre 1979. Ce colloque a été immédiatement suivi de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie à Addis-Abeba (Ethiopie) du 17 au 20 octobre 1979.

La coopération entre les deux organisations s'est poursuivie avec la réunion commune OUA/CEA des experts africains de l'énergie tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 25 au 28 mars 1980. Les deux organisations ont aussi convoqué

conjointement un groupe de travail interinstitutions composé de représentants du secrétariat, de l'OUA, de la BAD, du Conseil mondial de l'alimentation et du FIDA. Ce groupe de travail a élaboré un programme d'action pour le développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique portant sur la période 1980-1985. L'OUA et le secrétariat ont collaboré à l'organisation de la réunion extraordinaire du Comité d'évaluation des progrès de l'industrialisation en Afrique qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 10 au 15 avril 1980. Les recommandations de ces réunions ont été par la suite examinées par le Comité plénier d'experts et par la sixième session de la Conférence des ministres qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 12 avril 1980.

La coopération entre l'OUA et le secrétariat a été couronnée par la préparation et l'organisation de la deuxième session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA (le premier Sommet économique de l'OUA) tenue à Lagos (Nigéria) le 28 et le 29 avril 1980. Avant cette session extraordinaire, plusieurs réunions sectorielles d'experts et de ministres responsables du développement économique ont été organisées conjointement par l'OUA et le secrétariat. Ces réunions ont abouti à l'élaboration d'un plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique jusqu'à l'an 2000, qui a été soumis à la session extraordinaire. Ce plan d'action, appelé par la suite Plan d'action de Lagos, a été adopté avec des modifications mineures lors de cette session extraordinaire. La stratégie de développement économique et social pour la région africaine y est définie et des secteurs particuliers y sont traités tels que l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, les ressources naturelles, les ressources humaines, la science et la technologie, les communications, le commerce et les finances, les organismes de promotion de la coopération économique, l'environnement et le développement, la planification du développement, les statistiques et la population. Dans l'Acte final de la session extraordinaire le Secrétaire général de l'unité africaine était invité :

"... à prendre, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la CEA, toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, en utilisant les ressources des institutions de l'OUA, ainsi que l'assistance technique et financière des organismes spécialisés de la CEA et des organes nationaux et internationaux appropriés".

Une réunion d'experts africains en matière de coopération économique entre pays en développement, à laquelle l'OUA a été invitée, a été tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 7 au 18 décembre 1979. Il a été décidé que l'OUA, avec l'assistance de la CNUCED, de la CEA et d'autres organisations sous-régionales et régionales devait déployer des efforts en vue d'établir une association des organisations commerciales africaines d'Etat. Le secrétariat et l'OUA ont donc élaboré un projet de statuts de l'association qui serait examiné au cours de réunions spéciales d'experts prévues dans un proche avenir.

La coopération entre les deux organisations s'est étendue aux activités du secrétariat liées à la Décennie des transports et des communications. Des fonctionnaires du secrétariat, de l'OUA et de la Commission africaine de

l'aviation civile se sont réunis à Dakar (Sénégal) du 6 au 10 mai 1980, pour établir un projet de convention en vue d'une Conférence africaine sur les tarifs aériens, conformément à la résolution 6 (XXXIII) de l'OUA, adoptée au cours de la trente-troisième session du Conseil des ministres et approuvée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tenue à Monrovia (Libéria) en juillet 1979; ce projet de convention sera soumis à une conférence diplomatique pour approbation.

S'agissant du développement social, des missions conjointes CEA/OUA se sont rendues à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) en octobre, novembre et décembre 1979 pour débattre de problèmes concernant l'établissement du Centre régional africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. Une réunion d'experts a par la suite été convoquée par le secrétariat et l'OUA en janvier 1980 en vue d'étudier les modalités de fonctionnement du Centre. Les locaux provisoires du Centre ont été officiellement inaugurés à Tripoli le 17 janvier 1980 par le Secrétaire exécutif, un Secrétaire général adjoint de l'OUA et le Ministre libyen de la sécurité sociale.

Pour ce qui est de l'Année internationale des personnes handicapées, un groupe de travail mixte CEA/OUA a été établi pour s'occuper de l'organisation de réunions concernant le développement social. Ce groupe se réunit régulièrement depuis le mois de juin 1980 et décide de toutes les activités qui doivent être entreprises conjointement ou séparément pour préparer l'Année internationale des personnes handicapées. Une réunion commune a été organisée par le secrétariat et l'OUA en octobre 1980 à Addis-Abeba (Ethiopie). Le secrétariat et l'OUA ont en outre organisé conjointement en octobre 1980 la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales.

En ce qui concerne le problème des réfugiés africains, le secrétariat a participé aux sessions ordinaires du Comité de coordination du Bureau pour le placement et l'éducation des réfugiés de l'OUA en août 1979 et mars 1980 et a donné des conseils sur les réseaux de correspondants nationaux du Bureau ainsi que sur la nécessité de revoir notamment son mandat, ses activités et ses critères de sélection. Un représentant du secrétariat a assuré la présidence d'un sous-comité créé spécialement en mars 1980 pour définir les stratégies pour la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha sur les réfugiés. A cet égard, un document de travail a été établi par le secrétariat en avril 1980 et adressé aux membres du Comité de coordination qui se sont réunis en novembre 1980.

Coopération avec la Banque africaine de développement

Dans le domaine des transports et des communications, la coopération entre le secrétariat et la BAD a essentiellement pris la forme, au cours de la période à l'étude, d'échanges de renseignements détaillés sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et

sur la Conférence pour les annonces de contributions au programme de la Décennie. Cet échange d'informations a montré que la BAD pourrait jouer un grand rôle dans le financement ou la mobilisation de sources extérieures de financement de certains projets de la Décennie. En décembre 1980, le secrétariat a organisé en coopération avec l'UIT, l'OUA, la BAD et l'Union panafricaine des télécommunications, toutes organisations membres du comité de coordination chargé de la mise en oeuvre du projet PANAFTEL, une conférence régionale des télécommunications à Monrovia (Libéria) en vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du projet PANAFTEL et des projets figurant au programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique relatifs aux télécommunications, ainsi que les politiques en matière de télécommunications appliquées dans la région.

Coopération avec la CEDEAO

Au cours de la période à l'étude, le secrétariat a maintenu les rapports étroits qui le lient à la CEDEAO, depuis sa création. Chaque organisation était représentée aux réunions de l'autre. Le programme d'assistance du secrétariat à la CEDEAO dans le domaine de l'harmonisation des transports et des communications, des questions commerciales et douanières, de la politique industrielle a pris fin et la CEA a entrepris une étude sur le commerce des produits alimentaires, du bétail, des produits de la pêche et des produits forestiers dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et la coopération en la matière. Le secrétariat a établi le descriptif de projet ainsi que le mandat des experts chargés d'effectuer les deux études sur le potentiel de production agricole de la sous-région de la CEDEAO ainsi que sur l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres de la sous-région.

Coopération avec la Commission du bassin du lac Tchad

Les projets de développement qui avaient été élaborés à la fin de l'année 1979 par une mission composite de donateurs ont été révisés par la FAO avec l'assistance du secrétariat. A la demande de la Commission du bassin du lac Tchad le secrétariat a établi un projet d'appui institutionnel au secrétariat de cette organisation. Il a créé un comité spécial interdivisions chargé de surveiller et d'évaluer les travaux d'aménagement du bassin du lac Tchad et une demande de financement a été adressée au PNUD pour l'exécution de ces travaux. Un projet de développement de la production laitière dans la région du lac Tchad a également été établi.

Coopération avec l'UDEAC

Le secrétariat a défini le mandat d'un expert qui doit être recruté par la FAO pour mener une étude sur la coopération et le développement des échanges entre les Etats membres de l'UDEAC dans le domaine agricole. Il a maintenu des relations de travail étroites avec l'UDEAC, par l'intermédiaire du MULPOC de Yaoundé, notamment en vue de l'instauration éventuelle d'une zone d'échanges préférentiels entre les Etats membres de l'UDEAC et les autres pays de la sous-région de l'Afrique centrale. Pour renforcer davantage les relations établies avec l'UDEAC, le secrétariat a conclu un accord de coopération avec cette organisation (voir annexe II).

Coopération avec la Communauté des pays des Grands Lacs

Par l'intermédiaire du MULPOC de Gisenyi, le secrétariat a pris une part active aux efforts de développement de la Communauté économique des pays des Grands Lacs; à la demande de celle-ci, il a notamment fourni les services de deux experts en énergie (gaz naturel et tourbe). Il a aussi conclu avec la Communauté économique des pays des Grands Lacs un accord qui vise à institutionnaliser la coopération entre les deux organisations (voir annexe III).

Coopération avec la Commission du bassin du fleuve Kagera

Le secrétariat a collaboré étroitement avec la Commission du bassin du fleuve Kagera en aidant à définir les projets d'intérêt mutuel. Il a envoyé une mission chargée d'étudier le potentiel de mise en valeur du bassin du fleuve Kagera, ce qui a permis d'éliminer les différences dans la structure organisationnelle de la Commission du bassin du fleuve Kagera et de la Communauté économique des pays des Grands Lacs afin d'éviter que des projets sélectionnés pour être mis en oeuvre soient de même nature. Le secrétariat a également pris part aux débats concernant l'organisation de la mission qui a entrepris d'élaborer un plan général de mise en valeur de la vallée du Ruzizi dans le cadre du programme de travail du MULPOC de Gisenyi. En vue de déterminer les relations démographiques nécessaires à la planification sous-régionale, le secrétariat a participé, en collaboration avec la FAO et sous les auspices de l'Autorité de la vallée du Ruzizi desservant le Burundi, le Rwanda et le Zaïre, aux travaux préparatoires visant à définir les problèmes que pose le développement rural intégré.

Coopération avec l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

Au cours de la période à l'étude, le secrétariat a joué un rôle crucial dans la transformation de l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est, détenu par le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, en un institut multinational qui desserve les 18 pays du MULPOC de Lusaka. Les rapports de travail étroits que l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le secrétariat ont établis conformément au programme de travail du MULPOC de Lusaka contribueront considérablement au développement de cet Institut.

Accord avec les organismes intergouvernementaux africains

Le secrétariat a conclu des accords de coopération avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Banque ouest-africaine de développement (voir annexes IV et V respectivement).

CHAPITRE VIII

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES

Au cours de la période à l'étude, le secrétariat a continué de renforcer sa coopération avec les organes des Nations Unies, non seulement en maintenant les rapports existants mais en entreprenant des projets concrets et en établissant de nouvelles relations. Il convient de mentionner spécialement les importantes relations qui lient le secrétariat et le PNUD, et qui ont permis au secrétariat d'obtenir des ressources financières substantielles pour exécuter divers projets. On trouvera un exposé détaillé de la coopération entre le secrétariat et le PNUD au chapitre IV du présent rapport.

Plusieurs résolutions adoptées lors des conférences des ministres ont institutionnalisé la coopération entre le secrétariat et les commissions économiques régionales. Au cours de la période à l'étude, les commissions ont mené à bien les activités courantes de coopération : échange d'informations et participation aux réunions organisées par chaque commission. On trouvera au chapitre V du présent rapport un exposé détaillé de la coopération interrégionale établie entre le secrétariat et les autres commissions régionales en vue de promouvoir la coopération technique entre pays en développement et la coopération économique entre pays en développement; cette coopération ne sera exposée ici que dans ses grandes lignes.

La CEA et la Commission économique pour l'Asie occidentale

La coopération entre le secrétariat et la Commission économique pour l'Asie occidentale a continué de porter essentiellement sur l'exode des compétences, le centre de documentation et l'analyse documentaire statistique du monde arabe. Le secrétariat a coopéré avec cette commission en échangeant des informations et des rapports. Un représentant du secrétariat a assisté à une réunion sur l'intégration du système de transports en Asie occidentale. Le secrétariat a également été représenté au séminaire de formation dans le domaine de l'organisation de recensements pour les pays d'expression arabe membres de la Commission économique de l'Asie occidentale. Les deux commissions sont restées en contact pour élaborer des programmes d'établissement de centres régionaux pour la science et la technologie.

La CEA et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Le secrétariat et la CESAP ont continué à coopérer essentiellement dans le domaine de la promotion commerciale et des arrangements de paiement multilatéraux. Des fonctionnaires du secrétariat se sont rendus à la CESAP pour des consultations dans le domaine de la promotion commerciale et les deux commissions ont échangé des renseignements sur la coopération technique entre pays en développement. Au cours de la période à l'étude, les deux organisations ont établi une coopération dans le domaine de la promotion et de la création de centres régionaux et sous-régionaux de formation du personnel maritime et portuaire et du personnel de la batellerie.

La CEA et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

La coopération entre le secrétariat et la CEPAL a continué à porter essentiellement sur la formation de la main-d'oeuvre, la promotion des échanges et la science et la technique au service du développement. Des représentants du secrétariat se sont rendus à la CEPAL pour participer à des consultations sur la promotion des échanges. Au nombre des autres domaines de coopération, il faut citer le financement d'une mission conjointe CEA/CEPAL chargée d'évaluer les besoins en matière de formation démographique des pays africains d'expression portugaise. Le secrétariat et la CEPAL ont également échangé des renseignements sur les transports. Un projet financé conjointement par la CEA, la CEPAL et le PNUD a été élaboré en vue de concevoir notamment des projets relatifs au développement de la science et de la technologie.

La CEA et la Commission économique pour l'Europe

Au cours de la période à l'étude, le secrétariat a examiné avec la Commission économique pour l'Europe les moyens de renforcer la coopération surtout en ce qui concerne le développement de la région méditerranéenne. Le secrétariat, la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Asie occidentale sollicitent actuellement l'appui du PNUD pour exécuter un projet conjoint de développement des pays du bassin de la Méditerranée. La lutte contre la désertification, l'exploitation des ressources forestières et le développement des industries forestières, en particulier en ce qu'ils touchent les pays méditerranéens sont autant de domaines qui se prêtent à un développement de la coopération entre le secrétariat et la Commission économique pour l'Europe. Dans le domaine des transports la coopération s'est engagée avec la participation de représentants du secrétariat à la cinquième session du Comité directeur du projet d'axe routier transeuropéen Nord-Sud institué par le PNUD et la Commission économique pour l'Europe.

La CEA et la FAO

Les liens entre le secrétariat et la FAO se sont encore resserrés. Les éléments du programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture décrits ci-après ont été exécutés ou sont en voie de l'être avec la coopération de cette organisation.

La première phase de l'élément de programme concernant l'analyse de la législation forestière et des politiques de reboisement et des mécanismes d'exploitation et de conservation forestière en vue de promouvoir un équilibre écologique et d'assurer une contribution optimale des ressources forestières au développement est bien avancée et sera achevée vers la fin de 1980. La deuxième phase a été reportée à 1983 pour des raisons techniques.

La CEA a contribué de façon continue à la revue périodique de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le projet relatif aux problèmes que pose l'intégration de la micro-analyse et de la macro-analyse dans la planification du développement agricole est en cours d'exécution en coopération avec la FAO. L'élaboration des projets et programmes de

développement de l'élevage et de la production laitière ainsi que les études de faisabilité des projets de production (dont un projet de production laitière) ont été achevées avec l'assistance de la FAO.

Le projet d'élaboration et d'exécution des programmes relatifs aux prix et aux politiques de commercialisation des produits alimentaires, à l'amélioration des services de commercialisation et d'entreposage, ainsi que des programmes relatifs à la constitution de réserves de produits alimentaires aux niveaux national, régional et sous-régional est en cours d'exécution avec l'appui de la FAO. En collaboration avec la FAO également le secrétariat a entrepris de recueillir des informations et de superviser les activités concernant la situation alimentaire et nutritionnelle de la région africaine. Une étude sur la méthodologie de collecte des données auprès des petits exploitants a été lancée en 1979 et une enquête sur le terrain est en cours au Burundi, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

Bien qu'il soit un important fournisseur de produits alimentaires, le petit exploitant agricole a été trop longtemps négligé par les gouvernements des pays africains. Avec la coopération de la FAO le secrétariat a entrepris des études intitulées "The institutional problems of small farmers with respect to investment and use of inputs", "Micro-level/farm management data collection methods" et "Bibliography of small farm studies in Africa", en vue de rassembler des informations de base sur la situation des petits exploitants agricoles en Afrique et de connaître les problèmes institutionnels auxquels ils se heurtent quand il s'agit d'investir et d'utiliser des facteurs de production de meilleure qualité. Le secrétariat a entrepris conjointement avec la FAO des études sur la transformation des structures agraires et des politiques foncières en Afrique, en accordant une attention particulière aux éleveurs et à la population nomade; il a aussi établi un document de travail pour la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural organisée par la FAO à Rome en juillet 1979, à laquelle il était représenté.

Conformément à la résolution adoptée par les pays africains lors de la dixième Conférence régionale pour l'Afrique de la FAO, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en 1978, dans laquelle il était recommandé d'établir un centre régional de développement rural en Afrique, et dans laquelle le Directeur général de la FAO était prié d'accorder aux Etats membres, en collaboration avec l'OUA et la CEA, toute l'assistance possible pour la création d'un tel centre, le secrétariat a participé à une réunion de consultation rassemblant des représentants des Etats membres africains, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 1er au 18 septembre 1979 sous l'égide de la FAO. Un accord a été réalisé au cours de cette réunion de consultation et les 34 pays africains représentés à cette réunion ont signé l'acte final relatif à cet accord. Le centre devrait être créé juridiquement vers la fin de 1980, quand le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et au moins cinq autres Etats membres africains auront déposé les instruments de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de la FAO.

Grâce à l'assistance du PNUD le secrétariat et la FAO ont collaboré au développement du groupe pour les industries alimentaires et du groupe pour les industries forestières de la Division mixte CEA/ONUDI, de l'industrie du secrétariat de la CEA.

Le secrétariat était représenté à la réunion de la FAO convoquée par son bureau régional pour l'Afrique en mai 1979, au cours de laquelle les participants ont étudié de façon approfondie la question essentielle de la coordination des activités du secrétariat et de la FAO au niveau national par l'intermédiaire des représentants par pays de la FAO.

Enfin le secrétariat a bénéficié de l'assistance de la FAO pour mettre en oeuvre plusieurs éléments de son programme de travail dans le domaine du développement social, notamment pour exécuter son programme en faveur des femmes.

La CEA et le FIDA

Au cours de la période à l'étude, les deux organisations ont pris des mesures préliminaires visant à coordonner leurs activités et à établir une coopération dans la région. A cet effet, un projet d'accord de coopération a été rédigé et les négociations sont en cours. Le secrétariat a été représenté à la troisième session du Conseil d'administration du FIDA, tenue à Rome du 15 au 18 janvier 1980. Le FIDA a assisté à une réunion d'un groupe de travail organisée par la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) du 6 au 8 février 1980 et a envoyé une délégation de deux membres à la sixième session de la Conférence des ministres. Le secrétariat a suivi toutes les activités et les décisions d'investissement du FIDA dans la région, notamment les projets financés par celui-ci au Burundi, au Kenya, à Madagascar, au Maroc, en République centrafricaine, au Sénégal, en Sierra Leone, en Somalie, au Soudan et en République-Unie de Tanzanie.

La CEA et l'ONUDI

Le secrétariat coopère avec l'ONUDI dans le domaine de l'industrialisation de l'Afrique de façon continue; dans le cadre de la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie du secrétariat, cette coopération prend diverses formes. L'ONUDI participe donc activement à tous les aspects des travaux de la Division mixte de l'industrie et détache même des membres du personnel de l'ONUDI auprès du secrétariat.

En coopération avec l'ONUDI et avec l'assistance d'autres organismes des Nations Unies tels que le PNUD et le PNUE, le secrétariat a entrepris un projet de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction en Afrique. L'ONUDI a collaboré avec le secrétariat à la mise en oeuvre d'un projet de formation du personnel des industries de base et elle a aussi participé activement à un séminaire sur les métaux et la mécanique organisé par le secrétariat. Le Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles en Afrique dont les recommandations ont été reprises dans le Plan d'action de Lagos, a été financé conjointement par la CEA, l'ONUDI et l'OUA.

Des représentants du secrétariat ont participé à la réunion du Groupe des 77 tenue à La Havane (Cuba) en décembre 1979 en préparation de la troisième Conférence générale de l'ONUDI. Ils ont également participé à la troisième Conférence générale de l'ONUDI tenue à New-Delhi (Inde) en janvier et février 1980.

Des représentants de la CEA et de l'ONUDI ont pris part à des conférences organisées par l'une et l'autre organisation et ont établi des descriptifs de projets communs qui ont été soumis au PNUD pour financement.

La CEA et le PNUD

Le secrétariat a coopéré régulièrement avec le PNUD en établissant des rapports semestriels sur le projet d'établissement d'un groupe de coordination pour les questions d'environnement au sein du secrétariat, en déléguant des fonctionnaires responsables des questions d'environnement à toutes les réunions interinstitutions et en veillant à ce que le programme de travail et les priorités du secrétariat dans ce domaine soient inclus dans le document annuel du PNUD sur le programme pour l'environnement. Le secrétariat a participé à la réunion du Conseil d'administration du PNUD tenue à Nairobi (Kenya) du 16 au 30 avril 1980 et y a exposé les grandes lignes du Plan d'action de Lagos. Il a également porté à la connaissance des Etats membres du PNUD la résolution 378 (XV) de la Conférence des ministres portant création d'un comité régional intergouvernemental des questions relatives à l'environnement. Les deux organisations ont également coopéré à l'organisation d'un séminaire sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique ainsi que du séminaire de juristes sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement en Afrique.

La CEA et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Au cours de la période à l'étude, des mesures importantes ont été prises pour jeter les bases de la coopération entre le secrétariat et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains. Au nombre des domaines spécifiques de coopération définis, il faut citer l'élaboration de politiques, la mise en place d'institutions, le transfert de technologie, la diffusion de l'information, la rationalisation de la production, l'utilisation de matériaux de construction locaux et le choix de techniques de construction appropriées. Le secrétariat a appuyé l'établissement de Habitat-Afrique, système régional de documentation et d'information sur les établissements humains qui fait partie du Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS).

La CEA et l'OMPI

Après avoir aidé de concert les pays d'expression anglaise à créer l'Industrial Property Organization of English-speaking Africa (Organisation de la propriété industrielle des pays d'Afrique d'expression anglaise), le secrétariat et l'OMPI ont continué à fournir une assistance à cette organisation en assurant conjointement le secrétariat. Le secrétariat mixte a été chargé de convoquer et d'organiser les réunions du Conseil de cette organisation en établissant le projet de programme de l'organisation et en

procédant à la sélection et à la nomination de son Directeur. Il a également organisé un concours régional pour l'attribution du "Prix AKIWUMI" qui devait récompenser le meilleur projet d'emblème pour l'organisation.

La CEA et l'OMCI

Le secrétariat a poursuivi la coopération établie depuis longtemps avec l'OMCI. Les deux organisations ont notamment échangé des informations sur les projets en cours et sur les projets prévus, participé aux réunions de l'une et l'autre, étudié de concert tous les problèmes relatifs aux transports maritimes et aux ports et se sont consultées sur des projets de formation du personnel dans le domaine des transports maritimes.

Un fonctionnaire de l'OMCI a participé aux travaux d'un groupe de consultants sur le projet du secrétariat relatif à l'étude des transports en Namibie. Il avait été prévu d'organiser des missions mixtes CEA/OMCI en vue d'évaluer les possibilités de convertir le collège Basdari de Mombasa (Kenya) en un centre sous-régional de formation dans le domaine de la gestion portuaire.

La CEA et l'OACI

Au cours de la période à l'étude, la coopération entre les deux organisations a commencé à se resserrer. Elle s'est traduite par un échange d'informations sur les projets en cours et les projets prévus par la participation à des réunions sur divers problèmes liés aux transports aériens, ainsi que par la participation d'un fonctionnaire de l'OACI aux activités préparatoires de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et par une collaboration au projet du secrétariat sur l'étude des transports en Namibie.

La CEA et la CNUCED

L'étroite coopération établie depuis longtemps avec la CNUCED s'est poursuivie au cours de la période à l'étude. Comme on peut le voir au chapitre III du présent rapport, où toutes les activités de la CEA sont exposées dans le détail, dans le domaine du commerce international et des finances, des ressources naturelles, de la science et de la technologie ainsi que de la recherche et de la planification socio-économiques, la CEA et la CNUCED ont maintenu des relations de travail étroites. Elles ont non seulement continué de contribuer à l'élaboration de leurs stratégies, mais ont aussi participé conjointement à des réunions; elles ont organisé sous leurs auspices communs un certain nombre de réunions, dont la Réunion mixte OUA/CEA/CNUCED sur la coopération économique entre pays en développement tenue en décembre 1979 à Addis-Abeba (Ethiopie), et en ont assuré le secrétariat. Une réunion entre secrétariats rassemblant des représentants de la CNUCED, des commissions économiques régionales et de la CEA s'est tenue en octobre 1979 en vue de déterminer la meilleure façon de mettre en oeuvre les résolutions de l'Assemblée générale concernant la décentralisation du programme de travail de la CNUCED en faveur des commissions économiques régionales. En coopération avec la CNUCED et le PNUD, le secrétariat a participé à la mise en oeuvre des projets relatifs aux études des problèmes économiques et

sociaux du Zimbabwe lancés par la CNUCED. Une mission d'enquête économique composée de représentants de la CNUCED, du PNUD et de la CEA s'est par la suite rendue au Zimbabwe et a élaboré trois projets : une étude de la main-d'oeuvre zimbabwéenne, la création d'un service d'analyses démographiques et la conduite d'un recensement de la population.

Dans le domaine des transports maritimes et des ports, le secrétariat et la CNUCED ont notamment échangé des informations et des rapports sur les projets en cours et prévus, se sont consultés sur divers problèmes liés aux transports maritimes et à l'exploitation des ports; en outre des représentants du secrétariat ont pris part à deux conférences de la CNUCED consacrées aux négociations de la convention internationale concernant le transport multimodal. Le secrétariat a participé en qualité d'organisme associé à la mise en oeuvre d'un projet de la CNUCED relatif à un cours de formation à la gestion des compagnies maritimes. Un consultant de la CNUCED a participé au projet de la CEA sur l'étude des transports en Namibie. Les deux organisations ont aussi continué à coopérer dans le domaine de la formation scientifique et technique.

Depuis novembre 1979, un agent de liaison du Centre (CNUCED/GATT) du commerce international a été détaché auprès du secrétariat de façon à éviter les chevauchements d'activités entre le secrétariat et le Centre et à améliorer l'assistance fournie aux Etats membres en matière de promotion des échanges.

La CEA et l'UNESCO

Au cours de la période à l'étude, la coopération entre les deux organisations a couvert divers domaines. La signature d'un protocole d'accord entre le secrétariat et l'UNESCO (annexe VI), a permis d'institutionnaliser la coopération entre les deux organisations et d'en définir les modalités. La première réunion de concertation entre la CEA et l'UNESCO s'est donc tenue du 27 au 30 novembre 1979 à Addis-Abeba (Ethiopie), pour débattre des modalités d'élaboration et d'exécution des programmes communs et pour définir les responsabilités de chaque organisation dans la mise en oeuvre du projet d'assistance préparatoire du PNUD relatif au développement de la science et de la technologie marines en Afrique. Le secrétariat et l'UNESCO ont également collaboré, entre autres domaines, à la formation du personnel scientifique et technique et à la mise en oeuvre du Programme des Nations Unies pour l'analyse comparative des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité. Le secrétariat a en outre établi des contacts avec l'UNESCO en ce qui concerne la diffusion de l'information, la fourniture de cartes régionales et la formation du personnel au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est.

La CEA et le Centre sur les sociétés transnationales

Le groupe mixte CEA/CSTN sur les sociétés transnationales synthétise la coopération entre le secrétariat et le Centre sur les sociétés transnationales. Il a entrepris plusieurs activités préliminaires importantes au cours de la période considérée, dont notamment des études, des analyses et des activités connexes portant sur des questions économiques, sociales et institutionnelles relatives aux sociétés transnationales qui opèrent en Afrique. Les activités de ce groupe sont exposées plus en détail au chapitre III du présent rapport.

La CEA et l'OIT

Au cours de la période à l'étude, la coopération entre le secrétariat et l'OIT a particulièrement porté sur l'intégration des femmes au développement, sur la formation du personnel et sur des questions démographiques. L'OIT a aidé le secrétariat à créer son groupe de l'artisanat et des petites industries, qui a pour but d'accroître les compétences en matière de gestion et de commerce et de promouvoir les facilités de crédit en faveur des femmes des zones rurales vivant du petit commerce. L'OIT a également apporté son appui à la deuxième réunion du groupe de travail interinstitutions sur le programme du secrétariat en faveur des femmes, qui s'est tenue en décembre 1979 à Lusaka (Zambie). Par l'intermédiaire du PECTA, l'OIT a collaboré avec le secrétariat à des activités liées aux problèmes de la main-d'oeuvre migrante en Afrique australe et à l'exode des compétences. L'OIT et d'autres organismes des Nations Unies ont collaboré avec le secrétariat au Programme des Nations Unies pour l'analyse comparative des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité. En février 1980 l'OIT et le FNUAP ont coopéré avec le secrétariat à l'organisation d'un séminaire national sur la population et le développement à Arusha (République-Unie de Tanzanie). Les préparatifs d'un séminaire consacré aux mêmes questions qui doit se tenir prochainement à Conakry (Guinée) ont aussi été achevés.

Le secrétariat et l'OIT étudient les moyens de renforcer leur coopération et de la rendre systématique en élaborant des programmes communs, en recourant à des groupes de travail spéciaux chargés de mettre en oeuvre des projets communs et en mettant en place un mécanisme conçu pour suivre et évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des programmes et en assurer le suivi.

La CEA et l'UNICEF

La coopération entre l'UNICEF et le secrétariat a été essentiellement axée sur la fourniture d'une assistance au secrétariat du Centre africain de recherches et de formation pour la femme (CARFF), dont la création remonte à 1975. Au cours de la période à l'étude, l'UNICEF a fourni au CARFF des fonds pour recruter des experts et acheter du matériel. Cette assistance s'est révélée particulièrement utile car le personnel du CARFF rémunéré au titre du budget ordinaire du secrétariat est trop peu nombreux pour s'acquitter de toutes les tâches inscrites au programme de travail du Centre.

La CEA et le FNUAP

Comme les années précédentes, le FNUAP a fourni l'essentiel des ressources nécessaires à la mise en oeuvre du programme de travail du secrétariat relatif à la population. Cette contribution financière est toutefois restée en deçà du niveau escompté, ce qui, conjugué à la stagnation du montant des ressources allouées au titre du budget ordinaire, a donné lieu à une diminution, par rapport à 1975, du nombre de démographes, alors que le programme de travail du secrétariat dans le domaine démographique s'est en revanche alourdi.

Le FNUAP et le PNUD doivent fournir des fonds pour l'exécution de trois projets du secrétariat en faveur du Zimbabwe; il s'agit de la création d'un service d'analyses démographiques, d'une étude de la main-d'œuvre zimbabwéenne et d'un recensement de la population du Zimbabwe. Le FNUAP a offert à un membre du secrétariat une bourse d'étude lui permettant de suivre en 1980 aux Etats-Unis d'Amérique un stage de formation sur la participation des femmes à la gestion.

La CEA et l'OMS

Bien que l'OMS ait nommé il y a plusieurs années un agent de liaison auprès du secrétariat, la coopération entre les deux organisations a été essentiellement ponctuelle. Au cours de la période à l'étude, le secrétariat a coordonné avec l'OMS ses activités touchant l'environnement et cette organisation a continué d'apporter son appui à l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques créé sous les auspices de la CEA. Un fonctionnaire du secrétariat a participé aux consultations OMS/CEA sur la coopération technique en Afrique, tenues à Brazzaville (Congo), à l'issue desquelles il a été recommandé de coordonner les activités des deux organisations dans le domaine des produits pharmaceutiques. Toutefois, vers la fin de 1980, le secrétariat et l'OMS ont engagé des consultations qui ont abouti à la signature d'un protocole d'accord visant à régir la coopération entre les deux organisations (voir annexe VII), ce qui doit conduire à l'instauration d'une coopération générale et systématique entre le secrétariat et l'OMS.

ANNEXE I

ACCORD DE COOPERATION
ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET
L'INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ET

L'INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "la Commission") et l'Institut panafricain pour le développement (ci-après dénommé "l'IPD");

Considérant leur intérêt commun à contribuer à un véritable développement économique et social des Etats membres de la Commission,

Reconnaissant que la coopération entre les deux organisations contribuerait à promouvoir une meilleure coordination et une meilleure réalisation de leurs activités respectives dans les pays africains,

Rappelant le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, et les conséquences que les activités sectorielles qui y sont proposées ont pour leurs programmes de travail respectifs,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Objectifs

1. Le présent Accord a pour but de faciliter la coopération entre la Commission et l'IPD pour la réalisation de certaines activités en vue de promouvoir l'intégration et le développement économiques et sociaux des Etats membres de la Commission.
2. Par coopération entre la Commission et l'IPD, on entend également la coopération entre leurs organes compétents ou spécialisés.

ARTICLE II

Domaine de coopération

Sous réserve des dispositions du présent Accord, des ressources et du mandat des deux organisations, la Commission et l'IPD coopéreront par le biais de leurs organes compétents dans le domaine général du développement rural et, à cet effet, dans les domaines particuliers de la formation du personnel, de la recherche, de l'organisation d'études appliquées, du soutien aux institutions nationales et locales de formation et de l'échange de consultants.

ARTICLE III

Modalités de coopération

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général de l'IPD échangeront des informations et des documents, à l'exception des documents confidentiels ou à distribution restreinte, sur les domaines de coopération définis à l'Article II du présent Accord.
2. Le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général de l'IPD désigneront au sein de leurs secrétariats respectifs un fonctionnaire qui sera chargé de la coordination de toutes les activités devant être réalisées en commun et sera l'attaché de liaison entre son organisation et l'autre partie.
3. Les représentants de la Commission et de l'IPD se rencontreront de temps en temps pour définir en détail les activités devant être entreprises conformément aux dispositions de l'Article II du présent Accord.
4. Les représentants de la Commission ou de l'IPD peuvent assister à toutes les conférences organisées par l'une ou l'autre de ces organisations à titre d'observateur, sans droit de vote, mais avec la possibilité de participer aux discussions de ces conférences ou réunions sous réserve des dispositions du règlement intérieur de la Commission ou de l'IPD.
5. Chaque fois qu'il est nécessaire d'entreprendre une mission commune relative aux activités prévues dans le cadre de l'Article II du présent Accord, la Commission et l'IPD se consulteront sur les dispositions à prendre pour l'organisation de cette mission.
6. Chaque fois que conformément aux dispositions du présent Accord, l'IPD demande à la Commission d'entreprendre l'une quelconque des activités énumérées à l'Article II du présent Accord, tous les détails et conditions régissant la réalisation de ces activités par la Commission, y compris leur durée, le mode de paiement par l'IPD à la Commission, qui seront dans tous les cas conformes aux pratiques de l'Organisation des Nations Unies, seront déterminés par un échange de lettres entre la Commission et l'IPD.

ARTICLE IV

Révision de l'Accord

Le Secrétaire exécutif de la CEA, ou son représentant, et le Secrétaire général de l'IPD ou son représentant, se rencontreront périodiquement au siège de l'une ou l'autre organisation en vue d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du présent Accord et d'étudier les moyens de parvenir à une meilleure exécution des dispositions du présent Accord.

ARTICLE V

Amendement

Les dispositions du présent Accord peuvent être amendées à tout moment d'un commun accord entre la Commission et l'IPD.

ARTICLE VI

Règlement des différends

Tout différend entre la Commission et l'IPD procédant du présent Accord ou s'y rapportant sera réglé à l'amiable.

ARTICLE VII

Durée et dénonciation de l'Accord

1. Le présent Accord est valable pour une période de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur.
2. La Commission ou l'IPD ont le droit de dénoncer le présent Accord à tout moment en notifiant leur décision par écrit à l'autre partie au moins trois mois à l'avance.
3. Si la dénonciation du présent Accord est notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article, la Commission et l'IPD prennent les mesures nécessaires pour ne pas compromettre l'exécution des projets entrepris conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE VIII

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Institut panafricain pour le développement ont signé le présent Accord.

FAIT à ADDIS-ABEBA le 16 octobre 1980.

Pour la Commission économique de
pour l'Afrique de l'Organisation
des Nations Unies

Pour l'Institut panafricain
pour le développement

Adebayo Adedeji
Secrétaire exécutif
de la Commission économique
pour l'Afrique
de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général
de l'Institut panafricain
pour le développement

ANNEXE II

MEMOIRE DE COOPERATION
ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ET
L'UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

(ci-après dénommée "CEA")

ET

L'UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

(ci-après dénommée "UDEAC")

Reconnaissant l'utilité d'une étroite et constante coordination des actions des organisations ou groupements régionaux et sous-régionaux opérant en Afrique,

Considérant la nécessité de promouvoir la coopération régionale en vue de la réalisation des objectifs que sont le développement équilibré et l'intégration des économies des Etats de la sous-région Afrique centrale I,

Convaincues que l'instauration de rapports étroits de coopération entre les deux organisations constitue l'un des moyens d'atteindre les objectifs visés ci-dessus,

CONVIENNENT DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE PREMIER

Objectifs

La CEA et l'UDEAC décident d'instituer entre elles des rapports étroits de coopération en vue de favoriser la coordination et l'harmonisation de leurs actions de développement au profit des Etats membres de l'UDEAC et des autres Etats de la sous-région Afrique centrale I.

ARTICLE 2

Domaines de coopération

1. La coopération entre la CEA et l'UDEAC se manifestera sous toutes formes pouvant permettre d'atteindre les objectifs cités à l'article premier ci-dessus et notamment dans les domaines ci-après :

a) Echange d'informations et d'études sur les divers aspects du développement économique des Etats membres sur le plan de l'économie globale ou des projets, sous réserve du caractère confidentiel de certains documents;

b) Echange d'expériences et de personnel technique, notamment sous forme de coopération entre experts et techniciens, d'organisation conjointe de séminaires, colloques et stages, d'invitations réciproques à des réunions, colloques et séminaires organisés par la CEA ou l'UDEAC et dont l'ordre du jour présente un intérêt pour l'une ou l'autre partie;

c) Coordination des études générales et sectorielles d'identification et d'évaluation des projets;

2. La CEA pourrait, à la demande expresse de l'UDEAC et en cas de besoin, faciliter l'accès aux centres de formation, du personnel de l'UDEAC, soit l'orienter efficacement vers des institutions spécialisées, y compris la CEA.

3. La CEA et l'UDEAC mettront à contribution tout l'effort nécessaire à la réalisation en commun des projets à caractère social, économique et culturel.

4. Dans la limite des ressources disponibles, l'UDEAC pourrait faire appel à la CEA en tant qu'agence d'exécution pour la réalisation des objectifs suivants :

a) Identification des projets de développement nationaux et multinationaux en matière de développement rural, de l'industrie, du tourisme, du commerce, de la science et de la technologie, des transports et communications sur les territoires des pays membres de l'UDEAC;

b) Mise en oeuvre des études de préféabilité relatives aux projets cités ci-dessus au sous-paragraphe a);

c) Mise à disposition éventuelle d'une assistance technique dans la préparation des termes de référence relatifs aux études de faisabilité et/ou d'ingénierie portant sur les projets susmentionnés en a), et la réalisation de ces études.

5. La CEA et l'UDEAC se consulteront en vue de formuler et d'harmoniser leurs positions sur les grandes questions économiques devant être débattues à des réunions internationales.

ARTICLE 3

Mécanismes de coopération

Afin de mettre en oeuvre les dispositions du présent mémoire, la CEA et l'UDEAC conviennent de tenir une réunion annuelle au siège de l'une ou l'autre organisation en vue :

1. D'arrêter les décisions propres à intensifier la coopération entre les deux institutions;

2. D'échanger leurs points de vue sur les programmes d'action et les stratégies de leurs organisations ainsi que sur toute question touchant à la réalisation des objectifs assignés à ces dernières.

ARTICLE 4

Entrée en vigueur

Le présent mémoire entre en vigueur dès sa signature.

ARTICLE 5

Modification

Le présent mémoire peut être modifié avec le consentement des deux parties.

ARTICLE 6

Dénonciation

1. Le présent mémoire de coopération peut être dénoncé par l'une des parties contractantes moyennant notification d'un préavis de six mois, à l'autre partie contractante.

2. En cas de cessation les parties se consulteront en vue de déterminer les mesures appropriées à prendre afin de liquider les engagements contractés pour l'exécution des opérations entreprises dans le cadre du présent mémoire de coopération.

EN FOI DE QUOI, les parties ont apposé leur signature au bas du présent mémoire.

FAIT à le 1980
en deux originaux en anglais et deux originaux en français, les deux textes
faisant foi.

Pour la Commission économique des
Nations Unies pour l'Afrique

Pour l'Union douanière et économique
de l'Afrique centrale

Adebayo Adedeji
Secrétaire exécutif

Vincent Efon
Secrétaire général

ACCORD ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
ET
LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS
EN MATIERE DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE

ACCORD ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
ET
LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS
EN MATIERE DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (ci-après dénommée "la CEA") représentée par son Secrétaire exécutif, et

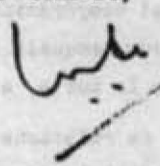
La Communauté économique des Pays des Grands Lacs (ci-après dénommée "la Communauté") représentée par son Secrétaire exécutif,

Considérant que la CEA compte fournir une assistance concrète aux Etats membres de la Communauté, en particulier, par l'intermédiaire du Centre multinational de programmation et d'exécution des projets de la CEA ayant son siège à Gisenyi (ci-après dénommé le "MULPOC"),

Considérant que la CEA et la Communauté, en vertu des objectifs que se sont fixés leurs institutions respectives et du désir qu'elles ont exprimé en ce qui concerne l'intégration et le développement économiques et sociaux des Etats membres de la Communauté, sont convenues, en octobre 1977, de certaines mesures visant à instituer une coopération concrète plus étroite tant au niveau des Secrétariats qu'au niveau ministériel entre le MULPOC et la Communauté,

Considérant qu'en vertu des résolutions 296 et 311 adoptées par la Conférence des ministres lors de sa quatrième réunion, la CEA est appelée, sous réserve des ressources disponibles, à fournir toute l'assistance possible à la Communauté en vue de la réalisation des objectifs de cette dernière,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :



ARTICLE PREMIER

Le présent Accord a pour objet de faciliter la coopération et l'assistance entre la CEA, en particulier par l'intermédiaire du MULPOC, et la Communauté en ce qui concerne l'exécution de certaines activités par la CEA pour le compte de la Communauté en vue de favoriser l'intégration et le développement économiques et sociaux des Etats membres de la Communauté.

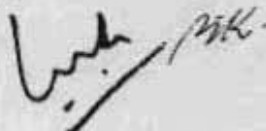
ARTICLE II

Domaines de coopération et d'assistance

Sous réserve des dispositions du présent Accord, des décisions prises lors de la réunion inaugurale du MULPOC en octobre 1977 concernant les mesures à prendre en vue d'instituer une coopération concrète plus étroite tant au niveau des Secrétariats qu'au niveau ministériel, entre le MULPOC et la Communauté, des ressources et du mandat de la CEA, et de la Convention portant création de la Communauté, et sans préjudice des dispositions générales ci-après :

1. La CEA et la Communauté se fixent pour objectif de coopérer à la promotion et à l'exécution de toutes les activités ci-après :

- a) Réalisation d'études économiques et sectorielles, et travaux de recherche liés aux objectifs de la Communauté;
- b) Echange de renseignements relatifs à l'intégration et au développement économiques et sociaux des Etats membres de la Communauté;
- c) Consultation et coopération en ce qui concerne des domaines d'activités pour lesquels il serait possible et souhaitable de procéder de la sorte, et
- d) Etablissement de relations de travail étroites et permanentes entre le MULPOC et la Communauté.



2. A la demande de la Communauté et dans la mesure où les moyens du MULPOC le permettent, la CEA s'efforce dans toute la mesure du possible d'entreprendre, pour le compte de la Communauté, des études de pré-investissement et de faisabilité et de concevoir et de mettre en oeuvre des projets qui favoriseront l'intégration et le développement économiques et sociaux des Etats membres de la Communauté, plus particulièrement dans les domaines :

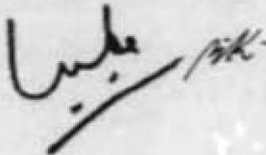
- a) de l'énergie;
- b) de l'agriculture et des industries agro-alliées;
- c) des transports;
- d) du commerce et de paiements;
- e) du tourisme;
- f) de la mise en valeur des ressources humaines;

ainsi que dans les domaines directement ou indirectement liés à ceux qui sont énumérés de a) à f), y compris la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution de ces projets, ou dans tout autre secteur dont le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la Communauté pourront convenir.

ARTICLE III

Mode de fonctionnement du présent Accord

1. Lorsque, conformément aux dispositions du présent Accord, la Communauté demande à la CEA d'entreprendre un projet déterminé correspondant aux activités énoncées à l'Article II du présent Accord, tous les détails et les conditions régissant le projet entrepris par la CEA, y compris sa durée et, le cas échéant, le montant des fonds à verser à la CEA par la Communauté et les modalités de leur paiement, qui seront conformes aux pratiques en vigueur à l'ONU, figureront dans un accord de projet connexe qui sera conclu entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la Communauté.



2. Lorsque, pour le succès de toute activité énoncée à l'Article II du présent Accord, il devient nécessaire que les responsables de la CEA et de la Communauté entreprennent une action commune, le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la Communauté se consultent au sujet des dispositions à prendre en ce qui concerne cette action commune, et en informer préalablement les Etats membres avant toute décision.

ARTICLE IV

Examen

Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la Communauté se réunissent périodiquement aux fins d'examen des progrès réalisés en vue de la réalisation des objectifs énoncés dans le présent Accord et d'examen des moyens permettant d'appliquer avec une plus grande efficacité et une plus grande efficience les dispositions du présent Accord.

ARTICLE V

Amendement

Les dispositions du présent Accord peuvent être modifiées à tout moment d'un commun Accord entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la Communauté.

ARTICLE VI

Entrée en vigueur

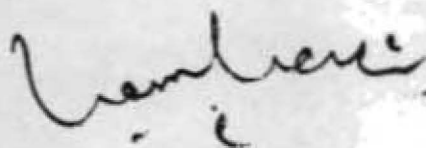
Le présent Accord dont les textes anglais et français font également foi, entrera en vigueur à la date de sa signature.

بجيبا

EN FOI DE QUOI, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, agissant au nom de l'Organisation des Nations Unies, et le Secrétaire exécutif de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs, agissant au nom de la Communauté des Pays des Grands Lacs, ont signé le présent Accord.

Fait à Addis-Abéba, le treize mars 1980.

Le Secrétaire exécutif
de la Commission économique
des Nations Unies pour l'Afrique



Adebayo Adedeji

Le Secrétaire exécutif
de la Communauté économique
des Pays des Grands Lacs



Bonaventure Kidwingira

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SECRETARIAT GENERAL

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DES NATIONS-UNIES

ET

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

La Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (Addis-Abeba, Ethiopie) ci-après dénommée "CEA" et représentée par Adebayo ADEDEJI, son Secrétaire Exécutif d'une part,

ET

La Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (Ouagadougou, Haute-Volta) ci-après dénommée "C.E.A.O." et représentée par Moussa NGOM, son Secrétaire Général d'autre part,

Convaincues de l'utilité d'une étroite et constante coordination des activités des organisations régionales et sous-régionales opérant en Afrique ;

Considérant leur engagement commun de promouvoir la coopération régionale en vue de la réalisation des objectifs que sont le développement équilibré et l'intégration des économies des Etats membres de la C.E.A.O.;

Convaincues que l'instauration de rapports étroits de coopération entre elles permettrait d'atteindre les objectifs visés ci-dessus et rendrait plus rationnels leurs efforts en matière de stratégies de développement ;

CONVIENNENT DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE PREMIER

Objectifs

Le présent Accord a pour objet de faciliter la coopération entre la CEA et la C.E.A.O. afin de promouvoir l'intégration et le développement économique et sociaux des Etats membres de la C.E.A.O.

La Coopération entre la CEA et la C.E.A.O. pourra s'étendre à leurs institutions appropriées ou spécialisées.

.../...



ARTICLE 2

Domaines de Coopération

Sous réserve des dispositions du présent Accord de leurs ressources et de leur mandat :

1. La CEA et la C.E.A.O. chercheront à coopérer en vue de promouvoir et entreprendre les activités suivantes :

- a) Echange d'informations et d'études sur les divers aspects du développement économique des Etats membres de la C.E.A.O. ;
- b) Echange d'expériences et d'experts, organisation conjointe de séminaires, colloques et stages, invitations réciproques à des réunions, colloques et séminaires organisés par la CEA ou la C.E.A.O. et qui présentent un intérêt pour l'une ou l'autre partie ;
- c) La consultation dans la formulation et l'harmonisation sur les questions importantes d'ordre économique international, notamment à l'occasion des réunions internationales.

2. a) A la demande de la C.E.A.O., la CEA fera tout son possible pour entreprendre au nom de la C.E.A.O. des études de pré-investissement, de faisabilité et concevoir et exécuter ses projets et plus particulièrement dans les domaines suivants :

- développement des ressources naturelles y compris le développement rural
- développement industriel et touristique
- échanges commerciaux
- recherche scientifique et technique
- transports et communications.

b) A la demande de la C.E.A.O., la CEA fera tout son possible pour rechercher le financement et/ou d'autres ressources partout où cela sera possible pour l'exécution de l'une quelconque des actions dans les domaines mentionnés au paragraphe ci-dessus.

.../...



ARTICLE 3

Mécanisme de Coopération

1. Le Secrétaire Exécutif de la CEA et le Secrétaire Général de la C.E.A.O. se réuniront au moins une fois l'an au siège de l'une ou l'autre organisation pour passer en revue les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs énoncés dans le présent Accord et pour envisager les moyens d'en appliquer de façon plus efficace les dispositions.
2. Si, conformément aux dispositions du présent Accord, la C.E.A.O. demande à la CEA d'entreprendre l'une quelconque des activités prévues à l'Article 2 du présent Accord, le détail de celles-ci et les conditions dans lesquelles la CEA les entreprendra, pourront être exposés dans un protocole d'application approprié conclu entre le Secrétaire Exécutif de la CEA et le Secrétaire Général de la C.E.A.O. ou entre leurs représentants dûment mandatés.

ARTICLE 4

Dispositions finales : entrée en vigueur - modification - dénonciation

1. Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature.
2. Il peut être modifié avec le consentement des deux parties.
3. Il peut être mis fin à cet Accord à tout moment par l'une ou l'autre partie, après un préavis écrit de trois mois.

.../...



4. La dénonciation de cet Accord se fera sans préjudice de la poursuite des actions en cours.

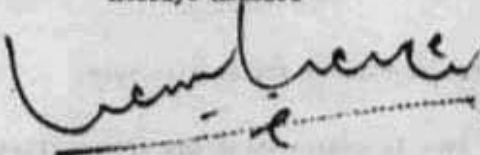
EN FOI DE QUOI, le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations-Unies, au nom de l'Organisation des Nations-Unies et le Secrétaire Général de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest ont signé le présent Accord.

Fait à Addis-Abebba

12th 1^{er} Décembre 1979.

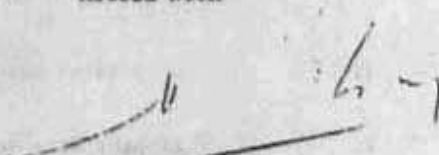
en deux originaux l'un en anglais et l'autre en français, les deux textes faisant foi.

Pour la Commission Economique
pour l'Afrique des Nations-Unies
Adebayo ADEDEJI



Secrétaire Exécutif
de la Commission Economique
pour l'Afrique des Nations Unies

Pour la Communauté Economique
de l'Afrique de l'Ouest
Moussa NGOM



Secrétaire Général
de la Communauté Economique
de l'Afrique de l'Ouest



ANNEXE V

ACCORD ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
AGISSANT POUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET EN SON NOM
ET
LA BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

ACCORD ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
AGISSANT POUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET EN SON NOM

ET

LA BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

L'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire de sa Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "la CEA") et la Banque ouest-africaine de développement (ci-après dénommée "la Banque"),

Considérant qu'il est dans leur intérêt réciproque de contribuer au développement économique et social effectif des Etats membres de la CEA qui sont également membres de la Banque,

Reconnaissant qu'une coopération entre les deux organismes assurera une meilleure coordination ainsi qu'une efficacité et une efficience accrues en ce qui concerne l'exécution de leurs activités dans les territoires des Etats membres de la Banque,

CONVIENNENT DES DISPOSITIONS CI-APRES :

ARTICLE PREMIER

Objectifs

Le présent Accord vise à faciliter la coopération entre la CEA et la Banque ainsi que certaines activités déterminées entreprises par la CEA en consultation avec la Banque en vue de promouvoir le développement économique et social des Etats membres de la Banque.

ARTICLE 2

Domaines de coopération

Sous réserve des dispositions du présent Accord, du mandat de la CEA et des ressources disponibles :

1. La CEA et la Banque se fixent pour objectif de collaborer en vue de promouvoir et d'entreprendre l'une quelconque des activités suivantes :

a) Formulation de stratégies communes en vue de résoudre les problèmes liés au développement économique et social des Etats membres de la Banque;

b) Etudes générales et sectorielles relatives au développement économique et social des Etats membres de la Banque;

c) Recours aux bons offices de la Banque aux fins de promotion et mise en oeuvre de projets économiques et sociaux multinationaux dans les territoires des Etats membres de la Banque;

d) Echange d'informations, de données et de documents relatifs au développement économique et social des Etats membres de la Banque et de nature à faciliter et promouvoir la coopération entre la CEA et la Banque envisagée dans le présent Accord;

e) Consultations réciproques sur toutes autres activités pour lesquelles il pourrait être possible et souhaitable pour la CEA et la Banque de coopérer.

2. A la demande de la Banque, la CEA peut aider à l'affectation de personnes parrainées pour la Banque dans des instituts de formation ou prendre toutes mesures utiles en vue de leur détachement dans d'autres institutions, y compris la CEA, afin de leur permettre d'acquérir l'expérience requise aux fins des activités de la Banque.

3. Chaque fois que possible, la Banque aura recours à la CEA en sa qualité d'institution d'exécution aux fins suivantes :

a) Identification, dans les territoires des Etats membres, des projets nationaux et multinationaux qui méritent d'être financés par la Banque;

b) Réalisation d'études de pré-factibilité pour ce qui concerne les projets mentionnés dans l'alinéa a) de ce même paragraphe;

c) Obtention d'assistance dans l'établissement des conditions applicables aux études de pré-factibilité et/ou aux études techniques relatives aux projets mentionnés dans l'alinéa a) du présent paragraphe, et réalisation de ces études;

d) Fourniture de l'assistance technique nécessaire à la mise en oeuvre des projets financés par la Banque;

e) Evaluation des résultats et des incidences de la mise en oeuvre des projets financés par la Banque.

ARTICLE 3

Mode de fonctionnement

1. Lorsque, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 2 du présent Accord, la CEA demande à la Banque, ou réciproquement, d'entreprendre une activité ne relevant pas de sa compétence ordinaire ou entraînant des dépenses extraordinaires, la CEA ou la Banque, selon le cas, détermine le montant de la compensation qu'il convient de verser à l'autre partie et l'en informe par écrit.

2. Lorsque, pour assurer le succès de l'une quelconque des activités définies au paragraphe 1 de l'Article 2 du présent Accord, il devient nécessaire d'entreprendre une mission conjointe, la CEA et la Banque se consultent sur les dispositions à prendre au sujet de ladite mission.

3. Lorsque, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 2 du présent Accord, la Banque demande à la CEA d'entreprendre l'une quelconque des activités définies dans ce même paragraphe, tous les détails de l'activité entreprise par la CEA et les conditions la régissant, y compris sa durée, et les modalités de versement des fonds fournis par la Banque en vue de leur utilisation par la CEA, qui seront dans tous les cas conformes aux pratiques en vigueur dans l'Organisation des Nations Unies, sont fixés par échange de correspondance entre la Banque et la CEA.

ARTICLE 4

Examen périodique de l'Accord

La CEA et la Banque se réunissent une fois l'an pour examiner les progrès enregistrés en vue de la réalisation des objectifs du présent Accord ainsi que les moyens permettant d'appliquer avec une efficacité et une efficience accrues les dispositions du présent Accord.

ARTICLE 5

Amendement

Les dispositions du présent Accord peuvent être modifiées à tout moment par accord mutuel entre la CEA et la Banque.

ARTICLE 6

Règlement des différends

Tout différend entre la CEA et la Banque, procédant du présent Accord ou y ayant trait, ne pouvant être réglé par voie de négociation ou par un autre mode de règlement dont il aurait été convenu, est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une ou l'autre des parties. Chaque partie désigne un arbitre dans les quinze (15) jours de l'échec du règlement amiable et les deux arbitres désignés en nomment un troisième, qui sera président. Au cas où l'une des parties ne désigne pas un arbitre dans le délai de quinze (15) jours susmentionné ou si l'un des deux arbitres est dans l'incapacité d'exercer ses fonctions ou si les deux arbitres ne parviennent pas à s'entendre au sujet de la nomination d'un troisième arbitre, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine désigne, à la demande de l'une des parties, un arbitre ou, le cas échéant, le troisième arbitre. La procédure d'arbitrage est fixée par les arbitres et les frais d'arbitrage, évalués par les arbitres, sont à la charge des parties. La sentence arbitrale comporte un exposé des motifs l'ayant fondée et est acceptée par les parties en tant que sentence définitive tranchant le différend.

ARTICLE 7

Dénonciation de l'Accord

1. La CEA ou la Banque a le droit de dénoncer le présent Accord à tout moment en notifiant sa décision par écrit à l'autre partie au moins six mois à l'avance.
2. Si la dénonciation du présent Accord est notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article, la CEA et la Banque prennent les mesures nécessaires de façon à ne pas compromettre l'exécution des projets en cours, conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE 8

Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, le présent Accord, dont les textes anglais et français font également foi, a été signé au nom de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque par leurs représentants respectifs dûment autorisés le _____ 1980.

POUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POUR LA BANQUE OUEST-AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Adebayo Adedeji
Secrétaire exécutif
de la Commission économique
des Nations Unies pour l'Afrique

Pierre Damiha
Président de la Banque
ouest-africaine de développement

ANNEXE VI

ARRANGEMENT ENTRE
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
ET
LE SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE

ANNEXE VI

ARRANGEMENT ENTRE
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
(ci-après dénommée "l'UNESCO")

ET

LE SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE
(ci-après dénommée "la Commission")

Considérant l'accord du 14 décembre 1946 passé entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO,

Rappelant la résolution 249 (XI) de la Commission, en date du 22 février 1973, intitulée "Coopération avec les organisations internationales", dans le paragraphe 5 du dispositif de laquelle la Commission a prié le Secrétaire exécutif de la Commission d'examiner avec les "organismes des Nations Unies la possibilité d'établir des arrangements appropriés entre chaque organisme et la Commission en vue d'une action coordonnée pour l'élaboration et l'exécution des programmes de travail communs, et, si possible, en vue de la création de divisions mixtes au sein du secrétariat de la Commission",

Rappelant en outre le "Rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales en 1969" (document E/4709 du Conseil économique et social du 16 juillet 1969) et les principes directeurs relatifs à la "Coopération avec l'UNESCO dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement" figurant dans la section VI (paragraphe 26 à 31) de ce rapport,

Rappelant également, en particulier, que dans la résolution 1826 (LV) du Conseil économique et social, d'août 1973, que l'Assemblée générale des Nations Unies a fait sienne par sa résolution 3168 (XXVIII) de décembre 1973, il était recommandé "d'harmoniser la planification des activités des divers organismes des Nations Unies dans le domaine scientifique et technique et de l'intégrer progressivement en une politique des Nations Unies pour la science et la technique",

Considérant en outre la recommandation 19 de la Conférence des ministres des Etats membres africains chargés de l'application de la science et de la technologie au développement tenue à Dakar (Sénégal) en janvier 1974, sur l'application de la science et de la technologie au développement en Afrique, la recommandation 20 sur le rôle des universités et des établissements de recherche et la recommandation 21 relative aux techniques pouvant bénéficier aux pays africains, par lesquelles la Conférence a prié l'UNESCO, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Commission de coordonner leurs efforts en matière de promotion de la technologie en Afrique,

Considérant également les recommandations 25, 26 et 31 de cette même Conférence, relatives à la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique et aux mécanismes et programmes d'action appropriés à mettre en oeuvre à la suite de la Conférence, recommandations par lesquelles il était demandé à l'UNESCO de promouvoir, en collaboration avec la Commission et l'OUA, l'adoption de mesures et de programmes de coopération multinationale dans le domaine de l'application de la science et de la technologie en Afrique et d'élaborer des activités consécutives à la tenue de la Conférence

Ayant présentes à l'esprit les recommandations 15 et 21 de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique, tenue à Lagos (Nigéria) du 27 janvier au 4 février 1976, dans lesquelles il était demandé à l'UNESCO de coopérer avec la Commission et l'OUA en matière du développement de la science et de la technique et dans le domaine de l'éducation en faveur du développement en Afrique, ainsi que dans l'évaluation des problèmes éducatifs, scientifiques et technologiques qui se posent à l'Afrique en matière de développement socio-économique, et d'entreprendre des programmes d'action concertés pour atténuer la gravité de ces problèmes,

Rappelant en outre la résolution 87 (IV) de la CNUCED, de mai 1976, au paragraphe 7 du dispositif de laquelle il était demandé à la Commission et à l'OUA de travailler en collaboration avec l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies à l'établissement d'un centre africain pour le développement et le transfert de la technologie,

Ayant présent à l'esprit le "Programme général relatif à la science et à la technique (19C/Résolution 2.01) adopté par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-neuvième session (Nairobi, octobre-novembre 1976), notamment la décision à l'effet que l'UNESCO participe activement à la formulation d'une politique de la science et de la technique pour les organismes des Nations Unies, en particulier en vue d'assurer l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et l'examen périodique du Plan d'action mondial des Nations Unies pour l'application de la science et la technique au développement,

Considérant la demande du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui, lors de sa réunion de février 1977, a demandé aux organismes des Nations Unies d'assister le secrétariat et les commissions régionales dans les travaux préparatoires à la Conférence,

Tenant compte de la résolution 328 (XIII) de la Commission, du 3 mars 1977, relative à la "Restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique", dans laquelle la Conférence des ministres de la Commission, notant, en particulier, "l'existence de conférences ministérielles institutionnalisées traitant de problèmes sectoriels spécifiques en Afrique" et convaincue "qu'une action concertée et une coopération entre ... les diverses organisations intergouvernementales qui mènent des activités de développement économique et social dans

la région africaine sont essentielles pour éviter la dispersion des efforts et des ressources nécessaires pour l'exécution des programmes prioritaires", a prié le Comité exécutif de la Commission, au paragraphe 3 du dispositif de la résolution, d'"examiner les décisions et recommandations des conférences ministérielles sectorielles en vue de les incorporer, dès que possible, dans le programme de travail et ordre de priorités de la Commission",

Considérant la résolution relative au plan à moyen terme pour la période 1977-1982 (document 19 C/4) adopté par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-neuvième session (19 C/Résolution 100) et les décisions relatives aux objectifs du plan à moyen terme dans le domaine de la science et de la technique,

Le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire exécutif de la Commission sont convenus de ce qui suit :

1. Objectifs du programme de coopération

Les principaux objectifs des activités de coopération et des programmes communs de l'UNESCO et de la Commission sont les suivants :

a) Fournir un cadre opérationnel pour la conception, la formulation, la programmation et l'exécution d'activités communes se rapportant à des projets spécifiques dans des domaines d'intérêt commun et des domaines prioritaires au niveau régional;

b) Réaliser des études et rassembler une information de base sur des problèmes scientifiques et technologiques spécifiques de façon à pouvoir proposer aux Etats africains des principes directeurs pour la formulation de politiques et de programmes de développement de l'éducation et de la recherche dans les domaines scientifiques et techniques en vue du progrès socio-économique;

c) Examiner et évaluer périodiquement l'efficacité, la pertinence et la validité de la science et de la technique en tant qu'instruments du développement national des Etats membres de la région africaine;

d) Promouvoir des activités nationales et multinationales dans le cadre de programmes de coopération intra-africaine en matière de développement et d'utilisation des établissements d'enseignement, de formation et de recherche scientifiques et techniques.

2. Fonctionnaires de liaison

Le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire exécutif de la Commission nommeront l'un et l'autre un fonctionnaire (ou des fonctionnaires) de liaison parmi le personnel de leurs secrétariats respectifs qui se tiendront informés de toutes questions relatives à l'application des dispositions du présent arrangement, en particulier en ce qui concerne les réunions de concertation et autres mécanismes de coopération prévus au paragraphe 3, alinéas a) à c) ci-après. Les fonctionnaires de liaison se réuniront selon qu'ils le jugeront nécessaire, afin de promouvoir la réalisation des objectifs susmentionnés.

3. Réunions de coopération et programmes communs

a) Des réunions de concertation seront organisées chaque année avec la participation des fonctionnaires nommés par le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire exécutif de la Commission. Ces réunions se tiendront alternativement au siège de l'UNESCO et à celui de la Commission. Elles auront pour objectif de permettre aux participants de passer en revue les décisions, les projets et les programmes communs en cours, de déterminer le montant des ressources et des contributions à fournir par l'UNESCO et la Commission sur la base d'une période de programmation convenue et d'élaborer des activités communes dans le domaine de la science et de la technique, telles que :

- i) la fourniture d'une assistance aux Etats membres pour la conception d'études sur la science et la technique au niveau universitaire, y compris les cours de troisième cycle, en particulier dans les domaines de l'ingénierie et des sciences économiques;
- ii) l'organisation de séminaires sur l'application de la science et de la technique à l'intention d'utilisateurs de la technologie (hommes d'affaires, chefs de département, etc.);
- iii) l'identification d'activités d'appui aux centres régionaux scientifiques en Afrique, afin de promouvoir une meilleure utilisation, dans les divers secteurs de l'économie, du savoir-faire et du personnel qu'ils contribuent à former.

b) La première réunion de concertation se tiendra dès que possible après l'entrée en vigueur du présent arrangement. Les détails de l'organisation et de l'ordre du jour de chaque réunion seront élaborés au terme de consultations entre l'UNESCO et la Commission.

c) Sur approbation des conclusions déposées par les participants aux réunions de concertation, un groupe commun d'élaboration et d'exécution de projets sera établi aux fins d'exécution des projets et activités arrêtés d'un commun accord. Ce groupe sera composé d'équipes chargées de travailler à l'exécution de projets spécifiques. Les modalités de fonctionnement du groupe seront définies conjointement par l'UNESCO et la Commission.

4. Projets devant faire l'objet d'une programmation et d'une exécution communes immédiates

a) L'UNESCO et la Commission sont convenues par le présent arrangement d'entreprendre des activités communes dans les domaines indiqués ci-après en vue de promouvoir l'application de la science et de la technique au développement en Afrique :

- i) Suivi de recommandations spécifiques formulées par la Conférence des ministres des Etats membres africains chargés de l'application de la science et de la technologie au développement, tenue en 1974, et de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique, tenue en 1976;

- ii) Coopération en matière de planification et d'élaboration de projets communs dans les domaines suivants : enseignement et recherche scientifiques et technologiques, services d'information scientifique et technologique et centres de recherche et de formation régionaux et sous-régionaux;
- iii) Participation conjointe de la Commission et de l'UNESCO à la réalisation d'études spécifiques d'intérêt commun que la Commission et l'UNESCO peuvent être amenées à entreprendre dans des Etats membres africains aux fins de la promotion de la science et de la technique et de leur application au développement.

b) L'UNESCO et la Commission sont en outre convenues que priorité sera accordée à des activités communes relatives à des programmes et projets se rapportant à la réalisation des objectifs du présent arrangement, en particulier en ce qui concerne :

- i) la création d'un centre africain de technologie;
- ii) les sciences et techniques de la mer;
- iii) la recherche-développement dans le domaine de l'énergie solaire;
- iv) la création d'un institut supérieur africain de formation et de recherche techniques;
- v) la mise en place d'un réseau africain d'information sur le développement;
- vi) l'exécution d'activités préparatoires et l'élaboration d'activités consécutives à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

Fait à Paris le 10 mai 1979 et dûment signé :

Pour l'UNESCO

Pour la Commission

Amadou-Mahtar M'Bow
Directeur général
de l'Organisation des Nations
Unies pour l'éducation,
la science et la culture

Adebayo Adedeji
Secrétaire exécutif
de la Commission économique
pour l'Afrique

ANNEXE VII

MEMORANDUM D'ACCORD RELATIF A LA COOPERATION
ENTRE
LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
ET
L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (ci-après dénommée "CEA") agissant par l'intermédiaire de son Secrétaire exécutif et l'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (ci-après dénommée "OMS") agissant par l'intermédiaire de son Directeur régional pour l'Afrique,

CONSIDERANT qu'elles ont un intérêt commun à contribuer au développement économique et social des Etats Membres de la CEA;

CONVAINCUES que la conclusion d'un accord favorisera la coopération entre elles et contribuera à une meilleure coordination et à une mise en oeuvre plus efficace et plus productive de leurs activités dans les Etats Membres de la CEA,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Objectifs

L'objectif du présent Mémorandum d'Accord est de faciliter la coopération entre la CEA et l'OMS pour l'exécution de certaines activités destinées à promouvoir le développement économique et social des Etats Membres de la CEA.

ARTICLE 2

Domaines de coopération

Sous réserve des dispositions du présent Mémorandum d'Accord et des ressources disponibles, du programme de travail et du mandat de la CEA et de l'OMS, la CEA et l'OMS coopéreront, à tous égards, par l'intermédiaire de leurs organes compétents, dans les domaines de la santé et secteurs apparentés, notamment pour ce qui est de :

- a) la définition et la mise en oeuvre des politiques, stratégies et plans d'action visant au développement de la santé, y compris les soins de santé primaires, de façon à instaurer la santé pour tous d'ici à l'an 2000 dans les Etats Membres de la CEA;
- b) l'identification, la préparation, la mobilisation de fonds et l'exécution de projets conjoints entrepris en vertu de ce Mémorandum d'Accord;
- c) la mise à jour des informations relatives aux conditions socio-économiques et plus particulièrement en ce qui concerne la démographie et la santé des Etats Membres de la CEA, et de
- d) la coordination de leurs activités relatives à la coopération technique entre les Etats Membres de la CEA dans le domaine de la santé et la mobilisation des ressources nécessaires.

ARTICLE 3

Mécanisme de coopération

1. La CEA et l'OMS procéderont à un échange d'informations et de documents concernant les domaines de coopération énoncés à l'Article 2 du présent Mémoire d'Accord.
2. Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, sous réserve du Règlement intérieur de leurs organes respectifs, s'inviteront mutuellement aux conférences, réunions, séminaires, colloques et autres rencontres de même nature organisés par elles.
3. La CEA et l'OMS devront, afin d'éviter tout gaspillage de ressources et le chevauchement de leurs efforts, coopérer entre elles pour utiliser les ressources disponibles afin d'atteindre les objectifs du présent Mémoire d'Accord.
4. Dans les cas où, aux termes des dispositions du présent Mémoire d'Accord, la CEA et l'OMS s'engagent à collaborer à la mise en oeuvre d'un projet donné, les modalités détaillées de l'utilisation de leurs ressources feront l'objet d'un accord spécial passé entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

ARTICLE 4

Examen périodique

1. Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique se réuniront au moins une fois l'an pour passer en revue les progrès réalisés pour atteindre les objectifs du présent Mémoire d'Accord et faire en sorte que ce dernier soit appliqué dans les meilleures conditions d'efficacité et de rentabilité.
2. Des fonctionnaires de la CEA et de l'OMS auront des entretiens par le biais du Bureau de Liaison de l'OMS auprès de la CEA, au moins deux fois l'an afin de mettre en oeuvre les dispositions du présent Mémoire d'Accord.

ARTICLE 5

Dispositions finales - entrée en vigueur, amendement, résiliation

1. Le présent Mémoire d'Accord entrera en vigueur au moment de sa signature.
2. Le présent Mémoire d'Accord pourra être modifié par consentement mutuel des deux parties.
3. Le présent Mémoire d'Accord pourra être résilié par l'une ou l'autre partie moyennant préavis de six mois donné par écrit à l'autre partie.

4. En cas de préavis de résiliation du présent Mémoire d'Accord, donné aux termes des dispositions du paragraphe 3 du présent Article, la CEA et l'OMS prendront toutes mesures nécessaires pour ne pas porter préjudice à l'exécution des projets déjà mis en route en vertu des dispositions du présent Mémoire d'Accord.

EN FOI DE QUOI, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Afrique ont signé le présent Mémoire d'Accord.

FAIT A Addis Ababa 10 jour du mois de Octobre
mil neuf cent quatre vingt en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

Pour la Commission économique
des Nations Unies pour l'Afrique

Pour l'Organisation mondiale
de la Santé



Professeur Adedeji Adeniyi
Secrétaire exécutif

29/10/80



10. X. 1980
Dr Comlan A. A. Quenum
Directeur régional
pour l'Afrique